J. B. E. GOLDSTEIN

THÉORIE ET PRATIQUE DU COLLECTIVISME OLIGARCHIQUE

TRADUCTION FRANÇAISE DE L'ÉDITION ORIGINALE
PUBLIÉE SOUS LE TITRE
ТЕОРИЯ И ПРАКТИКА ОЛИГАРХИЧЕСКОГО КОЛЛЕКТИВИЗМА

1948

THÉORIE ET PRATIQUE
DU COLLECTIVISME OLIGARCHIQUE

J. B. E. Goldstein

THÉORIE ET PRATIQUE

DU

COLLECTIVISME OLIGARCHIQUE

TRADUCTION DE L'EDITION ORIGINALE
PUBLIEE SOUS LE TITRE

Теория и практика олигархического коллективизма.

1948

En hommage à mon ami et Frère Édouard Boulard, à qui je dois l'idée de cet essai.

J. B. E. Goldstein – 1944

« Ils [les hommes] *jugent en général avec les yeux plutôt qu'avec les mains ; or chacun peut voir, mais il est réservé à peu de toucher. Chacun vous voit tel que vous paraissez ; peu se rendent un compte exact de ce que vous êtes ; et cette minorité n'ose contredire l'opinion du plus grand nombre, soutenue par la majesté de l'État. »*

Et comme, en ces matières, aucun appel ne peut être porté devant aucun tribunal, on peut considérer que la fin, elle seule, en dernier ressort, permet de juger les moyens : les peuples donneront toujours raison au plus fort. Qu'un prince veille donc avant tout à conserver son État. S'il réussit, les moyens seront toujours estimés honorables, et loués d'un chacun. La foule ne juge que d'après les apparences et les résultats ; le monde entier n'est qu'une foule et pense comme une foule. Les isolés, capables de penser et de comprendre, se tairont, ou on les fera taire.

NICOLAS MACHIAVEL : *Le Prince*, c. XVIII, p. 35.

SOMMAIRE

—

I. POLITIQUE INTÉRIEURE

L'IGNORANCE, C'EST LA FORCE.

I. LA MÉTHODE.

II. STADE D'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ.

III. LA CIRCULATION SOCIALE.

IV. L'ÉLITE.

V. LA CLASSE MOYENNE.

VI. LA CLASSE INFÉRIEURE.

VII. LES MINORITÉS.

VIII. LES ORGANISATIONS POLITIQUES, SYNDICALES, CORPORATISTES ET ASSOCIATIVES.

IX. SÛRETÉ INTÉRIEURE.

X. ORGANISATION DU POUVOIR.

II. INFORMATION

QUI CONTRÔLE LE PRÉSENT CONTRÔLE LE PASSÉ.
QUI CONTRÔLE LE PASSÉ CONTRÔLE LE FUTUR.

I. L'OPINION.

II. LA PRESSE.

III. LA CULTURE.

IV. LES LOISIRS.

III. ÉCONOMIE

LA LIBERTÉ, C'EST L'ESCLAVAGE.

I. LA PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT.

II. L'ÉCONOMIE.

IV. POLITIQUE EXTÉRIEURE

LA GUERRE, C'EST LA PAIX.

I. LA GUERRE ET LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

II. L'ESPIONNAGE ET LE CONTRE-ESPIONNAGE.

POLITIQUE INTÉRIEURE

L'IGNORANCE, C'EST LA FORCE.

I. LA MÉTHODE.

DIFFÉRENCIER LE DIRE ET LE FAIRE.

Il y a une nécessité de ne jamais dévoiler ses véritables intentions à la masse, et de lui présenter d'autres raisons auxquelles on sait qu'elle est sensible. Ainsi, il faut nettement séparer la *forme de l'intention*, et la *véritable intention* dont rien ne doit être dit. La forme de l'intention doit être, en majeure partie sinon entièrement, de nature soit surnaturelle soit métaphysique (« transcendantale »). Elle doit être insignifiante dans tous les cas, lorsque considérée depuis le point de vue des véritables intentions ou actions dans le monde réel de l'espace, du temps et de l'Histoire. Ou alors : si la forme de l'intention doit avoir quelque signification empirique, il sera cependant impossible de la faire se concrétiser dans les conditions actuelles de la société.

Quoi qu'il en soit, la dépendance de toute la structure du raisonnement de la forme, par rapport à la véritable intention, fait qu'il est impossible pour son orateur (ou pour son rédacteur) de fournir une réelle explication du comportement des Hommes. Une distorsion de la vérité doit systématiquement exister, et, naturellement, il ne faut rien dire ni montrer de la manière dont la forme de l'intention pourrait se concrétiser, puisque, étant chimérique ou mythique, elle ne peut se concrétiser.

Depuis un point de vue rationnel, les arguments de la forme de l'intention peuvent être à la fois vrais et faux (valides ou invalides). Mais, à l'exception de quelques cas exceptionnels, ils ne doivent entretenir aucun rapport avec les problèmes politiques réels, puisqu'ils sont imaginés pour « prouver » à la masse la validité des principaux points de la structure de la forme de l'intention. Ces points peuvent être des considérations religieuses ou métaphysiques, ou les aspects séduisants d'un idéal utopique.

La forme de l'intention doit être l'expression indirecte de la véritable intention ; c'est-à-dire du sens concret de la véritable action politique dans sa relation avec l'actualité de la situation historique, sociale et économique. Mais, au moment où elle est exprimée, cette forme n'existe que pour masquer la véritable intention. Ainsi, lorsque nous débattons de la paix universelle, d'une forme de gouvernement mondial unifié et vivant en bonne intelligence, ce qui est réellement en jeu est si le pays doit être gouverné par son peuple, ou soumis à l'influence d'une autre

nation réactionnaire et despotique. Lorsque nous débattons des mérites d'un budget de l'État équilibré et d'une monnaie forte, notre véritable intention s'inscrit dans le réel conflit autour de qui règle la valeur et la distribution de la monnaie. Nous nous imaginons en train d'argumenter à propos des principes moraux et légaux de la liberté et de la démocratie, alors que la réelle question est qui exercera un contrôle sur cette démocratie.

Il résulte de tout ceci que la véritable intention est laissée irresponsable, puisque, souvent, elle apparaît comme vicieuse et réactionnaire à l'entendement de la masse. Les choses doivent être faites ainsi, et alors la véritable intention est toujours niée et abandonnée au « hasard », présentée comme une conséquence inattendue et malheureuse, ou comme le regrettable corollaire de la forme de l'intention.

Et même lorsque la véritable intention est ainsi pensée qu'elle contribue au bien-être de la masse et à sa sécurité, aucune preuve ni aucun indice ne doit lui en être fourni.

Et si jamais cette preuve ou cette évidence doit exister, alors elle doit être un des arguments de la forme de l'intention.

Même lorsque la masse accepte favorablement la véritable intention, ou que l'on pense qu'elle l'acceptera ainsi, c'est encore la forme de l'intention (c'est-à-dire de fausses raisons) qui doit lui être présentée.

La nature nécessairement sophistiquée et abstraite de la forme de l'intention n'existe que pour stimuler la passion, des sentiments, ou l'existence d'un préjudice qui servira à atteindre le véritable objectif tout en le masquant. Cette méthode, dont les conséquences, du point de vue intellectuel, sont la confusion et la dissimulation de la vérité, ne peut en aucun cas aider à résoudre les problèmes de la masse. Du point de vue de l'État, de ses dirigeants et de leurs porte-paroles, en revanche, lorsqu'ils sont malhonnêtes, ignorants, habités par des croyances utopiques ou cherchent simplement à tromper, cette méthode est de loin la meilleure pour atteindre n'importe quel objectif, et pour orienter la masse vers le chemin du sacrifice de ses propres intérêts et de sa dignité à leurs profits.

SUR LE DISCOURS POLITIQUE.

Lorsqu'un système libéral semble être établi (c'est-à-dire lorsque le système du suffrage est largement appliqué ou universel), les candidats à des postes élevés de gouvernance doivent procéder par l'exploitation des sentiments les plus simples de la masse.

Quelles que soient leurs origines, les méthodes qui sont utilisées par ceux dont le but est de capturer et d'exploiter la sympathie des masses sont toujours les mêmes. Elles consistent à pointer le doigt vers l'égoïsme, la stupidité, les plaisirs matérialistes du riche et du puissant, et à en faire, bien sûr, des caricatures. Elles consistent à dénoncer leurs vices, leurs erreurs et leurs fautes (imaginaires ou réels, peu importe). Elles consistent à promettre l'application d'une justice sociale grossière, toujours souhaitée par le plus grand nombre déjà soumis à toutes les frustrations, laquelle vise à abolir toutes les distinctions de catégories sociales basées sur l'avantage de la bien-naissance. Elles consistent à stimuler son désir, impossible à satisfaire, d'une distribution absolument égale des plaisirs et des souffrances.

Bien souvent, les parties contre lesquelles cette propagande est dirigée utilisent exactement la même pour s'en défendre. Et toutes les fois où elles pensent pouvoir s'en tirer ainsi, elles aussi font des promesses qu'elles ne pourront ou ne pourraient jamais tenir.

DE LA NÉCESSITÉ DU MYTHE POUR BIEN DIRIGER LES MASSES.

« Les croyances générales sont les supports nécessaires des civilisations ; elles impriment une orientation aux idées. Elles seules peuvent inspirer la foi et créer le devoir[1] », nous explique Gustave Le Bon.

Un mythe, à la différence d'une hypothèse ou d'une utopie, n'est, à la fois, jamais totalement imaginaire ni totalement vrai. Les faits du mythe ne peuvent jamais être contestés, car un mythe ne peut jamais être réfuté puisqu'il est, à la base, en conformité avec les convictions d'un groupe. Étant l'expression de ces convictions selon le langage de ce groupe (qui peut être à l'origine d'un mouvement), on ne peut proprement en analyser les éléments ou les parties sur un plan historique.

Lorsque les Hommes participent à un grand mouvement social, ils perçoivent toujours leur action à venir comme un combat dont la cause est si évidente qu'elle triomphera forcément.

Ces constructions, ces connaissances qui sont si importantes pour les historiens, sont bien des mythes, tout comme le sont les grandes grèves générales des syndicalistes et les révolutions prolétariennes. De remarquables exemples de ces mythes furent

1 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, Livre II., c. iv. « Limites de variabilité des croyances et opinions des foules », §1 « Les Croyances fixes », 1895.

le fait de la chrétienté primitive, de la Réforme, de la Révolution française et des suiveurs du révolutionnaire Mazzini[2].

Voici pourquoi il serait une perte de temps de chercher à analyser ces constructions et ces connaissances comme nous analysons une chose en la séparant en éléments distincts, pourquoi il faut les considérer dans leur globalité exclusivement et comme des forces historiques, et pourquoi il faut tout spécialement veiller à ne pas faire de comparaisons hâtives entre les faits accomplis et les causes que les groupes ont faites leurs avant d'agir.

Un mythe n'est pas une description de choses et de notions, mais l'expression d'une détermination à agir. Ceux qui vivent dans ce monde de mythes ont l'esprit réfractaire à toutes leurs réfutations. Par exemple, aucun échec ne prouve quoi que ce soit contre le socialisme, puisque le socialisme n'est qu'une phase transitoire précédant la révolution (il est entendu ici que les communistes considèrent la révolution comme une action permanente, et non comme un moyen devant mener à une fin). Tous les incrédules qui cherchent à vérifier les prémisses supportant l'argument du socialisme sont accusés d'avoir mal suivi leur apprentissage (ou que leur apprentissage a été insuffisant) ; ceux-là doivent travailler encore pour comprendre, avec plus de courage, de persistance et de confiance qu'ils en ont montrés.

Bien qu'un mythe ne soit pas une théorie scientifique, et qu'il ne soit pas, par conséquent, nécessaire de le confronter à des faits, il n'est pas pour autant arbitraire ; aucun mythe ne peut

---

2 Giuseppe Mazzini (1805-1872), fut un révolutionnaire et patriote italien, fervent républicain et combattant pour la réalisation de l'unité italienne. Il est considéré avec Giuseppe Garibaldi, Victor-Emmanuel II et Camillo Cavour, comme l'un des « pères de la patrie » en Italie.

Mazzini a participé et soutenu tous les mouvements insurrectionnels en Italie qui se sont avérés pour leur grande majorité des échecs, mais son action a eu pour effet d'ébranler les petits États de la péninsule et d'inquiéter les plus grands comme le Royaume de Sardaigne, puis le Royaume d'Italie à partir de 1861, la France et l'Empire d'Autriche dont Metternich, Premier ministre autrichien, dit de lui : *« J'ai dû lutter avec le plus grand des soldats, Napoléon. Je suis arrivé à mettre d'accord entre eux les empereurs, les rois et les papes. Personne ne m'a donné plus de tracas qu'un brigand italien : maigre, pâle, en haillons, mais éloquent comme la tempête, brûlant comme un apôtre, rusé comme un voleur, désinvolte comme un comédien, infatigable comme un amant, qui a pour nom : Giuseppe Mazzini. ».*

Ses idées et son action politique ont largement contribué à la naissance de l'État unitaire italien, alors que les condamnations des différents tribunaux de l'Italie l'ont forcé à l'exil et à la clandestinité jusqu'à sa mort. Les théories mazziniennes sont d'une grande importance dans la définition du mouvement moderne européen par l'affirmation de la démocratie à travers la forme républicaine de l'État. En politique italienne, il constitue une référence permanente, ce qui lui a valu d'être récupéré par toutes les tendances politiques : le fascisme, la résistance et sa famille républicaine.

l'être. Un mythe qui sert à rassembler et à animer un groupe (qui peut être une Nation, une population, ou une catégorie sociale) doit pouvoir stimuler les sentiments les plus profonds de ses membres, et, en même temps, canaliser leurs énergies vers la quête d'une solution aux problèmes réels qu'ils rencontrent dans leur environnement social et économique actuel.

DE LA NÉCESSITÉ DE LA VIOLENCE POUR BIEN DIRIGER LES MASSES.

Le mythe, lorsqu'il est puissant, transcende le mouvement social, il rend la révolution formidable et héroïque. Mais il n'est d'aucun service s'il n'est pas soutenu par la violence. George Sorel, qui s'est fait universellement connaître des penseurs et des politiciens de tous les bords pour sa théorie de la violence régénératrice, et indispensable à tous les mouvements révolutionnaires prolétariens[3], nous enseigne à peu près tout ce qui suit dans cet article. Mais il faut être prudent au moment de comprendre les idées qu'il défendait, et pourquoi il les défendait. Sorel ne prenait pas les idées de l'humanisme et du pacifisme pour ce qu'elles étaient, car il comprenait qu'elles ne sont que des formes d'intentions servant à atteindre de véritables intentions ; il les liait au contexte historique dans lequel elles devaient fonctionner.

Quelle que soit leur force, les arguments de l'humanisme et du pacifisme ne s'affranchissent jamais de la violence des relations sociales, puisque la violence est toujours le premier des moyens permettant de maintenir l'ordre dans toute société.

Même dans les sociétés où la liberté de l'individu est la plus grande, au moins la classe inférieure est maintenue dans un état de servage économique, social et politique. Depuis le point de vue de la réalité politique qui est ici le nôtre, le discours humaniste ne sert qu'à obscurcir les réalités sociales. Plus important : la dénonciation morale de la violence aide à bâillonner les classes inférieure et moyenne, et à les dissuader d'user des moyens violents dont elles disposent lorsqu'elles se révoltent.

Il est vrai que la violence ouverte, dans la société civile en temps de paix, est devenue plus rare en notre XXe siècle que durant tous les siècles précédents ; mais doit-on prendre ce fait pour la marque d'une évolution à tous les égards ?

Oui, dans la mesure où la brutalité physique des brigands des temps anciens, et celle qu'utilisaient les États pour les punir, ne

---

3 GEORGES SOREL, *Réflexions sur la violence*, 1908.

sont plus guère employées que dans quelques sociétés restées socialement primitives. Ce n'est pas de cette violence dont voulait parler Sorel.

Depuis un autre point de vue, la rareté grandissante des actes de violence ne correspond qu'à la fréquence grandissante de la tromperie et de la corruption dans les relations sociales. La tromperie a largement remplacé la violence comme sûr moyen d'atteindre le succès et d'accéder aux privilèges. C'est pourquoi ceux qui se montrent meilleurs à la tromperie qu'à la violence font de l'humanisme leur principal argument. Car, contrairement à l'acte de violence, la tromperie n'engendre pas l'horreur morale des masses ; « on a fini par trouver qu'il serait bien injuste de condamner des négociants banqueroutiers et des notaires qui se retiraient ruinés après de médiocres catastrophes, alors que les princes de l'escroquerie financière continuaient à mener joyeuse vie », explique Sorel[4].

Pareillement dans le cas de la classe inférieure moderne, lorsqu'elle se trouve contrôlée par les réformistes et les politiciens. La tolérance ouverte des méthodes de violence prolétarienne menacerait toutes les institutions de la société, et sa structure sociale dans son ensemble. C'est pourquoi l'usage de la violence est condamné par tous ceux qui ont intérêt à maintenir une société dans son état présent. La ruse est privilégiée lorsqu'elle use des doctrines de « paix sociale », de « collaboration » et d'« arbitrage ». La gravité des actes de violence occasionnels de la classe inférieure est minorée, parce que les élites des syndicats ouvriers – lorsqu'elles sont les alliées discrètes de l'élite dirigeante – l'utilisent pour : maintenir leur pression sur les employeurs, obtenir pour elles-mêmes des concessions, et pour prouver combien elles sont capables de contrôler la violence prolétarienne. Sorel explique à ce propos :

« Transformer les syndicats en associations politico-criminelles servant d'auxiliaires au gouvernement démocratique, tel fut le plan de Waldeck Rousseau depuis 1884 ; les syndicats devaient jouer un rôle analogue à celui que nous avons vu jouer aux Loges : celles-ci servant à faire l'espionnage des fonctionnaires, ceux-là étant destinés à menacer les intérêts des patrons peu favorables à l'administration ; les francs-maçons étant récompensés par des décorations et des faveurs accordées à leurs amis ; les ouvriers étant autorisés à arracher à leurs patrons des

---

4 GEORGES SOREL, *Réflexions sur la violence*, c. vi., « La Moralité de la violence », II, § B, 1908.

suppléments de salaire. Cette politique était simple et ne coûtait pas cher. Pour que ce système puisse fonctionner convenablement, il faut qu'il y ait une certaine modération dans la conduite des ouvriers ; non seulement la violence doit rester discrète, mais encore les demandes ne doivent pas dépasser certaines limites. Il faut appliquer ici les mêmes principes que pour les pots-de-vin touchés par les politiciens : ceux-ci sont approuvés par tout le monde quand ils savent limiter leurs exigences. Les gens qui sont dans les affaires savent qu'il y a tout un art du pot-de-vin ; certains courtiers ont acquis une habileté toute particulière pour l'appréciation des remises à offrir aux hauts fonctionnaires ou aux députés qui peuvent faire aboutir une convention (sachant qu'aucune affaire importante ne se traite sans pot-de-vin). Si les financiers sont, presque toujours, obligés d'avoir recours aux bons offices de spécialistes, à plus forte raison des ouvriers nullement habitués aux usages du monde, doivent-ils avoir besoin d'intermédiaires pour fixer la somme qu'ils peuvent exiger de leurs patrons sans excéder des limites raisonnables ?

« Nous sommes ainsi amenés à considérer l'arbitrage sous un jour tout nouveau et à le comprendre d'une manière vraiment scientifique, puisque, au lieu de nous laisser duper par les abstractions, nous l'expliquerons, au moyen des idées dominantes de la société bourgeoise, qui l'a inventé et qui veut l'imposer aux travailleurs. Il serait évidemment absurde d'entrer chez un charcutier et de le sommer de vendre un jambon à un prix inférieur au prix marqué, en réclamant un arbitrage ; mais il n'est pas absurde de promettre à un groupe de patrons les avantages que peut leur procurer la fixité des salaires durant quelques années, et de demander à des spécialistes quelles gratifications méritent cette garantie ; cette gratification peut être considérable, si on peut espérer un bon courant d'affaires durant cette période. Au lieu de verser un pot-de-vin à un homme influent, les patrons donnent une augmentation de salaire à leurs ouvriers ; à leur point de vue, il n'y a nulle différence. Quant au gouvernement, il devient le bienfaiteur du peuple et il espère avoir de bonnes élections ; […][5] ».

« Suivant beaucoup de savantes personnes, on ne saurait trop admirer le passage de la violence à la ruse qui se manifeste dans les grèves actuelles de l'Angleterre. Les *trade-unions*[6] tiennent

---

5 GEORGES SOREL, *Réflexions sur la violence*, c. VI., « La Moralité de la violence », III, 1908.
6 Syndicats ouvriers, en Angleterre.

beaucoup à se faire reconnaître le droit d'employer la menace enveloppée de formules diplomatiques : elles désirent ne pas être inquiétées quand elles font circuler autour des usines des délégués chargés de faire entendre aux ouvriers qui veulent travailler, qu'ils auraient grand intérêt à suivre les indications des *trade-unions* ; […][7] ».

De plus, la croissance des idéologies humaniste et pacifique, cet effort de masquer la force qui, de toute façon, continue d'opérer de manière ambiguë, afin de s'en remettre à un pouvoir procédant de la ruse, de la tromperie, de la compromission et de la corruption plutôt qu'en la violence, est *la méthode* du collectivisme oligarchique. Elle permet de tenir, non seulement les classes inférieure et moyenne, mais aussi tous les individus de l'élite telle que celle-ci est décrite dans un prochain chapitre. Le pouvoir s'exerce d'une manière ambiguë, par la tromperie et sans égard pour le sens de ce qu'est le pouvoir politique selon la théorie de la science politique moderne. Parallèlement à cet état, le pouvoir politique, tel qu'il apparaît officiellement, doit faire face à la critique des classes moyenne et inférieure ; c'est là que la nécessité du contrôle de la presse prend tout son sens. Sorel dit à ce propos : « Lorsque les classes gouvernantes, n'osant plus gouverner, ont honte de leur situation privilégiée, s'acharnent à faire des avances à leurs ennemis et proclament leur horreur pour toute scission dans la société, il devient beaucoup plus difficile de maintenir dans le prolétariat cette idée de scission sans laquelle il serait impossible au socialisme de remplir son rôle historique[8] ». Et si elles ne contrôlent pas fermement la presse, elles révèlent alors leur couardise et leur charlatanisme.

« Faisons donc tous les jours davantage pour les déshérités, disent ces messieurs ; montrons-nous plus chrétiens ou plus philanthropes ou plus démocrates (suivant le tempérament de chacun) ; unissons-nous pour l'accomplissement du devoir social. Nous aurons ainsi de ces affreux socialistes qui croient possible de ruiner le prestige des Intellectuels, après que les Intellectuels ont ruiné celui de l'Église. En fait ces combinaisons savantes et morales ont échoué ; la raison n'en est pas difficile à voir.

« Le beau raisonnement de ces messieurs, des pontifes du devoir social, suppose que la violence ne pourra plus augmenter, ou

---

7 GEORGES SOREL, *Réflexions sur la violence*, c. vi, « La Moralité de la violence », VI, 1908.

8 GEORGES SOREL, *Réflexions sur la violence*, c. vi., « La Moralité de la violence », I., 1908.

même qu'elle diminuera au fur et à mesure que les Intellectuels feront plus de politesses, de platitudes et de grimaces en l'honneur de l'union des classes. Malheureusement pour ces grands penseurs, les choses se passent tout autrement ; il se trouve que la violence ne cesse de s'accroître au fur et à mesure qu'elle devrait diminuer d'après les principes de la haute sociologie[9]. »

Une reconnaissance ouverte de la nécessité de la violence peut stopper la dégénérescence sociale, mais dans ce cas, la franche brutalité et l'esprit autoritaire qui la caractérisent doivent être soutenus par un mythe particulièrement fort et convaincant. Le mythe et la violence, lorsqu'ils dépendant l'un de l'autre et réciproquement, ne produisent plus ni cruauté sans propos, ni souffrance, mais, à la place, le sens du sacrifice et l'héroïsme[10].

Mais c'est par ce qui n'est que superficiellement un paradoxe que le consentement ouvert à l'usage de la violence, lorsqu'il est lié à un mythe fort, mène à une diminution générale de la violence dans toute la société. Comme ce fut le cas à l'époque des premiers martyrs chrétiens, dont les historiens ont démontré qu'ils étaient finalement rares et peu spectaculaires en réalité, la qualité absolue d'un mythe donne un sens plus élevé à la nature de la violence, et, en même temps, prévient une incessante répétition d'actes brutaux. « Nous pouvons donc concevoir que le socialisme soit parfaitement révolutionnaire, encore qu'il n'y ait que des conflits courts et peu nombreux, pourvu que ceux-ci aient une force suffisante pour pouvoir s'allier à l'idée de la grève générale ; tous les événements apparaîtront alors sous une forme amplifiée, et, les notions catastrophiques se maintenant, la scission sera parfaite. Ainsi se trouve écartée l'objection que l'on adresse souvent aux révolutionnaires : la civilisation n'est point menacée de succomber sous les conséquences d'un accroissement de la brutalité, puisque l'idée de grève générale permet d'alimenter la notion de lutte de classe au moyen d'incidents qui paraîtraient médiocres aux historiens bourgeois[11] ».

L'apparent paradoxe, suggérant que l'admission ouverte de la fonction de la violente dans les conflits sociaux peut entraîner une diminution de la quantité de violence en général, apparaît comme un grand mystère à tous ceux qui envisagent la société en

9 *Ibid.*
10 Sorel semble avoir une vision soudainement « romantique » et « passionnée » lorsqu'il traite ce point, mais l'ensemble de sa réflexion suggère fortement qu'il en était conscient.
11 *Ibid.*

n'en considérant que les formes. Si les Hommes croient et disent qu'ils s'opposent à la violence, s'ils défendent, au contraire, des idéaux humanistes et pacifiques, il s'ensuit – ainsi que les tous les *formalistes* le pensent – qu'il y aura moins de violence dans le monde que lorsqu'ils en admettaient ouvertement la nécessité. L'expérience historique, cependant, ne supporte pas un tel espoir, ainsi que Machiavel l'avait déjà remarqué et compris en son temps. Les idéaux humanistes communs chez la plupart des aristocrates français du XVIIIe siècle n'ont en rien réduit le gigantesque bain de sang de la Révolution française de 1789 ; ils pourraient bien, au contraire, être la cause de sa démesure. Les faits nous montrent que la perception humaniste des punitions devant être infligées aux criminels, telle que nous l'avons vu apparaître puis fleurir durant le XIXe siècle, n'a en rien diminué la criminalité violente. Les mouvements pacifistes et contre la guerre sont une marque particulièrement visible de la société moderne. Cependant, ils n'ont pas empêché la venue des guerres les plus grandes et les plus dévastatrices de l'histoire de l'humanité. Bien au contraire, ils ont, dans les pays où ils furent les plus influents, précisément, mené bien plus d'Hommes à la mort que si la doctrine politique du moment avait eu pour base le fait que les guerres sont une des phases naturelles et inévitables du cycle de l'Histoire de toutes les sociétés, partout dans le monde.

II. STADE D'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ.

L'ÉVALUATION SOCIOLOGIQUE.

Tout le monde peut admettre que presque tous les comportements autres que verbaux, que l'on peut remarquer chez les animaux, ou chez les Hommes lorsqu'ils ne sont que le fait de pulsions, ne sont pas logiques. Cette caractéristique, commune à tous les êtres vivants dotés d'un système nerveux central, apporte son lot de difficultés lorsque le comportement qui n'est pas logique est complété de l'expression verbale. Ni le pays, ni le type de société, ni la culture n'exercent d'influence sur ces comportements : et l'Histoire nous enseigne que durant l'évolution de l'Homme, depuis la période néolithique jusqu'à notre époque, aucun changement n'a affecté son esprit. Fondamentalement, l'Homme du XXe siècle se comporte bien de la même manière que celui qui vivait en Mésopotamie ou encore au Japon il y a des milliers d'années. Quelques historiens et sociologues modernes parmi les plus éminents ont intégré la psychologie et ses découvertes dans leurs recherches et évaluations. D'autres, tout aussi éminents, ont établi des classifications de comportements types en observant leurs constances et répétitions au long de l'histoire de l'humanité. Parmi eux, Vilfredo Pareto s'est distingué par la plus grande justesse de ses observations[12] au moment d'expliquer les comportements sociaux et culturels collectifs non-logiques – que les psychologues distinguent des comportements logiques issus de la raison réfléchie, en parlant alors de *passion*. Or la passion l'emporte toujours sur la raison dans le comportement des sociétés, et elle est à l'origine des cultures et de leurs évolutions. Pareto, pour justifier sa classification, dit que « Tout phénomène social peut être envisagé sous deux aspects, c'est-à-dire comme il est en réalité ou tel qu'il se présente à l'esprit de certains hommes. Nous appellerons le premier aspect : *objectif* ; le second : *subjectif*. Cette division est nécessaire, parce que nous ne pouvons mettre dans une même classe, par exemple, les opérations que le chimiste exécute dans son laboratoire, et celles de l'individu qui s'adonne à la magie, les actions qu'accomplissaient les marins grecs, ramant pour

12 Vilfredo Pareto a présenté sa classification dans son *Trattato di sociologia generale* (*Traité de sociologie générale*), en 1916.

chasser leur navire sur l'eau, et les sacrifices qu'ils offraient à Poséidon pour obtenir une navigation propice. À Rome, la loi des XII Tables punissait celui qui opérait des sortilèges contre les moissons. Nous voulons distinguer cette action de celle qui consiste à incendier les moissons[13] ».

Les tentatives de Pareto de démystifier les théories non scientifiques et les systèmes de croyances l'ont amené à établir une distinction entre les éléments changeants qui donnèrent lieu à ces théories, auxquels il a donné le nom de « dérivations », et aux éléments résiduels (relativement) permanents celui de « résidus ». Cette notion de *résidus* est souvent mal comprise, ou prise comme une manière abstraite de désigner les instincts et les sentiments les plus primaires de l'esprit humain. Pareto s'est occasionnellement exprimé pour clarifier son explication, et a désigné ses *résidus* comme des instincts. Cependant, il semble qu'il les utilisait pour désigner des *manifestations* de sentiments, ou plutôt comme leurs équivalents. Les résidus sont des intermédiaires aux sentiments de l'esprit que nous ne pouvons connaître, et le système de croyances et d'actions que nous connaissons et pouvons convenablement analyser. De plus, les résidus relèvent des instincts de l'Homme, mais ils ne les couvrent pas tous, sachant que nous ne pouvons connaître que ceux qui font apparaître la rationalité dans les théories, les autres demeurant cachés.

Par exemple, l'appétit d'un homme ou sa préférence pour les côtes de porc n'entrent dans aucune des catégories de *résidus* établies par Pareto. Mais si cet homme construit une théorie disant que la nourriture chinoise est supérieure à la nourriture italienne, alors Pareto tenterait d'explorer les *résidus* qui supportent sa justification (puisque, *à priori*, aucun argument logique ne pourrait définitivement justifier que la nourriture de l'un ou l'autre de ces deux pays est la meilleure).

Pareto a établi sa distinction entre les *résidus* et les *dérivations* à l'aide des procédures suivantes :

1° Analyse des doctrines associées à l'action. Par exemple : doctrine religieuse chrétienne, ou théorie politique libérale. Connaissant ces théories, on en extrait les éléments qui correspondent aux standards scientifiques de l'expérience logique ;

2° Extraction des éléments qui sont pas scientifiquement démontrables, et séparation de ceux-ci, d'un côté, en éléments

---

13 VILFREDO PARETO ; *Traité de sociologie générale*, c. ii, « Les Actions non logiques », §149, 1911.

constants qui sont les *résidus* ; et, de l'autre, en variables qui sont les *dérivations*.

Les dérivations n'apparaissent que lorsque l'on se trouve en présence d'un raisonnement, de justifications idéologiques. Et lorsqu'elles sont présentes, l'analyse de Pareto consiste à en extraire les éléments (relativement) constants qui les supportent. Par exemple, on trouve une grande variété de verbalisations et de doctrines en rapport avec le sexe à toutes les époques de l'Histoire. Celles-ci peuvent avoir la forme d'une pornographie littéraire (liberté sexuelle), ou celle de la dénonciation de la licence sexuelle (répression sexuelle). Ces deux dernières actions sont des dérivations issues d'un résidu commun et bien particulier qui, quant à lui, demeure remarquablement stable à toutes les périodes de l'humanité et partout dans le monde. Les styles, modes et théories éthiques qui concernent le sexe varient considérablement, mais elles sont les produits d'un noyau, le sexe, qui engendre toutes sortes de nouvelles doctrines qui ne sont que des alibis motivés par des raisons profondes jamais ouvertement exposées.

Les théories de Pareto ont donné lieu à un système de pensée sociale que les historiens et les sociologues les plus réputés ont reconnu, dont Pitirim Sorokin[14] tout récemment. « Le système de pensée sociale de Pareto est une brillante description quantitative de l'interdépendance fonctionnelle du phénomène social qui élimine la cause unique, qui insiste sur une analyse dynamique des phénomènes appelés "résidus" et "dérivations", et que son auteur décrit ainsi :

« Les résidus sont des manifestations de sentiments. Les dérivations englobent les raisonnements logiques, ceux qui ne le sont pas, et les manifestations de sentiments servant le propos des dérivations : ils sont des manifestations du besoin irrépressible et naturel qu'à l'être humain de penser. Si ce besoin n'était satisfait que par des raisonnements tirés d'expériences logiques, il n'y aurait pas de dérivations. À la place, nous ne trouverions que des théories scientifiques supportées par des expériences logiques. Mais le besoin humain de penser peut être satisfait de bien d'autres manières […][15] ».

---

14 Pitirim Sorokin (1889-), activiste politique en Russie, est devenu sociologue et fondateur du département de sociologie de l'université d'Harvard (États-Unis). Il s'est particulièrement illustré par sa contribution à la théorie des *cycles sociaux*. Ses ouvrages majeurs sont *The Sociology of Revolution* (1935) et *Social and Cultural Dynamics* (4 vol., 1937-41).

15 Sorokin, 1928.

On peut également considérer, depuis un autre point de vue, que les *résidus* de Pareto sont synonymes d'« intérêts économiques », et, plus exactement, des équivalents des « instincts de base » de Malinovski.

Voyons maintenant quelques exemples de comportements issus des *résidus* de Pareto.

La liste historique des pratiques et des *résidus* qui ne sont pas logiques est assez longue ; on les trouve principalement dans de nombreuses tribus, groupes et même Nations. Ils se rapportent le plus souvent à la météorologie ; c'est-à-dire à la croyance disant qu'il est possible de la prédire avec exactitude ou même de l'influencer. Parfois, ce comportement non-logique consiste à sacrifier un bœuf, un coq ou une chèvre ; parfois, il consiste en les fabrications et manipulations d'objets matériels ; parfois encore, en la répétition de formules, de chants, etc. Souvent, ces pratiques sont associées à des théories censées expliquer pourquoi elles peuvent affecter la météorologie (parce qu'un dieu écoute et se montre réceptif, etc.). Ces pratiques nombreuses et variées entretiennent un lien étroit avec les *dérivations*. Mais toutes ces *dérivations*, qui, elles aussi, et par conséquent, sont nombreuses, ont un point commun que nous désignerons arbitrairement sous le nom de « noyau ». Ce *noyau* est le sentiment (ou croyance) de l'Homme qu'il est possible d'influencer la météorologie par le moyen de quelque action abstraite.

On peut comprendre que ce *noyau* apparaît dans beaucoup d'activités autres que la tentative du contrôle de la météorologie. Et il peut s'agir d'activités durant lesquelles les Hommes peuvent combiner ensemble deux, ou plus, éléments de différentes sortes devant servir un autre propos, voire aucun propos concret. Ce *noyau*, commun à tous les grands champs d'action, est une expression d'un *résidu* que nous pouvons arbitrairement et empiriquement nommer, pour ce cas précis, un « résidu de combinaisons ».

Nous pouvons trouver, à toutes les époques de l'histoire de l'Homme depuis la période néolithique, une grande variété d'activités verbales en rapport avec le thème des plaisirs du sexe (et plus précisément et exactement avec la *pulsion sexuelle*, laquelle trouve son origine dans la pulsion de survie de l'espèce). Parfois, elles prennent la forme de littérature pornographique ; parfois, au contraire, celle de la dénonciation du péché de la chair, de l'ascétisme et de l'abstinence ; parfois celle d'une codification stricte des pratiques sexuelles ; parfois, celle d'une nécessaire censure ; parfois, celle d'allégories morales ou reli-

gieuses… Mais, dans toutes ces dernières expressions, fort différentes les unes des autres, et parfois même opposées ou contradictoires, nous trouvons tout de même le thème de la sexualité comme *noyau* commun. Et nous remarquons du même coup sa grande stabilité à travers les âges et les cultures (parce qu'il est une préoccupation). Il change de style et affecte les modes d'expression, c'est autour de lui que de nouvelles expressions remplacent les anciennes, voire les censurent du même coup. Ceci démontre à nouveau, mais avec le concours d'un exemple différent, que ce « noyau sexuel » commun est l'expression d'un *résidu*. Ou encore : nous trouvons que partout, et à toutes les époques, les Hommes croient en la réalité objective et en la persistance d'entités telles que des dieux, des esprits ; ou même encore en « l'État », le « progrès », la « justice », la « liberté », l'« humanité », le « prolétariat » ou la « loi ». Les noms et personnalités particulières de ces entités changent, rapidement parfois ; de même que les théories qui expliquent les entités (religions, philosophies et moralités). Ces noms, caractéristiques spéciales ou particulières et théories sont des *dérivations*.

Cependant, nous trouvons toujours cette croyance commune en la réalité de telles entités (quelle que soit la manière de l'exprimer et de les décrire), ce qui démontre l'existence d'un résidu, et du même coup l'existence d'un résidu persistant de l'abstraction (que nous pouvons appeler « besoin naturel d'abstractions »).

Le terme *résidu* signifie alors, dans le strict contexte de cette explication, l'élément stable et commun que nous trouvons dans toutes les actions sociales, et qui est un reste de nos ancêtres primitifs lointains, lorsque nous l'avons dégagé de toutes les *dérivations*. La ressemblance de cette explication, ici sociologique, avec celles de Malinovski, et même celles de la psychologie moderne, peut sembler évidente. Les deux branches trouvent la même réponse, mais celle de la sociologie procèdent différemment (quoique d'une manière assez proche de celle des psychologues et psychanalystes, dans l'absolu), par l'observation et la comparaison de nombreuses actions de nature sociale dans des contextes et à des époques divers et variés.

Toujours vus depuis l'angle de la sociologie, exclusivement, nous pouvons présumer que les résidus correspondent à autant de pulsions qui existent en l'Homme de manière permanente. Car, ici, nous ne donnons au mot *résidu* qu'un sens sociologique, et non psychologique ; l'équivalent de cette explication, depuis le point de vue de la psychologie et de l'étude des comportements

sera plus détaillé et plus exact, mais ne sera pas, bien sûr, assorti d'exemples concrets et historiques. Mais il est encore important, à ce stade, d'insister sur le sens théorique et sociologique du terme résidu, dans le but de prévenir toute supposition que ce qui vient d'être expliqué jusque-là puisse être invalidé par un argument issu de la psychologie, en expliquant, par exemple, que *résidu* est un terme inapproprié au moment de tenter de décrire ce qu'est la *pulsion*, et que la pulsion n'est pas, seule, à l'origine des comportements présentés comme des conséquences de son action.

Nous classons les *résidus* selon une hiérarchie que Pareto a établie dans son *Trattato di sociologia generale* (Les actions qui ne sont pas logiques étant constituées de « résidus », c'est-à-dire de tous les affects inhérents à l'homme). Cette hiérarchie est constituée de six *classes*, ou catégories génériques.

Classe I. : instinct de combinaisons de résidus. Il s'agit de la tendance qui conduit les Hommes à combiner ou à manipuler des éléments variés et arbitrairement extraits d'expériences passées. De nombreuses pratiques de magie et occultes sont les résultats de telles combinaisons : manipulations permettant de contrôler la météorologie ou la progression d'une maladie, de solliciter la chance ; les vertus attribuées aux numéros (3, 7 et 13 pour les exemples les plus courants) ; totems et amulettes, etc. Les connexions supposées vertueuses ou magiques sont établies entre certains événements, certaines formules, prières et mots mystiques, la chance et la malchance, la joie, la terreur et la tristesse. À un niveau plus complexe, ce sont de telles combinaisons de résidus qui mènent des individus au tempérament impétueux, agité ou passionné, à s'impliquer dans de larges manipulations financières, fusions, combinaisons et re-combinaisons d'entreprises, à faire puis défaire des alliances politiques dans le but de faire et défaire des empires. Ce sont encore les combinaisons de résidus de cette classe qui sont à l'origine de l'élaboration des systèmes complexes logiques ou pseudo-logiques fait d'idées et d'abstractions générales qui mènent à des représentations théologiques, métaphysiques et idéologiques de toutes sortes. Enfin, ce sont ces combinaisons de résidus qui donnent naissance à ces *dérivations* dont les Hommes ont besoin pour donner une apparence de rationalité à leurs comportements (certains spécialistes de l'étude du comportement parlent, dans ce dernier cas, d'*alibis* devant masquer les réalités des *comporte-*

ments fondamentaux de l'Homme, tels qu'énoncés par Malinowski, par exemple).

EN RÉSUMÉ : combinaisons en général ; combinaisons de choses semblables ou contraires ; ressemblance et opposition en général ; choses rares ; événements exceptionnels ; choses et événements terribles ; état heureux uni à des choses bonnes ; état malheureux uni à des choses mauvaises ; choses assimilées produisant des effets de nature semblable ; rarement de nature opposée ; pouvoir mystérieux de certaines choses et de certains actes ; pouvoir mystérieux en général ; noms unis mystérieusement aux choses ; besoin d'unir les comportements ; besoin de développements logiques ; foi en l'efficacité des combinaisons.

Classe II. : persistances des *groupes* (ou des agrégats). Lorsqu'une combinaison de résidus quelle qu'elle soit a été créée, des forces interviennent pour en assurer la persistance. Ces forces, pourrait-on dire, sont de nature « conservatrices » (c'est-à-dire similaire à celles qui soutiennent le maintien d'un système politique). On les trouve autant chez certaines espèces animales que chez l'Homme. On parle souvent d'elles en utilisant le terme « inertie sociale ». Elles s'expriment, par exemple, dans le sentiment puissant que la famille, la tribu ou la Nation est une entité objective et permanente. Les persistances de groupes sont si fortes que le décédé et le messie à venir sont inclus dans l'unité supposément persistante ; et c'est ainsi qu'existent et ont existé d'innombrables formes de cultes d'ancêtres, de croyances en l'immortalité et autres acquis sociaux durables. L'orgueil de la noble famille, la solidarité de classe, le patriotisme, le fanatisme religieux et politique, sont tous des expressions directes d'assemblages de résidus qui forment des *persistances de groupes*. Les persistances de groupes sont également responsables du sentiment que la propriété d'un objet peut évoluer vers une fusion de cet objet et de l'âme de son propriétaire ; ce qui est à l'origine de cette pratique qui consiste à inhumer les morts avec des objets leur ayant appartenu de leur vivant, ou, pour ce qui concerne le choix du lieu d'inhumation, de les inhumer « dans la terre où ils sont nés », « de leurs ancêtres », ou « qu'ils ont aimée », etc. Elles peuvent se manifester d'une autre manière et vers d'autres préoccupations, en offrant une pérennité, voire une immortalité divine à des abstractions et des personnifications. Dieux, héros entités platoniques, « lois naturelles », « progrès », l'« État », la « République », la « Patrie », la « Nation », la « volonté morale » et autres nombreuses créatures de

l'imagination sont investies de substance et d'une réalité persistante.

Une particularité remarquable des résidus de cette classe est qu'elles sont habituellement accompagnées d'une disposition spontanée et « naturelle » à l'usage de la force pour en préserver la persistance et obliger à leur respect (on parle de « sauver la République » ou de « l'honneur de la Patrie », entre autres exemples choisis parmi les plus communs).

EN RÉSUMÉ : persistance des rapports d'un homme avec d'autres hommes et avec des lieux ; rapports de famille et de collectivité ; rapports avec des lieux ; rapports de classes sociales ; persistance des rapports entre les vivants et les morts ; persistance des rapports entre un mort et des choses qu'il possédait durant sa vie ; persistance d'une abstraction ; persistance des uniformités ; sentiments transformés en réalités objectives ; personnifications ; besoin de nouvelles abstractions.

Les résidus de classes I et II sont déterminants lors des changements et évolutions de structures politiques et sociales. C'est pourquoi il faut leur accorder une attention plus grande qu'à ceux des classes suivantes.

Classe III. : besoin d'exprimer des sentiments par des actes *extérieurs* – résidus d'expressions démonstratives et d'activités. La plupart des hommes éprouvent constamment le besoin d'« agir », que cela donne lieu à un bénéfice ou pas. L'ignorance de la médecine n'empêche pas la famille de prodiguer toutes sortes de soins ou de pseudo-soins à celui de ses membres qui se trouve malade. La plupart d'entre eux, aussi, pensent que « quelque chose *doit* être » ou « *devrait* être fait » pour améliorer la condition sociale ou économique, même lorsqu'ils n'ont pas la moindre idée de ce qui devrait être fait, ni les compétences et les connaissances requises pour proposer des arguments soutenus par des prémisses valides[16]. Certains de

16 C'est, bien sûr, le comportement que Hume a mis en lumière, et dont il a largement débattu avec force dans son *A Treatise on Human Nature* (1739): "In every system of morality, which I have hitherto met with, I have always remarked, that the author proceeds for some time in the ordinary ways of reasoning, and establishes the being of a God, or makes observations concerning human affairs; when all of a sudden I am surprised to find, that instead of the usual copulations of propositions, is, and is not, I meet with no proposition that is not connected with an ought, or an ought not. This change is imperceptible; but is however, of the last consequence. For as this ought, or ought not, expresses some new relation or affirmation, 'tis necessary that it should be observed and explained; and at the same time that a reason should be given; for what seems altogether inconceivable, how this new relation can be a deduction from others, which are entirely different from it. But as authors do not commonly use this precaution, I shall presume to recommend it to the readers; and am persuaded, that this small attention

ceux-là vont même jusqu'à se lancer dans des discours (*passionnés*), à faire campagne lors d'un vote populaire ou à proposer des réformes dont ils ne peuvent anticiper les conséquences à long terme. De même que la plupart des Hommes se montrent impatients avec ceux qui demeurent passifs alors que « le pays est en train d'aller vers la catastrophe ». Cette classe de résidus entretient des rapports étroits avec la Classe I ; élaborer des combinaisons de résidus est l'une des activités humaines les plus intenses.

EN RÉSUMÉ : besoin d'agir se manifestant par des combinaisons ; exaltation religieuse.

Classe IV. : résidus en rapport avec la sociabilité. Cette classe, tout comme la Classe V, entretient une relation étroite avec les résidus de la Classe II ; il serait arbitraire de distinctement les séparer, en théorie. Car, en vérité, et à l'exception de la Classe VI (résidus sexuels), tous les résidus tombent dans les deux premières et principales classes : I. *instinct de combinaisons de résidus* ; II. *persistances des groupes (ou des agrégats).* Cependant, nous regroupons sous la Classe IV les facteurs de ces deux classes pour les présenter comme : un besoin de conformité au groupe que ressentent tous les individus, et, réciproquement, comme une forte tendance du groupe à vouloir conformer à ses opinions (ou croyances, pratiques, rituels, etc.) les individus qu'il n'a pas encore assimilés ; la réserve ou le rejet du changement (ou de la nouveauté) ; les sentiments opposés, mais cependant rattachés, de la pitié et de la cruauté ; la disposition à sacrifier la vie, le bien-être ou la propriété pour le bien-être supposé des autres ; les sentiments d'appartenance sociale et de hiérarchie présents chez la plupart des individus (sentiments disant que certains individus sont supérieurs, et d'autres inférieurs dans l'échelle sociale) ; le besoin, presque universel, d'approbation du groupe (dont nous parlerons largement dans de prochains articles).

La plupart de ces derniers sentiments, et leur rôle important dans l'établissement de la vie sociale, ont été relevés par de nombreux auteurs qui ont écrit sur la société, depuis le temps des anciens philosophes grecs. Nous devons garder à l'esprit, cependant, qu'ils sont tous non-logiques (ou irrationnels) sitôt que l'on en cherche les arguments, puis les prémisses sur lesquels ces

---

would subvert all the vulgar systems of morality, and let us see, that the distinction of vice and virtue is not founded merely on the relations of objects, nor is perceived by reason." L. III, Ière Partie, s. I.

derniers sont ou pourraient être établis. Ils peuvent donner lieu à de bons ou à de mauvais résultats – ceci dépendra des circonstances –, mais ils interviendront dans tous les cas, pas comme des intentions délibérées et réfléchies, mais d'une manière indépendante de toute pensée rationnelle. Nous ne nous conformons pas au groupe et à ses pensées, pratiques et coutumes en vertu d'une théorie disant qu'ainsi notre quotidien s'en trouvera amélioré ; cela vient de notre nature et de notre pulsion qui nous commandent, contre toute volonté réfléchie, à nous conformer ; et ce n'est que plus tard que nous construisons ou adoptons un raisonnement (qui sera notre alibi) disant que « c'est la meilleure façon de vivre ». Nous ne sacrifions pas notre vie pour notre pays parce que nous croyons en quelque théorie philosophique hautement élaborée, de laquelle d'autres concernant la nature de la vie sociale (ou d'un « contrat social ») et de ce que doit être l'État peuvent être tirées. Car la tendance au sacrifice de soi survient avant toute construction de théories (alibis), et parce que ces dernières tentatives, faites sous la pression des résidus de la Classe I., nous permettent de lui donner un sens recevable.

EN RÉSUMÉ : sociétés particulières ; besoin d'uniformité ; uniformité obtenue en agissant sur soi-même ; uniformité imposée aux autres ; néophobie ; pitié et cruauté ; pitié pour soi reportée sur autrui ; répugnance instinctive pour la souffrance en général ; répugnance raisonnée pour les souffrances inutiles ; tendance à imposer à soi-même un mal pour le bien d'autrui ; tendance à exposer sa vie ; partage de ses biens avec autrui ; sentiments de hiérarchie ; sentiments des supérieurs ; sentiments des inférieurs ; besoin de l'approbation de la collectivité ; ascétisme.

Classe V. : intégrité de l'individu et de ses dépendances. Elle concerne le besoin des hommes de préserver leur intégrité personnelle, de demeurer ce qu'ils sont, et de se rattacher à tout ce qu'ils perçoivent comme conforme à la perception qu'ils ont d'eux-mêmes.

Voici quelques exemples. Il existe ordinairement un sentiment très fort qui s'oppose à toute altération de la structure sociale d'appartenance, ou à la structure sociale qui correspond à celle jugée « idéale ». Dans les sociétés où l'esclavage existe, on rencontre une forte opposition au moment de suggérer de rendre aux esclaves leur liberté ; cette réaction s'étend aux autres membres de cette société qui n'ont pourtant pas d'esclaves. Durant la Guerre civile américaine, l'immense majorité des combattants sudistes qui se sont battus bravement, et avec une conviction toute personnelle, ne possédaient pas d'esclaves et

savaient qu'ils n'auraient jamais les moyens d'en posséder ni de les entretenir. Plus tard dans ce même pays, tous les soldats qui se sont bravement battus pour la défense de valeurs telles que le droit à la libre entreprise ne possédaient pourtant pas d'entreprises, ni n'espéraient pouvoir en en posséder une un jour. En fait, ces combattants voyaient un lien qui leur semblait évident entre leur propre intégrité et la nécessité de préserver la structure sociale générale dans laquelle ils évoluaient. Lorsqu'un malheur a affecté l'intégrité d'un individu, celui-ci n'a de cesse de la restaurer, dans une large majorité de cas. Un tabou a été brisé ; donc une cérémonie de purification est aussitôt organisée (chez les religieux baptistes, la purification peut être requise lorsque la famille compte un ancêtre qui s'est rendu coupable d'un acte impie). Le Purgatoire des catholiques est là pour rétablir la balance qui a été déséquilibrée durant la vie terrestre. Ou l'intégrité est restaurée par des actions dirigées contre son violeur ou contre celui qui est désigné comme tel. Autrement dit : vengeance doit être faite ; le criminel doit être puni, ou l'hérétique doit être brûlé.

C'est également cette classe de résidus qui est responsable de la plupart des sentiments menant à l'expression de la nécessité d'une égalité sociale. Ces sentiments ne sont jamais que des alibis, car ils correspondent toujours, en fait, à un besoin de privilèges extraordinaires pour le groupe qui adhère à la doctrine de l'égalité ou qui s'en fait le défenseur. La bourgeoisie de la période qui a suivi la Renaissance réclamait cette égalité sociale ; mais, en vérité, son attente réelle était un transfert vers elle des principaux privilèges sociaux ordinairement accordés à la noblesse issue de la féodalité. On remarque que ceci a préfiguré la demande d'égalité de la classe inférieure (ou *ouvrière*). Depuis le point de vue de cette analyse, on ne trouve aucune contradiction avec le fait, évident, qu'une Nation qui combat sincèrement pour l'égalité peut, en même temps, accepter des pratiques internes de discrimination raciale ou religieuse. La contradiction ne peut être trouvée que dans les choix de mots employés, lesquels n'ont que peu d'influence puisqu'ils servent des alibis, et non dans les sentiments que ces derniers expriment (curieusement, en général).

EN RÉSUMÉ : sentiments qui contrastent avec les altérations de l'équilibre social ; sentiments d'égalité chez les inférieurs ; rétablissement de l'intégrité par des opérations se rapportant aux sujets qui ont souffert l'altération ; sujets réels ; sujets imaginaires ou abstraits ; rétablissement de l'intégrité par des

opérations se rapportant à ceux qui l'ont altérée ; agent réel d'altération ; agent imaginaire ou abstrait.

Classe VI. : résidus sexuels. Ces résidus, de nature exclusivement biologique, n'en sont pas, à proprement parler. Ils fonctionnent seulement lorsqu'ils sont stimulés par des expressions qui sont, au moins, partiellement verbales là où les théories, la littérature, les règles morales et les doctrines religieuses sont utilisées comme des déguisements et des distorsions – toujours changeants, mais toujours présents – des pulsions sexuelles. Nous rejoignons ici le point de vue de Sigmund Freud, sans toutefois en reprendre les arguments, et surtout l'approche psychanalytique.

Ces six classes de *résidus* sont de même nature (instinctive, pulsionnelle, etc., comme on le voudra), et elles sont les noyaux majeurs et jamais changeants des comportements qui ne sont pas logiques. Et ces résidus sont à l'origine de la plus grande proportion des actions de l'Homme qui affectent le cours des gouvernements et de l'Histoire.

Avec ces *résidus*, plus ou moins constants qui interviennent à toutes les époques et dans toutes les cultures, nous trouvons les *dérivations*, éléments variables et changeants, qui sont leurs produits, rappelons-le. Viennent « habiller » ces ensembles de *résidus* et de *dérivations* les explications et justifications verbales, les doctrines et les théories qui sont les *alibis* devant leur donner un sens rationnel recevable. Ces autres *dérivations*, verbales celles-ci, sont elles-mêmes spécifiquement évoquées par l'opération d'une des combinaisons de *résidus* qui viennent d'être présentées et expliquées. Les théories concrètes des connexions sociales sont faites de *résidus* et de *dérivations*.

Les *dérivations*, qui incluent toutes ou presque toutes les doctrines, croyances et théories qui sous-tendent les luttes sociales, les principes démocratiques, les lois, les systèmes de gouvernances et de hiérarchies moraux et religieux, les justifications de telle ou telle forme de sociétés, les constitutions, programmes et chartes, peuvent être divisés en quatre classes génériques, comme l'a fait Pareto, une fois encore.

Classe I. : affirmations. Ces *dérivations* sont les plus simples, les plus directes, et, souvent, les plus efficaces. Elles prennent fréquemment les formes de maximes et d'aphorismes : *« l'honnêteté est la meilleure des politiques »* ; *« attends de*

l'autre qu'il te traite comme tu l'as traité », *« mieux vaut recevoir de la peine que d'avoir à en infliger »*, la *Règle d'or*[17], etc. Les tons et sentiments qui accompagnent ces affirmations simples sont acceptés, et, particulièrement lorsqu'elles sont répétées de nombreuses fois, elles acquièrent une haute valeur persuasive. Ce point est développé par Adolf Hitler dans un chapitre de *Mein Kampf* (1925) consacré à la propagande *«* […] *toute propagande efficace doit se limiter à des points fort peu nombreux, et les faire valoir à coups de formules stéréotypées aussi longtemps qu'il le faudra, pour que le dernier des auditeurs soit à même de saisir l'idée.* […] *Aucune diversité ne doit, en aucun cas, modifier la teneur de ce qui fait l'objet de la propagande, mais doit toujours, en fin de compte, redire la même chose*[18]*. »*

EN RÉSUMÉ : faits expérimentaux ou faits imaginaires ; sentiments ; mélange de faits et de sentiments.

Classe II. : autorité. Cette classe regroupe une large variété de *dérivations* dont l'argument commun consiste à faire appel à quelque autorité : un individu ou un groupe d'individus ; une divinité ou sa personnification ; l'autorité d'une tradition ou d'une coutume… On trouve rarement un minimum de justification scientifique permettant d'accepter rationnellement l'opinion de l'autorité – qui, par ailleurs, n'est pas forcément absurde –, mais ceci n'affaiblit en rien l'efficacité de cette *dérivation*. La volonté de Dieu, la Bible, ce que nos ancêtres faisaient, le « sens réel » de Karl Marx, le *testament politique*, demeurent des arguments recevables et convaincants depuis un point de vue qui s'affranchit consciemment de la logique scientifique.

EN RÉSUMÉ : autorité d'un homme ou de plusieurs hommes ; autorité de la tradition, des usages et des coutumes ; autorité d'un être divin ou d'une personnification.

Classe III. : accords avec des sentiments ou avec des principes. Grâce aux résidus de la Classe II., l'Homme peut transformer des sentiments en abstractions, en réalités persistantes et en principes pérennes. Le pouvoir de ces entités est dérivé des

---

17 *« Ne fais pas à ton voisin ce que tu prendrais mal de lui »*. Cette version de la Règle d'or, également appelée « Éthique de réciprocité, » a été écrite par l'homme d'État grec Pittacos de Mytilène (-640/-568), et retrouvée dans un fragment de *Pittacus* (10.3.). Le savant et philosophe Thalès (-624/-546) l'a faite ainsi, selon Diogène Laërce : *« Évite de faire ce que tu blâmerais les autres de faire »*.
18 ADOLF HITLER, *Mein Kampf*, 1925, pp. 181-185.

sentiments qu'ils expriment, et non de leur rigueur logique ou scientifique supposée. En raison de leur force, ils peuvent également être utilisés comme prémisses de la pseudo-logique des *dérivations*. Le théoricien peut faire appel à un « jugement universel », à un « inconscient collectif », à « la volonté du peuple » ou encore à « l'opinion des meilleurs esprits », et continuer à se montrer persuasif sans avoir à se trouver obligé de s'appuyer sur les faits réels en rapport avec ce que ses auditeurs ou ses lecteurs pensent. Un programme politique qui sert « les meilleurs intérêts de l'humanité », ou qui reprend à son compte les « principes de la loi naturelle », ou qui respecte les « droits éternels et inaliénables des individus », est ainsi rendu acceptable en s'épargnant la fastidieuse justification scientifique qui démontrerait ce que seraient ses effets probables sur la société et ses citoyens.

EN RÉSUMÉ : sentiments ; intérêt individuel ; intérêt collectif ; entités juridiques ; entités métaphysiques ; entités surnaturelles.

Classe IV. : « preuves verbales ». Ces *dérivations* nous sont familières puisqu'elles sont le produit des confusions verbales, sophismes et syllogismes, ambiguïtés, usages d'expressions issues de l'émotion à la place de descriptions de faits, et autres métaphores et allégories présentées comme des vérités, que les épistémologistes étudient.

EN RÉSUMÉ : terme indéterminé désignant une chose réelle et chose indéterminée correspondant à un terme ; terme désignant une chose, et qui fait naître des sentiments accessoires, ou sentiments accessoires qui font choisir un terme ; terme à plusieurs sens, et choses différentes désignées par un seul terme ; métaphores, allégories, analogies ; termes douteux, indéterminés, qui ne correspondent à rien de concret.

L'influence des *dérivations* sur les changements sociaux importants est mineure ou inexistante. Les *résidus* sont les facteurs durables, significatifs et réellement influents, alors que les dérivations ne sont que des formes d'expressions qui apparaissent, existent pour ensuite disparaître au profit de nouvelles, sans altérer en quoi que ce soit la structure de la société, ses évolutions, régressions et bouleversements. Il ne faut pas totalement les négliger pour autant, car elles sont l'expression intelligible des *résidus*, et, en cela, elles nous permettent de percevoir et d'interpréter les influences qu'elles exercent dans le temps, l'espace et l'Histoire.

Dans son ambition de surpasser la théorie de la « solidarité », le politicien est inspiré par l'ambition d'obtenir de l'argent, du

pouvoir et des distinctions. L'analyse de sa théorie ne révélerait rien de ses motivations qui sont, après tout, celle de virtuellement tous les politiciens, quelles que soient les doctrines qu'ils prêchent. Ce qui est important pour lui est d'être doué d'une capacité à influencer les autres. S'il disait une chose telle que « croyez en la solidarité, parce que si vous le faites, cela me permettra de m'enrichir », il ferait rire, et recueillerait bien peu de support.

L'influence sur les actions des hommes et sur le cours des événements que les *dérivations* – théories, doctrines et raisonnements – peuvent avoir sur l'instant trompe toujours l'observateur candide. Au mieux, les *dérivations* renforcent l'influence des *résidus* – une « vérité » bien pensée que de bons propagandistes ont fermement enracinée dans les esprits, en agissant toujours indirectement. L'apparente influence des *dérivations* est, en réalité, celle du *résidu* qu'elle exprime. C'est pour cette raison que la réfutation « logique » des théories avancées en politique ne mène jamais à rien, tant que les résidus demeurent intacts. Les historiens et les spécialistes de la science politique n'ont aucun mal à démontrer que les théories raciales des nazis sont fausses dans l'ensemble, mais cela n'a aucun effet au moment de convaincre ces derniers d'y renoncer. Et même s'ils les abandonnaient, ils ne feraient que les substituer à de nouvelles *dérivations* pour exprimer les mêmes *résidus*.

L'ÉQUILIBRE SOCIAL.

Ce qui est nommé ici « équilibre social » regroupe l'état général et la structure d'une société, considérés d'un point de vue dynamique et à n'importe quel moment. C'est-à-dire que ce terme fait référence à l'état d'une société, dans la mesure où elle implique l'interaction de ces forces qui, ensemble, déterminent ce qu'elle est à n'importe quel moment, et en même temps, sachant que ces forces et leurs interactions varient en intensité dans le temps et selon la nature des événements extérieurs, et changent ainsi l'état et la structure de cette société. Voyons quelles sont ces forces capables de changer l'état et la structure d'une société.

I. L'environnement physique – climat et géographie, etc. – est le plus important. Mais, sachant qu'il varie très lentement durant l'histoire d'une société, il faut le considérer comme une constante, et cesser d'en tenir compte lorsque nous cherchons à savoir

quelles sont les lois qui gouvernent les changements sociaux et les évolutions.

II. Les *résidus*, qui, ainsi que nous l'avons vu plus haut, exercent eux aussi une très grande influence. Les résidus changent lentement, de même ; ils demeurent étonnamment stables, tout spécialement lorsque pris et analysées au sein de chaque groupe social. Mais, comme ils évoluent tout de même beaucoup plus rapidement que l'environnement physique, ils peuvent grandement changer la vie sociale à tous les niveaux d'une société. Plus influente encore est la distribution des résidus par classe sociale (quels sont ceux qui sont les plus et les moins présents) ; comme ces changements de distribution peuvent être soudains (à l'issue d'une révolution, par exemple), la distribution des résidus peut donc changer très rapidement l'état et la structure d'une société. L'étude de ces changements de distribution de résidus peut également être incorporée dans la catégorie de forces présentée au point V., plus bas.

III. Les facteurs économiques exercent, bien sûr, une influence considérable, et ils sont unanimement reconnus par tous les historiens et sociologues modernes. Car, depuis la fin de la monarchie, qui s'est produite dans presque tous les pays durant à peu près la même période de l'histoire, c'est l'économie qui a conditionné, bien souvent et réellement, la doctrine politique choisie par les États modernes. Par exemple, un pays qui jouit de ressources naturelles abondantes pourra adopter une doctrine politique qui favorise le bien-être des individus de toutes les classes sociales, alors que, à l'inverse, un autre qui se trouve très désavantagé à cet égard aura une élite qui, pour survivre au mécontentement général des classes moyenne et inférieure, devra adopter une doctrine collectiviste et autoritaire (fascisme, national-socialisme ou communisme).

IV. Les *dérivations*, qui ont été expliquées dans l'article précédent, exercent une certaine influence sur l'équilibre social ; nettement moindre, cependant, que les trois forces précédemment présentées. Ces croyances qui ne reposent sur aucune logique – mythes, religions et autres formules – n'étant que des expressions des résidus, elles ne peuvent influencer ces derniers, ni même leurs distributions, ni, encore, la distribution des élites.

V. La ***circulation des élites***, dont les modalités ont été présentées à l'article précédent, et à propos de laquelle nous reviendront encore, a une théorie pluraliste de l'Histoire (plusieurs éminents sociologues et historiens appartenant à plusieurs époques ont intégré la « circulation des élites » dans leurs explications et commentaires, tels que Dante, Machiavel, Sorel, Michels, Pareto, Mosca, Burnham, et même Trotski…). Les changements et les bouleversements d'une société ne sont pas des conséquences de l'impact exclusif d'une cause unique quelle qu'elle soit, mais plutôt des résultats d'interdépendances et d'influences réciproques d'une variété de causes qui, principalement, mais pas exclusivement, sont les cinq forces qui viennent d'être ici présentées.

L'ÉVALUATION PSYCHOLOGIQUE.

Peu de psychologues s'inquiètent d'éprouver leurs découvertes à l'épreuve de la plus grande échelle de la sociologie, et du coup, l'intérêt de celles-ci ne dépasse pas, bien souvent, le niveau d'une agréable conversation de salon. Wilfred Trotter est à peu près le seul, depuis les observations de Taine et de Le Bon, à avoir entrepris des recherches sérieuses sur la psychologie des hommes lorsqu'ils interagissent en larges groupes et forment des sociétés. Ses observations et découvertes enrichissent considérablement celles de ces deux autres éminents spécialistes du rôle de la psychologie de l'Homme dans l'histoire de l'humanité, et leur approche hautement scientifique en fait la seule alternative valable à celle de sociologues tels que Pareto et Mosca. Aucun leader, aucune élite dirigeante de ce XXe siècle ne durerait bien longtemps s'il ne tenait aucun compte de ce que Trotter nous enseigne. Il faut dire que personne avant lui n'a pu jouir d'un point de vue aussi élevé que celui de l'éminent chirurgien du cerveau qu'il est, et dont les réputation et excellence, à ce dernier titre, ont été aussi largement reconnues.

« Peu de sujets ont mené à des discussions si animées et si prolongées que la définition de la science de la sociologie », dit-il dans l'introduction de ses comptes rendus de recherches. « Il est par conséquent nécessaire, ainsi qu'il est espéré que cet essai puisse servir à des applications sociologiques, que l'auteur définisse le sens dans lequel il use de ce terme. Au moment de la nommer science, il doit bien sûr être entendu que la sociologie est un corps de connaissances dérivées de l'expérience de son matériel, et coordonné de manière à ce qu'il puisse être utile à la

prédiction d'événements futurs, et, si possible, à ce qu'il nous permette d'influencer le comportement futur de ce matériel. Les hommes en société, ou les groupes d'hommes, sont ce matériel.

« Par conséquent, la sociologie n'est qu'un nouveau nom donné à la psychologie au sens le plus large, c'est-à-dire une psychologie qui doit pouvoir inclure tous les phénomènes de l'esprit sans même l'exception du plus complexe, et qui est essentiellement pratique dans un sens plus large encore que toute psychologie orthodoxe que nous avons pu voir jusqu'à présent.

« La sociologie a, bien sûr, est été souvent décrite comme une psychologie sociale, est a été considérée comme différente de la psychologie ordinaire par ce qu'elle concerne ces formes d'activités mentales que l'Homme montre dans ses relations sociales, la société mettant en lumière une série spéciale d'aptitudes mentales qui n'intéresse ordinairement pas la psychologie ordinaire, puisque cette dernière se concentre sur l'individu[19]. »

Trotter considère que toute psychologie, pour être viable, doit étroitement associer « les deux champs de l'individu et du social », de manière à ce qu'ils forment une continuité, que l'Homme comme animal solitaire nous est inconnu. Il nous explique, avec une justesse que toute observation attentive et dénuée des éléments parasites des considérations humanistes et éthiques religieuses ou politiques confirme sans peine, que le comportement de l'Homme est avant tout dicté (plutôt inconsciemment que consciemment) par des instincts naturels qui sont : la préservation de l'espèce, la nutrition, et assez de sexe pour stimuler la reproduction.

Cependant, il s'interroge encore sur les tueries, massacres et guerres qui contredisent régulièrement ces instincts naturels, et les considère, arbitrairement à notre goût, comme des manifestations d'anomalies propres à certaines espèces, puisque, dit-il, les abeilles et les fourmis, dont le comportement collectif imite de manière frappante les organisations de cellules, en sont préservées. Il en fait une inconnue qu'il nomme « x », et qu'il tient comme l'un des éléments responsables de la complexité du comportement humain.

Pourtant, l'étude la plus approfondie des comportements des hommes durant leur histoire suggère fortement que toutes ces tueries, massacres et guerres, ne sont que des expressions sophis-

---

19 WILFRED TROTTER, *Instincts of the Herd in Peace and War*, "Herd instinct and its bearing on the psychology of civilized man", I. Introduction, p. 11, 1919.

tiquées de ce que Spencer a nommé « la survie des plus aptes[20] », lorsqu'il a cherché des similitudes entre l'architecture des échanges économiques et la théorie de l'évolution de Darwin. Ce que Spencer nomme ainsi est, d'un point de vue plus scientifique, une manifestation visible de la sélection naturelle des espèces.

« La survie des plus aptes, que j'ai cherché à exprimer en termes de mécanique, est ce que Darwin a appelé la "sélection naturelle ou conservation des races favorisées dans la lutte pour la vie". Une opération de ce genre se révèle dans tout le règne organique. Le grand ouvrage de Darwin sur l'*Origine des espèces* l'a prouvé de manière à satisfaire presque tous les naturalistes. Même sur son simple énoncé, la vérité de son hypothèse est tellement évidente qu'elle n'a guère besoin de preuve. On peut demander de prouver par des faits que la sélection naturelle explique tout ce qu'on veut y rapporter ; mais on ne demande pas de faits pour prouver que la sélection naturelle s'est toujours faite, se fait actuellement et doit toujours continuer à se faire. Ce point reconnu comme une vérité certaine *à priori*, étudions-le sous les deux points de vue distincts qu'il nous présente.

« Les organismes qui vivent prouvent par le fait qu'ils sont aptes à vivre eu égard aux épreuves auxquelles ils ont été soumis ; tandis que les organismes qui meurent montrent qu'ils sont à certains égards inaptes à vivre ; faits non moins manifestes de la tendance nécessaire de cette purification spontanée de l'espèce à assurer l'adaptation entre elle et son milieu. L'adaptation peut se conserver ou bien se produire par ce moyen. Sans doute, beaucoup de ceux qui ont considéré la nature avec un esprit philosophique ont observé que la mort du pire et la multiplication du meilleur doivent être le résultat d'une constitution en harmonie avec les circonstances ambiantes. La vigueur moyenne d'une race diminuerait si les individus malades et débiles survivaient et se propageaient ; ces individus étant détruits, faute de remplir certaines conditions de la vie, ceux qui sont capables de les remplir demeurent, et l'adaptation moyenne de la race se trouve conservée ; voilà des vérités presque évidentes.

Mais reconnaître la sélection naturelle comme un moyen de conserver un équilibre déjà établi entre les propriétés de l'espèce et les forces auxquelles elle est soumise, c'est seulement la reconnaître dans son mode d'action le plus simple et le plus

20 « *Выживание наиболее приспособленных* » (англ. "*survival of the fittest*") dans l'édition originale en russe, 1944 (N. D. T.).

général. C'est le mode le plus spécial dont nous nous occupons en ce moment.

Ce mode, Darwin a été le premier à l'apercevoir. C'est lui qui a découvert que la sélection naturelle est capable de produire l'adaptation entre des organismes et leurs circonstances ; à lui revient encore le mérite d'avoir apprécié l'importance immense des conséquences qui en découlent. Il a mis en œuvre une masse énorme de faits pour en faire sortir la démonstration exacte que la conservation des races favorisées dans la lutte pour la vie est une cause, sans cesse agissante, de divergence parmi les formes organiques. Il a suivi les résultats compliqués de l'opération de sélection avec une sagacité merveilleuse ; il a montré que des multitudes de faits inexplicables par d'autres causes, s'expliquent complètement par cette cause. En un mot, il a prouvé que la cause qu'il met en avant est une vraie cause, une cause que nous voyons habituellement en action, et que les résultats qu'on peut en conclure sont en harmonie avec les phénomènes que présente la création organique, aussi bien dans son ensemble que dans ses détails[21]. »

Plus loin dans ce même paragraphe, Spencer propose un intéressant et évident parallèle entre la survie des espèces végétales et celle des espèces animales. Puis il remarque, encore avec justesse : « Mais dans la proportion où la vie devient plus complexe, où une existence exempte de maux ne saurait être assurée par la possession, dans une grande mesure, d'une certaine faculté, mais seulement par celle de plusieurs facultés, dans la même proportion naissent les obstacles à l'accroissement d'une faculté particulière, par suite de la "conservation des races favorisées dans la lutte pour la vie". Dans la mesure où les facultés se multiplient, il devient possible pour les divers membres d'une espèce d'acquérir les uns sur les autres divers genres de supériorité. L'un sauve sa vie par une habileté plus grande, un autre par une vue plus perçante, un autre par un odorat plus fin, un autre par une ouïe plus délicate, un autre par une plus grande force, un autre par une faculté plus grande d'endurer le froid ou la faim, un autre par une timidité particulière, un autre par un courage spécial, d'autres par d'autres attributs corporels ou mentaux[22]. »

Lorsque l'on applique ce constat à l'unique espèce de l'Homme – et cela vaudrait, d'ailleurs, pour beaucoup d'autres

21 HERBERT SPENCER, *Principles of Biology*, chap. XII. "Indirect equilibration", §165, 1865.
22 *Ibid.*

espèces animales, indépendamment de leurs caractéristiques physiques et des aptitudes spéciales à la survie qu'elles ont chacune développées durant leurs évolutions –, on peut facilement remarquer que cette dernière utilise comme moyens naturels de sa survie, la lutte ou la fuite. Et dans le cas de cette espèce douée de la parole et d'une intelligence supérieure, la lutte et la fuite peuvent chacune être : soit une action physique, soit une action verbale qui se manifeste, par exemple, par des menaces, des promesses, de la diplomatie dans les affaires collectives et politiques. Il existe, bien sûr, des cas où ni la lutte ni la fuite ne sont possibles, et où, le moyen de défense pour la survie ne pouvant prendre place, d'extrêmes passivité et résignation prennent la place de ces comportements logiques. Nous nous retrouvons donc avec trois comportements possibles chez l'Homme lorsque sa survie est en jeu : la lutte, la fuite, et la résignation lorsqu'aucun des deux autres n'est possible.

L'Histoire nous montre d'innombrables cas où la masse, n'ayant pas à sa tête de leader pour l'engager dans une lutte contre une élite qui est entrée dans son stade de dégénérescence et qui est devenue despotique, accepte collectivement son servage ou sa destruction avec résignation. La récente discipline du behaviourisme, initiée par le psychologue John Broadus Watson, montre, à l'aide de multiples expériences, que les animaux expriment la même résignation lorsqu'ils sont confrontés à une menace contre laquelle ils ne peuvent lutter, et qu'ils ne peuvent fuir non plus.

Si l'on admet que les observations de Spencer sont correctes, parce qu'elles sont aujourd'hui confirmées par les expériences de Watson, le problème de l'inconnue « x » de Trotter n'en est plus un, et nous pouvons continuer à tirer des enseignements de ce qu'il dit, puisqu'aucune contradiction n'en ressort – bien au contraire, ainsi que nous allons le voir. De plus, ses descriptions mettent en lumière des parallèles frappants entre la vie cellulaire et celle de l'homme en société.

« Le royaume animal présente deux avantages relativement soudains et particulièrement frappants en complexité, ainsi qu'en taille de l'unité en dessous de laquelle la sélection naturelle se poursuit sans évolution. Ces avantages consistent en l'agrégation d'unités qui étaient précédemment indépendantes, et pleinement exposées à l'action normale de la sélection naturelle ; et les deux étapes sont, bien sûr, le passage de l'unicellulaire vers le multicellulaire, et de l'état solitaire vers le social.

« Il est évident que, dans les organismes multicellulaires, les cellules individuelles perdent quelques-unes des capacités qu'elles possèdent à l'état d'organismes unicellulaires – la capacité de reproduction est réglée et limitée, la nutrition n'est plus longtemps possible selon la vieille manière, et la réponse aux stimuli ne se fait plus que par certains canaux. En compensation de ces sacrifices, nous pouvons dire, métaphoriquement, que l'action de la sélection naturelle est « retirée depuis l'intérieur de la communauté ». L'inadaptation d'une cellule donnée, ou d'un groupe de cellules donné, ne peut être éliminée que par l'effet qu'il produit sur l'ensemble de l'organisme. Le groupe de cellules est moins sensible aux « caprices » d'une cellule que l'organisme dont la cellule est le tout. Il semblerait, par conséquent, qu'il y a dans la cellule de l'organisme multicellulaire une plus large gamme de variables, et, peut-être, une richesse agrandie des facteurs déterminant sa survie. De plus, les variables qui n'étaient pas immédiatement favorables à l'état unicellulaire offriraient, dans une intégration à un organisme multicellulaire, une chance de survie.

« Lorsque nous regardons les choses de cette manière, la multicellularité se présente comme une fuite à la rigueur de la sélection naturelle, laquelle, dans le cas de l'organisme unicellulaire, s'avère souvent fatale ; car, même lorsque la multicellulaire s'avère favorable à au moins un égard, la sélection naturelle impliquera, dans un univers si petit, la perte d'une cellule au moins. Par conséquent, la seule manière pour les organismes unicellulaires d'améliorer leurs chances de survie est de se constituer en organismes multicellulaires, et pour les organismes multicellulaires d'augmenter le nombre de leurs cellules. Quelques espèces d'organismes multicellulaires pourraient, à terme, atteindre une limite de leur capacité de survie. La compétition attendrait sa limite maximale, des variables de plus en plus petites seraient capables de produire des résultats significatifs. Chez les espèces relevant de ce dernier cas, une augmentation du nombre d'unités est imminente lorsqu'un progrès doit être attendu. Une plus grande complexité physique n'apporte plus rien ; l'étape suivante est l'apparition de la grégarité. La nécessité et l'inévitabilité de ce changement nous sont montrées par leurs apparitions spontanées dans des régions très éloignées les unes des autres (par exemple, chez les insectes et chez les mammifères), partout où la multicellularité est tout d'abord apparue.

« La grégarité semble être fréquemment considérée comme un caractère quelque peu superficiel, ne méritant guère que le nom

d'un instinct, certes avantageux, mais pas d'une importance fondamentale ni susceptible d'être profondément enfoui dans l'héritage cellulaire des espèces. Cette attitude est peut-être due au fait que, parmi les mammifères, l'apparition de la grégarité n'a jamais été accompagnée de changements physiques visibles qui lui sont naturellement associés[23] […].

« L'étude des abeilles et des fourmis montre bien vite à quel point la grégarité peut être importante. L'individu, dans de telles communautés, est complètement incapable, souvent physiquement, de vivre à l'écart de celles-ci, et ce fait nous incite aussitôt à suspecter que, même dans les communautés moins solidaires que celles des abeilles et des fourmis, l'individu peut être plus dépendant de la vie en communauté qu'il le semblerait à première vue.

« Comme autre preuve frappante indiquant que l'importance de la grégarité n'est pas simplement acquise tardivement durant l'évolution d'une espèce, nous observons la remarquable coïncidence de son apparition au moment où elle atteint des niveaux exceptionnels d'intelligence, ou se montre capable de réactions très complexes en réponse à l'environnement. On peut difficilement considérer comme un accident sans signification le fait que le chien, le cheval, le singe, l'éléphant et l'Homme sont tous des animaux sociaux. Les cas de l'abeille et de la fourmi sont peut-être les plus étonnants. C'est ici que les avantages de la grégarité semblent vraiment dépasser les différences de structures les plus prodigieuses, et nous trouvons une condition qui est souvent prise pour une simple habitude, capable de permettre au système nerveux d'un insecte d'entrer en compétition, en complexité et en possibilité d'adaptation avec celui des grands vertébrés.

« La conception de l'Homme en tant qu'animal grégaire est, bien sûr, extrêmement familière ; nous la rencontrons fréquemment dans les écrits des psychologues et des sociologues, et elle a été pleinement accueillie comme telle par un large public.

« La famille fut considérée comme l'unité primitive ; de là s'est développée la tribu, et, avec le transfert de l'attachement familial vers la tribu, l'instinct social s'est ainsi développé. Il est intéressant de remarquer que l'attaque psychologique contre cette observation a été anticipée par les sociologues et les anthropologues, et que l'on reconnaît déjà qu'une horde d'animaux de la

23 Chez les insectes grégaires, il y a, bien sûr, des changements physiques qui apparaissent et qui entretiennent un lien étroit avec l'organisation sociale.

même espèce doit être considérée comme la base primitive de la société humaine.

« La conséquence la plus importante de cette manière de vaguement observer les habitudes sociales de l'Homme a été qu'aucune investigation exhaustive de ses corollaires psychologiques n'a encore été menée […].

« Depuis le point de vue de la biologie, la probabilité que la grégarité puisse être une qualité primitive et fondamentale chez l'Homme semble être considérable[24] […]. »

Trotter est suivi dans ces premières observations par le mathématicien Karl Pearson, qui en a fait état dans son essai, *Socialism and Natural Selection* (*Le socialisme et la sélection naturelle*), en 1898. Partisan de l'eugénisme et grand admirateur de Karl Marx, Pearson entrevoit une dimension sociale du darwinisme qui pourrait être appliquée à l'échelle des Nations. « Ce que je vois – et je pense que l'on pourrait en faire une vision scientifique de ce que doit être une Nation – est un ensemble organisé maintenu à un haut degré d'efficacité interne en s'assurant que ses individus soient substantiellement recrutés dans les meilleurs milieux, et portés à leur plus haut degré d'efficacité externe par la compétition, principalement par le moyen de la guerre contre les races inférieures[25] ».

Trotter ayant posé les bases biologiques de la grégarité de l'Homme, il nous présente les comportements communs aux groupes d'animaux. Les similitudes avec les observations des comportements des foules faites par Le Bon quelques années plus tôt[26] sont frappantes, mais il y a de nouveaux éléments sur lesquels il semble vouloir attirer notre attention.

« La qualité cardinale du troupeau est l'homogénéité. Il est clair que le grand avantage du comportement social est de permettre à de grands nombres d'individus d'agir comme un seul ; en cela, dans le cas de la chasse, la force de l'animal grégaire dans la poursuite et dans l'attaque dépasse immédiatement celle de la proie. Et, en socialisme protectif, la sensibilité à l'alarme de la nouvelle unité dépasse grandement celle, isolée, de l'un des individus.

24 WILFRED TROTTER, *Instincts of the Herd in Peace and War*, "Herd instinct and its bearing on the psychology of civilized man", III. "Biological significances of gregariousness", 1919.

25 PEARSON, KARL. *National Life from the Standpoint of Science*, pp. 43-44, 1901.

26 Gustave Le Bon a publié *Psychologie des foules* en 1895, et c'est cet essai qui inspiré Trotter au moment d'entreprendre ses propres recherches.

« Pour conserver ces avantages de l'homogénéité, il est évident que les membres du troupeau doivent posséder une sensibilité aux comportements de leurs congénères. L'individu isolé sera insignifiant ; l'individu comme partie du troupeau sera capable de transmettre l'impulsion la plus puissante. Chaque individu du groupe ayant tendance à suivre son voisin, pour être suivi par un autre à son tour, chacun est, dans une certaine mesure, capable d'être un meneur ; mais aucune action ayant pour origine un “comportement normal” ne sera suivie. Une action ne sera imitée que lorsqu'elle “ressemble” à une action normale. Si un meneur va si loin en avant qu'il cesse d'être dans le troupeau, il sera nécessairement ignoré.[27] »

Trotter n'explique malheureusement pas ce qu'il entend par « comportement normal », et l'ensemble de ce paragraphe ne nous renseigne pas plus là-dessus. Mais, puisqu'il est question de comportement de groupe, et que Le Bon et lui sont d'accord sur bien des points, on peut raisonnablement supposer qu'il veut dire, « par opposition au comportement typiquement non-rationnel des larges groupes d'individus ».

« L'individu qui montrera une originalité dans sa conduite, autrement dit de la résistance à l'appel du troupeau, sera éliminé par sélection naturelle ; le loup qui ne suit pas les impulsions de la horde sera affamé ; le mouton qui ne répond pas aux mouvements du troupeau sera mangé.

« Encore, non seulement l'individu sera attentif aux impulsions du groupe, mais il traitera le groupe comme son environnement normal. L'impulsion qui pousse l'individu à être dans le groupe et à toujours y rester sera plus forte que tout. Tout ce qui pourrait pousser un individu à se séparer de ses semblables rencontrera la plus forte des résistances, sitôt que cette incitation est perçue comme telle[28]. »

Ce dernier paragraphe nous indique que ce qui pousse ainsi un animal à rester attaché au groupe, quoiqu'il arrive, part d'un instinct (qui trouve sans doute son origine la plus lointaine dans le comportement de la cellule d'un organisme multicellulaire) du danger qu'il y avoir à s'en isoler. Il s'agirait, dans ce cas, d'un réflexe de survie, et cela expliquerait merveilleusement bien pourquoi ce mimétisme, qui nous semble si stupide *a priori*, ne semble jamais suivre la moindre réflexion préalable, ni même la

27 WILFRED TROTTER, *Instincts of the Herd in Peace and War*, “Herd instinct and its bearing on the psychology of civilized man”, IV. “Mental characteristics of the gregarious animal”, 2. “General characteristics of the gregarious animal”, 1919.
28 *Ibid.*

moindre logique, sauf, bien sûr, lorsqu'une menace sans ambiguïté apparaît.

« L'individu conscient aura un sentiment primitif de bien-être et de sécurité, lorsqu'il sera en présence de ses semblables, qu'il serait impossible d'analyser ; et il se sentira vulnérable sitôt qu'il en sera isolé. L'Homme comprend bien vite qu'il n'est pas bon d'être seul. La solitude engendrera une terreur que la raison ne pourra surmonter.

« Encore, certaines conditions seront associées à la présence ou à l'absence du troupeau. Prenons, par exemple, les sensations de chaleur et de froid. Chez les animaux grégaires, la lutte contre le froid se fait par le rapprochement physique entre individus ; ainsi, la séparation du groupe est, dans l'esprit, associée à la sensation de froid […]. Réciproquement, la sensation de chaleur est associée aux sentiments de sécurité et de salvation. La médecine a mis des milliers d'années à douter de la validité des associations populaires entre le froid et la vulnérabilité ; aujourd'hui, cependant, la compréhension de ce doute est évidente pour le psychologue.

« Des manifestations légèrement plus complexes de la même tendance à l'homogénéité apparaissent dans le désir d'identification au troupeau en matière d'opinion. Ici, nous trouvons l'explication biologique de l'impulsion, profondément ancrée, que le genre humain a toujours exprimée sous la forme de la ségrégation et de l'établissement de classes. Chacun d'entre nous, dans nos opinions et notre conduite, dans notre manière de nous habiller, de nous amuser, selon notre croyance religieuse et politique, se sent obligé d'obtenir l'aval d'une classe, d'un troupeau au sein du troupeau. Celui qui se montre le plus excentrique dans ses opinions et sa conduite est, nous pouvons en être sûr, supporté par le consentement d'une classe dont le très petit nombre d'individus témoigne de son apparente excentricité, et dont le snobisme témoigne de sa détermination à défier le consensus adopté par le plus grand nombre. Encore, tout ce qui tend à marquer la différence avec le troupeau est perçu comme désagréable. Dans l'esprit de l'individu, nous trouverons une réticence envers la nouveauté d'action et de pensée qu'il sera impossible d'analyser. La nouveauté sera perçue comme "mauvaise", "déraisonnable", "indésirable" ou, ainsi que nous le disons parfois, "de mauvais goût" ; ce seront selon les circonstances, des variables, que nous pouvons déjà définir, dans une certaine mesure.

« Des manifestations relativement simples nous apparaissent dans notre réticence à nous exhiber et nous distinguer des autres, et dans notre timidité. La cause doit encore être trouvée dans la structure de l'esprit de l'animal grégaire, réceptif au comportement du groupe. Cette sensibilité est étroitement associée à la suggestibilité de l'animal grégaire, et, par conséquent, à celle de l'Homme. Son effet sera, clairement, de rendre acceptables ces suggestions qui viennent du troupeau, et celles-là seulement. Il est spécialement important de noter que cette suggestibilité n'est pas générale, et que ce sont seulement les suggestions du troupeau que l'action de l'instinct rend acceptables. Par exemple, l'Homme est notoirement insensible aux suggestions issues de l'expérience. Le fait que l'histoire de ce dernier comportement est plutôt grandiosement, et un peu partout, appelé *progrès humain*, est révélateur. Si nous cherchons à comprendre comment s'est fait le développement d'une chose telle que la machine à vapeur, nous ne manquons pas d'être frappés par l'extrême évidence de chaque étape qui a mené à sa parfaite mise au point, et surtout combien les gens regardèrent cette invention avec réticence jusqu'à ce qu'elle semble s'être imposée d'elle-même à la société.

« Encore, de deux suggestions, celles qui correspond le mieux à la perception du groupe est la plus acceptable. Par conséquent, les chances pour qu'une affirmation puisse être acceptée dépendent grandement de si la manière dont elle est formulée utilise les arguments d'une majorité du troupeau.

« Il s'ensuit que tout ce qui s'éloigne de la suggestion du troupeau tendra à être rejeté. Par exemple, un ordre impérieux donné par un individu dont il est su qu'il n'est investi d'aucune autorité sera forcément ignoré ou jugé ridicule ; alors que si ce même individu présente sa demande sous la forme d'une suggestion, de manière indirecte et de telle sorte qu'elle semblera exprimer la voix du troupeau, alors elle sera acceptée à l'unanimité.

« Il est regrettable, au moment de débattre de ces faits, de nous sentir obligés d'utiliser le mot “suggestibilité”, lequel implique tant la notion d'anormalité. Si l'explication biologique de la suggestibilité doit être ici acceptée, nous sommes alors obligés de conclure que l'anormalité est une qualité normale de l'esprit humain. *Croire* doit être un élément perturbateur naturel et impossible à éradiquer chez l'Homme ; ou, en d'autres mots, une affirmation positive, ou négative, est plus facilement acceptée que rejetée, à moins que sa source soit définitivement dissociée du troupeau. L'Homme n'est pas, par conséquent, influençable

par à-coups, pas seulement durant les mouvements de panique et lorsqu'il est dans une foule, sous hypnose ou dans n'importe quelle autre situation similaire, mais toujours, partout et dans n'importe quelle circonstance. L'incertitude qui caractérise la manière qu'a l'Homme de réagir à différentes suggestions a été attribuée aux variations de sa suggestibilité. Dans l'opinion du présent auteur, ceci est une interprétation incorrecte de faits qui sont expliqués de manière plus satisfaisante, en considérant que les variations expriment une adéquation plus ou moins grande avec la voix du troupeau.

« La résistance de l'Homme à certaines suggestions, et tout spécialement à l'expérience, ainsi qu'on le remarque si souvent lorsqu'il est confronté à la nouveauté, ne peut devenir autre chose qu'une nouvelle preuve de sa suggestibilité, puisque la nouveauté a toujours dû s'opposer à la tradition du troupeau.

« Durant les premiers jours de la race humaine, l'apparition de la faculté de parler doit avoir mené à un renforcement de l'autorité du troupeau, et à de plus grandes définitions et portées de celle-ci. Maintenant, le désir pour la certitude est l'une des grandes profondeurs de l'esprit humain, et, certainement, une propriété nécessaire à tout esprit ; il est très plausible de supposer qu'il a dû mener, durant ces temps reculés, à l'étendue de toute la vie soumise à l'influence de paroles soutenues par la sanction instinctive du troupeau. La vie des individus devait être complètement conditionnée par de terribles sanctions. Ils devaient savoir ce qu'ils devaient et ne devaient pas faire, et ce qui leur arriverait s'ils désobéissaient. Que l'expérience confirme la validité de l'opinion du troupeau ou pas, elle ne devait avoir que bien peu de poids […]. Correspond parfaitement à cette description le primitif de l'Australie centrale. Toute sa vie est réglée, dans les moindres détails, par la voix du troupeau, et il ne doit pas lui désobéir, sous peine des plus terribles sanctions […].

« Ces conditions primitives ont dû apparaître partout, et la raison ne devait leur apparaître que sous la forme intrusive et dérangeante d'un pouvoir étranger hostile venu déranger la perfection de la vie, et causer des séries de conflits sans fin […].

« L'observation directe de l'Homme révèle immédiatement le fait qu'une proportion considérable de ses croyances est irrationnelle, et ce à un degré si évident qu'il se passe de tout examen particulier ne nécessitant que des connaissances élémentaires. Lorsque nous examinons le bagage intellectuel de l'homme moyen, nous remarquons qu'il est constitué d'un vaste nombre de jugements très précis concernant une très grande variété de

sujets complexes. Il se montre capable de fournir des explications à l'origine et la nature de l'univers, et même, il peut proposer une explication de son propos ; il peut formuler des conclusions à propos de ce qui lui arrivera après sa mort, et, bien sûr, il peut expliquer les bases de sa conduite dans la société. Il se montre également capable de dire comment le pays devrait être dirigé, pourquoi telle loi est bonne et telle autre mauvaise. Il a des opinions très tranchées concernant la stratégie militaire en mer comme sur terre, les principes de la taxation, l'usage qui doit être fait de l'alcool, la vaccination, le traitement de la grippe, la prévention de l'hydrophobie, les finances municipales, l'enseignement du grec, ce qui est tolérable en art, satisfaisant en littérature, et attendu de la science.

« L'ensemble de toutes ces opinions doit nécessairement être dépourvu de toute base rationnelle, puisqu'elles relèvent pour la plupart de problèmes dont les experts admettent qu'ils sont insolubles, et pour toutes les autres de sujets dont la parfaite compréhension est inaccessible à l'homme moyen. L'homme moyen se passe fort bien des conclusions d'expérimentations scientifiques, et il n'a que faire d'une rationalité qu'il ne parvient pas, de toute façon, à différencier de l'irrationalité ; il ne montre qu'une seule attitude face aux choses et aux événements ; celle du jugement arbitraire[29]. »

On remarque que les observations de Trotter, et surtout sa manière de les commenter, favorisent les « renards » tels que Pareto les définit (Résidus de Classe I.) dans l'article précédent. Mais il ne faut pas en déduire pour autant que les « lions » (Résidus de Classe II.), constituent donc le reste du troupeau. Car, rappelons-le, la part d'irrationalité est très importante dans les résidus de Classe I. ; tandis que ceux de Classe II., qui comprennent, en premier lieu, la tendance au conservatisme et l'importance de la tribu, montrent peu de réceptivité à la voix du troupeau. La large majorité de la masse ne doit pas être séparée, d'un côté, en « lions », et de l'autre en « renards », puisque Pareto (tout comme Machiavel qui a été le premier à proposer cette analogie animalière) concentre son attention sur l'étude de l'élite. Trotter présente le groupe comme une unité d'individus parfaitement autonome, qui fait elle-même les règles auxquelles elle obéit. Il n'accorde que peu de place à l'influence d'un leader, d'une élite dirigeante, et ne parle jamais du rôle du mâle dominant dans le troupeau. Mais cette lacune ne nous gêne en rien, puisque c'est

---

29 *Ibid.*

du comportement de la masse, comme prise dans son ensemble, et de ses causes, dont nous débattons surtout dans ce chapitre.

« À la lumière des considérations qui viennent d'être débattues, cette acceptation grossière de la croyance irrationnelle doit être considérée comme normale. Le mécanisme par lequel elle apparaît réclame tout de même quelques examens, puisque l'on ne peut nier que les faits entrent remarquablement en conflit avec les vues populaires lorsqu'il est question de la part de raison qui entre dans la formation de l'opinion. Il est clair, dès le début, que ces croyances sont invariablement considérées comme rationnelles par celui qui les fait siennes, et il les défendra comme telles, et dira de celui qui s'y oppose qu'il est déraisonnable. L'homme religieux dit de l'athée qu'il est superficiel et irrationnel, et réciproquement ; pour le conservateur, ce qu'il y a d'étonnant à propos du progressiste est son incapacité à considérer la voix de la raison, et à accepter la seule solution aux problèmes publics. Un examen révèle le fait que les différences ne proviennent pas de l'implication des erreurs et des sophismes mécaniques que la logique produit parfois, puisque même le politicien peut les éviter tant elles sont simples à repérer, et puisque l'on ne trouve aucune raison de supposer qu'un parti impliqué dans de telles controverses aît l'esprit moins logique qu'un autre. La différence provient plutôt des assomptions fondamentales des antagonistes montrant chacun de l'hostilité. Ces assomptions sont dérivées de la suggestion du troupeau. Pour le progressiste, certaines conceptions de base ont acquis la qualité de vérités instinctives, elles sont devenues des “synthèses d'*à priori*”, en raison d'une accumulation de suggestions à laquelle il a été exposé ; et une explication similaire s'applique à l'athée, au chrétien et au conservateur. Chacun, il est important de s'en rappeler, trouve dans la conséquence la démonstration que sa rationalité ne souffre d'aucune critique, et il peut facilement y trouver les erreurs de son opposant – pour lequel cette série particulière d'assomptions n'a pas été rendue acceptable par la seule suggestion du troupeau[30]. »

Trotter remarque que l'esprit de l'Homme s'abstient rarement de critiquer les assomptions découlant de la suggestion du « troupeau ». Et il nous fait remarquer que cela l'incite à chercher des justifications rationnelles à cette dernière ; par exemple, de tels raisonnements l'ont mené à dire que l'altruisme résulte d'une observation montrant qu'il est « payant » à terme. Grâce à

30 *Ibid.*

l'intelligence que l'évolution de son espèce lui a donnée, l'Homme cherche constamment des justifications et des explications rationnelles à son comportement qui, dans une large majorité de cas, sont fausses ou erronées, ou sont délibérément mensongères dans le but de produire des raisons recevables. Voilà qui nous apporte enfin une explication à la nécessité pour l'élite gouvernante, présentée au tout début du premier chapitre de cet essai, de donner une *forme* à l'intention n'entretenant qu'un lointain rapport avec le véritable but. Cet article ferait d'ailleurs une parfaite conclusion à ce que nous explique Trotter à ce point, puisqu'il en reprend exactement les principes généraux, à sa manière. Puis il admet enfin l'existence d'un respect pour une classe intellectuellement supérieure, dont les suggestions peuvent l'emporter sur celles du troupeau. Cependant, il maintient (avec raison, lui disent les historiens et les experts de la science politique) que l'éducation de l'homme commun « étant ce qu'elle est », les propositions non-logiques l'emporteront toujours sur celles qui sont logiques, puisque le pouvoir de suggestion des résultats de la méthode et de l'expérience scientifique n'a sur lui aucune force.

Il rappelle que lorsqu'une libre communication est rendue possible par l'imposition d'une liberté d'expression, l'accord ou le désaccord avec la voix du troupeau acquiert les qualités d'une identité ou d'une dissociation avec ce dernier, respectivement. Si nous transposons franchement les explications biologiques de Trotter au champ de la science politique, le troupeau et sa force de suggestion devient la structure de la société et son orthodoxie, dont nous avons dit et répéteront tout au long de cet essai qu'il faut les préserver aussi bien que nous le pouvons. C'est pourquoi la libre communication doit impérativement et strictement être établie par l'État, et doit demeurer dépendante des infrastructures qu'il aura conçues pour la faire exister. Faute de quoi, la structure de la société éclatera, ses composants s'égareront tels les individus du troupeau qui n'obéissent plus à la voix commune, puis, chacun étant ainsi devenu particulièrement vulnérable, et l'espèce tout entière que nous pouvons métaphoriquement considérer comme la Nation et son identité culturelle, disparaîtront peu à peu.

Ainsi que le dit Trotter lorsqu'il parle de l'individu qui exprime son accord ou son désaccord avec la voix du troupeau, « sachant que ce qu'il fait provoquera la désapprobation du troupeau, il doit en ressentir le même sentiment profond d'insécurité qui accompagnerait une séparation physique avec

celui-ci ; tandis que, sachant que ce qu'il fait sera approuvé, cela lui procurera un sentiment de droiture morale, de plaisir, et le stimulera dans toutes ses actions, exactement comme l'animal qui en suit un autre est stimulé dans son action par le voisin qui le suit à son tour. Dans les deux cas, il est clair qu'aucune expression explicite par le troupeau n'est nécessaire pour faire apparaître les sentiments appropriés ; ils viennent naturellement depuis l'intérieur, et ont bien les qualités des dictats de la conscience[31]. »

Trotter prend la conscience, les sentiments de culpabilité et du devoir, comme des manifestations innées de la grégarité ; c'est une opinion contestée par quelques psychologues. En effet, leurs existences et leurs intensités, tout comme leurs inexistences chez l'Homme, peuvent être le fait d'apprentissages, et ces derniers sont indiscutablement absents chez bien des individus.

La sociologie semble être allée au bout de ses possibilités lorsqu'elle cherche à nous apprendre comment fonctionne la société. Tel ne semble pas être le cas de la psychologie ; cette science continue de nous apporter son lot quotidien de nouvelles découvertes, dont certaines sont surprenantes. Ce que nous enseigne aujourd'hui le behaviourisme du Dr Watson peut raisonnablement nous laisser présumer que sa contribution à l'exercice du pouvoir pourrait bien nous inciter à revoir un jour certains principes de la science politique.

31 *Ibid.*

III. LA CIRCULATION SOCIALE

LES TROIS CLASSES.

Que cela plaise ou non à quelques théoriciens, le fait est que la société des hommes n'est jamais homogène, que les individus sont physiquement, moralement et intellectuellement différents. Nous devons donc prendre ce fait en considération au moment de théoriser toute science politique, toute étude de la société et toute étude de l'Histoire. Et nous devons également considérer : que les classes sociales ne sont pas entièrement distinctes les unes des autres, même dans les pays où un système de castes prévaut ; que, dans les pays modernes et civilisés, la circulation des individus entre les différentes classes sociales est très rapide.

Nous devons considérer ce facteur (dans le but d'en simplifier l'explication) seulement du point de vue de l'influence qu'il exerce sur *l'équilibre social*[32], et nous efforcer de réduire autant que possible le nombre des groupes et les modalités de circulation des individus entre classes. Ainsi, nous pourrons « arbitrairement » définir un phénomène unique ayant des effets similaires à ceux, conjugués, des autres.

Considérons que dans chaque branche de l'activité humaine, on attribue à chaque individu une « note » qui correspond à ses capacités, exactement comme l'on attribue une note de « moyenne générale » à l'issue d'un examen scolaire, universitaire ou professionnel. Par exemple, on attribuera au meilleur avocat la note 10 (sur les 10 que compte notre échelle) ; et on attribuera la note 1 à celui qui n'arrive pas à avoir de clients (nous donnerons la note 0 est celui qui est un crétin). À l'individu qui est parvenu à gagner des millions – honnêtement ou pas, peu importe dans le contexte de cette explication, puisque c'est l'intelligence que nous évaluons, et non une combinaison d'intelligence et de principes moraux –, nous donnerons la note 10. À celui qui a gagné des dizaines de milliers, nous donnerons la note 6 (c'est-à-dire légèrement au-dessus d'une moyenne établie à 5). À une femme, dans la branche de la politique, telle qu'Astasie[33], à une autre telle que Madame de Maintenon (1635-

32 Voir l'article « L'Équilibre social » du chapitre II, intitulé « Stade d'évolution de la société ».

33 Aspasie (Ἀσπασία, Aspasía), née à Milet, en Asie Mineure vers l'an 470 avant J.-C., et décédée vers 400, fut une hétaïre grecque et la compagne de Périclès. Courtisane cultivée,

1719 ; maîtresse de Louis XIV), et à Madame de Pompadour (1721-1764 ; maîtresse de Louis XV), nous donnerons une note comprise entre 8 et 9. Ceci parce que ces trois femmes sont parvenues à séduire des hommes de grand pouvoir, et ont ainsi pu influencer leurs décisions, et même le cours de leurs carrières (nous leur donnerions une note de 10 si elles avaient pu prendre le pouvoir, et le représenter officiellement). Si, au contraire, elles n'avaient fait que séduire ces hommes au seul motif de leur donner du plaisir, sans aucunement les influencer pour autant, nous les considérerions comme rien de mieux que des courtisanes ordinaires qui ne savent briller que par leur beauté, et nous leur donnerions la note 0. À l'escroc ou au manipulateur rusé, qui sait comment abuser la confiance des autres sans ne jamais aller en prison, nous donnerons une note comprise entre 8 et 10 ; c'est selon le nombre d'oies qu'il a plumées, et les montants des sommes qu'il a pu leur soutirer. Au petit voleur qui s'accommode d'un couvert volé dans un restaurant, et qui, malgré la maigreur de son larcin, se fait attraper par la police, nous donnerons une note comprise entre 0 et 1. À une poëte tel que Carducci[34], nous donnerons une note comprise entre 8 et 9 (ce sera selon l'appréciation de chacun), mais pas 10, puisqu'il ne s'est pas élevé au niveau de Dante, par exemple. Au scribouillard qui parvient à se faire publier, mais qui, cependant, ennuie le lecteur et n'a jamais connu aucun honneur, nous donnerons 0. Nous pourrions donner des notes avec une bien meilleure précision aux joueurs d'échecs, entre autres cas similaires, puisque nous pourrions précisément recenser les parties qu'ils ont gagnées.

En procédant ainsi, nous devrions être capables de distinguer, au moins grossièrement, ce qu'est l'élite d'une société, et les candidats à l'accès à l'élite. Nous observons, en passant, que les capacités et intelligences ne sont pas également distribuées dans l'espèce humaine, et que plus l'on s'élève dans l'échelle des niveaux d'intelligence, moins il y a d'individus. La même observation s'applique lorsque l'on descend, en dessous d'un certain seuil de bêtise ; il existe une moyenne entre les deux extrêmes,

---

elle s'attira le respect de bien des hommes influents, et tout spécialement de Périclès et de Socrate. C'est ainsi qu'elle devint une politicienne influente d'Athènes. Nous la connaissons parce que Platon, Aristophane et Xénophon, notamment, la mentionnent dans les écrits qu'ils nous ont laissés.

34 Giosuè Alessandro Giuseppe Carducci fut un poète italien (1835- 1907) qui s'illustra tout particulièrement en devenant le premier Italien à recevoir le Prix Nobel de littérature, en 1906.

où, cependant, nous ne trouvons pas encore le plus grand nombre d'individus.

Dans le système de gouvernance du collectivisme oligarchique, les trois classes décrites par Karl Marx existent, mais leurs luttes entre elles (et plus particulièrement celle des classes inférieure et moyenne contre l'élite) ne sont qu'apparences de luttes. Car, ici, on n'emprunte pas la structure sociale en trois classes à la science politique ; mais aux militaires, avec, du sommet de la pyramide des hiérarchies à sa base, respectivement : la classe des officiers ; la classe des sous-officiers, et la classe des simples soldats.

L'ÉLITE.

L'élite dirigeante du collectivisme oligarchique commande le reste du corps social ; elle n'effectue que des tâches intellectuelles et abstraites, bureaucratiques et de représentation, et elle jouit de privilèges interdits aux deux autres classes. Pile au moment de la révolution russe de 1917, le révolutionnaire Boukharine décrit l'élite comme une « une bourgeoisie qui ne perd rien lorsqu'elle transmet la production de biens de l'une de ses mains vers une autre, puisque le pouvoir de l'État de notre époque n'est rien d'autre qu'une société d'entrepreneurs détenant ensemble un immense pouvoir, avec à leur tête les mêmes personnes qui occupent des positions dirigeantes à la fois dans les bureaux des banques et dans ceux des syndicats. La différence est que, dans de telles conditions, la bourgeoisie perçoit ses revenus, non pas du bureau d'un syndicat, mais d'une banque d'État[35]. »

Les membres de l'élite transmettent des ordres à la classe moyenne, laquelle doit les respecter, puis les faire respecter par la classe inférieure. C'est ainsi que les individus de la classe moyenne, qui sont en contact direct, et souvent physique (police, administration, petits dirigeants et cadres de l'industrie et du commerce) avec ceux de la classe inférieure, assument un rôle « tampon » d'intermédiaires entre l'élite dirigeante et la classe inférieure. Car les membres de l'élite dirigeante, comme ceux de l'élite passive, ne doivent jamais être en contact direct et physique avec les individus de la classe inférieure ; ils doivent sembler « inaccessibles » à ces derniers. Ce détail permet de stimuler les sentiments de crainte et de respect quasi divin que doivent éprouver les individus de la classe inférieure pour ceux des

---

35 NIKOLAÏ BOUKHARINE, *Imperialisme and World Economy*, chap. XIII., p. 155, 1917.

élites ; c'est de cette manière que les membres des élites peuvent participer du *mythe* dont le but a été expliqué à l'article précédent, dans ce même chapitre. La classe inférieure ne peut jamais affronter directement l'élite (même verbalement) et, éventuellement, la forcer à admettre ses erreurs, ou dénoncer ses privilèges extraordinaires, puisque tout contact physique entre les individus de ces deux classes est rendu impossible (des secrétaires, gardes, conseillers, porte-paroles, chefs de cabinets et autres représentants assurant des rôles d'intermédiaires, et aussi des lieux de résidences protégés des intrusions ou dont les adresses sont tenues secrètes, ne servent qu'à maintenir cette distance entre l'élite le reste de la population).

LA CLASSE MOYENNE.

La classe moyenne regroupe, en grande partie, les individus capables et intelligents de l'ensemble de la société, mais qui n'ont pas accès à l'élite ni à aucun de ses privilèges (même si ces intelligences et capacités pourraient, à elles seules, amplement justifier cette promotion). Tout comme cela se produit dans les élites, les individus de la classe moyenne en sont des membres dès leur naissance ; mais ici, ce sont, très majoritairement, des avantages économiques et culturels qui sont naturellement responsables de cette transmission par le sang du statut social. Et ce sont ces dernières caractéristiques qui permettent à la classe moyenne, en sus du fait qu'elle est en contact physique régulier avec la classe inférieure, de faire obéir cette dernière aux ordres que lui a transmis l'élite dirigeante. Bien sûr, la classe moyenne est là pour organiser la vie sociale de l'ensemble de la société, les élites y comprises, en assumant des rôles et des tâches de (par exemple) : policier, greffier, journaliste, directeur de magasin ou d'agence, cadre subalterne, médecin, chef de poste ou de service, scientifique, architecte, instituteur...

LA CLASSE INFÉRIEURE.

La classe inférieure regroupe les individus les moins capables et les moins intelligents de l'ensemble de la société. Cela ne signifie pas que les moins intelligents et les moins capables nés dans l'élite et dans la classe moyenne seront automatiquement « transférés » dans la classe inférieure ; ces deux autres classes connaissent une dégénérescence naturelle qui est limitée par le moyen de la circulation des individus entre classes. Tout comme il existe des manifestations de dégénérescence dans les classes

moyenne et supérieure, des individus aux capacités et intelligences supérieures sont similairement maintenus dans la classe inférieure. Ils le sont, le plus souvent, en raison de leurs tendances subversives ou de leur médiocre moralité ou d'un vice, et ils sont, presque toujours, des individus de Classe II. (« lions »). Les individus de Classe I. (« renards ») les plus capables et les plus intelligents de la classe inférieure, parviennent couramment à s'élever dans la classe moyenne, car ils se montrent assez opportunistes pour parvenir à leurs fins, et même jusque dans l'élite – quoiqu'exceptionnellement dans ce dernier cas. D'une manière générale, la classe inférieure compte un pourcentage élevé d'individus de Classe II. en son sein. C'est dans la classe inférieure que les similitudes entre la pyramide des hiérarchies de l'armée, avec, à sa base, les simples soldats et les caporaux de l'armée, et la pyramide des hiérarchies de la société civile, avec, à la sienne de petits employés et contremaîtres, sont les plus flagrantes de similitudes.

SIMILITUDES ENTRE LES TROIS CLASSES.

On trouve des sous-classes au sein de chacune des trois classes, exactement, encore, comme on en rencontre chez les militaires, avec, par exemple et dans le cas des officiers qui forment l'élite, des sous-lieutenants, lieutenants, capitaines, etc., et ainsi jusqu'au grade suprême de général d'armée. Et, exactement comme la circulation des individus de l'ensemble de la société entre les trois classes est conditionnée, la circulation des individus entre les sous-classes l'est aussi, indépendamment de leurs capacités et intelligences une fois encore. Deux facteurs, en particulier, conditionnent la circulation entre les sous-classes : l'orthodoxie, et l'origine sociale. On retrouve cette autre caractéristique chez les militaires de presque tous les pays : le fils d'un général pourra lui-même devenir général, beaucoup plus facilement que le pourra le fils d'un capitaine. Trois raisons viennent expliquer ce phénomène : les deux premières sont « naturelles », et la troisième est « artificielle ».

1) Un général dispose de connaissances et d'une expérience personnelle qui lui permettent d'expliquer à son fils comment gravir les échelons de la hiérarchie. 2) Tous les individus tendent à favoriser l'élévation de leurs enfants dans la mesure du pouvoir qu'ils ont de le faire ; c'est une manifestation filtrée des pulsions de survie et de survie de l'espèce[36]. 3) Le conditionnement de

---

36 Voir l'article titré « L'Évaluation psychologique », Ière Partie, c. ii.

l'élévation à des niveaux de responsabilité supérieurs par l'orthodoxie, et par un accès implicite à des connaissances secrètes du fonctionnement réel de la société.

Pour s'élever jusqu'au grade de général, le plus capable et le plus intelligent des militaires connaîtra de plus grandes difficultés à le faire s'il est le fils d'un lieutenant que s'il est le fils d'un général. Les trois raisons justifiant ce fait, qui viennent d'être présentées, l'expliquent chacune plus ou moins que les deux autres, au cas par cas. Ce fonctionnement qui, dans l'ensemble, et toutes choses bien considérées, nous apparaît comme « naturel » ou « logique », est l'expression d'un résidu de Classe II.[37]. Dans la classe moyenne, la circulation entre trois sous-classes est conditionnée par les trois mêmes raisons. Cependant, la troisième de ces raisons, l'orthodoxie, est toujours définie dans sa formulation par l'élite, et toujours soumise à l'aval des individus spécialement chargés de son application[38].

C'est ainsi que : dans la société civile du système de gouvernance collectiviste oligarchique, le chef de cabinet d'un ministère peut ne jamais parvenir à s'élever jusqu'au poste de ministre, indépendamment de ses capacité et intelligence ; que, dans les mêmes conditions, le petit cadre d'une industrie peut ne jamais parvenir à s'élever jusqu'au poste de directeur de département ; que, dans les mêmes conditions, un ouvrier peut ne jamais parvenir à s'élever jusqu'au poste de chef d'atelier.

---

37 Voir l'article « L'Entretien et le renouvellement des élites », Ière Partie, c. iii.

38 C'est-à-dire la police politique, le Parti central, les syndicats et les milices.

III. L'ÉLITE.

INFLUENCE DE L'ÉLITE SUR LE COMPORTEMENT DE LA SOCIÉTÉ.

Depuis le point de vue de la théorie de l'élite dirigeante expliquée plus loin dans ce chapitre, une société est *celle de son élite*. La force ou la faiblesse d'une nation, sa culture, sa capacité d'endurance, sa prospérité ou même sa décadence, dépendent directement de la nature de son élite. Plus particulièrement, la manière d'étudier une nation, de la comprendre, de prédire ce qui lui arrivera, requiert, avant toute autre considération, une observation minutieuse de son élite. L'histoire politique et la science politique sont, avant tout, l'histoire et la science de l'élite, de ses origines, de son évolution, de sa composition, de sa structure et des changements qu'elle a connus et qu'elle connaît dans le temps présent. Vue ainsi, la théorie de l'élite dirigeante produit un principe grâce auquel les innombrables événements de la vie politique – qui nous semblent parfois incompréhensibles ou absurdes – peuvent être assemblés et rendus cohérents et intelligibles. Quoiqu'arbitraire puisse sembler cette manière d'aborder l'Histoire en général, et l'Histoire de l'élite dirigeante en particulier, on peut remarquer que, en vérité, tous les historiens s'obligent à l'écrire de cette façon (même des auteurs et historiens tels que Tolstoï ou Trotski, dont les théories générales semblent pourtant la contredire).

Même si la théorie doit ultimement décider que les mouvements et les révolutions des masses sont la cause des faits et des tournants de l'Histoire, ces derniers n'atteignent une signification historique que lorsqu'ils parviennent à altérer les institutions et la manière de composition de l'élite dirigeante. Ainsi, l'analyse de l'élite dirigeante (indirecte sinon directe) produira une histoire et une science politique compréhensibles.

L'ANTAGONISME NATUREL ENTRE LES MASSES ET L'ÉLITE.

Là où il y a un antagonisme entre l'élite et les masses, l'élite sort toujours victorieuse si elle est unie. Si les masses n'ont pas de leader authentique (c'est-à-dire qui n'est pas un agent au service secret de l'élite dirigeante, ou achetée ou corrompu par elle) pour diriger leur combat, les masses contestataires sont désorganisées et perpétuellement affaiblies par tout le poids des

pressions organisées ; elles ne peuvent l'emporter contre une élite dirigeante dont les membres sont solidaires les uns envers les autres, et s'entendent sur un but commun. L'élite dirigeante ne peut être renversée que sous deux conditions seulement ; et encore, celles-ci ne garantissent rien.

Dans la première, s'il existe une mésentente et une division entre les membres de l'élite dirigeante, l'une ou l'autre (ou les deux) des factions qui s'opposent se sent contrainte de chercher un support auprès des masses. C'est alors que cette faction peut devenir ce leader dont les masses contestataires désorganisées ont besoin ; elle saura comment les diriger avec efficacité. La faction dissidente de l'élite dirigeante conservatrice se montre parfois capable de sortir victorieuse.

Dans la seconde, de nouveaux leaders émergent « spontanément » de la masse contestataire pour la diriger avec efficacité. Si, alors, l'élite dirigeante se montre incapable, ou n'a pas toute la volonté, d'écraser ou de corrompre ces leaders qui s'opposent à elle, alors elle peut être renversée.

Dans les deux cas, cependant, quoique le processus d'opposition organisé puisse prendre la forme d'un combat efficace de la masse contestataire contre l'élite dirigeante, et ainsi démontrer sa suprématie, il est seulement, en réalité, l'émergence d'une nouvelle élite dirigeante qui prendra la place de l'ancienne. Le système de la masse dirigée par une élite demeure ; la voix du peuple pour diriger le peuple est un objectif toujours impossible à atteindre.

LA MÉTAMORPHOSE DU LEADER.

Lorsque le leader d'un mouvement de masse accède au statut de chef de la Nation, un processus psychologique le fait invariablement se transformer en une autre personne. Dans la majorité des cas, durant les tout premiers jours de sa carrière, le nouveau leader est sincèrement convaincu de l'excellence des principes dont il s'est fait l'avocat. Il a été poussé en avant par une vision limpide, et par un désir, plus ardent encore, de faire le bien commun. Il a été inspiré par la souplesse de son propre esprit et par une chaleureuse sympathie pour ceux qui l'ont soutenu et suivi. Ses sentiments sont authentiques, tant qu'il n'a pas encore été confronté à la réalité d'une organisation déjà établie et capable d'offrir des emplois rémunérés, dans laquelle il doit fonder son propre parti. Cela ne veut pas nécessairement dire que partout où un parti déjà bien organisé existe, le nouveau leader

cherche, dès son entrée en scène, à servir ses intérêts personnels ; mais toutes ses qualités morales ne résistent pas longtemps à *l'appel du pouvoir*.

Car celui qui une fois a accédé au pouvoir et à sa lumière montre toujours de la réticence à retourner à la position, comparativement obscure, qu'il occupait avant. La conscience du pouvoir engendre toujours l'orgueil, et une croyance injustifiée en une grandeur personnelle. Le leader a une conscience de sa valeur, et du besoin qu'ont les masses de le suivre, qui se combinent pour produire dans son esprit une reconnaissance de sa propre supériorité (réelle ou supposée). Cette dernière éveille le besoin de commander les autres qui existe en chacun de nous (que cette pulsion soit refoulée ou pas). Tout homme cherche à élargir ses prérogatives ; celui qui a accédé au pouvoir cherchera, presque toujours sinon toujours, à le consolider pour le garder, et même à l'élargir pour multiplier les remparts devant protéger sa position. Ainsi, il prend peu à peu de la distance avec les masses, et, par conséquent, avec la connaissance de leurs attentes et de leurs soucis.

Typiquement arrive une étape de la transformation psychologique du leader durant laquelle il s'identifie au groupe (Nation, parti, etc.), quel qu'il puisse être. Il devient un bureaucrate qui s'identifie totalement à son organisation, confondant ses propres intérêts avec ceux de cette dernière. Toute critique de son parti, ou de la Nation s'il en est le dirigeant élu, fût-elle objective et justifiée, est prise comme un affront personnel. Ceci est la cause de l'évidente incapacité de tous les leaders de partis à observer une attitude sereine et un détachement lorsqu'ils doivent entendre des critiques négatives. Lorsque le leader est personnellement critiqué, son premier réflexe est de faire entendre que c'est son parti ou la Nation qu'il représente qui est visé, dans son ensemble. La critique du groupe est perçue comme un propos diffamatoire dirigé contre son leader, personnellement ; la critique du leader est perçue comme un acte de nature subversive contre tout le groupe, et elle est même dénoncée comme une trahison faite au groupe (c'est-à-dire à la Nation lorsque le groupe en est une).

De plus, le despotisme du leader ne trouve pas son origine seulement dans une vulgaire soif de pouvoir ou dans un égoïsme incontrôlable ; il vient souvent d'une conviction profonde et sincère de cette valeur (grandeur) personnelle dont nous parlions plus haut, et de la valeur des services qu'il pense avoir rendus au service de la cause commune. Ces changements psychologiques

forment eux-mêmes une partie d'un processus plus large, assez fréquent dans l'apparition de la démocratie. Il s'agit d'un processus de croissance que quelques historiens qui l'ont identifié ont appelé « bonapartisme » ; un mot bien sûr dérivé des deux Bonaparte, et plus particulièrement (contre les attentes de beaucoup) de Napoléon III. Le pouvoir despotique du bonapartisme n'était pas théoriquement basé sur la prétention d'un droit voulu par Dieu, ou acquis par l'héritage. Ses fondements théorique et historique furent démocratiques, et ils comprenaient une étape de révolution populaire ; cette base démocratique fut préservée avec soin et consistance. Les deux Napoléon se présentaient comme des représentants de la Nation élus démocratiquement par le peuple. Leurs droits démocratiques et légitimes d'agir en tant que délégués du peuple, et de représenter la volonté du peuple, furent confirmés par des séries de plébiscites unanimes. Le premier Napoléon fut élu consul par une large majorité ; comme consul à vie, puis (en 1804) comme empereur. Le second fut élu deux fois Président de la République, et, finalement (en 1852), comme empereur lui aussi. Napoléon III ne reconnut pas seulement sa souveraineté populaire comme la source de son pouvoir ; il fit de sorte que cette souveraineté fut la base théorique de toutes les actions qu'il entreprit. Il se rendit populaire en France en déclarant qu'il ne se percevait que comme l'« organe exécutif d'une volonté collective » exprimée lors d'élections, et qu'il se mettait entièrement à sa disposition, prêt en toute circonstance à accepter ses décisions. Avec beaucoup de ruse, il répéta continuellement qu'il n'était rien de plus qu'un « instrument », qu'une « création des masses ».

Le leader « de type bonapartiste » déclare, avec plus d'ardeur qu'en nécessite la simple justification, qu'il est l'incarnation la plus parfaite de la volonté du groupe ou *du peuple*. Tout lui est permis à partir là, puisqu'il est seulement le symbole du groupe comme pris dans son ensemble. Les organes politiques intermédiaires (les chambres haute et basse du Sénat, par exemple) continuent d'exister et d'agir, mais elles sont subordonnées au leader bonapartiste, car lui seul peut complètement exprimer la volonté du peuple. Sénateurs et députés ne sont que ses agents, et seulement à travers lui sont-ils les agents du peuple. Une fois élu par le peuple, personne ne peut s'opposer à sa volonté, en aucune façon. Il incarne la majorité, et toute résistance à sa volonté est dénoncée comme un acte anti-démocratique. Le chef d'une telle démocratie est inamovible et irremplaçable ; il n'a pu se contredire lorsqu'il a parlé ; il est infaillible. Il est raisonnable, et même

nécessaire que les adversaires du gouvernement soient éliminés au nom de la souveraineté populaire, car celui que le peuple a élu agit dans les limites des droits qui lui ont été conférés en tant que représentant de la volonté collective, établi à sa position par le fait d'une décision spontanée. Ce sont les électeurs eux-mêmes, en sommes-nous assurés, qui demandent, par la voix du leader qu'ils ont élu, qu'il emploie des mesures répressives sévères, qu'il recoure à l'emploi de la force, et qu'il concentre l'autorité nationale en ses mains.

Tout cela est au-dessus de la simple prétention ; le bonapartisme justifié par le principe de la représentation peut être considéré comme l'aboutissement ultime et logique de la démocratie. Plus encore : au moment d'en juger, pas seulement depuis l'expérience de notre propre temps, mais depuis celui des cités États grecques, des États de la République de Rome et des cités États médiévales, le bonapartisme est aussi le point culminant et logique de la démocratie (quoique peut-être pas invariable). Le bonapartisme, comme l'une ou l'autre étape de son développement, est la structure politique la plus frappante et la plus typique de notre temps. Les grandes Nations qui, de la période de la Renaissance jusqu'à nos jours, ont adopté la formule politique de la démocratie et de ses pratiques de représentation parlementaire, ont, sans aucune exception durant notre dernier siècle, montré une puissante tendance vers le bonapartisme ; tendance qui, en Allemagne, en Russie, en Italie et en France, a atteint sa pleine maturité, et qui n'en est pas moins marquée, par exemple, aux États-Unis et en Angleterre.

C'est une erreur historique grave d'assimiler le bonapartisme à une des différentes formes de despotisme. Le bonapartisme n'est pas une simple dictature militaire ; il n'est pas le despotisme traditionnel et héréditaire – ou hérité selon la volonté de Dieu – de la monarchie absolue ; il n'est pas la direction oligarchique classique par une petite caste héréditaire. Le bonapartisme mature est un despotisme populaire et démocratique fondé sur une doctrine démocratique, et, au moins lors de son apparition, il s'engage à respecter une forme démocratique. Si le bonapartisme, en faits plutôt qu'en théorie, nie la démocratie, il agit ainsi en faisant s'élever la démocratie à son ultime stade.

L'ENTRETIEN ET LE RENOUVELLEMENT DES ÉLITES.

Dans toute société, les élites ne sont jamais statiques. Leurs structures, leurs compositions et la nature de leurs liens avec le

reste de la société sont toujours changeantes. Bien sûr, les élites changent avec la mort de leurs membres et avec leurs remplacements par d'autres individus. Il n'y a rien de significatif en cela. Si chaque membre de l'élite qui décède était remplacé par un autre ayant des caractéristiques similaires, l'élite, dans son ensemble, et vu sous l'angle d'un regroupement historique, serait toujours la même. Ce ne sont donc pas de simples remplacements d'individus qui influencent le développement social, mais le changement de leurs types, et celui de leurs relations entre eux et avec le reste de la société.

Si, au moment de la sélection de membres des élites, il existait une condition de compétition parfaitement libre, de sorte que chaque individu de la société puisse, sans ne rencontrer aucun obstacle, s'élever aussi haut que ses talent et ambition le lui permettent, les élites incluraient alors, à n'importe quel moment et selon un ordre parfait, les gens les plus capables de la société, et les plus à même de revendiquer cette appartenance. Sous de telles conditions, notre société serait extraordinairement dynamique et forte, et ses faiblesses disparaîtraient automatiquement par le simple fait de la sélection naturelle.

Cependant, une condition de ce genre ne se rencontre jamais dans la réalité. Il y a toujours des obstacles et des connexions de réseaux qui interfèrent avec les libres circulations et volontés des individus qui ont les capacités pour s'élever, et que l'on peut rencontrer dans tous les milieux sociaux. Des principes spéciaux de sélection, qui diffèrent dans leurs énonciations d'une société à une autre, affectent la composition des élites de telle manière que ce ne sont pas les meilleurs individus qui sont sélectionnés pour occuper les postes de direction et de représentation. Car la faiblesse est un critère qui s'installe dans ces principes, et aucune évolution graduelle et normale au jour le jour ne vient la compenser. Si ces faiblesses des membres des élites deviennent trop nombreuses ou trop grandes, alors l'élite, dans son ensemble, devient vulnérable à une révolution qui la renouvelle massivement et d'un seul coup ; tous les individus qui présentaient les qualités pour s'élever jusqu'à cette élite, mais qui rencontraient jusqu'ici des obstacles, viennent remplacer les membres de la vieille élite devenue impotente.

L'obstacle à l'élévation au sein de l'élite le plus fréquemment rencontré est le principe aristocratique. Mais les régimes démocratiques l'ont adopté, puis l'appliquent d'une autre manière ; les agences gouvernementales discrètes ou secrètes, chargées de la sûreté intérieure, en ont la charge, et celles-ci utilisent largement

pour cette mission les réseaux des cercles privés élitistes et les sociétés secrètes dominantes. L'appartenance à l'élite est aussi un pouvoir économique ou d'influence qui ne peut être confié à un individu exempté de tout moyen de pression, ou qui, par son intelligence et ses capacités, échappe aisément au contrôle de ses agissements. Il doit être tenu d'une manière ou d'une autre, afin que ses agissements et son discours servent toujours le bien de la Nation. Il ne doit exister ni dissidence, ni décadence au sein de l'élite ; l'élite est faite par l'État, elle appartient à l'État, et elle doit servir les meilleurs intérêts de l'État, à petit comme à plus grand degré. Napoléon Bonaparte, lorsqu'il a pris le pouvoir, avait trouvé un moyen remarquable d'ingéniosité pour faire plus vite disparaître les héritiers de l'ancienne élite qui pouvaient ne pas être favorables à l'Empire, et pour contrôler la circulation des élites d'une façon générale ; c'est un écrivain français, et non un penseur de la science politique qui nous l'explique, mais il s'appuie une preuve que n'aurait pas rejetée un bon historien.

« Aujourd'hui les familles riches sont entre le danger de ruiner leurs enfants, si elles en ont trop, ou celui de s'éteindre en s'en tenant à un ou deux : un singulier effet du Code civil auquel Napoléon n'a pas songé.

« – C'est au contraire un effet auquel Napoléon a parfaitement songé et qu'il a délibérément cherché, témoin ce passage d'une lettre à son frère Joseph, roi de Naples, texte dont Le Play et son école ont tiré le plus heureux parti :

« *"Mon frère, je veux avoir à Paris cent fortunes, toutes s'étant élevées avec le trône et restant seules considérables ; puisque ce ne sont que des fidéicommis et que tout ce qui ne sera pas elles, par l'effet du Code civil va se disperser* [...] *Établissez le Code civil à Naples : tout ce qui ne vous est pas attaché va se détruire en peu d'années, et ce que vous voulez conserver se consolidera. Voilà le grand avantage du Code civil. Il faut établir le Code civil chez vous ; il consolidera votre puissance, puisque par lui tout ce qui n'est pas fidéicommis tombe, et qu'il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous érigez en fiefs. C'est ce qui m'a fait prêcher un Code civil et m'a porté à l'établir"*[39]. »

Les membres de l'élite et leurs enfants sont discrètement aidés, et peu importe leurs réelles capacités ; les individus aux capacités supérieures qui apparaissent à l'extérieur du cercle de l'élite sont

---

39 HONORE DE BALZAC, note historique de l'auteur dans *La Fausse Maîtresse*, j. *Le Siècle*, 1841.

ainsi sacrifiés, et maintenus dans leurs positions sociales et économiques inférieures, dans une très large mesure. Si ce principe est bien appliqué, si l'élite est un cercle « fermé » et ordinairement inaccessible au reste de la masse, une dégénérescence apparaît inévitablement. Le pourcentage d'individus faibles et inférieurs au sein de l'élite augmente inévitablement ; tandis que, dans le même temps, celui des individus aux capacités supérieures grandit au sein de la masse. Un point critique, où l'élite est détruite et renversée par un groupe de leaders collectivement plus capable, plus intelligent et plus audacieux qu'elle, est atteint à terme.

C'est ce qui est arrivé à Sparte ; la porte d'accès à l'élite de Sparte (la caste des « Citoyens ») était maintenue fermée aux autres catégories sociales de la population (les Périèques[40] et les Hilotes[41]). Dans une certaine mesure, l'élite spartiate conservait sa bonne santé en tuant ses enfants faibles et inférieurs, mais cette mesure extrême n'était pas suffisante. En dépit de cette tradition du sacrifice et de la plus extrême des disciplines, unique dans l'Histoire, l'élite spartiate connut un déclin quantitatif, et un déclin qualitatif plus grand encore, qui menèrent finalement cette Citée à sa défaite, lors de la bataille de Leuctres, en 371 avant J.-C., contre les Thébéens. Des générations durant, Sparte avait tenu Thèbes pour un allié d'importance mineure auquel elle pensait pouvoir imposer éternellement sa supériorité. De ce qui n'aurait été qu'une défaite dans une Nation où la société est moins strictement contrôlée, et où le renouvellement naturel de l'élite assure sa bonne santé, Sparte ne se releva jamais, et sombra dans l'oubli général.

De ces considérations, suit le fait qu'un renouvellement « relativement souple » de l'élite – fait de montées et de descentes de la pyramide sociale et entre les classes supérieure, moyenne et inférieure – est nécessaire au maintien d'une société dynamique et forte. Et inversement : suit le fait qu'une élite fermée qui se renouvelle de l'intérieur exclusivement, ou même presque exclu-

40 Dans la Grèce antique, les Périèques (en grec ancien Περίοικοι / *Períoikoi*) étaient les habitants libres, mais non citoyens de la Laconie et de la Messénie. Leur nom signifie « ceux du pourtour » (de περί / *perí*, « autour de » et οἶκος / *oikos*, « habitation, maison »).

41 Dans la Grèce antique, les Hilotes ou Ilotes (en grec ancien Εἵλωτες / *Heílôtes*) étaient une population de Laconie et de Messénie asservie aux Spartiates, qu'ils faisaient vivre. Leur statut s'apparentait à celui des serfs du Moyen Âge : attachés à la terre, ils étaient la propriété de l'État lacédémonien. Ils n'étaient donc pas des esclaves-marchandises, qui existaient par ailleurs, mais qui étaient plutôt rares. L'*hilotisme* se rencontrait également dans d'autres sociétés grecques, comme la Thessalie, la Crète ou la Sicile.

sivement, est menacée, soit par une révolution, soit par une invasion par une autre Nation.

En théorie, l'accès des individus des classes inférieure et moyenne à l'élite devrait être libre et naturel, exclusivement et naturellement filtré par les compétences. Mais ceci n'a pas d'importance si, dans les faits et dans la plupart des Nations modernes, tout spécialement depuis la fin du siècle dernier et le début du nôtre, les prétendants sont maintenus dans leurs milieux sociaux d'origine, grâce aux moyens sommairement présentés plus haut, et qui seront décrits en détail plus loin. Dans les pays de la vieille Europe, chacun a le droit de s'élever selon ses capacités, de devenir millionnaire et le patron d'une entreprise, mais en théorie seulement. Car en fait, à peu près depuis l'époque de la grande Guerre, ces prétendants ne peuvent plus accéder à la richesse et devenir de grands entrepreneurs, à quelques rares exceptions près[42]. Inversement, il y a eu des sociétés où, en théorie, l'accès à l'élite était fermé (grâce à un contrôle rigide par l'hérédité), mais où, en fait, et parfois sinon assez souvent, les moyens du clientélisme, de l'adoption et de la révision de l'accès à la citoyenneté entrouvraient la porte. Ce fut tout spécialement le cas durant certaines périodes de l'histoire d'Athènes et de Rome.

Mais, sachant qu'un renouvellement parfaitement libre de l'élite, selon le seul critère de la capacité, n'existe dans aucune Nation, une société dynamique et forte ne peut être assurée seulement en ouvrant ponctuellement cet accès. Vient s'ajouter à ce problème celui de la définition du genre d'individus qui peut être admis dans l'élite ou ne doit pas y accéder ; il est d'autant plus compliqué à mettre en œuvre qu'aujourd'hui, même l'accès à la classe moyenne depuis la classe inférieure est également contrôlé (dans bien des Nations, mais pas encore dans toutes[43]). Nous avons mis l'accent sur le fait que les *résidus* élémentaires d'une société donnée ne changent pas, et qu'il en est de même pour les quatre comportements fondamentaux[44]. Cependant, le caractère de toute société est déterminé, non seulement par ces *résidus* et *comportements fondamentaux* qui existent dans l'esprit

---

42 C'est la même chose aux États-Unis depuis les craintes qu'a provoqué le cas de John D. Rockefeller.

43 La France et l'Allemagne sont les pays ou la circulation est la plus limitée. Par exemple, l'élite allemande a toujours fermé la porte de son accès à Goethe, alors que c'est essentiellement à cet écrivain, pourtant, qu'elle doit l'abandon du français comme langue de l'expression intellectuelle supérieure.

44 Voir l'article « L'Évaluation psychologique », I[ère] Partie.

de chaque individu, mais aussi par la « distribution » des *dérivées* par classe sociale. Or, cette dernière distribution peut changer rapidement. En d'autres termes : une société donnée inclura un pourcentage relativement stable d'individus rusés (par exemple) ; mais une énorme différence entre la forme de cette société et son développement apparaîtra selon que ces individus rusés sont largement inclus dans l'élite, ou uniformément dispersés dans la population (c. à d. les classes supérieure, moyenne et inférieure), ou encore majoritaires dans les classes moyenne et inférieure.

Les résidus qui exercent une influence considérable sur l'équilibre de la société sont de Classes I. (*instinct de combinaisons de résidus*) et II. (persistances des groupes [ou des agrégats]). Tous les problèmes de la société venant de la circulation des élites trouvent leurs origines dans ce que nous disent les définitions de ces deux premières Classes de résidus.

Les individus dont la personnalité est plutôt bien résumée par la définition de la Classe I. de résidus sont les « renards » que décrit Machiavel[45]. Ceux-là vivent d'expédients ou d'opportunités qu'ils manquent rarement de saisir, et ils croient aux gains de la tromperie et de la ruse bien plus qu'en ceux du travail. Ils ne s'attachent à personne ni à rien, et ils ne croient en personne ni en rien, à l'exception d'eux-mêmes et de leurs intérêts personnels. Ils n'ont que faire de la religion, de la Nation, des lois et de la morale, et même de leurs propres familles. Cependant, ils sont prompts à tirer profit de ces attachements chez les autres qu'ils tiennent pour de risibles faiblesses de l'esprit. Ils sont souvent ces princes de sang que Frédéric II méprise, et qu'il recommande de bien tenir à l'écart des affaires

---

45 « Chacun comprend combien il est louable pour un prince d'être fidèle à sa parole et d'agir toujours franchement et sans artifice. De notre temps, néanmoins, nous avons vu de grandes choses exécutées par des princes qui faisaient peu de cas de cette fidélité et qui savaient en imposer aux hommes par la ruse. Nous avons vu ces princes l'emporter enfin sur ceux qui prenaient la loyauté pour base de toute leur conduite.
On peut combattre de deux manières : ou avec les lois, ou avec la force. La première est propre à l'homme, la seconde est celle des bêtes ; mais comme souvent celle-là ne suffit point, on est obligé de recourir à l'autre : il faut donc qu'un prince sache agir à propos, et en bête et en homme. C'est ce que les anciens écrivains ont enseigné allégoriquement, en racontant qu'Achille et plusieurs autres héros de l'antiquité avaient été confiés au centaure Chiron, pour qu'il les nourrît et les élevât.
Par là, en effet, et par cet instituteur moitié homme et moitié bête, ils ont voulu signifier qu'un prince doit avoir en quelque sorte ces deux natures, et que l'une a besoin d'être soutenue par l'autre. Le prince, devant donc agir en bête, tâchera d'être tout à la fois renard et lion : car, s'il n'est que lion, il n'apercevra point les pièges ; s'il n'est que renard, il ne se défendra point contre les loups ; et il a également besoin d'être renard pour connaître les pièges, et lion pour épouvanter les loups. Ceux qui s'en tiennent tout simplement à être lions sont très-malhabiles. » NICOLAS MACHIAVEL, *Le Prince*, chap. xviii, 1532, J.-V. Périès trad.

importantes de l'État. Ils ne vivent que dans le présent, sans égard pour les faits du passé ni pour ceux qui se produiront ; c'est pourquoi ils montrent toujours de l'enthousiasme pour la nouveauté, pour le changement et pour l'aventure. Dans les affaires économiques, ils s'intéressent à la spéculation, à la promotion et à l'innovation. Ils sont inventifs et prennent volontiers des risques. Mais ils se montrent réticents au moment d'utiliser la force.

Les individus dont la personnalité est plutôt bien résumée par la définition de la Classe II. de résidus sont les « lions » de Machiavel. Ils sont capables de recourir à l'usage de la force, qu'ils préfèrent à la ruse au moment d'avoir à résoudre des problèmes. Ils sont conservateurs, patriotes, respectueux des traditions et fermement liés à aux groupes supra-individuels tels que la famille, la religion et la Nation. Ils sont sensibles à la notion de postérité pour eux-mêmes et pour leurs actes, et soucieux du futur. Dans les affaires économiques, ils se montrent prudents, économes et orthodoxes. Ils se méfient de la nouveauté et tiennent les « fortes personnalités » et le « sens du devoir » en haute estime. Ils haïssent les opportunistes ; autrement dit, les « renards », ou à tout le moins ils s'en tiennent à l'écart.

Historiquement, l'ancienne Athènes est l'un des meilleurs exemples d'États dont l'élite était majoritairement constituée d'individus appartenant à la Classe I des résidus, et on trouvait une proportion exceptionnellement grande de ceux-là dans les autres classes de sa population. C'est un fait remarquable, puisque la proportion des individus appartenant à la Classe II. sont presque toujours très majoritaires dans les classes moyenne et inférieure. Athènes doit bien de ses gloires à cette distribution atypique, mais elle lui doit aussi ses revers de fortunes. Dans tous les domaines, économiques, politiques et culturels, Athènes accueillait la nouveauté avec enthousiasme, et se montrait prête à toutes les aventures. Après la défaite de la Perse, durant la bataille de Salamine, en 480 av. J.-C., Athènes se trouva dans l'impossibilité de revenir à la tradition. Prenant l'avantage immédiat de sa flotte qu'elle avait construite pour servir le propos de la guerre, elle poursuivit l'expansion de son empire commercial dans la partie est de la Méditerranée.

Lorsqu'il ne lui sembla plus longtemps nécessaire de ménager des alliés dans son effort de guerre, elle se mit à construire des temples et des statues devant frapper les imaginations et impressionner les étrangers. Elle honora les poëtes et ses philosophes qui s'étaient attaqués aux valeurs, aux traditions et aux anciennes

manières de vivre. Mais cette gloire fut bien courte, si on en compare la durée à toute l'étendue de son histoire. Car elle était constamment affaiblie de l'intérieur par ces individus de Classe I., car ceux-ci formaient constamment des groupes et des factions conspiratrices et dissidentes qui se livraient à des rebellions. C'est cette faiblesse qui empêcha Athènes de se montrer endurante durant les longues épreuves des guerres du Péloponnèse.

Ces comportements et tendances de Classe I. qui définissaient la forme de toutes ses actions la rendirent trop ambitieuse, comparativement à ses réels moyens. Athènes refusa les propositions de paix lorsqu'elle aurait pu en tirer des honneurs et des bénéfices territoriaux et commerciaux, et elle se lança à corps perdu dans l'expédition en Sicile qui lui valut sa ruine. L'opportunisme et la ruse qui caractérisaient son comportement collectif ne pouvaient constituer les solides bases qui lui auraient permis de résister aux épidémies, aux hécatombes, aux sièges, aux agressions incessantes et aux défaites.

Sparte est l'inverse extrême d'Athènes, parce qu'elle était une Nation où les individus de Classe II. étaient largement majoritaires dans toutes les classes sociales de sa population, et dans son élite en particulier. À Sparte, les tentatives d'innovation, le changement, étaient des crimes. Tout ce que pouvait y faire la société était réglé par d'anciennes coutumes, par la religion et par des traditions valorisées par le temps. La vie de l'individu n'y avait aucune valeur ; la société et sa préservation y étaient les choses les plus importantes. Tous les projets aventureux et d'expéditions lointaines y étaient promptement écartés.

De ce comportement collectif particulier, Sparte tirait une extraordinaire endurance dans l'adversité ; mais elle n'a jamais surpris le monde en quoi que ce soit (sinon avec la haute qualité de ses arts et artisanats en bijouterie, poterie, etc.). Elle n'a légué aucune philosophie à la postérité, aucune richesse, et bien peu d'architecture remarquable. Sparte n'eut jamais l'ambition de construire un grand empire ; ses armées se replièrent pour rentrer chez elles après avoir vaincu les Perses. Malgré quelques défaites et une population soumise à un quotidien difficile, et souvent très dur, Sparte fut victorieuse durant les guerres du Péloponnèse. Mais au IVe siècle, lorsque les conditions de vie et de la guerre changèrent, elle ne put survivre plus longtemps. En raison, dans cet autre cas, d'une quasi absence d'individus de Classe I. dans sa société, et plus particulièrement dans son élite, Sparte fut incapable de s'adapter à l'évolution de l'Histoire ; trop conserva-

trice, ce mal fut la seule cause de sa disparition complète et définitive.

La pluralité de résidus, qui offre la meilleure résistance contre les agresseurs, et qui, simultanément, permet une évolution culturelle et la prospérité, est définie comme suit : une large représentation d'individus de Classe I., actifs dans la société, et plus particulièrement dans la classe inférieure ; une présence significative des individus les plus fortement marqués par une personnalité de Classe I. dans l'élite, mais devant y cohabiter avec une proportion égale d'individus de Classe II. ; une élite dont l'accès est assez ouvert pour que son renouvellement naturel soit possible.

On pourrait décrire cette dernière composition d'une autre manière : une société ayant foi en un mythe ou en une idéologie spécialement construit pour elle (ou déjà existant, mais adapté à ses caractéristiques [histoire, espace et temps]) ; une forte identité collective, et un fort sentiment d'appartenance au groupe, capables de stimuler l'endurance physique et l'esprit de sacrifice ; une élite constamment en quête des meilleurs esprits dans l'ensemble de la société, et pas seulement en son sein, et se montrant capable de saisir toutes les opportunités apparaissant dans son histoire (ce qui doit la préserver d'une dégénérescence). Cependant, l'élite ne doit pas se montrer cynique, ni s'en remettre exclusivement à la ruse et à la tromperie pour continuer d'exister et d'imposer sa volonté aux deux autres classes ; elle doit aussi montrer de la droiture et de la fermeté, et une capacité à user de la force lorsqu'une révolte intérieure ou une agression extérieure la menace.

Mais une composition de cette sorte ne dure pas longtemps ; on pourrait en faire une règle. Le cycle typique – qui n'est pas universel, cependant – de développement d'une société organisée se déroule ainsi :

Un groupe (Nation) s'établit, puis se fige sous cette forme après une période de guerres de conquêtes ou de troubles internes (révolution). Á cette étape, l'élite dirigeante est majoritairement composée d'individus de Classe II, car les guerres et les révolutions sont soutenues par une foi, par des forces, par une capacité d'endurance et de volonté. Á l'issue de cette consolidation, les actions des individus de Classe I., qui forment une petite minorité, se multiplient, s'intensifient, et commencent à produire des effets ; ceci provoque une augmentation du pourcentage d'individus de cette Classe au sein de l'élite – par « contagion » et par cooptation. Les « renards » prennent progressivement les

places des « lions » ; dans le même temps, le pourcentage de « lions » dans les deux autres classes de la société, moyenne et inférieure, demeure élevé.

Les manipulations des individus de Classe I peuvent donner lieu à une période de grande prospérité. Mais, dans le même temps, l'élite, dans son ensemble, perd sa foi et les repères qui ont permis l'établissement de la société, et surtout, toute identification avec l'ensemble du groupe, dont elle se détache. À partir de là, elle commence à considérer que tous ses problèmes peuvent être résolus par la ruse, par la tromperie ; elle recourt à la force avec une réticence croissante. Finalement, arrive un moment où l'élite se montre définitivement incapable de résister à l'agression d'un ennemi extérieur, dont la volonté est animée par une forte majorité d'individus de Classe II., où à celle d'une révolte intérieure encouragée, dirigée et convenablement organisée par un leader charismatique et compétent, de Classe II. lui aussi.

Très souvent, les élites majoritairement composées d'individus de Classe I. sont elles-mêmes les artisans de leur propre renversement, puis disparition complète.

Résumons cette évolution de la manière la plus simple, en la réduisant à une question de force – en gardant à l'esprit que les volonté et capacité à recourir à la force demeurent l'expression typique des individus de Classe II.

Au moment de se demander si la force doit être employée ou pas dans une société, que son usage produise un bénéfice ou pas, on se pose une question qui n'a pas de sens. Car le recours à la force ne concerne que ceux qui souhaitent préserver une certaine *uniformité* de la société – c'est-à-dire la composition et les proportions de ses classes, et le *statu quo* –, ni que ceux qui souhaitent une évolution vers un pouvoir plus autoritaire ; la violence des uns surpasse alors celle des autres et produit ainsi un conflit. En vérité, lorsqu'un partisan ou une élite dirigeante présente comme une vertu le renoncement à la force, il désavoue implicitement les arguments des insurgés qui tentent d'échapper par la force aux normes et à cette uniformité de la société (argument similaire à celui de la *désobéissance civile* de Henri-David Thoreau). Si, au contraire, il admet les bienfaits du recours à la force et en use, il admet, implicitement, imposer la conformité aux insurgés par l'usage de la force publique. Lorsqu'un insurgé de la classe inférieure (ou même moyenne) se déclare opposé, en général, à l'usage de la force, il veut dire, en vérité, que le recours à la force par l'autorité constituée pour imposer la confor-

mité à la dissidence le gène dans ses propres revendications. Et si, au contraire, il loue les vertus de la force, il songe, en vérité, à l'avantage que pourraient en tirer ceux qui cherchent à s'affranchir de certains aspects de la conformité sociale[46]. Ces dernières explications ne couvrent qu'un aspect d'un problème. De plus, l'argument qui sera utilisé pourra être étendu, et dirigé contre le recours à la force dans tous les sens du terme, au propre comme au figuré. Typiquement, de tels arguments trahissent une forte concentration d'individus de Classe I. au sein d'une élite, et ils sont utilisés pour affaiblir ses représentants appartenant à la Classe II., lorsque le porte-parole de cette élite les communique au reste de la population ou aux autres Nations. Cette expression d'un désaccord au sein de l'élite, concerne, en réalité, les mérites respectifs de la ruse et de la force, et trahit une tentative de faire pencher la balance en faveur d'une doctrine disant que : jamais il ne faut céder à la violence, et montrer que le recours à la ruse et à la tromperie est toujours plus payant, sans aucune exception.

Supposons le cas d'un pays gouverné par une classe supérieure qui recrute tous les individus les plus intelligents, sans distinction de classe sociale, et n'en laisse aucun dans les classes moyenne et inférieure. Dans ce cas, ces deux dernières, même si elles s'allient, n'ont pas le moindre espoir (à moins d'être discrètement aidées par un pays étranger, et encore cela ne garantit rien) de renverser la classe supérieure, au moins tant que la lutte se poursuivra sur le terrain de l'intelligence. Cependant, si cette lutte implique, simultanément, les usages de l'intelligence et de la force, cette supériorité de l'élite pourra être fragilisée. Car, dans la majorité des cas, les individus qui comptent seulement sur la ruse, et sur leur aisance à tromper sans scrupules, sont naturellement réticent, ou le deviennent, à recourir à la violence ; peu importe leur intelligence, c'est là leur vulnérabilité.

C'est pourquoi, toujours dans le cas de ce dernier exemple imaginaire, si les circonstances font que l'on trouve une forte concentration des individus de Classe I. dans cette élite qui absorbe les meilleures intelligences de toute la société, cela mènera à une forte concentration d'individus de Classe II dans

46 Ces explications, qui font référence à la dissidence et aux révolutions, sont également valables dans le contexte de la diplomatie. Le pacifisme, tel qu'il est loué par les puissances dominantes, est un désaveu implicite du recours à la force devant mener à une sortie (ou à la création d'une exception) du *statu quo* international, et, simultanément, sa reconnaissance lorsqu'il sert à préserver le *statu quo*. « Pacifisme » signifie l'exact inverse, lorsque ce mot est utilisé par de faibles Nations. Dans ce dernier cas, cet usage s'inscrit dans une démarche d'attaque idéologique contre le *statu quo* international, afin de justifier la violence d'insurgés ou d'un groupe cherchant à prendre le pouvoir.

les classes moyenne et inférieure, qui, eux, ne montrent aucune réticence à employer la violence. Si cette répartition se confirme dans le temps, l'équilibre des forces entre l'élite, d'un côté, et les classes moyenne et inférieure de l'autre, devient instable, en faveur des secondes (plus encore si elles s'allient). Sachant que le seul handicap restant dans les classes moyenne et inférieure sera une carence d'intelligence nécessaire au bon usage de la force dont elles sont capables, leur éventuelle action contre la classe supérieure, et leurs chances d'être victorieuses, ne dépendront que de l'apparition d'un leader à leur tête.

Or, l'Histoire nous enseigne que, dans un tel cas, ce leader est souvent un dissident de la classe supérieure qui l'est devenu pour avoir été mis à l'écart ou délibérément affaibli par les autres membres de son groupe. Celui-là est toujours animé par une forte volonté, et il a toutes les raisons, de renverser la classe supérieure à laquelle il n'appartient plus que symboliquement ou a appartenu.

Le résultat de telles révolutions, suivant une situation identique à celle de l'exemple imaginaire que nous venons de présenter, et qui se produit fréquemment dans l'Histoire depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, est une révolution sociale suivie d'un assainissement soudain et radical de l'élite du pays, lequel se manifeste par un rétablissement de la balance en faveur des individus de Classe II. (les « lions » de Machiavel, donc). En dépit du coût en victimes et en souffrances diverses que ces révolutions sociales provoquent, ces dernières sont, dans certaines circonstances, à la fois nécessaires et bénéfiques pour l'ensemble de la société. Mais, encore dans le cas que nous venons de voir, il faut garder à l'esprit qu'il est illusoire de penser que les classes moyenne et inférieure renversent la classe supérieure, et prennent le pouvoir par une révolution sociale, par le fait de leur seule volonté commune (ou de celle, unique, de l'une ou l'autre de ces deux classes, ainsi que beaucoup le croient). Les masses ne peuvent jamais se révolter avec succès si leur action n'est pas dirigée par un leader (ou par un petit groupe de leaders), lequel est toujours un individu capable et ambitieux, soit qui vient de l'élite et a été ostracisé par ses pairs (un membre de la noblesse, bien souvent dans ce cas), soit qui est originaire de la classe moyenne ou inférieure, et auquel la porte d'accès à l'élite a été délibérément et clairement fermée (un intellectuel, membre de la classe moyenne, bien souvent dans cet autre cas).

Par conséquent, aussi longtemps que l'élite se montre assez sage pour laisser la porte ouverte aux individus les plus capables

de la société, sans distinction de classe, et qu'elle ne procède qu'à un filtrage devant favoriser les candidats de Classe II., elle s'octroie virtuellement une protection efficace contre le risque d'une révolution sociale. Si une révolution sociale se produit, un remplacement de l'élite s'ensuit, ou, plus exactement, ainsi que l'Histoire nous l'enseigne, son renouvellement. Car, dans ce cas, l'ancienne élite n'est jamais remplacée en totalité ; quelques-uns de ses membres restent en place au sein de la nouvelle élite (ils étaient des dissidents, ou des mécontents frustrés qui n'osaient pas se révolter, ou encore des opportunistes qui ont tourné casaque au dernier moment[47]). De toute façon, là encore, ce renouvellement s'avère souvent bénéfique, dans une mesure plus ou moins large, pour l'ensemble de la société, et plus particulièrement pour les classes moyenne et inférieure qui demeurent dirigées par une élite, et dont la qualité de vie dépend encore de cette dernière.

La circulation des élites est donc grandement dépendante de changements sociaux, dans une majorité de cas. Aussi, bien que l'on puisse arriver à des conclusions objectives concernant la vitalité d'une société lorsqu'on la compare à une autre, on ne peut émettre aucun jugement objectif au moment de définir quel type de structure sociale est le meilleur pour elle, en interne, du point de vue de ce que ce que l'on nomme ordinairement le « bien public ». Cependant, depuis un point de vue plus éloigné, tel que celui de l'Histoire, la résistance de cette société aux agressions extérieures est une considération qui l'emporte sur celle du bien public. Car une bonne défense contre les menaces extérieures est impossible à concilier avec le meilleur bien public à l'intérieur. Si l'on s'entend sur une définition du bien public disant qu'il concerne la recherche du bien-être pour toutes les classes de la société, et un accès ouvert à l'élite selon les seules capacités des candidats à l'entrée dans cette dernière, alors un tel bien public sera profitable à un ennemi extérieur, en particulier si celui-ci use prioritairement de la ruse et de la tromperie. Si une Nation se trouve dans une situation telle qu'elle ne peut survivre à une agression extérieure, continuer à s'inquiéter de son bien-être à l'intérieur de ses frontières est absurde.

Dans le but de survivre, une société doit offrir un accès à son élite « relativement ouvert » aux individus de toutes les classes ; l'élite ne doit surtout pas fermer complètement la porte de son accès et ne se renouveler que depuis l'intérieur, dans tous les cas.

47 Talleyrand est peut-être le meilleur exemple historique, personnifié, de ce dernier cas.

Laisser parler la libre volonté des individus de toutes les classes améliore considérablement le bien public, pris dans le sens du bien-être de la société dans sa globalité. Historiquement, les sociétés les plus endurantes et les plus dynamiques favorisent une prédominance des individus de Classe I. au sein de leurs élites, et une autre des individus de Classe II. dans le reste de la société. Mais ce serait commettre une erreur de conclure pour autant que les individus de Classe II doivent donc être exclus de l'élite. Si les individus de Classe II. sont les plus largement représentés dans toutes les classes sociales d'une société, alors la Nation ne développe aucune culture active, et dégénère en foyer de brutalité générale et d'absurdités frappant tous les individus au hasard. Dans ce cas, une incapacité à s'adapter aux évolutions et aux changements du monde dans son ensemble apparaît, et la catastrophe la suit bien vite. La catastrophe menace autant la société où les individus de Classe I. sont majoritaires et détiennent le pouvoir ; laquelle, typiquement, manque de vision à long terme, de discipline et d'attachement aux valeurs morales et aux traditions dont les bénéfices ont pourtant été démontrés, et croient aveuglément en leur capacité à surmonter les handicaps à venir par le recours à des ruses, des astuces, et à la tromperie.

Ce qui a été dit à ce point est suffisant pour établir une « loi de la *circulation des élites* », laquelle servira, non seulement à clarifier notre compréhension des sociétés du passé, mais aussi à illuminer notre analyse des sociétés de notre temps, et même à prédire le futur de l'évolution sociale. Si on analyse, par exemple, comment évoluèrent des Nations telles que les États-Unis, et celles de l'Europe continentale à partir du début du XXe siècle, on remarque que le mode de circulation des élites durant le siècle précédent en a mené la plupart à une condition qui a favorisé une représentation excessive des individus de Classe I. au sein de leurs élites dirigeantes. Ceci a entraîné ces Nations vers des formes aliénantes et abrutissantes de toutes sortes de croyances gratuites soutenues par des arguments dépourvus de prémisses. Souvent, il faut le reconnaître, ces croyances sont des conséquences de la rhétorique de la *forme de l'intention*, et dont l'usage s'est étendu à des buts sans rapport avec la politique. Le résultat de telles conditions peut se résumer comme suit :

I. Un petit groupe de citoyens déterminés peut imposer sa volonté à des fonctionnaires et à des cadres supérieurs d'un gouvernement qui se montrent réticents à faire usage d'une égale violence. Si le refus de ces dirigeants de recourir à la force est

essentiellement motivé par des sentiments pseudo-humanistes auxquels ils croient sincèrement, cette perte d'autorité et de responsabilité se produit très rapidement. Mais, si ce même refus est justifié par une décision réfléchie de recourir à d'autres moyens jugés plus sages, le résultat sera le suivant :

II. Pour résister à la violence, ou pour en prévenir la venue, l'élite dirigeante recourra à une corruption réalisée selon une approche « diplomatique », laquelle se présentera, le plus souvent, comme un pacte conclu entre les « renards » et les « lions ». Ainsi, l'élite dirigeante s'incline devant la menace de violence, mais il ne s'agit que d'une apparente soumission, puisque cette tactique consiste à contourner un obstacle que l'on ne peut faire disparaître par une attaque frontale. À long terme, cela permet d'acquérir une influence agrandie sur la sélection des candidats à l'entrée dans la classe dirigeante, laquelle est évidemment, puisqu'on a refusé le recours à la force, réservée aux « renards » et fermée aux « lions ». Celui qui connaît le mieux l'art de saper la force des ennemis du pouvoir, et de récupérer par la tromperie ce qui semblait avoir été abandonné sous la menace de la violence, peut ainsi devenir « le dirigeant des dirigeants ». Celui qui se révolte, mais qui ne sait pas comment il doit s'incliner, ni ne sait reconnaître le meilleur moment et le meilleur endroit pour le faire, fait le plus médiocre des dirigeants, et sa présence n'est tolérée au sein de l'élite que s'il possède d'autres qualités assez grandes pour l'emporter sur ce défaut.

III. Tout cela renforce encore la prédominance de *l'instinct de combinaisons de résidus* (Classe I.) au sein de l'élite dirigeante. Et la *persistance de groupe* (Classe II.), si elle est encore existante, ne s'en trouve que plus affaiblie. Car la *combinaison de résidus* entretient, justement, l'art et la capacité requis pour faire de l'ingénuité des substituts de la résistance affichée, tandis que les résidus de type *persistances de groupes* stimulent la franche résistance, puisqu'un sentiment puissant de persistance du groupe stimule la rigidité et l'intransigeance.

IV. La politique et les règles définies par l'élite dirigeante ne sont pas planifiées pour s'appliquer à toutes les éventualités à venir. La prédominance de *l'instinct de combinaisons de résidus* et de l'affaiblissement cultivé des *persistances de groupes* se produit lorsque l'élite dirigeante se satisfait du présent et néglige l'avenir. L'individu prévaut ; on lui accorde plus de valeur qu'à

la famille, la communauté et même qu'à la Nation. L'intérêt matériel, celui pour le temps présent et pour un futur seulement immédiat, prévalent sur les meilleurs intérêts de la communauté ou de la Nation, et sur les perspectives à long terme. L'important est de jouir du présent, sans trop se soucier du lendemain.

V. Quelques un de ces phénomènes peuvent aussi être observés dans le contexte des relations internationales. Les guerres sont essentiellement économiques. Des efforts sont faits pour éviter les conflits avec de grandes puissances, et on ne montre de la force qu'aux puissances les plus faibles. Les guerres ne sont perçues que comme des spéculations. Un pays est souvent contraint de se tenir prêt à repousser une attaque imminente depuis l'extérieur de ses frontières, sans être aucunement responsable de cette situation pourtant, et doit, pour s'en défendre, entretenir des conflits économiques qui, il l'espère, n'échapperont jamais à son contrôle pour évoluer vers un véritable conflit armé (ou de multiples conflits armés). Et pourtant, il n'est pas si rare que le conflit armé soit inévitable, par la faute de gens qui ne sont pas engagés sur la voie qui mène à une prédominance des résidus de Classe I.

Lorsque nous nous trouvons confrontés à de telles circonstances, nous sommes enclins à penser que les analogies avec des situations passées comparables nous permettent d'anticiper leurs évolutions à venir. D'une manière ou d'une autre, et à la suite d'une catastrophe, plus probablement, les déséquilibres sociaux au sein des élites dirigeantes peuvent être corrigés. Des révolutions internes et les conséquences de conflits armés externes permettent de réintroduire dans celles-ci de nombreux individus de Classe II., lesquels, nous l'avons vu, se montrent utilement capables d'utiliser la force, et sont prompts à le faire pour maintenir la paix dans la société. Un tel développement, impliquerait donc une destruction presque complète de certaines élites existantes, et, par conséquent, celle des Nations qu'elles gouvernent. En d'autres cas, une altération suffisante du caractère de ces élites dirigeantes peut se produire « naturellement » et juste à temps pour préserver toute la communauté. Ce qui s'est produit à Munich en 1938 fut, si on fait abstraction des motifs et des moyens employés à cet endroit et à cette époque, un exemple remarquable ce que peut être la circulation des élites. C'est durant cet événement que fut démontrée la faille d'une confiance exclusive en *l'instinct de combinaisons de résidus* (résidus de

Classe I.) ; ces combinaisons, quelqu'astucieuses fussent-elles, ne pouvaient en rien résoudre les problèmes sociaux d'un monde mature. Et en cette même occasion, l'incident de Munich révélait que seules ces deux Nations, l'Allemagne et la Russie, où une nouvelle distribution des élites s'était déjà produite, s'étaient déjà montrées capables de se préparer sérieusement à une guerre dont la survenue était certaine.

LES SÉLECTION ET FABRICATION DES ÉLITES.

Nous avons jusqu'ici parlé d'« élites » au pluriel, car il faut distinguer l'*élite dirigeante* qui gouverne de l'*élite passive* qui ne gouverne pas. L'élite qui ne gouverne pas, que l'on rencontre dans de nombreuses branches de l'activité humaine – depuis les arts aux sciences, en passant par des activités plus abstraites telles que le jeu d'échecs – n'exerce aucune influence appréciable sur les affaires politiques, ni même sur la culture dont elle peut pourtant être un acteur important (nous comprendrons pourquoi à la lecture du chapitre de cette même partie consacré à la *sûreté intérieure* [Chapitre IX.]). Et nous ne devons pas oublier l'existence d'une élite qui n'est active dans aucune catégorie de l'activité humaine, et qui est même la plus passive de toutes parce que ses individus n'en sont membres que par la seule grâce de la possession d'une fortune ou d'un prestige acquis par l'héritage. De ceux-là, dont nous n'avons que brièvement évoqué l'existence jusque-là, Frédéric II recommande : « Il est une espèce d'être amphibie qui n'est ni souverain ni particulier, et qui quelquefois est bien difficile à gouverner : c'est ce qu'on appelle un *prince du sang*. La grandeur de leur extraction leur donne un certain orgueil qu'ils nomment noblesse, qui leur rend l'obéissance insupportable et tout assujettissement odieux. S'il y a quelque intrigue, quelque cabale ou quelque menée à appréhender, c'est d'eux qu'elle peut venir. Dans cet État, ils peuvent moins que toute part ailleurs ; mais le meilleur parti qu'on puisse prendre avec eux, c'est de relancer vivement le premier qui lève l'étendard de l'indépendance, de les traiter avec toute la distinction qui appartient à leur naissance, de les accabler de tous ces honneurs extérieurs, mais de les éloigner des affaires et de ne leur confier la conduite des troupes qu'à bonnes enseignes, à savoir, lorsqu'ils ont des talents et qu'on peut se confier en leur caractère. Ce que je dis des princes s'étend aux

princesses qui ne doivent jamais, sous quelque prétexte que ce soit, se mêler du gouvernement[48]. »

Le caractère de toute société est avant tout le caractère de son élite, ainsi que le premier article de ce chapitre l'explique ; ses capacités sont celles de son élite ; son histoire ne peut être correctement comprise que par l'analyse de l'histoire de son élite ; toute tentative de prédiction de son futur doit être basée sur des preuves extraites de l'étude de la composition et de la structure de son élite. Le sociologue et économiste Pareto est arrivé aux mêmes conclusions que le chercheur et éminent spécialiste de l'étude de l'élite, Mosca, qui a, quant à lui, réduit l'élite à la « classe politique[49] », ainsi qu'il la nomme de manière générique.

Dans beaucoup de sociétés, à toutes les époques et plus encore en ce siècle que jamais, la circulation des élites n'est pas exclusivement conditionnée par les compétence et intelligence des candidats. Dans le système politique du collectivisme oligarchique, comme dans celui de beaucoup de monarchies jusque vers la première moitié du XIXe siècle, il est même fréquent que les capacité et intelligence des individus accueillis au sein des élites ne constituent pas des critères dominants, même lorsqu'ils viennent des classes sociales moyenne et inférieure et qu'ils n'ont aucune fortune ni réputation acquises par héritage. Cependant, il faut garder à l'esprit que l'élite du système collectiviste oligarchique se renouvelle très largement de l'intérieur, et qu'elle n'ouvre que rarement la porte aux candidats des classes moyenne et inférieure. Elle ne le fait, en vérité, qu'au titre de l'exception, pour apaiser les masses, et tout particulièrement pour produire devant elles de fausses preuves de l'existence de la démocratie, et, encore, en ne considérant pas prioritairement les critères de capacité et intelligence, mais, plutôt deux fois qu'une, celui de l'orthodoxie.

L'élite dirigeante qui adopte et impose à toute la société le système de gouvernance du collectivisme oligarchique compte, typiquement, une majorité d'individus de Classe I. (« renards ») en son sein, et ses membres de Classe II. (« lions ») s'en trouvent petit à petit rejetés. Cependant, ces individus de Classe I. prennent rapidement le comportement conservateur des individus de Classe II., seulement par crainte que le pouvoir leur échappe

48 Fréderic II, *Die Politischen testamente*, 1752.

49 L'essai de Gaetano Mosca consacré à l'élite, et plus particulièrement à la « classe politique », *Elementi di scienza politica*, (1896), est resté d'actualité depuis sa publication, et continue de faire autorité, en dépit des évolutions de la société depuis le début du XXe siècle.

d'une manière ou d'une autre ; ce qui mène à des comportements et à des réflexes (qui peuvent être formalisés pour devenir de véritables règles officielles ou officieuses), collectivement et en interne, qui échappent à toute logique. Ainsi, le collectivisme, qui a pourtant été revendiqué au moment du stade révolutionnaire qui a précédé la prise du pouvoir par les membres de cette même élite, est abandonné au profit d'un comportement profondément conservateur.

Ces dernières précisions permettent de mieux comprendre qu'au moment de la sélection des candidats à l'entrée dans l'élite d'un système collectiviste oligarchique, c'est l'orthodoxie qui l'emporte sur les critères de compétence et d'intelligence. Et, l'élite en arrivant à se « fossiliser » dans son conservatisme, ne regarde plus les compétences et l'intelligence que comme des qualités accessoires, voire dangereuses parce qu'elles peuvent remettre en question les aspects non-logiques de l'orthodoxie (souvent nombreux), tandis que le critère d'orthodoxie est de plus en plus sévèrement évalué, et n'est jugé satisfaisant qu'à partir des seuils du dogmatisme, voire du fanatisme lorsque le pouvoir craint une révolution ou l'attaque d'un ennemi extérieur.

Après cela, cette élite, pleinement consciente du risque de la dissidence qui peut se produire – à un moment ou à un autre, et pour des raisons qu'il est impossible d'anticiper – dans les esprits des individus les plus (ou les moins) orthodoxes, veut s'assurer qu'il ne puisse exister. C'est pourquoi elle établit une condition additionnelle à l'entrée dans l'élite, qui consiste en une compromission du candidat, peu importe sa nature, puisque, après tout, plus grave elle sera, et mieux elle dissuadera le futur membre de l'élite de se révolter plus tard. Cette compromission ne doit être connue que de quelques membres de l'élite, et de ses agents qu'elle a chargés d'en exploiter ou d'en organiser la nature. La diversité des compromissions est aussi vaste que ce que la justice de droit commun compte de délits, et, mieux encore, que ce que l'opinion de la société compte de fautes morales. L'enquête de moralité qui précède l'admission d'un candidat au sein de l'élite comprend la recherche de ses éventuels vices, ou mieux, la collecte de ses éventuelles fautes dont il est possible d'obtenir des preuves matérielles ou des témoignages dont on ne peut douter, ou que l'on peut facilement faire passer pour vrais. Ce premier moyen de pression doit servir à convaincre le candidat de se compromettre d'autres fois encore et de diverses manières, afin de collecter un choix de diverses gravités de compromissions tout au long de sa vie de membre de l'élite. Les preuves de

ces compromissions, qui doivent être aussi nombreuses que possible pour être indiscutables, sont réunies dans des *dossiers* qui deviennent aussitôt les plus grands secrets de la Nation, et les mieux gardés.

Grâce à la méthode particulière qui vient d'être présentée, le membre de l'élite qui manifeste un comportement dissident pourra être invité à revenir à l'orthodoxie qu'il avait montrée lors de son admission dans l'élite, sous peine de la révélation publique de l'une de ses fautes, et d'être appelé à comparaître dans un tribunal. Ou encore, l'échantillonnage de celles-ci, dont l'élite dispose collectivement, permet en cette circonstance, par exemple, d'exposer une première faute de faible gravité, un acte que celui qu'elle concerne devra interpréter à la fois comme un avertissement, et comme une punition sanctionnant son écart de conduite. Si, malgré le préjudice qui lui est ainsi infligé, il persiste, alors une deuxième de ses fautes, de plus grande gravité, est aussitôt révélée, et ainsi de suite. Lorsque l'écart de conduite est jugé grave et préjudiciable à l'ensemble de l'élite, ou à certains de ses membres comptant parmi les plus puissants, la sanction est accompagnée d'une exclusion temporaire, ou définitive, de l'élite. Parlant des fautes les plus graves qu'un membre de l'élite peut commettre (c'est-à-dire une relation secrète avec un ennemi extérieur, ou la divulgation de secrets d'État), la sanction peut être un ensemble d'actions hostiles et persistantes qui doivent le ruiner en sus de son exclusion, et le discréditer plus encore, et ainsi jusqu'à ce que personne dans tout le pays ne lui porte plus longtemps la moindre considération, et ne lui accorde la moindre miséricorde. Enfin, la sanction peut être la mort, infligée de manière violente et rapide, ou prenant la forme d'une maladie y menant lentement et péniblement. De plus amples explications concernant ce sujet très particulier, complétées de quelques exemples, seront présentées au dernier article de ce livre.

Typiquement, les compromissions qui permettent de s'assurer de la fidélité et de l'orthodoxie d'un membre de l'élite sont : des pratiques sexuelles que la société perçoit comme honteuses, ou qui peuvent être passibles d'un emprisonnement ; de fausses trahisons que celui qu'elles concernent croit authentiques ; des implications dans des fraudes diverses, etc.

Cependant, le membre de l'élite qui s'est rendu coupable d'un écart de conduite – petit ou grand, peu importe – est toujours invité à se repentir publiquement avant d'être sanctionné. Quant à celui qui s'est rendu coupable d'une faute plus grave (trahison,

révélations publiques, etc.), il sera sanctionné avec discrétion, afin que la masse ne s'en trouve pas influencée par un mauvais exemple, et aussi pour qu'elle n'en vienne pas à douter de l'orthodoxie de l'élite, parce que celle-ci doit conserver son apparence d'infaillibilité en toute circonstance. Enfin, cette compromission offre à l'élite dirigeante, collectivement, un pouvoir d'autorité sur chacun de ses membres. Par exemple, lorsqu'un membre de l'élite a été choisi pour occuper de hautes fonctions de direction et de représentation (ministre, vice-ministre, ambassadeur, chancelier, etc.), la compromission par laquelle on s'assure ordinairement de son orthodoxie peut être utilisée pour le contraindre à prendre une décision qu'il aurait refusé de prendre en son nom sinon, ou à donner sa démission.

Les membres de l'élite dirigeante sont tout spécialement concernés par le système qui vient d'être présenté, ce qui ne veut pas dire que ceux de l'élite passive, qui n'exercent pas des fonctions de gouvernance, ne le sont pas. En voici les raisons.

Les membres de l'élite passive sont souvent des individus qui, en raison de leur supériorité dans une activité humaine, réelle ou présentée comme telle, se sont fait connaître de l'ensemble de la société, et, à ce titre, lui sont présentés – explicitement ou implicitement, peu importe – comme des exemples. De même que dans le cas des candidats à l'accès dans l'élite dirigeante, on s'assure aussi, dans un système de gouvernance collectiviste oligarchique, de l'orthodoxie politique des candidats à l'accès dans l'élite passive. Un chanteur ou un chef d'orchestre, un champion sportif ou une danseuse d'opéra, un poëte ou un philosophe, un scientifique talentueux ou un grand industriel, sont tous hautement susceptibles de s'exprimer publiquement, tout autant qu'ils sont susceptibles d'exprimer leur mécontentement de la politique du pays, de ses dirigeants, ou d'autres choses du même ordre. Lorsqu'ils le font, ils discréditent l'élite dirigeante, et, du même coup, ils portent atteinte à l'ordre social. Car, puisqu'ils sont aimés d'un large pourcentage de la population, et plus particulièrement d'un large pourcentage des classes moyenne et inférieure, tout ce qu'ils peuvent dire et faire et souvent suivi de l'imitation par tous ceux qui sont en quête d'opinions mieux avisées que les leurs. Pire : l'un de ces membres de l'élite passive peut aussi avoir une ambition politique, et mettre à profit la célébrité et la sympathie que lui porte

la Nation (parce qu'il pense, à tort ou à raison, qu'elle lui est acquise) pour tenter de se faire leader[50].

Tous les membres de l'élite passive sont donc soumis aux mêmes règles que ceux de l'élite dirigeante, dans une moindre mesure et souvent à l'aide de méthodes différentes cependant. Car, à la différence des membres de l'élite dirigeante, ceux de l'élite active : ne connaissent que de petits secrets, puisque ceux-ci ne concernent pas la politique, ni l'élite dirigeante ; ont une existence qui n'est connue de toute la Nation que par la grâce de la presse, laquelle peut, à tout moment et soudainement, cesser de parler d'eux sur ordre de l'élite dirigeante (par l'intermédiaire des directeurs des grands journaux, eux aussi membres d'une élite) ; ne peuvent interagir avec la presse et avec les masses, dans la majorité des cas, que par l'intermédiaire d'un secrétaire ou d'un représentant personnel qui ne doit lui-même sa place qu'à son orthodoxie et à son statut d'espion de la police politique[51].

Mais, dans l'ensemble, l'élite dirigeante redoute peu la survenue d'un problème de ce genre concernant un membre de l'élite passive, car, tous ceux-là ont rarement les capacités et les connaissances d'un leader politique, et, typiquement, ils sont trop attachés aux avantages de leur statut, et leurs carrières et célébrités trop dépendantes de la presse et du pouvoir politique.

Le système de hiérarchie des élites qui convient le mieux au collectivisme oligarchique, parce qu'il a été éprouvé et perfectionné en Russie durant plus de deux cents ans, se nomme « table des rangs[52] ». La *table des rangs* russe a été en partie inspirée par le modèle hiérarchique de la cour de Versailles, conçu au XVIe siècle (en particulier pour les femmes), et par celui de l'organisation et de la structure de la République des Deux Nations, lithuanienne et polonaise, conçu en 1569.

Ce dernier modèle hiérarchique d'administration gouvernementale peut être considéré comme la toute première forme de ce que nous nommons populairement de nos jours, la « bureaucratie ». Weber en a fait une étude dans son essai, *Wirtschaft und Gesellschaft*[53]. Il y distingue trois modèles typiques de pouvoir

---

50 Ces cas ne sont pas si rares, et l'un des plus connus et des plus récents qui pourraient être cités comme exemples, est celui du célèbre journaliste anglais Walter Duranty, qui a su tirer bon profit de sa popularité et du Prix Pulitzer qui lui a été décerné pour faire de la propagande en faveur de l'ennemi de son propre pays.

51 Voir le dernier article de ce livre à ce propos.

52 *Табель о рангах*.

53 *Wirtschaft und Gesellschaft* (*Économie et société*), a été publié après la mort de son auteur, Max Weber, en 1922. Il n'a malheureusement pas encore été traduit ni en russe ni

politique : 1) « l'autorité légale[54] » (basée sur la loi moderne et sur le système d'une administration bureaucratique d'État, typique dans les démocraties libérales établies sur une doctrine politique rationnelle et légale) ; 2) « l'autorité traditionnelle[55] » (basée sur le patriarche, féodale et patrimoniale) ; 3) « l'autorité charismatique[56] » (familiale et religieuse). Il explique que l'autorité politique est un pouvoir que ceux qui y sont soumis reconnaissent comme légitime. La transition des modèles typiques de pouvoir qu'il a ainsi définis se fait selon le système des « cycles de l'Histoire » (de trois à cinq étapes, environ) proposés par plusieurs autres historiens et sociologues de notre époque, et comptant parmi les plus éminents[57] ; c'est-à-dire que les États évoluent depuis *l'autorité charismatique* vers *l'autorité traditionnelle*, pour se fixer définitivement sur *l'autorité légale*. Bien entendu, seul le modèle d'autorité légal nous intéresse ici, puisque, à notre époque, aux renversements de gouvernements succèdent immédiatement, sans transition et presque toujours, de nouvelles *autorités légales*.

La *table des rangs* a été proposée en Russie sous le règne du tsar Pierre le Grand, et adoptée le 24 janvier 1722[58], à un moment de l'Histoire où existait un conflit avec une autorité exclusivement acquise par l'hérédité dans la noblesse des Boyards. Elle n'a été officiellement abandonnée que le 11 novembre 1917, par décret du gouvernement bolchévique. Elle fixait la hiérarchie de trois élites distinctes et fondamentales au XVIIIe siècle : l'élite de la cour, chargée des affaires politique ; l'élite des fonctionnaires ; l'élite militaire des officiers. On trouvait quatorze rangs d'importance et de pouvoir dans chacune de ces élites, et, à partir de son adoption par Pierre le Grand, des individus des classe moyenne et inférieure qui parvenaient à se distinguer, par leur bravoure ou par leur capacité et leur intelligence, pouvaient entrer dans l'élite – l'ancien système des boyards ne regardait que l'hérédité, tout d'abord, puis venait l'âge et l'expérience. Il

en français pour l'instant, bien qu'il s'agisse d'une œuvre indiscutablement majeure de ce sociologue.

54 *Legale herrschaft : Reiner typus mittels bürokratischen Verwaltungsstabes.* (Kap. III., §§ 3. 4., ‹ Die Typen der Herrschaft ›).

55 *Traditionale Herrschaft*. (Kap. III., §§ 6. 7.).

56 *Charismatische Herrschaft ihre Merkmale und Vergemeinschaftungen*. (Kap. III., §§ 10.).

57 On peut au moins citer Toynbee, Spencer et Sorokin.

58 *« Табель о рангахъ всѣхъ чиновъ, воинскихъ, статскихъ и придворныхъ, которые въ которомъ классѣ чины; и которые въ одномъ классѣ. »* – Пётр I 24 января 1722 г.

n'était possible d'accéder aux cinq grades les plus élevés de la table des rangs qu'avec l'approbation personnelle du tsar. Dès son accès au quatorzième grade de la table des rangs, un employé de l'administration ou un militaire était du même coup admis dans la noblesse (*дворянство*) ; dès qu'il atteignait le huitième rang, ses enfants accédaient au privilège de la noblesse héréditaire.

La table des rangs connut quelques modifications et améliorations par la suite, surtout en raison des problèmes que posait l'arrivée dans l'élite d'individus illettrés, et même parfois analphabètes. En 1767, la tsarine Catherine la Grande s'attira une certaine popularité auprès de l'élite des fonctionnaires, en instaurant pour eux une promotion automatique à un rang supérieur tous les sept ans, indépendamment de leurs mérites et fautes. En 1845, le tsar Nicolas Ier éleva au cinquième rang l'accès à la noblesse héréditaire ; puis au quatrième pour les employés de l'administration, et au sixième pour les officiers de l'armée, en 1856. Le père de Lénine, *conseiller d'État actuel* (*действительный статский советник*), était lui-même un membre de l'élite russe blanche élevé au quatrième rang, ce qui faisait de lui un membre de la noblesse héréditaire également.

En dépit de l'abolition de la table des rangs depuis la Révolution de 1917, son usage revient progressivement en Union soviétique, mais il n'est pas officiel puisqu'il contredit la doctrine et le mythe révolutionnaire soviétiques. Par exemple, l'année dernière, en 1943, le système hiérarchique des officiers de l'armée – c'est-à-dire de l'élite de l'armée, au-dessus de la classe moyenne des sous-officiers, et de la classe inférieure des soldats – a de nouveau adopté les quatorze rangs de la *table des rangs* tsariste (à partir de sous-lieutenant[59] jusqu'au grade suprême de Maréchal de l'Union soviétique[60]). Aussi, les accès à des degrés de responsabilité élevés dans l'administration civile sont accompagnés de privilèges spéciaux, tels que des logements de fonction plus spacieux, situés dans des immeubles et quartiers réservés à la classe moyenne ou à l'élite, une automobile de fonction, une femme de ménage[61], etc.

Les critères de sélection de nouveaux membres de l'élite par l'élite actuelle, pour servir le propos de son renouvellement régulier et ordinaire, ont varié considérablement d'une civilisa-

---

59 Младший лейтенант.

60 Маршалом Советского Союза.

61 Il existe même une loi, votée le 8 février 1926, réglementant les conditions de travail des domestiques.

tion à une autre. Weber nous en fourni des indices dans *Wirtschaft und Gesellschaft*. Mais, lorsque l'hérédité n'est pas appelée, les élites recrutent toujours selon des critères de bravoure, de capacité exceptionnelle ou d'intelligence, et, bien sûr d'orthodoxie.

TABLEAU SYNOPTIQUE DE LA HIÉRARCHIE RUSSE, MILITAIRE, CIVILE ET ECCLÉSIASTIQUE.

Classes	Hiérarchie militaire. (1)	Hiérarchie de la marine.	Hiérarchie civile.	Hiérarchie des mines. (2)	Hiérarchie de la cour.	Hiérarchie scientifique.	Classes	Titres.
1	Генералъ-Фельдмаршалъ, *Général-Feld-Maréchal* (en France, *Maréchal*).	Генералъ-Адмиралъ, *Grand-Amiral.*	Государственный Канцлеръ, *Chancelier de l'empire.*	—	—	—	1	Ces deux classes ont le titre de Высокопревосходительство, *Excellence.*
2	Генералъ отъ Инфантеріи, Кавалеріи, *или* Артиллеріи, *Général d'infanterie, de cavalerie ou d'artillerie.*	Адмиралъ, *Amiral.*	Дѣйствительный Тайный Совѣтникъ, *Conseiller privé actuel.*	—	Оберъ-Камергеръ, *Grand-chambellan;* Оберъ-Гофмейстеръ, *Grand-maître de la cour* (et autres grands dignitaires 3).	—	2	
3	Генералъ-Лейтенантъ, *Lieutenant-général.*	Вице-Адмиралъ, *Vice-Amiral.*	Тайный Совѣтникъ, *Conseiller privé.*	—	Гофмейстеръ, *Maître de la cour;* Гофмаршалъ, *Maréchal de la cour,* (et autres dignitaires 4).	—	3	Ces deux classes ont le titre de Превосходительство, *Excellence.*
4	Генералъ-Маіоръ, *Général-major* (en France, *Maréchal-de-camp.*	Контръ-Адмиралъ, *Contre-Amiral.*	Дѣйствительный Статскій Совѣтникъ, *Conseiller d'état actuel.*	Оберъ-Берггауптманъ 4-го класса, *Surintendant des mines de la 4e classe.*	—	—	4	
5	(Anciennement: Бригадиръ, *Brigadier).*	(Anciennement: Капитанъ-Командоръ, *Chef d'escadre.)*	Статскій Совѣтникъ, *Conseiller d'état.*	Оберъ-Берггауптманъ, *Surintendant des mines.*	Унтеръ-Шталмейстеръ, *Sous-écuyer.*	—	5	La 5e cl. a le titre de Высокородіе, all. *hochgeboren.*
6	Полковникъ, *Colonel.*	Капитанъ 1-го ранга, *Capitaine du 1er rang.*	Коллежскій Совѣтникъ, *Conseiller de collége.*	Берггауптманъ, *Intendant des mines.*	Каммерфурьеръ, *Fourrier de la chambre.*	—	6	Ces trois classes ont le titre de Высокоблагородіе (all. *hochwohlgeboren*).
7	Подполковникъ, *Lieutenant-Colonel.*	Капитанъ 2-го ранга, *Capitaine du 2d rang.*	Надворный Совѣтникъ, *Conseiller de cour,* ou *Conseiller aulique.*	Оберъ-Бергмейстеръ, *Grand-maître des mines.*	Экипажмейстеръ, *Maître des équipages.*	Ординарный Академикъ, *Académicien ordinaire.*	7	
8	Маіоръ, *Major.*	Капитанъ-Лейтенантъ, *Capitaine-lieutenant.*	Коллежскій Ассессоръ, *Assesseur de collége.*	Оберъ-Гиттенфервальтеръ, *Premier directeur des fonderies.*	Ясельничій, *Intendant des fourrages.*	Адъюнктъ Академіи Наукъ, *Adjoint de l'Académie des Sciences;* Докторъ, *Docteur.*	8	
9	Капитанъ, *Capitaine;* Ротмистръ, *Capitaine de cavalerie.*	Лейтенантъ, *Lieutenant.*	Титулярный Совѣтникъ, *Conseiller titulaire,* ou *Conseiller honoraire.*	Маркшейдеръ, *Arpenteur des mines.*	Мундшенкъ, *Echanson;* Сѣдельный Надзиратель, *Inspecteur de la sellerie.*	Магистръ Наукъ, *Maître-ès-arts;* Баккалавръ Богословскій, *Bachelier en théologie.*	9	Les six dernières classes ont le titre de Благородіе (all. *wohlgeboren*).
10	Штабсъ-Капитанъ, Штабсъ-Ротмистръ, *Capitaine en second.*	—	Коллежскій Секретарь, *Secrétaire de collége.*	Гиттенфервальтеръ, *Directeur des fonderies.*	—	Кандидатъ Наукъ, *Candidat.*	10	
11	*La onzième classe a*	*été supprimée.*	—	—	—	—	11	
12	Поручикъ, *Lieutenant.*	Мичманъ, *Enseigne* ou *Second-lieutenant.*	Губернскій Секретарь, *Secrétaire de gouvernement.*	Бергъ-Гешворенъ, *Juré des mines.*	Гофъ-Фурьеръ, *Fourrier de la Cour.*	Дѣйствительный Студентъ, *Etudiant effectif.*	12	
13	Подпоручикъ, *Sous-lieutenant.*	—	Сенатскій, *или* Синодскій Регистраторъ, *Régistrateur du Sénat* ou *du Synode.*	Бергъ-Гешворенъ, *Juré des mines.*	—	—	13	
14	Прапорщикъ, *Enseigne;* Корнетъ, *Cornette.*	Гардемаринъ, *Garde-marine* ou *Aspirant* ou *Elève.*	Коллежскій Регистраторъ, *Régistrateur de collége.*	Шихтмейстеръ, *Conducteur des mines.*	Шатерничій, *Inspecteur des tentes.*	—	14	

Degrés	Hiérarchie ecclésiastique.
10	Патріархъ, *Patriarche.* (Le patriarchat a été aboli en Russie sous le règne de Pierre le Grand, l'année 1721.)
9	Митрополитъ, *Métropolitain.*
8	Архіепископъ, *Archevêque.*
	Ces deux degrés ont le titre de Высокопреосвященство, *Eminence.*
7	Епископъ, Архіерей, *Evêque.*
	Ce degré a le titre de Преосвященство, *Eminence.*
6	Архимандритъ, *Archimandrite.*
5	Протоіерей, *Archiprêtre;* Игуменъ, *Prieur* ou *Abbé.*
	Ces deux degrés ont le titre de Высокопреподобіе, *Révérence.*
4	Священникъ, Іерей, *Prêtre.*
	Ce degré a le titre de Преподобіе, *Révérence*
3	Діаконъ, *Diacre;* Иподіаконъ, *Sous-diacre.*
2	Дьячокъ, *Chantre et lecteur.*
1	Понамарь, *Mansionnaire* ou *Marguillier.*

(1) Les officiers de la jeune garde, de l'artillerie, des corps des ingénieurs et des cadets, ont un rang et les officiers de la vieille garde deux rangs sur ceux de l'armée, et cela jusqu'au grade de colonel.— (2) Dans la hiérarchie des mines, et ailleurs, on ajoute aux titres semblables le Numéro de la classe. — (3) Оберъ-Гофмаршалъ, *Grand-maréchal de la Cour;* Оберъ-Шенкъ, *Grand-échanson;* Оберъ-Шталмейстеръ, *Grand-écuyer;* Оберъ-Егермейстеръ, *Grand-veneur.* — (4) Шталмейстеръ, *Ecuyer;* Егермейстеръ, *Veneur;* Оберъ-Церемоніймейстеръ, *Grand-maître des cérémonies;* Директоръ Санктпетербургскихъ Театровъ, *Directeur des théâtres de St-Pétersbourg.* Les autres charges de la Cour: Дѣйствительный Камергеръ, *Chambellan actuel;* Камергеръ, *Chambellan;* Каммерюнкеръ, *Gentilhomme de la chambre,* correspondent de la 3me à la 14me classe de la hiérarchie civile.

La *table des rangs* russe, telle qu'elle était définie en 1835, et jusqu'en 1917.

Pierre le Grand avait également décrété, à la même époque, une table spéciale pour les dames d'honneur à la cour de Russie (Придворные дамы Российской империи) – l'élite féminine pourrions-nous dire –, comprenant sept degrés, depuis la Grande maîtresse de la cour jusqu'à la demoiselle de chambre, en passant

par les épouses des conseillers privés (жены действительных тайных советников) et celles des généraux de brigade (гофдамы).

Une version adaptée au collectivisme oligarchique de la table de rangs peut être utilisée de nos jours ; il suffit d'en changer les titres, et il n'y a nul besoin d'en tenir la masse informée.

La richesse de biens accompagne traditionnellement l'accès à l'élite, mais ce n'est pas ce que souhaite le collectivisme oligarchique, ainsi que cela est expliqué en détail au premier chapitre de la partie de ce livre consacrée à l'économie.

Peut-être le lecteur sera-t-il surpris d'apprendre que la meilleure méthode de sélection des membres de l'élite politique du système de pouvoir collectiviste oligarchique a été inventée par Platon, plus de 300 ans avant J.-C. Tout ce qui a pu être dit de plus sensé sur ce sujet depuis n'a jamais été que théories d'inspiration platonicienne. Dans sa *République*, Platon ne raisonne que par la logique du pouvoir politique ; rien de ce qui est de nature religieuse ou irrationnelle ne vient jamais teinter ses propos. Le lecteur n'aura aucune peine, au moment de lire ce qui suit, à imaginer combien le « gardien de l'État » platonicien peut être à la fois efficace dans ses décisions, et apte à se défendre contre les agressions venant de l'intérieur comme de l'extérieur. Mais, bien sûr, rien ne saurait garantir que l'élite de Platon résisterait mieux qu'une autre à l'inévitable phénomène de la dégénérescence. Le célèbre théoricien politique ne bénéficiait pas du même point de vue, ni de la même richesse d'information que Pareto, Mosca, et d'autres.

Platon commence tout d'abord par amener le lecteur à accepter la logique imparable qui mène à son enseignement, en usant de quelques comparaisons et métaphores qui ne sont pas si abstraites qu'il puisse nous le semble *a priori*.

« Et s'il appartient à d'autres de mentir, c'est aux chefs de la cité, pour tromper, dans l'intérêt de la cité, les ennemis ou les citoyens ; à toute autre personne le mensonge est interdit, et nous affirmerons que le particulier qui ment aux chefs commet une faute de même nature, mais plus grande, que le malade qui ne dit pas la vérité au médecin, que l'élève qui cache au *pédotribe*[62] ses dispositions physiques, ou que le matelot qui trompe le pilote sur l'état du vaisseau et de l'équipage en ne l'informant pas de ce qu'il fait, lui ou l'un de ses camarades.

---

62 Le *pédotribe* (παιδοτρίβες) était l'« entraîneur des enfants » en éducation physique.

« Or, pour la masse des hommes les principaux points de la tempérance ne sont-ils pas les suivants : obéir aux chefs, et être maître de soi-même en ce qui concerne les plaisirs du vin, de l'amour et de la table ? »

« Il ne faut pas non plus tolérer que nos guerriers reçoivent des présents et soient amis des richesses.

« Parce que nous dirions, je pense, que les poëtes et les faiseurs de fables commettent les plus grandes erreurs à propos des hommes, quand ils prétendent que beaucoup d'injustes sont heureux, alors que les justes sont malheureux ; que l'injustice profite si elle demeure cachée ; que la justice est un bien pour autrui, mais pour soi-même un dommage. Nous leur interdirions de pareils discours, et nous leur prescririons de chanter et de conter le contraire […].

« […] il faut de bons juges et de bons médecins. […]

« Les plus habiles médecins seraient ceux qui, commençant dès l'enfance à apprendre leur art, auraient traité le plus grand nombre de corps et les plus malsains, et qui, n'étant pas eux-mêmes d'une complexion saine, auraient souffert de toutes les maladies. En effet, ils ne guérissent pas, je pense, le corps par le corps – autrement il ne conviendrait pas qu'ils fussent ou deviennent jamais malades –, mais le corps par l'âme, et l'âme qui est ou qui devient malade ne peut bien soigner quelque mal que ce soit.

« Mais le juge, […] commande l'âme par l'âme, et il ne convient point que l'âme soit élevée dans la compagnie des âmes perverses, ni qu'elle ait parcouru la série de tous les crimes, à seule fin de pouvoir, avec acuité, conjecturer par elle-même les crimes des autres, comme le médecin conjecture les maladies du corps ; au contraire, il faut qu'elle soit restée ignorante et pure du vice si l'on veut que, belle et bonne, elle juge sainement ce qui est juste.

« Voilà pourquoi les honnêtes gens se montrent simples dans leur jeunesse et sont facilement trompés par les méchants : ils n'ont point à en eux des modèles de sentiments semblables à ceux des pervers.

« Aussi, […] le bon juge ne saurait être jeune, mais vieux ; il faut qu'il ait appris tard ce qu'est l'injustice, qu'il l'ait connue non pas en la logeant dans son âme, mais en l'étudiant longtemps, comme une étrangère, dans l'âme des autres, et que la science, et non son expérience propre, lui fasse nettement sentir quel mal elle constitue.

« Un tel homme […] serait le plus noble des juges.

« Et ce serait le bon juge […] ; car celui qui a l'âme bonne est bon. Quant à cet homme habile et soupçonneux, qui a commis beaucoup d'injustices et se croit adroit et sage, il fait preuve, certes, d'une prudence consommée quand il a commerce avec ses pareils, parce qu'il se réfère aux modèles de leurs vices qu'il a en lui ; mais quand il se rencontre avec des gens de bien déjà avancés en âge, il apparaît sot, incrédule, hors de propos, ignorant de ce qu'est un caractère sain, parce qu'il n'en possède pas le modèle en lui-même.

« Mais comme il se trouve plus souvent avec les méchants qu'avec les hommes de bien, il passe plutôt pour sage que pour ignorant, à ses yeux et à ceux d'autrui.

« Donc […] ce n'est pas dans cet homme qu'il nous faut chercher le juge bon et sage, mais dans le premier. Car la perversité ne saurait se connaître elle-même et connaître la vertu, tandis que la vertu d'une nature cultivée par l'éducation parviendra, avec le temps, ensemble à se connaître elle-même et à connaître le vice. C'est donc à l'homme vertueux, me semble-t-il, et non au méchant, qu'il appartient de devenir habile.

« Ainsi, tu établiras dans la cité des médecins et des juges tels que nous les avons décrits, pour soigner les citoyens qui sont bien constitués de corps et d'âme ; quant aux autres, on laissera mourir ceux qui ont le corps malsain, et ceux qui ont l'âme perverse par nature et incorrigible, on les mettra à mort.

« C'est à coup sûr ce qu'il y a de mieux à faire, pour les malades eux-mêmes et pour la cité.

« Mais il est évident […] que les jeunes gens prendront garde d'avoir besoin de juges s'ils cultivent cette musique simple qui, disions-nous, engendre la tempérance.

« Et n'est-il pas vrai qu'en suivant les mêmes indications, le musicien qui pratique la gymnastique arrivera à se passer du médecin, hors les cas de nécessité ?

« Dans ses exercices mêmes et dans ses travaux il se proposera de stimuler la partie généreuse de son âme plutôt que d'accroître sa force, et, comme les autres athlètes, il ne réglera pas sa nourriture et ses efforts en vue de la vigueur corporelle.

« Or […] ceux qui ont fondé l'éducation sur la musique et la gymnastique, l'ont-ils fait pour former le corps par l'une et par l'autre l'âme ? […]

« Il y a chance […] que l'une et l'autre aient été établies principalement pour l'âme. N'as-tu pas remarqué quelle est la disposition d'esprit de ceux qui s'adonnent à la gymnastique toute leur

vie, et ne touchent pas à la musique ? ou de ceux qui font le contraire ? […]

« […] j'ai remarqué que ceux qui s'adonnent à une gymnastique sans mélange y contractent trop de rudesse, et que ceux qui cultivent exclusivement la musique deviennent plus mous que la décence ne le voudrait. Et, cependant, c'est l'élément généreux de leur nature qui produit la rudesse ; bien dirigé il deviendrait courage, mais trop tendu il dégénère en dureté et en mauvaise humeur, comme il est naturel.

« […] la douceur, n'appartient-elle pas au naturel philosophe ?

« Trop relâchée, elle l'amollit plus qu'il ne se doit, mais bien dirigée, elle l'adoucit et l'ordonne. […]

« Or, il faut, disons-nous, que nos gardiens réunissent ces deux naturels. Ne faut-il donc pas les mettre en harmonie l'un avec l'autre ? Et leur harmonie ne rend-elle pas l'âme tempérante et courageuse ? […]

« Tandis que leur désaccord la rend lèche et grossière ? Si donc un homme permet à la musique de le ravir au son de la flûte et de verser en son âme, par le canal des oreilles, ces harmonies douces, molles et plaintives dont nous parlions tout à l'heure, s'il passe sa vie à fredonner, brillant de joie à la beauté du chant : tout d'abord il adoucit l'élément irascible de son âme, comme le feu amollit le fer, et le rend utile, d'inutile et de dur qu'il était auparavant ; mais s'il continue à se livrer au charme, son courage ne tarde pas à se dissoudre et à se fondre, jusqu'à se réduire à rien, à être excisé, comme un nerf, de son âme, le laissant "guerrier sans vigueur". […]

« Et s'il a reçu de la nature une âme sans courage ce résultat ne se fait pas attendre : si, au contraire, il est ardent, son cœur s'affaiblit, devient impressionnable et prompt, pour des vétilles, à s'emporter et à s'apaiser. Au lieu de courageux, le voilà irritable, coléreux et plein de mauvaise humeur. […]

« D'autre part, qu'advient-il s'il se livre tout entier à la gymnastique et à la bonne chère, sans se soucier de la musique et de la philosophie ? Tout d'abord le sentiment de ses forces ne l'emplit-il pas de fierté et de courage, et ne devient-il pas plus brave qu'il était ? […]

« Mais s'il ne fait rien d'autre et n'a point commerce avec la Muse ? Eût-il dans l'âme quelque désir d'apprendre, comme il ne goûte à aucune science, ne participe à aucune recherche, à aucune discussion, ni à aucun autre exercice de la musique, ce désir devient faible, sourd et aveugle : il n'est ni éveillé, ni cultivé, ni dégagé de la gangue des sensations. […]

« Dès lors, je pense, un tel homme devient ennemi de la raison et des Muses ; il ne se sert plus du discours pour persuader ; en tout il arrive à ses fins par la violence et la sauvagerie, comme une bête féroce, et il vit au sein de l'ignorance et de la grossièreté, sans harmonie et sans grâce. […]

« Pour ces deux éléments de l'âme apparemment, le courageux et le philosophique, un dieu, dirai-je, a donné aux hommes deux arts, la musique et la gymnastique ; il ne les a point donnés pour l'âme et le corps, si ce n'est par incidence, mais pour ces deux éléments, afin qu'ils s'harmonisent entre eux, étant tendus ou relâchés jusqu'au point convenable. […]

« Par suite, celui qui mêle avec le plus de beauté la gymnastique à la musique, et dans la meilleure mesure les applique à son âme, celui-là, dirons-nous très justement, est parfait musicien et parfait harmoniste, bien plus que celui qui règle entre elles les cordes d'un instrument. […]

« Nous aurons donc besoin aussi dans notre cité […] d'un chef préposé à régler ce mélange, si nous voulons sauver notre constitution. […]

« Tel est notre plan d'enseignement et d'éducation dans ses lignes générales ; car, à quoi bon nous étendre sur les danses de nos jeunes gens, leurs chasses avec ou sans meute, leurs compétitions gymniques et hippiques ? Il est assez clair que les règles à suivre en cela dépendent de celles que nous avons posées, et qu'il n'est pas difficile de les trouver. […]

« Après cela que nous reste-t-il à déterminer ? N'est-ce pas le choix des citoyens qui doivent commander ou obéir ? […]

« Or, il est évident que les vieillards devront commander et les jeunes obéir. Et que parmi les vieillards il faut choisir les meilleurs. Mais les meilleurs d'entre les laboureurs ne sont-ils pas les plus aptes à cultiver la terre ? […]

« Donc, ne faut-il pas que nos chefs, puisqu'ils doivent être les meilleurs d'entre les gardiens, soient les plus aptes à garder la cité ? […]

« Et cela ne demande-t-il pas de l'intelligence, de l'autorité et du dévouement à l'intérêt public ?

« Certainement.

« Mais n'est-on pas surtout dévoué à ce qu'on aime ?

« Il y a nécessité.

« Or, un homme aime surtout ce qu'il croit en communauté d'intérêts avec lui, ce dont il considère la réussite comme la sienne et l'insuccès comme le sien. […]

« Nous choisirons donc parmi les gardiens ceux qui, après examen, nous paraîtront devoir faire, pendant toute leur vie et de toute leur bonne volonté, ce qu'ils considèrent comme profitable à la cité, sans jamais consentir à faire le contraire.

« Voilà en effet ceux qui conviennent […].

« Je crois donc qu'il faut les observer à tous les âges pour voir s'ils restent fidèles à cette maxime, et si, fascinés ou contraints, ils n'abandonnent ni n'oublient l'opinion qui leur impose de travailler au plus grand bien de la cité. […]

« Ne penses-tu pas avec moi que les hommes sont involontairement privés des biens, et des maux volontairement ? Or se faire illusion sur la vérité n'est-ce pas un mal, être dans le vrai, un bien ? […]

« Je m'exprime apparemment, […] à la manière des tragiques. Je dis qu'on est volé quand on est dissuadé ou que l'on oublie parce que le temps dans un cas, dans l'autre la raison, vous ravissent votre opinion à votre insu. […]

« Je dis qu'on est victime de violence quand le chagrin ou la douleur vous forcent à changer d'opinion. […]

« Donc, tu diras, je pense, avec moi que l'on est fasciné quand on change d'opinion sous le charme du plaisir ou l'oppression de la crainte. […]

« Ainsi, comme je le disais tout à l'heure, il faut chercher les plus fidèles gardiens de cette maxime qui prescrit de travailler à ce que l'on regarde comme le plus grand bien de la cité. Il faut les éprouver dès l'enfance en les engageant dans les actions où l'on peut surtout l'oublier et être trompé, puis choisir ceux qui se souviennent, qui sont difficiles à séduire, et exclure les autres, n'est-ce pas ? […]

« Et il faut aussi leur imposer des travaux, des douleurs, des combats, en quoi on s'assurera de leur constance.

« Or donc […], nous devons les faire concourir dans une troisième sorte d'épreuve, celle de la fascination, et les observer : de même que l'on conduit les poulains au milieu des bruits et des tumultes pour voir s'ils sont craintifs, il faut, pendant leur jeunesse, transporter les guerriers au milieu d'objets effrayants, puis les ramener vers les plaisirs, pour éprouver – avec bien plus de soin que l'on n'éprouve l'or par le feu – s'ils résistent au charme et se montrent décents en toutes ces conjonctures, s'ils restent bons gardiens d'eux-mêmes et de la musique qu'ils ont apprise, s'ils se conduisent toujours avec rythme et harmonie, et sont enfin capables de se rendre éminemment utiles à eux-mêmes et à la cité.

« Et celui qui aura subi les épreuves de l'enfance, de l'adolescence et de l'âge viril, et en sera sorti pur, nous l'établirons chef de la cité et gardien, nous l'honorerons pendant sa vie et après sa mort, lui accordant l'insigne récompense de tombeaux et de monuments à sa mémoire ; mais celui qui ne sera pas tel, nous l'exclurons.

« Voilà […] de quelle façon doit se faire, à mon sens, le choix des chefs et des gardiens, à ne le décrire qu'en général, et sans entrer dans le détail. […]

« Par suite, pour être vraiment aussi exact que possible, ne convient-il pas d'appeler, d'une part, gardiens accomplis ceux qui veillent sur les ennemis de l'extérieur et les amis de l'intérieur, afin d'ôter aux uns la volonté, aux autres le pouvoir de nuire, et de donner, d'autre part, aux jeunes gens que nous appelions tout à l'heure gardiens, le nom d'auxiliaires et de défenseurs de la pensée des chefs ? […]

« Maintenant […] quel moyen aurons-nous de faire croire quelque noble mensonge – l'un de ceux que nous avons qualifiés tantôt de nécessaires – principalement aux chefs eux-mêmes, et, sinon, aux autres citoyens ?

« Un qui n'est point nouveau, mais d'origine phénicienne […] ; il concerne une chose qui s'est déjà passée en maints endroits, comme les poëtes le disent et l'ont fait croire, mais qui n'est point arrivée de nos jours, qui peut-être n'arrivera jamais, et qui, pour qu'on l'admette, demande beaucoup d'éloquence persuasive.

« […] et j'essaierai de persuader d'abord aux chefs et aux soldats, ensuite aux autres citoyens, que tout ce que nous leur avons appris en les élevant et les instruisant, tout ce dont ils croyaient avoir le sentiment et l'expérience, n'était, pour ainsi dire, que songe ; qu'en réalité ils étaient alors formés et élevés au sein de la terre, eux, leurs armes et tout ce qui leur appartient ; qu'après les avoir entièrement formés, la terre, leur mère, les a mis au jour ; que, dès lors, ils doivent regarder la contrée qu'ils habitent comme leur mère et leur nourrice, la défendre contre qui l'attaquerait, et traiter les autres citoyens en frères, en fils de la terre comme eux.

« Vous êtes tous frères dans la cité, leur dirons-nous, continuant cette fiction ; mais le dieu qui vous a formés a fait entrer de l'or dans la composition de ceux d'entre vous qui sont capables de commander : aussi sont-ils les plus précieux. Il a mêlé de l'argent dans la composition des auxiliaires ; du fer et de l'airain dans celle des laboureurs et des autres artisans. Pour l'ordinaire,

vous engendrerez des enfants semblables à vous-mêmes ; mais comme vous êtes tous parents, il peut arriver que de l'or naisse un rejeton d'argent, de l'argent un rejeton d'or, et que les mêmes transmutations se produisent entre les autres métaux.

« Aussi, avant tout et surtout, le dieu ordonne-t-il aux magistrats de surveiller attentivement les enfants, de prendre bien garde au métal qui se trouve mêlé à leur âme, et si leurs propres fils ont quelque mélange d'airain ou de fer, d'être sans pitié pour eux, et de leur accorder le genre d'honneur dû à leur nature en les reléguant dans la classe des artisans et des laboureurs ; mais si de ces derniers naît un enfant dont l'âme contient de l'or ou de l'argent, le dieu veut qu'on l'honore en l'élevant soit au rang de gardien, soit à celui d'auxiliaire, parce qu'un oracle affirme que la cité périra quand elle sera gardée par le fer ou par l'airain.

« Sais-tu quelque moyen de faire croire cette fable ?

« Aucun, […] du moins pour les hommes dont tu parles ; mais on pourra la faire croire à leurs fils, à leurs descendants, et aux générations suivantes. Et cela sera bien propre à leur inspirer plus de dévouement pour la cité et leurs concitoyens, car je crois comprendre ce que tu veux dire.

« Donc, notre invention ira par les voies où il plaira à la renommée de la mener. Pour nous, armons ces fils de la terre et faisons-les avancer sous la conduite de leurs chefs. Qu'ils approchent et choisissent l'endroit de la cité le plus favorable pour camper, celui où ils seront le mieux à portée de contenir les citoyens de l'intérieur, s'il en est qui refusent d'obéir aux lois, et de repousser les attaques de l'extérieur, si l'ennemi, comme un loup, vient fondre sur le troupeau.

« Après avoir établi leur camp et sacrifié à qui il convient, qu'ils dressent leurs tentes, n'est-ce pas ?

« Oui.

« Telles qu'elles puissent les protéger du froid et de la chaleur ?

« Sans doute ; car il me semble que tu veux parler de leurs habitations.

« Oui, […] d'habitations de soldats et non d'hommes d'affaires. […]

« La chose la plus terrible et la plus honteuse que puissent faire des bergers c'est d'élever, pour les aider à garder leur troupeau, des chiens que l'intempérance, la faim, ou quelque vicieuse habitude, porterait à nuire aux moutons et à devenir semblables à des loups, de chiens qu'ils devraient être. […]

« Ne faut-il pas prendre toutes les précautions possibles pour que nos auxiliaires n'agissent pas de la sorte à l'égard des citoyens – puisqu'ils sont plus forts qu'eux – et qu'ils ne deviennent semblables à des maîtres sauvages au lieu de rester de bienveillants alliés ? […]

« Or, la meilleure des précautions ne consiste-t-elle pas à leur donner une éducation réellement belle ?

« Mais ils l'ont reçue […].

« Il n'est pas permis de l'affirmer. Mais nous pouvons dire, comme je le faisais tout à l'heure, qu'ils doivent recevoir la bonne éducation, quelle qu'elle soit, s'ils veulent posséder ce qui, mieux que toute autre chose, les rendra doux entre eux et envers ceux dont ils ont la garde. […]

« Outre cette éducation, tout homme sensé reconnaîtra qu'il faut leur donner des habitations et des biens qui ne les empêchent pas d'être des gardiens aussi parfaits que possible, et qui ne les portent point à nuire aux autres citoyens.

« Vois donc […] si pour être tels ils doivent vivre et se loger de la façon que je vais dire : d'abord aucun deux ne possédera rien en propre, hors les objets de première nécessité : ensuite aucun n'aura d'habitation ni de magasin où tout le monde ne puisse entrer. Quant à la nourriture nécessaire à des athlètes guerriers sobres et courageux, ils la recevront des autres citoyens, comme salaire de la garde qu'ils assurent, en quantité suffisante pour une année, de sorte à n'en avoir point de reste et à n'en point manquer ; ils prendront leurs repas ensemble et vivront en commun, comme des soldats en campagne. Pour l'or et l'argent, on leur dira qu'ils ont toujours dans leur âme les métaux qu'ils ont reçus des dieux, qu'ils n'ont pas besoin de ceux des hommes, et qu'il est impie de souiller la possession de l'or divin en la joignant à celle de l'or mortel, parce que beaucoup de crimes ont été commis pour le métal monnayé du vulgaire, tandis que le leur est pur ; qu'eux seuls entre les habitants de la cité il n'est pas permis de manier et de toucher de l'or, ni d'aller sous un toit où il s'en trouve, ni d'en porter sur eux, ni de boire dans des coupes d'argent ou d'or ; qu'ainsi ils se sauveront eux-mêmes et sauveront la cité.

« Au contraire, dès qu'ils auront en propre de la terre, des maisons et de l'argent, de gardiens qu'ils étaient, ils deviendront économes et laboureurs, et d'alliés, despotes ennemis des autres citoyens ; ils passeront leur vie à haïr et à être haïs, à comploter et à être en butte aux complots, craignant beaucoup plus les

adversaires du dedans que ceux du dehors, et courant aux extrêmes bords de la ruine, eux et le reste de la cité.

« Pour toutes ces raisons dirons-nous qu'il faut pourvoir les gardiens de logement et de possessions comme je l'ai indiqué, et ferons-nous une loi en conséquence, ou non ?

« Oui, assurément […][63]. »

63 PLATON, *République*, l. iii.

IV. LA CLASSE MOYENNE.

RÔLE DE LA CLASSE MOYENNE.

Une large place a été accordée à l'élite jusqu'ici, en raison de son rôle déterminant dans le maintien de la structure de la société, et dans le choix ou la construction du mythe qui la fondation de cette dernière. Le rôle de la classe moyenne ne peut être déterminant que lorsque celle-ci se révolte contre l'élite ; sinon elle n'existe que pour entretenir physiquement et faire évoluer la structure de la société dans son ensemble, selon le modèle et les règles définis par cette élite. La comparaison avec le modèle social militaire[64], fait de la classe moyenne un équivalent exact d'une caste de sous-officiers, depuis – à peu près – le grade de sergent jusqu'à celui d'« adjudant-chef[65] ». En général, l'appartenance à la classe moyenne, et les conditions d'entrée dans celle-ci sont conditionnées par une compétence et une intelligence supérieures à celles généralement rencontrées dans la classe inférieure, et inférieures à celles généralement rencontrées dans l'élite. Des exceptions à cette dernière règle demeurent, ainsi que nous l'avons vu et expliqué en détail dans les articles et chapitres précédents, et elles peuvent être plus ou moins nombreuses ; c'est selon le degré de liberté de circulation sociale de classe à classe, et de sous-classe à sous-classe, défini par l'élite dirigeante. Moins libre est la circulation sociale, plus le pourcentage de ces exceptions est grand, et réciproquement. On ne rencontre qu'exceptionnellement des individus supérieurement capables et intelligents dans la classe moyenne d'une société où la circulation sociale est très libre, puisque l'élite est prompte à les accueillir pour consolider son pouvoir, et le dynamisme et la force de la Nation du même coup.

Dans un système de gouvernance collectiviste oligarchique, où l'importance accordée à l'orthodoxie est si grande qu'elle l'emporte couramment sur toute autre considération, le pourcentage d'individus supérieurement capables et intelligents dans la classe moyenne peut être très important – ce qui, avec le temps, fait se développer une frustration générale qui mène à une révolution.

---

64 Voir I[ère] Partie, c. iii., « La Circulation sociale ».

65 *Старшина*.

D'un autre côté, pleinement satisfaire le besoin d'abstraction intellectuelle de la classe moyenne, et lui accorder une large liberté économique ne garantissent nullement son orthodoxie ; l'effet contraire peut même se produire. Car le surplus d'abondance engendre l'ennui chez bien des individus, lesquels en viennent à la révolte au seul motif de « rompre l'ennui ».

Un équilibre entre les deux extrêmes peut être trouvé, mais il ne peut garantir le maintien de la structure de la société bien longtemps. L'article suivant explique la meilleure méthode.

LE CONTRÔLE DE LA CLASSE MOYENNE.

Nous l'avons vu, la classe moyenne est toujours celle par laquelle une révolution intérieure survient, celle qui parvient parfois à imposer sa volonté à l'élite, celle qui a la capacité de faire se soulever la classe inférieure, puis de diriger son action subversive avec intelligence. C'est pourquoi l'essentiel des efforts de surveillance, et le contrôle de la structure sociale et économique de l'ensemble de la société (planification), concernent la classe moyenne. Car les capacités et intelligences moyennes des individus de cette classe sociale sont toujours supérieures à celles de la classe inférieure ; ses besoins et centres d'intérêt sont « traditionnellement » abstraits, comparativement à ceux de la classe inférieure qui sont plus pratiques, parce qu'ils sont encouragés par des contingences matérielles et de survie immédiates. C'est de ce besoin typique d'abstractions, et surtout, de la possibilité qu'il lui est offerte de s'y consacrer, que peuvent apparaître l'indiscipline et la dissidence – en particulier lorsque les individus de Classe II. (les « lions ») y sont majoritaires.

Dans les pays socialement avancés et économiquement riches, la classe moyenne jouit d'un statut intermédiaire entre l'élite et la classe inférieure, ce qui lui offre trois avantages principaux, en compensation des activités humaines complexes et abstraites que ses capacités et intelligence lui permettent : 1) l'affranchissement d'un travail physique (qui est souvent pénible) ; 2) un salaire moyen supérieur à celui dont les individus de la classe inférieure doivent se contenter, et donc un meilleur bien-être général et des loisirs adaptés au besoin d'abstraction ; 3) la jouissance d'apparences d'appartenance sociale qui stimulent les zones du cerveau qui fabriquent des sensations de plaisir[66].

Dans le système collectiviste oligarchique, le salaire moyen supérieur accordé aux individus de la classe moyenne offre à

66 Voir l'article « L'Évaluation psychologique », Ière Partie, c. ii.

ceux-ci une autonomie d'action dans l'espace et dans le temps qui vient compliquer leur surveillance et leur contrôle. Il est difficile et coûteux de s'assurer qu'un individu ne se livre pas à de discrètes activités de subversion politique, de sabotage ou du même genre, si ses moyens économiques lui permettent d'aller où bon lui semble quand il le désire, sans contraintes de distances, de fréquenter des endroits qui réclament des dépenses, et de consacrer, sans conditions pour sa survie, une partie de son salaire à des activités qui peuvent s'avérer nuisibles au bien public. En somme, l'individu de la classe moyenne jouit, dans les pays où une large liberté est accordée à toute la population, d'un bien-être et d'une autonomie d'action très proches de ceux dont jouissent les membres de l'élite, mais sans être tenu à aucune orthodoxie par le système de la compromission. Car, à bien y regarder, on comprend que les individus de la classe inférieure, même dans les pays où une liberté et un bien-être élargi leur sont accordés, ont un salaire moyen qui réduit leur liberté ; ce salaire doit juste suffire, ou à peu près, à assurer leur survie. La classe inférieure réunissant le plus grand nombre des individus d'une Nation, celle-ci est donc sa plus grande force humaine ; celle grâce à laquelle les leaders des révolutions parviennent à prendre le pouvoir par le recours à la violence. C'est pourquoi, dans le système de gouvernance collectivisme oligarchique, l'élite dirigeante s'assure que le salaire moyen de la classe inférieure n'est pas plus élevé que ce qui suffit à la survie de ses individus, ce qui, en vérité, offre les mêmes avantages – par le recours à un moyen différent – que la méthode de la compromission.

Il y a donc, dans le système de gouvernance collectiviste oligarchique, une nécessité, évidente parce qu'elle est vitale pour le maintien de la structure sociale, de limiter le salaire moyen de la classe moyenne. Cette méthode est possible parce que, après tout, il n'y aucun risque à laisser aux individus de cette classe, en compensation de cette restriction de liberté et d'autonomie, les deux autres avantages dont ils jouissent ordinairement : l'affranchissement d'un travail physique, et la jouissance d'apparences d'appartenance sociale. L'Histoire nous apprend que, dans les systèmes de gouvernance collectivistes oligarchiques, la classe moyenne accepte cette recomposition de ses gains sans se révolter. Cependant, cet état de dépendance doit être maintenu aussi longtemps que possible ; la consolidation du pouvoir du système de gouvernance collectiviste oligarchique, et la planification de l'économie qui l'accompagne, permettent, quelques années après l'installation du nouveau régime politique,

de rendre à la classe moyenne une partie du surcroît de revenu moyen qui lui a été confisqué, tout en s'assurant de son orthodoxie. Voici comment.

Le problème du surcroît de revenus moyens de la classe moyenne, par rapport à celui, réduit au strict minimum, qui est accordé à la classe inférieure, n'est pas tant une question de somme que de liberté accordée quant à l'usage qui peut en être fait (ceci a été expliqué plus haut). Le contrôle de la liberté d'action de l'individu de la classe moyenne est possible, même lorsqu'il jouit d'un surcroît de revenus, en lui offrant un choix de plaisirs et d'activités abstraites dont le coût est assumé par la structure économique de la société, dès que la planification est effective. Le problème à résoudre, depuis ce point de vue qui n'existe pas dans les autres formes de gouvernement, ne consiste alors plus qu'en l'élimination (partielle) d'une étape du cycle de l'économie intérieure qui n'est que transitoire : celle du travailleur qui ne fait que recevoir une somme en numéraire d'une main, pour la donner de l'autre. Les meilleurs exemples démontrant l'inutilité de cette étape sont : l'employé d'un magasin d'alimentation qui donne une proportion significative de son revenu à ce même magasin pour en obtenir sa nourriture en échange ; le fonctionnaire qui rend une proportion significative de son revenu à son employeur, pour s'affranchir de ses impôts, etc.

Les revenus de la classe moyenne, dans le système de gouvernance collectiviste oligarchique, peuvent donc être donnés : pour une part en numéraire, pour l'autre en biens et en services adaptés à son besoin d'abstraction (souscription au réseau des salles de cinéma d'État, aux salles de gymnastique, aux magasins divers, etc.). Ceci sachant qu'il est encore plus simple de prélever une partie de ce revenu à sa source, pour payer : l'impôt ; les diverses cotisations de santé et de retraite ; de fournitures d'électricité, de gaz, d'eau, de chauffage, de téléphone, etc.

Grâce à ce système que la planification rend possible : à un individu de la classe moyenne dont le salaire est de 2000, en théorie, on ne donne que 666 en numéraire, sans que cela gène sa survie en jeu. Et, en amont de cette étape économique transitoire, la planification permet d'offrir à chaque individu de la classe moyenne, par exemple, un logement adapté à son statut social, dans une résidence distincte de celles réservées aux individus de la classe inférieure.

V. LA CLASSE INFÉRIEURE.

RÔLE DE LA CLASSE INFÉRIEURE.

La classe inférieure du système de gouvernance collectiviste oligarchique est bien la même que celle que Karl Marx nomme la « classe ouvrière » – bien que le capitalisme ne serve ici que les intérêts de l'État, et en aucune exception ceux des individus. Elle n'existe sous cette forme que pour assurer la production de biens et de services nécessaire au maintien de la structure de la société, sous la direction physique de la classe moyenne, et selon les directives décidées par l'élite. Car, rappelons-le, la classe inférieure ne peut, ni ne doit jamais, entrer en contact physique avec l'élite ; elle ne peut savoir de cette dernière que ce que la presse lui en dit. Le rôle de la classe inférieure n'est déterminant qu'en ces termes, et il ne peut l'être autrement que lorsque la classe moyenne l'exhorte au soulèvement, et qu'un leader se montre assez capable et intelligent pour stimuler ses *passions* et organiser ses actions révolutionnaires.

La comparaison avec le modèle social militaire fait de la classe inférieure un équivalent exact d'une caste de simples soldats, depuis (à peu près) le grade de première classe jusqu'à celui de caporal ou de caporal-chef. L'appartenance à la classe inférieure est, dans une large mesure, déterminé par la simple naissance dans ce milieu. Ensuite, des capacités et intelligences supérieures, lorsqu'associée à l'orthodoxie (ou l'inverse, selon l'ordre d'importance défini par l'élite), permettent d'en sortir pour s'élever vers les classes supérieures.

LE CONTRÔLE DE LA CLASSE INFÉRIEURE.

La classe inférieure peut, dans une mesure relativement large, être assimilée à un milieu aussi fermé que l'est l'élite, et la frustration persistance qu'elle éprouve bien souvent favorise difficilement et exceptionnellement l'orthodoxie. C'est pourquoi les individus de cette classe s'élèvent beaucoup plus rarement que ceux de la classe moyenne jusqu'à l'élite – ils n'y parviennent, en vérité, que durant les courtes périodes de révolution interne. On ne rencontre qu'exceptionnellement des individus supérieurement capables et intelligents dans la classe inférieure, lorsque la circulation sociale de classe à classe, et de sous-classe

à sous-classe est relativement libre. Dans le système de gouvernance du collectivisme oligarchique, le pourcentage de ces individus peut y être assez élevé. Dans ce cas, leur maintien délibéré dans cette classe est une mesure de sécurité visant à réduire leur pourcentage dans la classe moyenne, puisque c'est par cette dernière que viennent les révoltes, ainsi que l'Histoire nous l'enseigne. Autrement dit : l'élite utilise la classe inférieure comme un lieu social de confinement des individus supérieurement capables et intelligents qui ne sont pas orthodoxes (ou dont l'orthodoxie est mise en doute). Car : 1) l'existence dans la classe inférieure implique naturellement d'importantes limitations économiques et sociales qui interdisent toute exploitation fructueuse de la capacité et de l'intelligence supérieure ; 2) la méfiance et la peur que l'élite doit entretenir dans l'ensemble de la société pour en maintenir la structure exacerbent les différences sociales et culturelles, et encouragent l'orthodoxie ; peu importe, dans le cas de la classe inférieure, qu'elle soit sincère ou feinte ; 3) la classe inférieure est constamment nourrie de croyances et de distractions qui lui interdisent toute analyse logique, et donc d'accorder de l'intérêt à tout raisonnement logique.

C'est dans la classe inférieure que l'élite doit placer et dissimule la majorité des effectifs de la milice, et qu'elle doit en recruter les membres[67].

---

67 Voir l'article « La milice » Ière Partie, c. ii « Sûreté intérieure », et l'article « Le Contre-espionnage », IVe Partie, c. ii. « L'Espionnage et le contre-espionnage ».

VII. LES MINORITÉS.

LES MINORITÉS, OUTIL DE CONQUÊTE DU POUVOIR.

Ce que nous nommons « minorité » est un groupe d'individus intellectuellement fédérés par : le sentiment d'une appartenance sociale particulière ; la croyance en une religion, un mythe ou une doctrine politique ; une origine ethnique ou raciale ; une caractéristique physique ou intellectuelle commune et particulière (infirmité, intelligence anormalement grande, crétinisme, etc.). C'est la tendance naturelle des individus, tout comme des animaux, à se reconnaître entre eux et à se *regrouper*[68] qui marque des différences, et ainsi fait naître des minorités au sein de toutes les sociétés. Le sentiment d'appartenance à une minorité est, dans une large majorité de cas, la manifestation d'une abstraction justifiée et expliquée par des considérations métaphysiques, peu logiques, mais qui donnent lieu à des conflits dont l'enjeu est systématiquement logique, puisqu'il est la survie. Par exemple, celui qui, minoritaire, revendique le droit de croire en un mythe, peut être exclu du reste d'une société, et ainsi craindre pour sa survie. Il lui suffirait de renoncer à la revendication de cette croyance pour régler ce problème, mais être minoritaire n'est pas toujours la conséquence d'une abstraction de ce genre.

Les catholiques, les protestants, les musulmans, tout comme les anarchistes, les communistes, les fascistes et nationaux-socialistes, peuvent être des minorités dont les existences ne sont justifiées que par des abstractions ; tel n'est pas le cas des nègres, des arabes, des asiatiques, des juifs, ni le des indiens d'Amérique du Nord et des aborigènes d'Australie. On peut même étendre cette catégorie de différences à l'origine nationale ou régionale, même lorsqu'aucune caractéristique physique ne permet de différencier l'individu minoritaire de la majorité : l'Allemand ou l'Anglais en France, l'Écossais à Londres, etc.

L'appartenance définitive et irrémédiable à une minorité peut encore être justifiée par une autre caractéristique physique telle que la cécité, la surdité, la paraplégie, le mongolisme ou n'importe quelle autre particularité de ce genre, accidentelle ou de naissance, peu importe.

---

68 Voir l'article « L'Évaluation psychologique » I[ère] Partie, c. ii, « Stade d'évolution de la société ».

Enfin, nous trouvons entre ces deux extrêmes de l'abstraction et du physique les minorités sociales et économiques. Il est question ici, par exemple : des individus aux capacités et intelligences anormalement élevées, parce qu'ils sont inévitablement et naturellement rejetés par les groupes d'individus aux capacités et intelligences inférieures ; des bourgeois, parce qu'ils sont ordinairement rejetés par les groupes dont les moyens économiques, cultures, goûts et même opinions sont inférieurs ; des criminels, parce qu'ils sont naturellement rejetés par toutes les classes de toutes les sociétés ; les malades mentaux (sans qu'il soit tenu compte de la forme ou de l'intensité de leurs différences de comportement), parce qu'ils sont, plus encore que les criminels, rejetés dans toutes les sociétés et par toutes leurs classes sociales.

Nous avons placé « entre deux extrêmes » ces dernières catégories, parce qu'il est toujours possible que les capacité et intelligence supérieures d'un individu régressent, ou qu'il renonce délibérément à en faire usage, ou encore qu'il s'efforce de les cacher ; parce que le bourgeois peut être ruiné et ainsi se retrouver naturellement dans la classe inférieure ; parce que le malade mental peut guérir, ou une thérapie peut le contraindre à se comporter, au moins en apparence, comme un individu de la majorité.

Cette définition des minorités étant faite, on comprend qu'elles forment, toutes catégories confondues, un large groupe d'individus dans à peu près toutes les sociétés. Les exceptions sont ; d'un côté, les sociétés primitives et tribales où les minorités sont inexistantes ou très faiblement représentées, ou encore éliminées ; de l'autre les Nations qui sont nées de migrations, tel que le sont, en particulier, les États-Unis, où, dans l'absolu, la notion de majorité n'existe pas ou est perpétuellement sujette à des débats et désaccords.

Cependant, dans tous les pays, Nations, sociétés et même groupes primitifs et tribaux, il est toujours possible d'identifier des minorités ou d'en inventer. Au plus simple : un désaccord, même mineur, au sein d'un groupe d'individus donnera lieu, d'un côté, à une majorité, et de l'autre à une minorité.

Il a été implicitement entendu, dans les chapitres précédents, que les groupes majoritaires ne sont pas nécessairement dominants, puisque l'élite, qui est une petite minorité au sein de toute Nation, de toute société et de tout groupe, domine à tous les points de vue, et parvient, par les usages de l'autorité et de la force, à annihiler tout ostracisme et tout rejet à son égard par le reste de la société. Il s'agit de la seule exception, puisque, autre-

ment, les minorités sont toujours soumises à la dictature, implicite ou explicite, d'une majorité.

LE CONTRÔLE DES MINORITÉS.

En conséquence de tout ce qui vient d'être dit, toute minorité est hautement réceptive aux initiatives qui peuvent être prises en sa faveur. Car, pour pouvoir résister aux pressions sociales, culturelles et économiques de la majorité, les minorités sont, naturellement, à l'affût de toutes les opportunités d'alliances. Il est donc important pour l'élite, et pour l'équilibre de la structure sociale de la Nation, de ne jamais négliger les minorités, afin que des ennemis intérieurs, et moins encore des ennemis extérieurs, ne puissent saisir les opportunités qu'elles recherchent. De même qu'il faut utiliser leurs existences pour assez bien diviser la masse par des opinions diverses en leur faveur, il ne faut pas cependant les opposer trop fortement les unes contre les autres. Frédéric II remarquait déjà en son temps : « Les autres sectes chrétiennes sont toutes tolérées ici ; on ferme la bouche au premier qui veut allumer une guerre civile, et on couvre les opinions de novateurs du ridicule qu'elles méritent. Je suis neutre entre Rome et Genève. Si Rome veut empiéter sur Genève, il y a du pire ; si Genève veut opprimer Rome, Genève est condamnée. De cette façon je peux diminuer les haines de religion en prêchant la modération à tous les partis, et je tâche de les unir en leur remontrant qu'ils sont tous concitoyens, et qu'on peut aimer un homme qui porte un habit rouge, tout autant qu'un autre qui en porte un gris[69]. »

Toutes les minorités ont un leader ou un porte-parole qui les représente, ou sont dans l'attente d'en avoir un. Les leaders et les porte-paroles des minorités doivent donc être fermement et secrètement tenus par l'élite, ou à tout le moins bien surveillés, et tout ce qu'ils peuvent dire ou faire doit être soumis à l'approbation préalable de l'élite, ou décidé par elle avec la plus grande des discrétions. Et lorsqu'une minorité n'a pas encore de leader ni de porte-parole, c'est encore l'élite qui doit en nommer un pour elle, avec la plus grande précaution et une égale discrétion, afin qu'il serve l'intérêt de la Nation avant tout, et montre en exemple la plus élémentaire des orthodoxies – à moins que la police politique prouve qu'il y a meilleur intérêt d'en faire un agent provocateur[70]. En raison des passions et des tentations qui

69 Fréderic II de Prusse, *Die Politischen testamente*, « De la politique », 1752.

70 Voir l'article « Le Contre-espionnage », IVe Partie, c. ii.

sont hautement susceptibles d'influencer le discours et les actions de ces agents secrets de l'élite auprès des minorités, et ainsi de les éloigner de l'orthodoxie, l'infaillibilité de leur service doit être garantie par des compromissions de même nature que celles auxquelles l'élite elle-même se soumet[71]. Lorsque cette méthode de contrôle des minorités et convenablement et systématiquement utilisée, on trouve une sur-représentation des individus de Classe I. à leurs têtes, et des individus de Classe II., par lesquels les révoltes viennent ordinairement, soumis à leurs autorités ; c'est là la meilleur formule.

Si le leader ou le porte-parole d'une minorité a su faire preuve d'autant d'orthodoxie auprès de l'élite que de diplomatie pour tempérer les passions dont il défend ou représente les intérêts, alors la porte d'accès à l'élite lui sera ouverte, en compensation et en récompense de sa compromission. Et, depuis leurs points de vue, tous les individus de la minorité qu'il a représentée percevront cette spectaculaire démonstration de reconnaissance officielle par l'élite (et, implicitement, par celle de toute la Nation) comme la récompense de tous leurs efforts, de toutes leurs patiences, et de tous leurs sacrifices. Enfin, cette reconnaissance constituera un symbole historique, fort et durable, preuve de l'intérêt qu'ont les minorités, en général, à choisir les voies de la diplomatie et du débat pacifique plutôt que celle de la force.

L'Histoire regorge d'anecdotes de révolutions réussies par des minorités, religieuses le plus souvent, menées : soit par des leaders que l'élite avait négligé de corrompre pour s'assurer de leurs fidélités ; soit par d'autres qui avaient tissé des alliances avec des ennemis extérieurs. Lorsque l'élite contrôle ainsi toutes les minorités de la Nation, elle détient également le pouvoir d'utiliser leurs revendications, par l'intermédiaire de leurs leaders et porte-paroles, pour soutenir toutes sortes de projets de lois et d'ajustements de la politique intérieure. Cela servira avec efficacité la méthode de la *forme de l'intention*, qui sert d'alibi à la véritable intention[72].

De toutes les minorités possibles, celles, abstraites, qui sont religieuses et politiques doivent être les mieux surveillées, et leurs leaders et porte-paroles les plus compromis de tous. Et parce que celles-là sont virtuellement les ennemis intérieurs les plus redoutables, c'est grâce à la collaboration de leurs leaders et porte-paroles qu'il est possible de les affaiblir autant qu'elles doivent l'être, tout en prenant soin de ne jamais les faire complètement disparaître

---

71 Voir l'article « Le Contrôle des élites », Ière Partie, c. iv, « L'Élite ».

72 Voir l'article « Différencier le dire et le faire » Ière Partie, c. i, « La Méthode ».

cependant. Car tant qu'elles existent, et que l'élite les tolère sous la forme qu'elle a choisie pour elles, c'est vers leurs masses que continuent naturellement de se diriger tous leurs membres isolés, et qu'aucun ennemi extérieur ne peut les utiliser à son compte. Et c'est ainsi qu'aucun membre d'aucune minorité ne peut échapper à la surveillance et à la volonté de l'élite.

VII. LES ORGANISATIONS POLITIQUES, SYNDICALES, CORPORATISTES ET ASSOCIATIVES.

DE LA NÉCESSAIRE PLURALITÉ DES EXPRESSIONS POLITIQUES ET DE L'ILLUSION DU CHOIX.

Le référendum a été essayé dans les corps gouvernementaux (Suisse et quelques États des États-Unis) et dans de nombreuses organisations de moindres tailles. En théorie, il sert à impliquer la participation de tout le groupe dans la prise de décisions politiques, et ainsi d'appliquer strictement le principe de la démocratie. Mais dans la pratique, nous remarquons que cela ne fonctionne pas. Un petit pourcentage du groupe, seulement, participe au referendum, et les dirigeants n'ont aucune peine à poser les questions soumises au vote populaire d'une manière qui influence le résultat selon leurs attentes. Robert Michels[73] dit à ce propos : « Le référendum prête à la critique dans la même mesure et pour les mêmes raisons que toute autre forme de gouvernement populaire direct. Ce qu'on peut lui objecter avant tout, c'est le manque de compétence des masses, ainsi que le manque de temps matériel. Bernstein[74] dit avec raison qu'alors même que les fonctions politiques et administratives les plus importantes seraient seules soumises au vote populaire, l'heureux citoyen de l'avenir trouverait chaque dimanche sur son bureau une telle quantité de questionnaires qu'il en perdrait bien vite toute sympathie pour le référendum.

« Mais le référendum se trouve surtout en opposition, dans les questions qui exigent une grande promptitude de décision, avec le caractère politique, militant du parti dont il diminue la facilité de mobilisation[75]. »

---

73 ROBERT MICHELS (1876-1936) fut un sociologue allemand spécialiste du comportement des élites en politiques. Il s'est distingué par les observations et théories qu'il expose dans son essai, *Les Partis politiques : essais sur les tendances oligarchiques des démocraties* (*Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie; Untersuchungen über die oligarchischen Tendenzen des Gruppenlebens*), publié en 1911.

74 EDOUARD BERNSTEIN fut un théoricien de la démocratie socialiste allemande, et un politicien membre du Parti social-démocrate d'Allemagne. On lui doit l'essai, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* (*Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*), publié en 1899.

75 ROBERT MICHELS, *Les Partis politiques : essais sur les tendances oligarchiques des démocraties* ; Cinq. Part., « Essai de limitation du pouvoir des chefs », Chap. I., « Le Référendum » ; 1911.

Ces questions, qui réclament des réponses rapides, sont précisément celles qui influencent le plus l'avenir des organisations. Le bien-nommé « Amendement Ludlow » (*Ludlow Amendment*)[76], qui appelait à un referendum populaire final en cas de déclaration de guerre décidée par le Congrès américain, fut certainement l'un des meilleurs exemples de l'application du principe de la démocratie. Beaucoup dirent que les opposants à ce vote qui défendaient pourtant la démocratie étaient, soit bien mal éclairés, soit bien hypocrites. Pourtant, cette proposition était complètement ridicule depuis le point de vue de la pratique ; une guerre ne peut attendre les conclusions décidées par la mécanique lourde et compliquée du référendum populaire. En vérité, la *forme de l'intention*, qui doit être ici distinguée de l'*intention réelle*, qui enflamma quelques passions en effet, n'avait rien à voir avec la démocratie ; elle était l'expression visible d'une crainte de la venue de la guerre, et d'une opposition à l'administration américaine du moment.

L'usage le plus frappant du référendum, sur lequel il convient de s'attarder, est le plébiscite bonapartiste (Hitler et Staline ont suivi les modèles des deux Napoléons), où le vote associe la fiction de « la volonté du peuple » à ce qui a déjà été décidé par l'Histoire.

Les tendances autocrates des organisations n'ont pas, bien sûr, échappé aux défenseurs sincères et acharnés de la démocratie, et des mesures devant les éliminer furent proposées. Michels a débattu des résultats obtenus avec quatre de ces mesures : le référendum, la « renonciation », le syndicalisme et l'anarchisme. Ce qu'il nomme « renonciation » fait référence à un système fréquemment présenté comme bénéfique pour les organisations ouvrières qui l'ont parfois utilisé. En partant du raisonnement disant que les réflexes anti-démocratiques des leaders viennent des privilèges exceptionnels inaccessibles aux individus ordinaires qui leur sont accordés, d'aucuns pensent que ces tendances disparaîtront si ces privilèges leur sont refusés à eux aussi, s'ils perçoivent des salaires identiques à ceux des individus ordi-

---

76 Le *Ludlow Amendment* a été proposé comme amendement supplémentaire à la Constitution des États-Unis d'Amérique, devant rendre obligatoire la décision du peuple préalable à toute déclaration de guerre contre un autre pays décidée par le Congrès, sauf dans le cas où un autre pays attaquerait le premier. Le Représentant du Parti démocrate de l'État de l'Indiana, Louis Ludlow, soumit cet amendement à plusieurs reprises entre les années 1935 et 1940. Les supporters du *Ludlow Amendment* défendirent l'argument disant que les citoyens ordinaires, qui seraient appelés à aller se battre et à mourir pour le pays, devaient, par conséquent, être consultés concernant les affaires militaires importantes de leur pays. Il ne fut cependant pas inclus dans la Constitution américaine.

naires, s'ils ne peuvent jouir que des mêmes conditions de vie, environnement social et culturel que ces derniers. C'est certainement un fait qu'il y a une relation d'influence très intime entre l'exercice du pouvoir et les privilèges[77]. Mais, dans la pratique et dans tous les cas, cet artifice de la *renonciation* cause plus de mal que de bien ; premièrement : parce que, à l'exception de quelques cas de petites organisations et d'autres qui furent persécutées, les leaders ne renoncent jamais à leurs privilèges (lesquels s'imposent d'ailleurs d'eux-mêmes), et trouvent toujours des excuses logiques concernant les nature et qualité de leurs efforts pour s'affranchir de cette obligation. Deuxièmement : lorsqu'un leader renonce effectivement aux privilèges, il cesse d'être un démocrate pour devenir un fanatique souvent plus tyrannique que ces autres que les privilèges adoucissent. Troisièmement : la politique « syndicaliste » vise la défense de la démocratie. Remarquant les tendances anti-démocratiques de l'État et des partis politiques, les syndicats instruisent aux ouvriers de ne pas se mêler de politique, et de se concentrer sur les buts et efforts de leurs propres organisations, les syndicats et les coopératives. La naïveté de cette proposition est bien assez visible. Les syndicats et les coopératives ne sont pas exempts des tendances autocratiques de toute organisation ; ils sont même les terreaux où elles poussent le mieux. Se débarrasser des partis politiques ne permettrait pas de faire disparaître l'autocratie, et laisserait l'autocratie des syndicats sans rivaux.

L'anarchisme, enfin, qui fut le premier mouvement à étudier en détail les tendances autocrates des organisations, apporta les conclusions les plus claires et les plus consistantes. Sachant que

---

77 La renonciation aux privilèges extraordinaires du pouvoir politique est appliquée par Thomas More dans la société collectiviste qu'il décrit dans son célèbre livre *L'Utopie*, publié en 1516, contrairement à ce qu'explique Platon (v. 428-347 av. J.-C.) dans *La République*. Dans la *République* de Platon, la petite minorité des « gardiens » (c'est-à-dire l'élite) de la société est affranchie des corvées quotidiennes pourtant obligatoires pour tous, parce que des principes fondamentaux le justifient. More ne l'accepte pas dans *L'Utopie*, parce qu'il propose une société réellement égalitaire en toutes choses, sans exception. La subsistance des représentants de la minorité des gardiens de La *République* est le fruit du travail des autres. More s'attarde sur ce point pour le changer : tout Utopien doit assurer sa propre subsistance, sans exception. Mais, à la lumière de ce détail, insignifiant *a priori*, on remarque une différence énorme entre l'échelle de valeurs de Platon et celle de More : la mise en communauté de la société dans la *République* sert des objectifs *a posteriori* différents, pour ne pas dire radicalement opposés à ceux de *L'Utopie*. La finalité de toutes les règles devant maintenir la collectivisation de la société de la *République* est, en fait, opposée à l'idée d'égalité ; elle ne vise que le maintien au pouvoir d'une petite minorité formant l'élite, et même son isolement du reste de la population. On attendait du citoyen ordinaire de la *République* une foi aveugle en une idée qui le rendait corvéable à merci, et de ne jamais convoiter les privilèges spéciaux de l'élite.

toute organisation enfante l'autocratie, alors, dans le but de faire se concrétiser la démocratie, il faut renoncer à la création de toute organisation, quelle qu'elle soit : État, parti politique, syndicat, etc. Ce point de vue, dont l'histoire de l'anarchie montre qu'il peut produire de très nobles individus, se détache complètement des réalités de la société humaine qui, nécessairement, inclue des organisations. L'anarchisme, par conséquent, ne peut être rien d'autre qu'une foi complètement irréaliste, seulement capable d'intégrer la vie d'un individu isolé, et jamais un mouvement politique sérieux.

L'engagement politique ou syndicaliste, le militantisme, peuvent procurer à l'individu l'impression qu'il sort de lui-même, qu'il travaille pour le bien commun et un monde meilleur. Mais, dans ce cas, il lui est généralement interdit de penser par lui-même, de rechercher ses sources d'information ailleurs que dans les bréviaires généreusement psalmodiés au cours des réunions, où, comme partout, c'est la mémoire et le conformisme qui sont attendus. Il lui est généralement interdit de faire fonctionner son imagination s'il veut bénéficier de la sécurité et de l'action qu'il attend en rejoignant une organisation, et éviter de se faire traiter de contre-révolutionnaire ou d'utopiste. Il lui faut faire allégeance aux leaders, aux « pères spirituels », aux hommes providentiels, aux chefs responsables. Même dans la contestation des structures hiérarchiques de dominances, l'anarchiste qui veut aller au-delà de sa liberté individuelle doit encore s'inscrire dans une structure hiérarchique de dominance. Il existe un conformisme révolutionnaire comme il existe un conformisme conservateur.

Michels dit à ce propos : « Mais le fait que les chefs anarchistes sont, en général, moralement supérieurs aux chefs des partis organisés et luttant sur le terrain politique n'empêche pas qu'on retrouve chez eux quelques-unes des qualités et prétentions propres aux chefs comme tels, indépendamment du parti auquel ils appartiennent. L'analyse psychologique du caractère de chacun d'eux en fournirait facilement la preuve. La lutte théorique contre toute autorité, contre toute contrainte, lutte à laquelle beaucoup d'anarchistes, parmi les plus éminents, ont sacrifié de nombreuses années de leur vie, n'a pas suffi à étouffer chez eux la naturelle ambition du pouvoir.

« Tout ce qu'on peut dire, c'est que les instruments de domination dont se sert le chef anarchiste appartiennent à une époque que les partis politiques ont déjà dépassée. Ce sont des moyens d'apôtre et d'orateur : la puissance fulgurante de la pensée, la

grandeur des sacrifices, la profondeur des convictions. Leur domination s'exerce non sur l'organisation, mais sur les âmes. Elle découle, non de leur indispensabilité technique, mais de leur ascendant intellectuel, de leur supériorité morale[78]. »

Il n'est pas surprenant que l'épreuve de l'expérimentation démontre l'invalidité de toutes ces méthodes et théories dans la pratique ; la vie sociale ne peut se passer d'organisation. Les conditions mécaniques, techniques, psychologiques et culturelles de l'organisation requièrent une hiérarchie, et la garantie que les leaders, plutôt que les masses, exercent un contrôle. Les tendances autocratiques ne sont ni arbitraires, ni accidentelles, ni temporaires, mais inhérentes à la nature de l'organisation.

Tout cela, qui est la conclusion générale de toute l'étude de Michels, et qu'il a nommée « la loi d'airain de l'oligarchie », une loi qui, sur la base des preuves qui sont à notre disposition, semble bien s'appliquer à tous les mouvements sociaux et à toutes les formes de sociétés. Elle montre que l'idéal démocratique du gouvernement par le peuple et pour le peuple est impossible. Quels que soient les changements sociaux, quoi qu'il arrive aux relations économiques, que la propriété soit individuelle ou collectivisée, des organisations seront toujours présentes, et, à travers l'existence de ces organisations, l'existence d'un gouvernement oligarchique sera perpétuée. « C'est ainsi que la révolution sociale n'apporterait aucune modification à la structure intérieure de la masse. La victoire des socialistes ne sera pas celle du socialisme, lequel périra au moment même où triompheront ses sectateurs[79]. »

« Ces phénomènes semblent démontrer jusqu'à l'évidence que la société ne peut subsister sans une classe "dominante", que celle-ci est la condition nécessaire de celle-là et que la classe dirigeante, tout en étant sujette dans sa composition à un fréquent renouvellement partiel, n'en constitue pas moins l'unique facteur dont l'action se manifeste suffisamment durable dans l'histoire du développement humain.

« Conformément à cette conception, le gouvernement ou, si l'on préfère, l'État ne saurait être autre chose que l'organisation

---

78 ROBERT MICHELS, *Les Partis politiques : essais sur les tendances oligarchiques des démocraties* ; Cinq. Part., « Essai de limitation du pouvoir des chefs », Chap. IV., « L'Action prophylactique de l'anarchisme » ; 1911.

79 ROBERT MICHELS, *Les Partis politiques : essais sur les tendances oligarchiques des démocraties* ; Six. Part., « Les Tendances oligarchiques de l'organisation », Chap. II., « La Démocratie et la loi d'airain de l'oligarchie » ; 1911.

d'une minorité. Et cette minorité impose au reste de la société l'"ordre juridique", lequel apparaît comme une justification, une légalisation de l'exploitation auxquelles elle soumet la masse des ilotes, au lieu d'être l'émanation de la représentation de la majorité.

« Cette dernière se trouverait toujours dans l'impossibilité, voire peut-être dans l'incapacité de se gouverner elle-même.

« Alors même que les foules mécontentes réussissent à dépouiller les bourgeois de leur pouvoir, il ne s'agirait là, d'après Mosca, que d'une apparence : il surgit toujours et nécessairement, au sein des masses, une nouvelle minorité organisée qui s'élève au rang d'une classe dirigeante. Éternellement mineure, la majorité des hommes se verrait ainsi obligée, voire prédestinée par la triste fatalité de l'histoire, à subir la domination d'une petite minorité issue de ses flancs, et à servir de piédestal à la grandeur d'une oligarchie[80]. »

Cependant, de sa *loi d'airain de l'oligarchie*, Michels ne conclut pas qu'il faut abandonner la lutte pour la démocratie, ou, plus strictement, pour une réduction à un minimum possible de ces tendances autocratiques qui existeront toujours de toute façon. « L'existence de chefs est un phénomène inhérent à toutes les formes de la vie sociale. La science n'a donc pas à rechercher si ce phénomène est un bien ou un mal, ou plutôt l'un que l'autre. Mais il est en revanche d'un grand intérêt scientifique d'établir que tout système de chefs est incompatible avec les postulats les plus essentiels de la démocratie.

« Nous savons maintenant que la loi de la nécessité historique de l'oligarchie se fonde en premier lieu sur une série de faits fournis par l'expérience[81]. »

« La masse ne sera jamais souveraine que d'une façon abstraite. Aussi la question qui se pose n'est pas celle de savoir comment il est possible de réaliser une démocratie idéale. On doit plutôt se demander jusqu'à quel point et dans quelle mesure la démocratie est désirable, possible et réalisable à un moment donné[82] ».

---

80 *Ibid.*

81 ROBERT MICHELS, *Les Partis politiques : essais sur les tendances oligarchiques des démocraties* ; Six. Part., « Les Tendances oligarchiques de l'organisation », Chap. III., « Considérations finales » ; 1911.

82 *Ibid.*

LE CONTRÔLE DES ORGANISATIONS.

Toutes les organisations d'un pays qui ne sont pas des constituants de l'appareil gouvernemental, mais qui, cependant, réunissent des nombres importants d'individus, sont virtuellement des contre-pouvoirs. Par exemple : il est fréquent à notre époque qu'un syndicat ouvrier obtienne (par la menace de l'usage de la force, ou par l'usage direct de celle-ci, sans préavis) des concessions de l'élite politique ou de celles des industriels, ou encore des deux en même temps. Lorsque cela arrive, rien ne s'oppose, en théorie et *a priori*, à ce que cette organisation, galvanisée par sa victoire, formule de nouvelles demandes en usant des mêmes moyens de pression. Et même, elle peut envisager de renverser le gouvernement pour prendre le pouvoir. C'est ainsi, bien souvent, que se renouvelle l'élite, et c'est pourquoi la nouvelle élite prend bien vite des dispositions pour ne pas être renversée à son tour. C'est ce qu'a fait Napoléon III immédiatement après avoir définitivement pris le pouvoir par un coup d'État. Entre autres exemples parmi les plus frappants, il a intégré dans son plan d'urbanisme pour Paris des caractéristiques qui devaient permettre de repousser par la force, efficacement et facilement, d'éventuelles émeutes populaires, et de rendre difficile la construction de barricades en travers des artères.

Mais il y a mieux à faire que prévoir des ripostes par la force contre une révolution intérieure. La meilleure défense contre ce danger est d'inclure dans l'élite les leaders de chaque organisation qui est un contre-pouvoir virtuel, et d'associer à cette offre quelques privilèges extraordinaires traditionnellement réservés à l'élite dirigeante. C'est là une manière aussi simple qu'efficace de les compromettre, ou de presque tous les compromettre, car, toujours, quelques-uns résistent. Ayant accédé à un pouvoir et à quelques privilèges au sein de leurs organisations, ces leaders ont déjà acquis une tournure d'esprit qui les rend réceptifs à cette offre. Ceux qui s'en offusquent et refusent se placent *de facto* dans la position d'un ennemi de l'élite dirigeante, et ils doivent, en même temps, prendre conscience du risque d'échec que leur fait courir cette décision. Car l'élite dirigeante utilisera tous ses pouvoirs et toutes ses administrations pour les affaiblir et les discréditer, y compris auprès de ceux qui les ont suivis jusque-là. L'élite dirigeante redoute par-dessus tout l'opposant qui se montre capable des plus grandes intégrité et bravoure, puisque ces deux qualités engendrent le charisme ; sa première priorité

est de faire disparaître de tels hommes, d'une manière ou d'une autre, peu importe le moyen.

C'est pourquoi l'élite doit montrer aux leaders des organisations qu'elle leur accorde sa considération, et qu'elle est toujours attentive aux problèmes des majorités et minorités qu'ils représentent. Elle doit régulièrement leur accorder l'honneur de bien les recevoir pour les consulter avant de prendre des décisions qui réduiront les libertés de leurs administrés, et trouver, avec eux, des compromis qui ne seront, en vérité, que des extensions de leurs privilèges. Et s'ils se montrent dociles et orthodoxes, elle doit les aider à rester les leaders de leurs organisations, en leur offrant un large accès à la presse pour qu'ils se montrent et se fassent entendre sous leur plus beau jour. Et à leurs rivaux qui verront la compromission et tenteront d'en faire leur argument, elle fermera l'accès à la presse, et ainsi les musellera.

C'est ainsi que l'élite peut prévenir les émeutes et les révolutions populaires, et en les limitant, lorsque les leaders des syndicats ouvriers et des unions corporatistes ne peuvent plus les empêcher, à des grèves et à des manifestations pacifiques sans lendemains. Même dans la contestation, les masses continuent d'être orthodoxes.

Parlant spécialement des unions corporatistes, l'Histoire nous enseigne quelques-uns des avantages que l'élite a de bien les contrôler. En France et en Angleterre au début du XIVe siècle, la nouvelle politique d'étatisme comprenait l'immédiate confiscation des biens des marchands juifs et des banquiers italiens, et leur expulsion, et aussi la disparition des foires de Champagnes dont l'importance était pourtant cruciale pour l'économie. Avec des résultats attendus à plus long terme, les impôts devant servir à financer la machine gouvernementale et l'armée devaient provenir des privilèges et des monopoles garantis par l'élite dirigeante aux associations de commerçants, artisans et autres entrepreneurs. Car c'est en échange de l'aide de ces dernières à la collecte des impôts que leurs concurrents juifs et étrangers étaient ainsi éliminés, ce qui leur garantissait de bons profits. L'intérêt du consommateur fut ainsi sacrifié pour celui du producteur devenu le collecteur d'impôts le plus efficace. Les prix des biens augmentèrent, et la croissance économique et l'innovation technologique furent stoppées. Au contraire, les moyens et techniques qu'utilisaient les associations de commerçants pour la collecte des impôts se perfectionnèrent (par la création de règles et de moyens de contrôle), et devinrent de plus en plus efficaces. Les commerçants et artisans étrangers, ou ceux

du pays qui refusaient d'adhérer à ces guildes, étaient ostracisés, et ainsi condamnés à la famine.

Le collectivisme oligarchique ne peut fonctionner dans un pays que si l'économie se trouve entièrement sous son contrôle. Le contrôle de l'économie est principalement assuré par : 1) l'orthodoxie des syndicats ouvriers et corporatistes ; 2) la capture au sein de l'élite dirigeante des industriels et des commerçants les plus importants, en utilisant comme appât des privilèges extraordinaires qu'ils ne peuvent refuser ; 3) l'existence d'un arsenal de pénalités diverses (fiscales et administratives) qui, ensemble, éliminent rapidement tous ceux qui refusent l'un ou l'autre des deux premiers dispositifs et qui le critiquent publiquement ; 4) la vigilance d'un Parti central[83] et d'une police politique[84] dans tout le pays.

IDÉOLOGIES DANGEREUSES.

Parlant strictement du système de gouvernance du collectivisme oligarchique, le plus grand ennemi intérieur de l'élite dirigeante est : 1) la religion lorsque le pouvoir politique est soutenu par un mythe politique ou philosophique athéiste ; 2) la doctrine politique athéiste lorsque le pouvoir politique est soutenu par un mythe religieux ; 3) la doctrine politique *extrémiste* lorsque le pouvoir politique est soutenu par un mythe politique ou philosophique *modéré* ; 4) le fanatisme religieux lorsque le pouvoir politique est soutenu par un mythe religieux modéré.

Par exemple : le national-socialisme, le fascisme et le communisme menacent la structure sociale d'une société basée sur un libéralisme économique modéré, ou sur un progressisme modéré, et inversement ; le catholicisme (une religion qui est aussi une organisation très hiérarchisée avec un leader) menace la structure sociale d'une société basée sur le communiste, et réciproquement. L'Histoire nous a appris que l'Église catholique romaine craignait les protestants, et qu'elle les a même persécutés et chassés. Toute doctrine politique ou religieuse extrémiste ne peut survivre que si aucune autre qui est aussi extrémiste ne vient la concurrencer ; c'est pourquoi il faut l'imposer à la société par l'usage quotidien de la menace, de la crainte d'un ennemi dési-

83 Voir « Le Parti central, Ière Partie, c. ix « Sûreté intérieure ».
84 Voir les articles « La Police », Ière Partie, c. ix « Sûreté intérieure », et « Contre-espionnage », IVe Partie, c. « L'Espionnage et le contre-espionnage ».

gné, des restrictions et de la *violence* (nous parlons ici d'une violence psychologique, telle qu'elle a été expliquée plus haut[85]).

La doctrine politique qui prêche la plus grande liberté individuelle possible engendre les plus grandes inégalités ; les grandes inégalités engendrent les plus grands mécontentements ; les mécontents se montrent les plus sensibles aux appels des doctrines extrémistes. L'inverse de cette théorie est vrai, car le malaise de la civilisation résulte moins de disparités économiques que de l'aliénation hiérarchique. Si, dans les pays capitalistes, les disparités économiques sont souvent fonction des disparités hiérarchiques, dans les pays socialistes, où les disparités économiques sont moins flagrantes – puisqu'elles existent nécessairement –, les disparités hiérarchiques sont les mêmes. Dans beaucoup de pays, par exemple dans l'Italie idéaliste (et dans quelques régions de l'Allemagne où, au début de ce XXe siècle, le mouvement socialiste s'est implanté), l'égalité doit se manifester, entre autres, par l'usage commun à tous les membres du parti de se tutoyer mutuellement (afin de renforcer le sentiment psychologique d'appartenance au troupeau, et ainsi de faire naître l'illusion d'égalité dans les esprits de la masse) : le journalier le plus misérable interpelle comme son pair, en le tutoyant, tel intellectuel illustre. Mais ni les dominants et les dominés, ni les classes dirigeantes et les classes dirigées ne disparaissent pour autant.

85 « La nécessité de la violence pour bien diriger les masses », Ière Partie, c. i. « La Méthode ».

IX. SÛRETÉ INTÉRIEURE.

LE PARTI CENTRAL.

Le collectivisme oligarchique doit offrir à la société l'illusion d'une diversité politique pour ne pas être une dictature, et pour que personne ne puisse jamais l'accuser de l'être. Bien que ce système de gouvernance ressemble, à plusieurs égards, au socialisme, il n'est réellement basé sur aucune doctrine, car il a pour seul but le maintien de l'élite et l'entretien de la structure de toute la société. C'est pourquoi les classes moyenne et inférieure doivent se conformer à des obligations, modes d'existence et de pensée grandement inspirées par la doctrine socialiste ; tandis que l'élite en est dispensée, tout en devant s'astreindre, autant que possible, à entretenir le mythe (socialiste-collectiviste, ou communiste, ou national-socialiste) sur lequel est basé l'ensemble de la société. L'élite du système de gouvernance collectiviste oligarchique a donc un devoir de cacher aux classes moyenne et inférieure ses privilèges extraordinaires. Tout manquement à ce devoir, même lorsqu'il est accidentel, doit être officiellement montré au reste de la population comme une faute, et publiquement sanctionné par la justice ou au moyen d'autres pénalités (amendes, destitutions, disgrâces, etc.), plus ou moins symboliques ; c'est selon sa gravité. Le maintien de la structure de toute la société, et, en particulier, l'obéissance et l'orthodoxie des individus des classes moyenne et inférieure, dépendent grandement de l'entretien du mythe des « principes de la loi naturelle » et des « droits éternels et inaliénables des individus », etc. Sinon, le manque de pudeur répété des membres de l'élite concernant leurs privilèges extraordinaires mène bien vite à la destruction du mythe, inévitablement accompagnée de révoltes lancées et dirigées par des « lions » (*résidus* de Classe II.) de la classe moyenne – car la classe inférieure, seule, habituée à obéir, est naturellement plus prompte à la résignation qu'à la révolte.

Nous avons vu, au chapitre précédent, que les leaders des principaux partis politiques, syndicats ouvriers et corporatistes, et associations, sont invités à entrer dans l'élite. Au moment où ceux-là acceptent cette offre, ils doivent aussi se plier à l'orthodoxie universelle dictée par les impératifs du collectivisme oligarchique, et cultiver deux modes de pensée distincts qui s'opposent l'un à l'autre : celui qui est basé sur le mythe qui

maintient la structure de toute la société, et celui qui permet à l'élite de conserver sa supériorité intellectuelle et l'autorité qu'elle exerce sur les classes moyenne et inférieure. Ensemble, ces deux modes de pensée qui s'opposent forment une « double pensée » que nous avons jusqu'ici nommée « orthodoxie », et dont la force est supérieure à celle de toutes les lois, puisqu'elle se place au-dessus de toutes les éthiques et de toutes les morales « traditionnelles », généralement enseignées aux individus des classes moyenne et inférieures de toutes les sociétés. L'orthodoxie du collectivisme oligarchique est immorale lorsque l'on cherche à la comparer à ce qu'enseignent la plupart des doctrines religieuses et philosophique, puisqu'elle est basée sur une idée d'inégalité entre les hommes dont l'unique argument est le pouvoir[86]. Les individus de Classe I. (« renards ») acceptent plus facilement cette orthodoxie que ceux de la Classe II. (« lions »). Les premiers s'en accommodent bien vite et sans grande difficulté ; les seconds ont une tendance à la remettre en question. Sachant, ainsi que nous l'avons vu : 1) que la présence d'individus de Classe II au sein de l'élite dirigeante est nécessaire à la survie de cette dernière, et que (et *parce que*) ; 2) les individus de Classe I. abusent facilement des privilèges et pouvoirs que l'accès à l'élite leur a offerts, et qu'ils privilégient le compromis à l'usage de la force lorsqu'ils sont confrontés à un ennemi fort et déterminé, la nécessité d'une surveillance de chacun de leurs membres s'impose.

Un « Parti central », corps de gardiens de l'orthodoxie recrutés avec discernement, et dont la foi est régulièrement éprouvée, doit être formé pour prévenir les fautes et les égarements des membres de l'élite dirigeante, comme ceux des autres élites qui n'exercent aucun pouvoir politique (*c. à d.* les élites du commerce et de l'industrie, scientifiques, culturelles et artistiques, etc.). Bien entendu, le nombre de ces gardiens doit être assez grand pour qu'ils surveillent également les élites des régions et des districts, dont l'orthodoxie peut facilement être affaiblie par l'éloignement géographique des plus hautes sphères du pouvoir (généralement regroupées dans une cité dont elles ont ainsi fait la capitale du pays, et d'où partent toutes les grandes décisions). Enfin, les gardiens du Parti central doivent construire et renouveler sans cesse des réseaux d'agents et d'informateurs qui, collec-

---

86 Les prémisses supportant cet argument ont été expliquées à l'article titré « L'Évaluation psychologique », Ière Partie, c. ii « Stade d'évolution de la société ».

tivement et ultimement, permettent une surveillance efficace des trois classes de la société.

Le Parti central d'un système de gouvernance collectiviste oligarchique ne peut garantir le maintien de la structure de la société que lorsqu'il se présente sous la forme d'une organisation secrète :

1° sur laquelle aucun membre de l'élite, seul, ne peut exercer son influence ;

2° réciproquement, dont les chefs ne peuvent exercer aucun pouvoir politique ou économique direct et officiel au niveau de toute la Nation, en sus de leur devoir de surveillance et de maintien de l'orthodoxie (afin qu'ils ne puissent jamais mettre leurs connaissances secrètes et extraordinaires au service de leurs intérêts personnels ou d'une conspiration contre l'élite dirigeante) ;

3° dont l'intégrité de chaque membre et de chaque cadre est garantie par : la culture d'un esprit de corps ; une organisation très hiérarchisée ; un système d'accès à des degrés de connaissances secrètes réglé par le mérite ; l'intelligence et la ruse ; les identités, statuts économiques et sociaux actuels et passés, et antécédents des amis, relations et membres de la famille ; des forces et faiblesses de caractère ; et, surtout, par une orthodoxie qui n'atteint la perfection que lorsqu'elle est fanatique et motive les sacrifices les plus extrêmes, idéalement renforcée par le célibat ;

4° dont la conduite de chaque membre est strictement réglée : par l'observance d'un système commun de règles codifié, basé sur une version hautement métaphysique et humaniste du mythe unificateur ; par un renoncement aux secrets de la vie privée ; par l'obligation d'entretenir un contact régulier et fréquent avec les autres membres, et de se tenir prêts à leur porter assistance, individuellement comme collectivement ; par un renoncement à la propriété individuelle, et par une mise en copropriété des biens immobiliers individuels avec d'autres membres, afin que ceux-ci appartiennent virtuellement, et ultimement, à l'organisation ;

5° dont chaque cadre doit être fermement tenu au secret par une compromission au moins, préalable à sa promotion depuis le degré de membre subalterne ;

6° qui concentre son effort de recrutement sur des individus occupant des postes de pouvoir, mais qui n'ont pas été admis au sein de l'élite dirigeante (cadres et cadres subalternes de l'administration, du commerce et l'industrie, petits industriels et indépendants) ;

7° organisée en compagnies locales de 30 à plus de 100 individus – dont 1 à 2 sont des agents de la police politique chargés, à la fois, de leur surveillance et de leur protection –, et placées sous la direction politique d'un conseil national situé dans la capitale administrative et se trouvant en contact permanent avec le pouvoir politique ;

8° dont toutes les notes et rapports écrits doivent être incinérés après usage, afin de ne laisser aucune trace écrite de sa mission ;

9° dont tous les membres éprouvés sont tenus de réfléchir aux problèmes actuels du gouvernement et de la société, et de proposer des solutions dans la mesure de leurs spécialités et capacités, afin qu'elles soient débattues lors des assemblées secrètes en vue de leurs propositions ultérieures à l'élite dirigeante lorsqu'elles s'avèrent pertinentes.

Comme indiqué au point 4, le mythe sur lequel est basée l'action du Parti central doit être hautement métaphysique et d'inspiration humaniste et altruiste dans sa formulation, puisqu'il doit être une *forme d'intention*. L'*intention réelle*, qui est ici le maintien de l'élite au pouvoir, et rien d'autre, ne pourrait satisfaire et stimuler les esprits de tous les membres et cadres d'un Parti central de ce genre, puisque, dans les faits, un infime pourcentage de cette organisation appartient à cette élite, et de préférence aux élites régionales entretenant une distance géographique relative avec le gouvernement centralisé de la capitale administrative. De même qu'une religion (qui est un mythe) peut efficacement servir de forme d'intention pour l'établissement et le maintien d'un pouvoir qui ne sera que politique dans les faits, ainsi que l'Histoire nous l'apprend, le mythe qui unit les individus du Parti central gagnera à être richement assorti de rites et de symboles mystiques et secrets, lesquels seront autant de substituts non logiques verbaux des règles d'action, et de hiérarchies, qui doivent garantir l'efficacité du Parti central dans sa mission de surveillance et d'entretien de l'élite en particulier, et de la structure sociale du pays en général. De plus, les individus de ce parti seront encouragés à l'orthodoxie exceptionnelle que l'on attend d'eux par la flatterie naturellement associée à l'idée d'appartenir à un groupe exclusif, privilégié, secret, et fermé à une large majorité de la masse. L'Homme a une fascination naturelle pour le secret et le mystère qui le distrait facilement de ses préoccupations personnelles, et dont l'élite dirigeante, par conséquent, serait bien bête de négliger les profits qu'elle peut en tirer.

Le Parti central peut – c'est selon la combinaison de facteurs et de variables sociaux, économiques et historiques, et le programme d'actions défini par l'élite : 1) garder son existence et sa mission secrètes ; 2) ou avoir une existence officielle qui ne révèle que la forme d'intention de l'élite dirigeante ; 3) ou se manifester sous la forme d'un parti politique ayant une doctrine inspirée de son mythe, mais qui est formulée d'une manière acceptable et à peu près compréhensible par les individus de toutes les classes de la société. Dans les deux derniers cas, l'intention réelle du Parti central ne doit jamais être officiellement admise ; sinon, bien sûr, le mythe sur lequel est basée l'orthodoxie – que celui-ci soit de nature religieuse ou politique, peu importe – serait reconnu de tous (y compris par les membres du Parti central eux-mêmes) comme une tromperie.

Dans le troisième et dernier cas, la mission du Parti central est double, car, en plus de celle qui vint d'être décrite, il doit faire une propagande ouverte et officielle du mythe grâce auquel l'élite conserve son pouvoir. Cette mission supplémentaire s'impose lorsque l'élite souffre d'un discrédit auprès des classes moyenne et supérieure. Car, revendiquant officiellement une indépendance par rapport au pouvoir politique détenu par l'élite, ainsi qu'une indépendance d'esprit et d'opinion, le Parti central a le pouvoir de restaurer le mythe dans les esprits de la masse.

Ainsi que le point 6 le suggère, en recrutant prioritairement des cadres et des cadres subalternes qui n'ont pu se hisser jusqu'à la classe supérieure de l'élite, le Parti central agrandit le pouvoir de l'élite partout, et dans tous les cas, où elle ne peut l'exercer officiellement en usant de lois officielles. Un tel pouvoir, qui doit sa grande efficacité à sa forme clandestine et à sa grande orthodoxie, s'exerce sous les formes : d'une grande capacité d'influence, puisque celle-ci est anonyme et pratiquée par des individus qui doivent prétendre agir en leur nom seul, et jamais pour des motifs politiques ; d'une action courante et quotidienne d'espionnage de tous les faits et gestes suspects parmi la population qui échappent à la surveillance officielle des services administratifs (police, police politique et contre-espionnage, justice, impôts, etc.), et de tous les signes de révolte contre l'orthodoxie et contre l'élite que peuvent manifester des individus de la classe moyenne en particulier ; de surveillances et d'enquêtes concernant des individus qui cherchent à accéder à la classe supérieure de l'élite, et, lorsque ces derniers ne satisfont pas aux conditions, de mise en place d'« obstacles » devant les en empêcher, en concertation avec la police politique.

Enfin, le Parti central constitue un ultime et efficace rempart de l'élite, tant contre les révolutions internes que contre les agressions d'un ennemi extérieur, puisque ses membres doivent préserver le secret de son organisation, et celui de leurs propres appartenances à celle-ci.

Ce modèle s'inspire beaucoup de celui de la loge maçonnique du Grand Orient, en France, qui y fait fonction, à la fois de gardien discret de l'orthodoxie, et de police politique.

LA POLICE.

C'est en France qu'a été créée la meilleure police, et c'est son modèle qui servira le mieux un système collectiviste oligarchique. Cette police a été créée à partir de la fin du règne de Napoléon Ier, en 1815, sur les bases de celle de l'Empire. Le politicien et théoricien contre-révolutionnaire Joseph de Maistre dit que l'aristocratie qui administre l'État dans les monarchies est « pyramidale », parce que, remarque-t-il, « dans tous les pays et dans tous les gouvernements possibles, les grands emplois appartiendront toujours (sauf exception) à l'aristocratie, c'est-à-dire à la noblesse et à la richesse le plus souvent réunies[87] ». Cette base, qui fut également celle de la police de l'Empire français, était une machine administrative très centralisée, avec un système hiérarchique administratif *pyramidal* tel que le décrit de Maistre. Napoléon Ier avait développé un système de contrôle dictatorial de l'Empire ; l'administration était intimement liée à la structure de police nationale dans le but d'établir une surveillance politique et une répression. La puissance de ce système fut légèrement réduite après 1815, mais le pouvoir de la police demeurait relativement centralisé ; en cet état, il était, potentiellement, un puissant outil politique pour une élite ambitieuse.

Lorsque Louis-Napoléon Bonaparte, élu Président de la République depuis la révolution de 1848, transforma la Deuxième République en une dictature et en un empire, à partir de son coup d'État du 2 décembre 1851, il y parvint en grande partie grâce à de judicieuses manipulations de la puissante police alors devenue une administration hautement bureaucratisée. Une année après cet évènement, Napoléon III donna à sa dictature des apparences d'empire mêlées à des changements institutionnels empruntés au Premier Empire de son oncle.

---

87 JOSEPH DE MAISTRE, *Etude sur la souveraineté*, L. 2, chap. II. « De la monarchie », 1794 (post.).

L'une de ces institutions, en particulier, fut un système de police nationale pensé comme la colonne vertébrale d'un contrôle central renforcé de la masse. En harmonie avec ce que nous pourrions appeler une « tradition bonapartiste », le nouveau régime fut fondé sur des bases comprenant la re-création, en janvier 1852, d'un Ministère de la police générale (qui ne dura qu'une année cependant). La police politique redevint une direction de l'Intérieur (direction de la Sûreté générale) à partir de juin 1853 et jusqu'en novembre 1859, où ses attributions furent confiées à un « Préfet de police » (direction générale de la Sûreté publique). Le Ministère de la police générale de 1852 fut à l'origine d'une réorganisation complète de la police qui dura jusqu'à la toute récente invasion de la France par les Allemands, en juin 1940.

Louis-Napoléon Bonaparte voulait, d'un côté, restaurer le système de Napoléon 1er, et de l'autre construire une machine policière forte. C'est ainsi qu'il créa la police française moderne. Et surtout, il voulait une police politique forte qui permettrait de maintenir efficacement la structure sociale aussi bien partout dans le pays que dans la capitale. Le pouvoir de la police à cette époque avait été construit par les précédents ministères de l'Intérieur depuis 1790, et organisé depuis son chef jusqu'au bas d'une hiérarchie administrative. À Paris, une Préfecture de police, sous les ordres d'un ministère, était virtuellement un gouvernement arbitraire de la capitale. À l'extérieur de la capitale, un système préfectoral hérité du Premier Empire divisait géographiquement la France en quatre-vingt-six unités administratives appelées « départements ». Chaque département était divisé en « arrondissements » qui incluaient chacun des « cantons ». Et chaque canton englobait plusieurs « communes », ou « municipalités ». Il y avait des assemblées d'élus des *communes* et d'autres pour les *départements*, et elles avaient quelques pouvoirs d'initiatives à leurs niveaux qui leur donnaient des autorités régionales et sur les diverses administrations.

Mais c'était le gouvernement central qui contrôlait le tout, grâce à l'existence d'un système de tutelle dirigé par une hiérarchie de fonctionnaires, tous placés sous l'autorité des « préfets » qui assumaient les rôles de chefs de *départements*. Les préfets appliquaient les directives et les lois, créées par le pouvoir législatif central situé dans la capitale, transmises par l'intermédiaire de divers ministères. Une partie des rôles respectifs de tous ces intervenants politiques et administratifs consistait à administrer

la police, dont la plus haute direction était le Ministère de l'Intérieur.

Les réformes de 1852 améliorèrent ce système d'autorité pyramidal, notamment avec la superposition d'une nouvelle structure de police politique conçue pour devenir le pilier central du gouvernement : celui qui assurerait la surveillance de la masse, et qui s'occuperait du contrôle de l'accès aux élites régionales et nationales. Une nouvelle doctrine accompagnait ce changement : les policiers devaient obéir avant tout au pouvoir politique central, et ne devaient aucunement se sentir guidés dans leurs missions par des sentiments d'identité nationale et de patriotisme. Ils ne devaient être que « les yeux, les oreilles et les mains » du pouvoir. Un tel corps offrirait à l'État une police politique capable de l'informer de tout ce qu'il pouvait se passer dans le pays, y compris les événements les plus insignifiants arrivant dans le plus petit village.

Le but d'une telle surveillance était d'acquérir une capacité à tuer dans l'œuf tout mouvement subversif. Durant la tumultueuse période du XIXe siècle, exposée à toutes sortes de nouvelles doctrines inventées par d'innombrables penseurs, théoriciens et philosophes plus ou moins réactionnaires, l'élite politique française avait acquis la profonde conviction que la police pouvait, à elle seule, rétablir l'ordre et le maintenir à la fois dans le présent et dans le futur.

Une organisation policière fut imaginée pour que le simple agent de police de campagne puisse être dirigé depuis le Ministère de l'Intérieur de la capitale, en passant par toute une hiérarchie de pouvoirs et de responsabilités.

Les tâches des bureaux de police locale devaient être uniformément accomplies par un corps de petits policiers subalternes chacun appointé depuis la capitale. Il fut imaginé que cette immense organisation, proprement dirigée, envelopperait la structure sociale dans un réseau de police auquel rien ne pourrait échapper. Les sous-officiers de l'armée démobilisés seraient encouragés à se joindre à cette force, sous le commandement direct de « commissaires ordinaires[88] » des nombreuses communes. À un degré cantonal, des « commissaires cantonaux[89] » seraient chargés de la surveillance constante des communes, et commanderaient les *commissaires ordinaires* et les polices

88 *De l'organisation de la police en France*, recommandations de Charlemagne-Émile de Maupas à Louis-Napoléon Bonaparte, 1852.
89 *Ibid.*

municipales. Des « commissaires principaux[90] » résideraient dans chaque arrondissement, et commanderaient les commissaires cantonaux. Ensuite, un « commissaire central[91] » surveillerait le travail de toute la police d'un *département*, sous la surveillance du préfet, représentant de l'autorité judiciaire, lui-même placé sous les ordres d'une autorité supérieure.

Au-dessus du département, des *directions générales de la police* devaient être mises en place. Ces nouvelles entités commanderaient les personnels de la police de larges régions regroupant chacune plusieurs départements. La création de vingt-cinq régions fut intégrée dans le projet, chacune avec un directeur général de la police installé dans sa ville la plus grande. Ces directeurs généraux devaient se voir conférer des pouvoirs extraordinaires. Dans leurs villes de résidence, ils assumeraient également le rôle de chef de la police municipale. Ceux des villes les plus importantes du pays, telles que Lyon, Bordeaux et Marseille, les directeurs généraux de la police seraient les influences politiques suprêmes ; de véritables gouverneurs placés à la tête de préfectures de police similaires à celle de la capitale. Ils seraient en relation directe avec les ministères de la capitale, et aussi avec les cours de justice, les commandants militaires, les officiers de gendarmerie, les évêques, tous les commissaires de police, les maires et d'autres fonctionnaires de l'administration. De plus, chaque direction générale recevrait de larges fonds secrets devant servir à payer les agents occultes de la police, recrutés dans toutes classes sociales, toutes les professions, et des deux sexes, chargés de tâches de police clandestines. Ces agents travailleraient constamment, et ne resteraient pas plus d'une ou deux semaines dans une petite localité, et jamais plus de trois mois dans un même département. Ils seraient inconnus des autorités préfectorales, car il se disait que « le travail de police politique ne pourrait être convenablement fait dans un département si son préfet s'en occupait […], car qui […] livrerait un secret à un préfet qu'un nouveau ministre pourrait remplacer[92] »

Il fut finalement décidé qu'un certain nombre d'« inspecteurs[93] » opérerait dans chaque région, et que ceux-là feraient d'incessantes tours de la région pour s'y assurer du bon travail des personnels mobiles et administratifs.

---

90 *Ibid.*
91 *Ibid.*
92 *Ibid.*
93 *Ibid.*

Enfin, les directeurs régionaux rendraient compte de leur travail auprès d'une « Direction spéciale de la police[94] » à Paris ; autrement dit à un ministre ou à personne d'un rang équivalent. Le fonctionnement de cette dernière haute administration serait coordonné avec celui d'une « Direction de sûreté générale[95] » du Ministère de l'Intérieur ; ainsi, la hiérarchie de la police déjà établie serait couverte par une autre de « police spéciale ».

Toute cette organisation n'augmenterait que très légèrement les dépenses actuelles, puisque tous les officiers de police d'un rang inférieur à celui de directeur général continueraient d'être payés avec des fonds collectés dans les localités où ils sont en poste. Par conséquent ce ne serait qu'en échange d'une modeste dépense que le gouvernement bénéficierait du « meilleur instrument pour évaluer précisément et continuellement l'opinion publique,[96] » et l'antidote nécessaire à l'effervescence à « un ordre des choses basé sur le suffrage universel[97] ».

Ce changement radical et ce pouvoir policier monolithique ne furent jamais complètement réalisés tels quels, mais le Ministère de la police général ressemblait beaucoup à l'exemple de ce projet. De plus, les nombreux changements que connut l'organisation de la police française par la suite la firent évoluer grandement vers un pouvoir policier centralisé – ordinaire et politique – identique sur le fond.

Bien que cette proposition de 1852 fut, apparemment, inspirée par des précédents datant de l'époque du Premier Empire, elle devait servir d'autres ambitions et une manière radicalement nouvelle d'envisager le pouvoir politique, que nous pouvons aisément mettre en parallèle avec de nombreuses autres nouveautés politiques apportées par Napoléon III et quelques autres penseurs de cette époque (notamment celle des banques d'État, permettant un contrôle efficace de l'économie et des nouveaux projets industriels voulus par l'État). Le contexte historique du Second Empire français ne ressemblait que superficiellement à celui du Premier. Dans une période marquée par des tensions sociales, par l'impact de l'industrialisation moderne, par d'innombrables innovations et évolutions techniques, économiques, sociales et culturelles – telles que, au premier chef, les développements du chemin de fer et du télégraphe, et leurs conséquences sur la perception du temps et de l'espace – cette

94 *Ibid.*
95 *Ibid.*
96 *Ibid.*
97 *Ibid.*

idée d'une police centralisée préfigurait les polices modernes du collectivisme oligarchique, comme de toutes les formes de gouvernement, partout dans le monde.

La seconde étape qui marqua définitivement cette transition fut l'utilisation des loges maçonniques comme organisations auxiliaires de police politique[98]. En France, ce pas fut complètement franchi entre les dernières années du XIXe siècle, et les toutes premières de ce XXe. Par le fait d'une précipitation et d'une mauvaise planification, en 1904, les classes moyenne et inférieure françaises purent avoir connaissance d'un aspect des affaires de l'État qui aurait dû rester secret : l'appareil de sélection des élites qui, dans l'esprit collectif de la masse, n'est pas censé exister puisque, défiant toutes les moralités et croyances politiques et religieuses, son explication publique menacerait la stabilité de la structure sociale.

Durant la fin de l'année 1904, le secrétaire-adjoint de la loge maçonnique du Grand Orient de France, Jean-Baptiste Bidegain, informa un membre du parlement que, sur ordre du Ministre de la Guerre, le général Louis André, son organisation se chargeait ordinairement de mener des enquêtes de police sur les officiers de l'armée française, afin de déterminer quels seraient ceux qui accéderaient à des grades supérieurs, et ceux qui seraient mal notés en raison de leurs croyances ou de leur manque d'orthodoxie. Depuis la fin du Second Empire, l'idéologie politique dominante en France était socialiste, et la nouvelle élite était athée et anticléricale. Elle s'était donc fixée pour premier objectif de remplacer progressivement tous les hauts fonctionnaires et personnages clés du pays, majoritairement chrétiens catholiques, par de nouveaux jeunes élus athées et sympathisants progressistes-socialistes. Il ne serait pas exagéré de dire que la période du règne de Louis-Napoléon, inspirée par la pensée de Saint-Simon, avait été en France une étape transitoire entre la croyance de la masse en une vieille doctrine religieuse (le catholicisme), et une nouvelle doctrine politique (le socialisme, initié par Saint-Simon). Cet incident devint un scandale que l'on appela bien vite « l'affaire des fiches ». Tous les journaux en parlèrent régulièrement durant toute l'année suivante (1905), et encore ponctuellement jusqu'au vers le début des années 1930 ; plusieurs livres sur l'« affaire des fiches » furent publiés durant cette période. Cette affaire n'aurait jamais dû avoir lieu, si la nouvelle élite s'était d'abord assurée de l'orthodoxie des

98 Rendons hommage à Frédéric II, à nouveau, pour en avoir eu l'idée le premier.

membres du parlement, et surtout de celle des dirigeants de la presse et des maisons d'édition. Car, dans ce cas, il aurait été simple d'accuser Bidegain, soit de délire, soit de subversion politique, ou encore de terroriste anarchiste.

Sitôt a-t-elle occupé la France, en mai 1940, l'Allemagne a : naturellement remplacé la vieille élite par une nouvelle qu'elle a installée dans une nouvelle capitale, Vichy ; réformé la machine policière ; détruit le réseau de police politique et de surveillance de la vieille orthodoxie, dont le Grand Orient de France, pour le remplacer par un nouveau ; mis en place un étroit contrôle de la presse et de la culture, et une puissante propagande ; et institutionnalisé un programme d'aménagement du territoire imaginé, quelques années plus tôt, par Étienne Clémentel – que l'on peut considérer comme l'un des fondateurs du collectivisme oligarchique moderne et de la planification industrielle et économique.

LES MILICES.

Les exigences d'orthodoxie et du secret interdisent au Parti central de s'impliquer dans sa tâche au-delà de ce qui vient d'être expliqué. Or, le maintien de la structure de la société réclame souvent des actions qu'aucun pouvoir politique, ni aucune organisation revendiquant une idéologie populaire, ne peut accomplir sans s'exposer à la critique des masses. L'élite, à travers le Parti central qui est son serviteur secret, et de la police politique, doit donc disposer de toute une troupe de petites gens pour expédier les tâches de basse police. Toujours, les individus qui s'en montrent capables ne sont réceptifs : ni aux doctrines politiques, ni à celles qui sont religieuses, et leurs parents ne leur ont pas appris le respect de l'éthique et de la parole tenue. Ils sont prompts à faire tout ce que l'inconnu qui les paie, et qui les tient par la crainte, leur demande. On les trouve en grands nombres dans la classe inférieure, et en moindres dans la classe moyenne lorsque les missions que l'on attend d'eux réclament de l'intelligence et un peu d'éducation.

Le système de gouvernance du collectivisme oligarchique permet de facilement s'attacher le service de tels individus, en les obligeant à servir par la menace d'une existence sans revenus qui les mènera à la rue, puis à l'oubli, puis à la mort lente, et en échange d'une existence certes misérable et déshonorante, mais préservée de ces maux effrayants. C'est ainsi que l'on en fait ces âmes perdues que Dante décrit dans sa *Divine comédie*, lorsque Virgile lui montre *L'Enfer*, et qui ensemble, forment la milice de

l'élite. Les hommes de cette milice pourront discrètement tourmenter les individus de toutes les classes de la société qui s'élèvent contre l'orthodoxie, ou qui se sont montrés assez rusés pour échapper à la justice, ou que l'on doit compromettre, ou encore qui cherchent à s'élever jusqu'à la classe supérieure de l'élite alors que celle-ci ne souhaite pas les accueillir en son sein ; ses femmes pourront les séduire pour mieux les déshonorer et les égarer. Comme les gens de la milice sont tous de peu de valeur, et ont été définitivement déchus de toute respectabilité au moment de leur recrutement, il importe donc peu que les individus contre lesquels on les envois parviennent à les mener au-devant d'un tribunal de justice, ou même que leur mission leur fasse perdre la vie.

Convenablement dirigées par des agents de la police politique et du Parti central, les milices servent surtout à achever la préservation de la structure sociale et économique des classes inférieure et moyenne, et à contenir les tentatives d'insurrection de leurs individus. Mais, puisqu'elles sont les plus largement représentées dans la classe inférieure, elles se montreront efficaces à contrôler la criminalité ordinaire (puisque celle-ci ne peut jamais être complètement éradiquée), ou à mettre ses forces vives au service secret de l'État.

LES RÉSEAUX DE LA SOCIÉTÉ.

Ainsi que l'explique le chapitre II. (*Stade d'évolution de la société*) de cette partie, l'esprit de l'Homme est ainsi fait qu'il cherche la sécurité auprès de groupes dont les membres lui ressemblent. De l'infinie diversité de combinaisons de choix, de goûts et d'opinions que l'esprit de l'Homme peut faire, apparaissent spontanément autant de groupes. La petite minorité des hommes les plus capables et les plus intelligents prend le commandement de ces groupes qui les suivent aveuglément, tels les moutons d'un troupeau. Lorsque, à l'initiative d'un individu qui se perçoit comme un leader, un groupe informel acquiert l'existence formelle de « club », de « cercle », d'« amicale », de « secte », d'« association », d'« union », de « fédération », de « syndicat », de « parti » ou même de « société secrète », il donne naissance à un *réseau* d'individus très semblable dans son fonctionnement à un organisme multicellulaire.

L'élite trouve un intérêt naturel à bien connaître ces réseaux, même lorsqu'ils sont insignifiants, car, par l'entremise de la police, de la police politique et du Parti central, ils sont, collecti-

vement, une aide précieuse : à la surveillance de tous les individus de la société ; à la préservation de la structure sociale de la société dans son ensemble ; à la circulation des individus entre classes sociales.

Dans le strict contexte de la sûreté intérieure, il convient à l'élite dirigeante d'ordonner à ses organisations concernées de favoriser l'orthodoxie de tous les leaders de réseaux, afin de connaître et contrôler au jour le jour leurs agissements, qui sont leurs membres et ce qu'ils font. Mieux : c'est à son initiative que doit revenir la création de ces réseaux, si elle veut tuer l'insurrection dans l'œuf, et organiser, avec la plus grande précision, les évolutions politiques, sociales et économiques de la Nation. Et, au moment de prendre cette initiative, elle doit en faire une mission générale qu'elle délèguera au Parti central, car l'État ne doit jamais sembler patronner aucun des réseaux du pays – sinon, la moitié au moins de la Nation se méfieraient d'eux, et chercherait à en créer d'autres, libres de toute surveillance et de tout contrôle. De toute façon, l'élite sera encore bien avisée d'imposer un enregistrement officiel auprès d'une administration quelconque à tout groupe qui cherche à revendiquer son existence et à se constituer en réseau. Ainsi, il sera possible de repérer les groupes à tendances dissidentes ou qui sont hautement susceptibles de se livrer à des actes séditieux, ou encore que la morale du mythe qui assure le maintien de la structure de la société réprouve.

Enfin, tout système de gouvernance collectiviste oligarchique doit créer et organiser de toute pièce sa propre dissidence clandestine – ainsi que Fouché, le premier, l'a imaginé puis entrepris –, afin de la contrôler et de faire de sorte qu'elle ne puisse jamais réussir aucun complot. Et comme la dissidence politique peut être supportée par plusieurs doctrines et mythes, il faut créer et entretenir l'existence d'autant de réseaux de dissidence opposés à l'élite dirigeante (selon le cas : anarchiste, communiste, national-socialiste, fasciste, libéral-économique, religieux, etc.). En prenant la forme d'organisations, ces réseaux de dissidence secrets peuvent être rendus inoffensifs par l'installation en leurs seins d'une forte mentalité autocratique, et, éventuellement (c'est selon le cas), d'une culture du discours métaphysique et du secret qui interdisent toute lecture claire et logique des intentions réelles de leurs leaders.

LA SURVEILLANCE TECHNIQUE.

Les avancées spectaculaires de la science qu'a connue l'humanité en moins d'un siècle permettent désormais de savoir, à n'importe quel moment, si un individu est chez lui ou non, avec qui il y est, et ce qu'il dit. Car, grâce à une modification mineure d'un poste de téléphone personnel[99], un opérateur de la compagnie du téléphone se trouvant à un central, ou qui est en liaison avec celui-ci, n'a qu'à brancher une prise connectée à des écouteurs pour le faire. Puisque les compagnies de téléphone de presque tous les pays sont la propriété de l'État, il est donc facile de remplacer tous les postes de téléphone par de nouveaux modèles ainsi modifiés, puis de prendre des dispositions administratives qui rendent obligatoire la possession d'un téléphone personnel. De plus, les ingénieurs en électricité amélioreront sans cesse la sensibilité des microphones, ce qui permettra d'écouter avec une grande clarté ce qu'il se dit dans toute une maison depuis un poste de téléphone, même lorsque les portes intérieures sont fermées.

La récente mise au point du *Super-Emitron* par Lubszynski, Rodda and McGee[100], qui permet aux caméras de télévision d'être facilement transportables à l'extérieur des studios de télévision, nous permet d'envisager avec sérénité la venue, d'ici quelques petites années, de caméras miniatures qui n'occuperont pas plus de place qu'un paquet de cigarettes, et dont la production en série les rendra très abordables. Avec la participation des techniciens des compagnies de téléphone (Post Office en Angleterre), ou de celles d'électricité, il sera alors possible d'offrir à chaque foyer une connexion directe avec un réseau de télévision national[101], et, moyennant un prix attractif, un récepteur de

---

99 Le fait de décrocher et raccrocher le combiné d'un poste de téléphone ouvre, puis ferme la connexion avec le central téléphonique, grâce à un mécanisme d'interrupteur qui empêche le courant électrique d'aller et venir depuis le haut-parleur et le microphone. Si cet interrupteur n'agit que sur le haut-parleur du combiné, le microphone restera connecté en permanence au réseau, et un opérateur du central téléphonique n'aura qu'à brancher une prise d'écouteur pour écouter tout ce qu'il se dit à proximité d'un tel poste téléphonique.

100 Le *Super-Emitron*, un tube dissecteur d'image (ou tube à rayons cathodique) pour caméra construit par EMI, a été mis au point en 1934 pour succéder à l'iconoscope de RCA. Sa sensibilité, et donc la qualité de l'image qu'il émet, est 10 fois supérieure à celle du précédent *Emitron* (405 lignes contre 343, et angle d'image de 45°) ; la BBC l'utilise régulièrement et avec succès depuis 1937.

101 Actuellement, le coût estimé d'un câblage d'émission d'un signal vidéo capable d'accepter des fréquences supérieures à 1.5 MHz est de 900 £ à 1000 £ par mile, et il pourrait transmettre un signal jusqu'à une distance de 8 miles sans répéteurs. Mais la transmission du signal vidéo par ondes électromagnétiques et à l'aide d'antennes est en

télévision qui sera équipé d'une caméra miniature. Ainsi, au son qu'il est déjà possible de capter dans chaque foyer, sera ajoutée l'image. Bien sûr, l'installation de tels équipements dans les lieux publics, cafés, restaurants, hôtels, gares de chemin de fer et stations de bus améliorerait grandement la surveillance. La justification de leurs installations serait fort bien acceptée par l'ensemble de la population : l'information permanente et partout disponible pour les tubes récepteurs de télévision, et la sécurité des honnêtes gens partout pour les tubes émetteurs. Seuls les criminels et les agitateurs pourraient s'en plaindre.

---

train d'évoluer.

X. ORGANISATION DU POUVOIR.

RAPPEL DES PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Il est temps de résumer en principes généraux tout ce qui a été dit dans cette première partie consacrée à la politique intérieure, et comme préambule à la présentation de la forme que doit revêtir le pouvoir politique d'un système de gouvernance collectiviste oligarchique. Ensemble, ces principes définissent une pensée politique, constituent une manière de voir la vie sociale, et forment un outil d'analyse politique et sociale. Nous pouvons même les appliquer concrètement à l'analyse de n'importe quelle période de l'Histoire. On peut d'ailleurs remarquer qu'elles sont présentes dans les écrits de Machiavel, de manière implicite ainsi que cet auteur s'en est fait une règle. D'autres, tels que Pareto, Mosca, Michels et Sorel, les ont décrites de manière explicite. Dans cette liste sont indiqués entre parenthèses les points de vue opposés aux règles du collectivisme oligarchique, ou qui servent de formes d'intentions aux politiciens et aux rédacteurs de mythes. Car, pour bien comprendre ce qu'est une chose, il faut aussi savoir ce qu'elle n'est pas.

1° Une science objective de la politique et de la société qui puisse être comparable, dans sa méthode, à d'autres sciences empiriques est possible. Elle doit décrire des faits sociaux et établir une corrélation entre eux. Et, sur la base des faits du passé, elle permet de formuler des hypothèses plus ou moins probables concernant le futur. Cette science doit impérativement être neutre de tout but politique pratique ; c'est-à-dire que, comme c'est le cas pour toute science, ses conclusions doivent être testées à l'aide des faits que n'importe qui peut observer, que celui-ci soit riche ou pauvre, dirigeant ou dirigé, et ne doivent en aucune manière être dépendants d'*a priori* relevant d'une éthique ou d'un idéal.

(Les points de vue opposés disent qu'aucune science de la politique n'est possible, en raison de la grande richesse de la « nature humaine » ou pour quelques raisons du même ordre ; ou que l'analyse politique est toujours dépendante de programmes pratiques devant améliorer – ou détruire – la société ; ou encore que toute science politique est une « science de l'étude des classes sociales » qui est exacte lorsqu'elle concerne la « bourgeoisie », mais ne l'est pas pour le « prolétariat », ainsi que les marxistes le prétendent).

2° Le premier objet de la science politique est la lutte pour le pouvoir social dans ses diverses formes ouvertes et cachées.

(Les points de vue opposés disent que la pensée politique concerne l'amélioration du bien-être de la société, de l'établissement de sa prospérité, et de règles devant apporter le bonheur à tous les citoyens, et autres idées inventées de temps à autre par les théoriciens et les philosophes).

3° La loi de la vie politique ne peut être découverte par une analyse qui prend les mots et les croyances des hommes pour argent comptant. Les mots, programmes, déclarations, constitutions, lois, théories et philosophies doivent être comparés au vaste ensemble des faits sociaux, afin de pouvoir comprendre leurs sens politiques et historiques réels.

(Le point de vue opposé dit que les mots sont importants, puisque ce que les hommes disent, proposent de faire ou ont fait, sont les meilleures preuves de leurs intentions).

4° L'action logique ou rationnelle joue un rôle relativement mineur dans les changements politiques et sociaux. Il est trompeur de croire que, dans la vie sociale, les hommes agissent de manière délibérée pour consciemment atteindre des buts. L'action non-logique, stimulée par les variables des changements de l'environnement, de l'instinct, des pulsions et des intérêts du moment, est celle qui règle les évolutions, les régressions et les bouleversements.

(Le point de vue opposé dit que l'action rationnelle et réfléchie est responsable de toutes les évolutions, régressions et de tous les bouleversements. L'Histoire doit être perçue comme la chronologie des tentatives rationnelles des hommes pour atteindre leurs buts.)

5° Pour comprendre les changements de la société, il faut identifier en priorité les divisions sociales entre les dirigeants politiques et la masse qui est gouvernée, entre l'élite et le reste de la société dont les individus ne font pas partie.

(Les points de vue opposés : soit, nient l'existence de ces divisions, soit considèrent que leurs importances sont d'un intérêt mineur, soit, croient qu'elles sont appelées à disparaître de toute façon.)

6° Les sciences de l'Histoire et de la politique concernent, avant tout, l'étude de l'élite, de sa composition, de sa structure, et des modalités de ses relations avec le reste de la société dont les individus ne font pas parti.

(Les points de vue opposés disent que l'Histoire concerne tout d'abord l'étude des masses, ou de personnages importants, ou encore des institutions.)

7° Le premier propos de toute élite et de toute classe de dirigeants est de conserver ses pouvoirs et ses privilèges.

(Le point de vue opposé dit que le premier propos des dirigeants est de servir la communauté. Cette perception du leadership politique est presque invariablement tenue par tous les porte-paroles des dirigeants politiques et des gouvernements, ne serait-ce qu'en vertu de l'obligation de respect qu'ils doivent à ceux au nom desquels ils parlent. Parmi ces porte-paroles, on trouve à peu près tous les hommes qui écrivent sur les sujets de la société et de la politique, et dont les textes font autorité.)

8° Le pouvoir de l'élite s'appuie sur la force et la tromperie. Pour qu'elle soit efficace, la force peut être cachée, la plupart du temps, ou être montrée à la seule fin de la menace. La tromperie n'implique pas nécessairement le mensonge délibéré et conscient ; c'est le mensonge par omission qui est le plus souvent utilisé.

(Les points de vue opposés disent que le gouvernement de la société est fondamentalement un droit délégué par Dieu, ou par le « droit naturel », la raison, ou encore la justice.)

9° La structure sociale, dans son ensemble, est intégrée et supportée par une formulation politique qui est, le plus souvent, inspirée par une religion acceptée, une idéologie ou un mythe.

(Les points de vue opposés disent que : soit les formules et les mythes sont des « vérités », soit ils ne sont pas des facteurs sociaux déterminants.)

10° Les règles établies par une élite coïncident plus ou moins avec les intérêts de ceux qui n'en font pas partie. Ainsi, en dépit du fait que le premier propos de toute élite est de conserver ses pouvoirs et ses privilèges, on trouve pourtant des différences réelles et significatives dans les structures sociales, depuis le point de vue des masses gouvernées. Cependant, ces différences ne peuvent être convenablement évaluées en termes d'intentions de forme et d'idéologies, mais en ceux : a) de résistance de la communauté relativement à d'autres communautés ; b) de niveau de civilisation atteint par la communauté – c'est-à-dire sa capacité à exprimer une large variété d'intérêts créatifs, et à atteindre un haut degré d'évolution matérielle et culturelle relativement à d'autres sociétés ; c) de liberté – c'est-à-dire de sécurité de chaque individu contre l'exercice arbitraire et irresponsable du pouvoir.

(Les points de vue opposés nient l'existence de différences significatives au sein des structures sociales, ou, plus fréquemment, estiment ces différences de manière formelle et purement verbale, en comparant, par exemple, les philosophies ou les idéaux de deux périodes données de l'Histoire.)

11° Deux tendances opposées peuvent être observées dans chaque élite : a) une tendance aristocratique par laquelle l'élite cherche à conserver le pouvoir de chacun de ses membres et de leurs descendants, et à interdire la venue dans ses rangs d'individus des classes inférieures ; b) une tendance démocratique qui ouvre une porte d'accès à l'élite aux individus des classes inférieures.

(Des points de vue opposés nieraient l'existence de ces tendances, et quelques-uns soutiendraient que l'une des deux peut être supprimée, et qu'ainsi une élite pourrait devenir : soit complètement fermée, soit complètement ouverte. Mais le point de vue le plus répandu, aujourd'hui, en est un « populaire », disant qu'il n'existe aucun mécanisme de fermeture de l'accès à l'élite de toute façon, puisque seules les capacité et intelligence conditionnent naturellement cet accès.)

12° La seconde des deux tendances décrites au point 11., ci-dessus, finit toujours par l'emporter. C'est pourquoi aucune structure sociale n'est permanente, ni aucune utopie statique n'est possible. La lutte sociale, ou la « lutte des classes », ne connaît jamais de fin – c'est d'ailleurs elle qui fait l'Histoire.

(Les points de vue opposés voient la possibilité d'une stabilisation de la structure sociale. La lutte des classes, disent ceux-là, doit disparaître, et disparaîtra de toute façon, pour laisser place à une sorte de paradis sur terre qui sera une « société sans classes », parce qu'ils ne parviennent pas à accepter le fait que l'élimination de la lutte des classes équivaudrait à l'élimination de la circulation sanguine – qui, en effet, charrie bien des maladies –, ce qui entraînerait la mort de toute la structure.)

13° Des renouvellements complets et très rapides affectent périodiquement la composition et la structure des élites : ils sont le fait de révolutions.

(Les points de vue opposés : soit, nient la réalité des révolutions, soit considèrent qu'elles ne sont que de malheureux accidents qui auraient facilement pu être évités.)

On pourrait remarquer que ces principes sont plus proches des points de vue instinctifs des individus à l'« esprit pratique » – qui sont d'ailleurs d'actifs participants de la lutte sociale –, que de ceux des théoriciens, des réformistes et des philosophes. Ceci

est tout à fait naturel, parce que les principes ne sont que des généralisations de ce que les individus à l'esprit pratique font, et ont fait ; tandis que les théoriciens, très souvent, par comparaison, isolés de toute participation directe dans la lutte sociale, sont capables d'imaginer la société et ses lois exactement comme elles leur conviendraient.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA MACHINE GOUVERNEMENTALE.

Les hommes trouvent du plaisir à mettre en œuvre les sentiments qui les animent. On trouve la preuve de cette disposition spontanée dans le besoin qu'ils ont des rites et du culte extérieur pour maintenir leurs croyances, et entretenir en eux le sentiment religieux. Aucune religion ne pourrait se perpétuer sans cérémonies religieuses. La structure de toute société gouvernée par une élite ne peut être maintenue sans une représentation théâtrale du pouvoir. Les princes se font couronner rois dans de grandes cathédrales avec un faste inouï, les présidents multiplient les apparitions officielles et grandioses, les élections sont des fêtes basées sur des rituels très codifiés.

Le collectivisme oligarchique n'est pas exempt de ces représentations ; son élite ne peut exister et durer que tant qu'elle accepte de perpétuer le rituel de la République démocratique.

La vogue des mystères dans l'Europe du XIVe siècle est née du désir de se représenter au vif les scènes de la Passion, du besoin qu'avait la société de voir Dieu. Le collectivisme oligarchique de notre temps doit en montrer un ; on appellera celui-ci « président », « chancelier », « premier ministre » ou « secrétaire général », on entourera sa venue et toutes ses apparitions de fastes, les meilleurs écrivains du pays rédigeront ses discours, sa photographie sera exhibée partout, les plus crédules l'aduleront tel un dieu. Le Bon explique que « Dès qu'un certain nombre d'êtres vivants sont réunis, qu'il s'agisse d'un troupeau d'animaux ou d'une foule d'hommes, ils se placent d'instinct sous l'autorité d'un chef.

« Dans les foules humaines, le chef réel n'est souvent qu'un meneur, mais, comme tel, il joue un rôle considérable. Sa volonté est le noyau autour duquel se forment et s'identifient les opinions. Il constitue le premier élément d'organisation des foules hétérogènes et prépare leur organisation en sectes. En attendant,

il les dirige. La foule est un troupeau servile qui ne saurait jamais se passer de maître[102]. »

Pour être aimé, le leader doit être omniscient et infaillible. Dans les monarchies, qu'un roi ou un prince reconnaisse avoir commis une erreur, cela équivaudrait à ouvrir une porte à la remise en question de la justesse de ses décisions et jugements éclairés à venir. C'est pourquoi le leader doit être entouré d'un aréopage de ministres et de conseillers qui seront tenus pour responsables des erreurs qu'il pourra faire, puis remplacés par de nouveaux, et ainsi de suite. De même que le ministre saura trouver et congédier le secrétaire ou le conseiller qui l'aura « égaré » dans son jugement.

Le système de gouvernance du collectivisme oligarchique désigne secrètement qui sera le prochain leader ; et, pour s'assurer que les électeurs le choisissent, il favorise, tout aussi secrètement, les popularités auprès des masses de membres de l'élite moins capables que lui. L'élu et ses concurrents seront ainsi propulsés au-devant de la scène politique, afin que la masse des classes moyenne et inférieure ne voit qu'eux et personne d'autre, et soit naturellement amenée à devoir faire un choix. L'insatisfaction chronique des classes moyenne et inférieure place toujours celles-ci dans l'attente d'un « changement », puisque l'orthodoxie ne sert que le maintien de l'élite au pouvoir, et jamais leurs intérêts. Passé l'apaisement et l'euphorie de la population qui suit l'élection de son nouveau leader, s'ensuit une période d'attente de la concrétisation des améliorations promises ; dans le système de gouvernance collectiviste oligarchique, cette attente précède toujours la désillusion, puis le sentiment d'avoir été trompé. Mais c'est ce dernier sentiment, précisément, qui, lorsqu'une nouvelle période électorale arrivera, nourrira l'enthousiasme de la masse pour les discours du prochain leader que l'élite aura de nouveau choisi pour elle.

Dans l'absolu, on pourrait remarquer que le mécanisme des élections populaires, par rapport au système monarchique qui nomme un roi élu à vie, permet à l'élite de faire croire à la masse qu'un leader peut commettre des erreurs, et qu'elle peut avoir le dernier mot par le pouvoir de son droit de vote. En cela, le mécanisme de l'élection du leader par un référendum populaire est une soupape qui, si elle ne permet pas à elle seule de prévenir toute

---

102 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, chap. III., « Les Meneurs de foules », §1, 1895.

révolution intérieure, diffère grandement sa venue – puisqu'elle se produira de toute façon, si aucun autre dispositif n'est prévu.

Lorsqu'il vient d'être élu et dès qu'il exerce sa fonction, le leader du système de gouvernance collectivisme oligarchique demeure dépendant de l'énorme machine administrative au moment de prendre des décisions : il n'est qu'un pion d'un jeu politique devant exalter les passions, les espoirs et les croyances des masses. Car il doit s'en remettre aux informations et chiffres que lui fait parvenir une armée de fonctionnaires. Et de toute façon, il ne peut, seul, assimiler au jour le jour cette énorme quantité d'informations et de chiffres ; c'est pourquoi il doit déléguer la majeure partie de ses analyses et décisions. De plus, le rôle de chef d'État au XXe siècle consiste avant tout en de la représentation auprès des masses qu'il est censé diriger, et auprès d'autres membres de l'élite et des chefs d'État étrangers. Il a l'obligation de présider des cérémonies (de nominations, de commémorations, de funérailles, de remise de médailles, etc.), de constamment recevoir et rendre visite. Tant et si bien que, en vérité, il ignore tout ce qu'il passe dans le pays, et c'est pourquoi il n'a d'autre choix que d'accorder une confiance aveugle à ses ministres et conseillers qui, collectivement et implicitement, décident à sa place.

Mais, concernant ce dernier point, il faut différencier la prise de décision qui répond à un problème concret du temps présent, et celle qui doit anticiper le problème encore abstrait du futur. En d'autres termes, et au moment de remarquer que, en ce sens, un leader est donc censé prendre des décisions qui ne seront suivies d'effets concrets et observables que lorsqu'il aura été remplacé par un autre leader, se poserait pour l'ensemble de l'élite dirigeante la légitimité de cette action. C'est pourquoi, dans le système de gouvernance collectiviste oligarchique ayant l'apparence d'une démocratie avec un leader à sa tête, les décisions concernant le futur sont réellement débattues, en secret, par le Parti central, et virtuellement et collectivement décidées par lui. Et comme la plupart des problèmes à résoudre du temps présent ont été anticipés par le Parti central, parfois plusieurs années à l'avance et avant l'élection du leader actuel, et que ce dernier doit, de toute façon, s'en remettre à ses ministres et conseillers pour pouvoir prendre les décisions les plus adaptées, il ne prend lui-même, en réalité, aucune décision.

Comme dans toute République démocratique, le système constitutionnel des chambres pourra être appliqué : les lois, motions, décrets et taxes seront votés par un sénat qui pourra être composé

d'une chambre haute et d'une chambre basse. Peu importe qui nomme ces lords, pairs, sénateurs, députés ou représentants, car tous sont membres de l'élite, et tous – ou presque tous – doivent être orthodoxes et membres du Parti central secret, et se conformer aux règles, principes et croyances de celui-ci. Les doctrines politiques que peuvent revendiquer tous ces législateurs ne seront, lorsque l'on y regardera de plus près, que des variantes et des aménagements du noyau de l'orthodoxie à laquelle on pourra enfin donner le nom, pour cette circonstance, de « conservatisme », de « tradition » ou de « valeurs républicaines fondatrices ». Et d'ailleurs, toutes les assemblées des législateurs devront se dérouler dans un bâtiment à l'architecture grandiose, orné de tous les symboles dont l'adoration a conditionné leur appartenance à l'élite, et qui sont là pour le leur rappeler. Les disputes entre les législateurs des différentes tendances doivent exister pour faire naître le débat, mais elles ne portent, dans les faits, que sur des détails de la forme de l'inamovible orthodoxie.

De toute façon, ainsi que cela a été expliqué dans un précédent chapitre, lorsque parlant du référendum populaire, les votes des lois, décrets et taxes sont dictés par l'Histoire et par les impératifs du temps présent et du futur immédiat, et non par la volonté d'un membre de l'élite ou par les aspirations d'une majorité de la société.

Ainsi que cela a été entendu plus haut, les immenses richesse et diversité des problèmes quotidiens que doit résoudre un gouvernement impliquent l'existence d'administrations spécialisées employant les meilleurs experts du pays. Tous ces experts, ou presque tous, appartiennent à la classe moyenne, et sont regroupés dans des ministères représentant chacun une spécialité des affaires courantes communes à tout État. Ces spécialités peuvent encore être séparées en sous classes de spécialités qui, chacune, peut être prise en charge par des sous-ministères, départements, bureaux, etc. Les spécialités des affaires politiques, et le degré d'importance qui pourra être accordée à chacune d'elles dépendent en partie, par exemple, de si le pays se trouve en situation de guerre contre un autre ou pas, de si l'élite craint l'imminence d'une révolution ou pas, de la forme de l'économie du pays, etc.

Si le pays est en guerre, les spécialités des affaires politiques les plus importantes seront : la guerre, l'économie et l'industrie, la sûreté intérieure, et l'information. Et ces spécialités devront chacune être administrées par un ministère spécialisé.

Mais, si le pays n'est pas en guerre, ces quatre spécialités conserveront la même importance de toute façon ; la différence

portera sur l'ajout de quelques autres spécialités à cette liste, et sur le nombre de spécialistes et fonctionnaires d'administration que chacun emploie.

Naturellement, la direction de chacun de ces ministères doit être assurée par un membre de l'élite. Mais, comme ces hauts cadres d'administrations ne peuvent tout contrôler au jour le jour, eux non plus, et qu'il serait imprudent de les laisser seuls prendre des décisions, même à ce niveau inférieur de responsabilité – par rapport à celui de chef d'État –, de nombreux membres du Parti central doivent occuper la plupart des postes de cadres de tous les ministères, et y assurer, en sus de leurs obligations courantes et ordinaires, une tâche extraordinaire, discrète et non officielle, de surveillance générale et de surveillance de l'orthodoxie de tous les fonctionnaires subalternes. Les informations tirées de cette surveillance discrète des affaires de l'État ne doivent pas être rapportées aux chefs de ministères, mais aux bureaux spécialisés et secrets de la police.

Le fonctionnement en réseau du Parti central permet des échanges d'informations et d'influences permanents très rapides entre les spécialités corporatives, garants de la sûreté et de l'efficacité du pouvoir oligarchique dans son ensemble, et du maintien de la structure sociale. Car cette efficacité, ainsi que nous l'avons vu dans le précédent chapitre, est elle-même garantie par les hauts niveaux d'orthodoxie et d'implication personnelle attendus de chaque membre du Parti central. C'est ainsi que la prévention de la dégénérescence de l'orthodoxie, de la sédition, de l'espionnage et du sabotage dans la machine gouvernementale peut être efficace.

La force d'un pays réside dans l'ignorance de sa population ; que celle-ci en vienne à connaître la vérité en toutes choses, et il disparaîtra.

INFORMATION

QUI CONTRÔLE LE PRÉSENT CONTRÔLE LE PASSÉ.
QUI CONTRÔLE LE PASSÉ CONTRÔLE LE FUTUR.

I. L'OPINION.

QU'EST-CE QUE L'OPINION PUBLIQUE.

Métaphoriquement, l'opinion publique est une automobile qui permet d'amener une famille – c'est-à-dire la société – d'un point *a* à un point *b*. Si le chef de famille qui la conduit est saoul ou qu'il néglige sa mécanique, ses chances d'arriver au point *b* avec toute sa famille diminuent considérablement. Il peut aussi se faire voler son automobile par quelqu'un qui la convoite, et qui convoite tout ce qui se trouve à bord, s'il la laisse trop longtemps sans surveillance. Durant son trajet, il doit remettre régulièrement de l'essence dans son réservoir, vérifier l'huile et l'eau du moteur, et avoir prévu l'éventualité d'au moins une crevaison ; et il ne doit pas non plus négliger les besoins élémentaires de toute la famille durant un long trajet : eau, nourriture, etc., et plus encore s'il y a de jeunes enfants, une personne faible et âgée, à bord. C'est-à-dire que l'élite dirigeante ne peut jamais abandonner l'opinion publique à elle-même.

Edward Bernays, l'un des fondateurs et des maîtres de la propagande moderne – qu'il appelle « relations publiques » –, neveu de Freud et promoteur de sa pensée, suiveur des travaux de Le Bon et de Trotter, dit que « opinion publique est un terme décrivant un groupe de jugements individuels instable et aussi fuyant que le mercure. L'opinion publique est le résultat d'un agrégat des opinions individuelles, tantôt uniforme, tantôt en conflit, des hommes et des femmes qui forment la société, ou n'importe quel groupe à l'intérieur de cette société. Celui qui veut comprendre l'opinion publique doit d'abord comprendre comment fonctionne l'esprit de l'individu, unité cellulaire du groupe.

« L'équipement intellectuel de l'individu moyen consiste en une masse de jugements à propos de la plupart des sujets qui touchent son quotidien mental et physique. Ces jugements sont les outils de son quotidien, mais ils demeurent des jugements qui ne sont pas établis sur des bases de recherches et de déductions logiques. Les jugements de l'homme commun sont fondés sur des expressions dogmatiques qui ont été acceptées parce qu'elles lui viennent de ses parents, de ses instituteurs, de son église, de son milieu social et économique et autres *leaders*.

« Le conseiller en "relations publiques" [entendez *propagande*, parce que Bernays n'aime pas prononcer ce mot] doit

comprendre les implications sociales des pensées et des actions d'un individu. Est-ce purement par accident qu'un homme appartient à une église plutôt qu'à une autre, et qu'il appartient à une église ? Est-ce par accident que les femmes de Boston préfèrent les œufs dont la coquille est brune, et celles de New York les blanches ? Quels sont les facteurs qui pousseront un homme à changer de parti politique, ou à changer son alimentation ?

« Pourquoi certaines communautés résistent à la loi sur la prohibition [de l'alcool] – pourquoi d'autres la respectent ? Pourquoi est-il si difficile de lancer un nouveau parti politique – ou de combattre le cancer ? Pourquoi est-il si difficile de se battre pour l'éducation sexuelle ? Pourquoi le commerçant libre dénonce-t-il le protectionnisme économique, et *vice versa* ?

« Si nous devions former notre propre jugement à propos de chaque sujet, nous devrions apprendre bien des choses par nous-mêmes, que nous tiendrions ensuite pour acquises. Nous en serions encore à manger des aliments crus, et nous n'habiterions pas dans une maison – en fait, nous devrions mener une vie de primitif.

« Le conseiller en *relations publiques* doit tenir compte du fait que les gens qui connaissent pourtant peu de choses d'un sujet construisent presque toujours des jugements définitifs à son propos[103]. »

À partir de là, Bernays cite un passage du point de vue de Trotter, que nous avons présenté[104], avant de poursuivre plus avant.

« Le lecteur tiendra de sa propre expérience un nombre presque infini d'occasions durant lesquelles l'amateur a été pleinement préparé à livrer l'avis d'un expert, et à offrir un jugement tranché à propos d'un sujet dont tout le monde, excepté lui, admet qu'il en ignore à peu près tout.

« Durant le Moyen âge, la société était convaincue de l'existence de sorcières. Les gens en étaient si persuadés qu'ils brûlaient ceux qu'ils suspectaient de sorcellerie. Jusqu'à ce jour, on trouve un nombre égal de gens qui croient, avec la même fermeté et d'une manière ou d'une autre, aux esprits et au spiritisme. Ceux-là ne brûlent pas les médiums pour autant. Mais les gens qui n'ont fait aucune recherche à propos de ce sujet en débattent pourtant avec une surprenante passion, et s'élèvent

---

103 EDWARD BERNAYS, *Crystallizing Public Opinion*, Ière Partie, c. i. "What constitutes public opinion", 1923.
104 Voir l'article « L'Évaluation psychologique », Ière Partie, c. ii. « Stade d'évolution de la société ».

contre le fait de déranger les morts. D'autre, pas mieux informés, considèrent que les médiums sont des personnes divinement inspirées. Il n'y pas si longtemps, les gens intelligents savaient que la Terre était plate. Jusqu'à nos jours, l'homme ordinaire est convaincu de l'existence d'une force mystérieuse dont il a seulement entendu dire qu'elle se nomme "énergie atomique", et rien de plus.

« Nous pouvons tenir pour un axiome le fait que les ignorants se montrent souvent intolérants à l'égard d'un point de vue contraire au leur. L'agressivité qui a été exprimée à propos de la chose publique est proverbiale. Les humanistes se sont engagés dans bien des querelles à propos du pacifisme et du militarisme ; et lorsqu'un argument concernant un sujet abstrait oppose des parties, celles-là s'en écartent facilement pour duper l'une ou l'autre.

« Nous découvrons combien tout ceci est vrai en consultant les comptes rendus d'assemblées du Congrès, et en y trouvant les controverses durant lesquelles les attaques personnelles l'ont emporté sur la logique. Durant une récente opposition contre une proposition de mesures tarifaires, un opposant défenseur du protectionnisme a publié une longue critique dans laquelle il tentait de confondre le caractère et le désintérêt de ses adversaires. Logiquement, son discours aurait dû être basé seulement sur les valeurs économiques, sociales et politiques de la proposition, telle qu'elle était présentée.

« Une centaine de puissants banquiers américains, d'hommes d'affaires, de professionnels divers et d'économistes se sont unis pour désapprouver ce plan. Ils ont déclaré que l'*"American Valuation Plan"*, ainsi qu'il a été nommé, mettrait en danger la prospérité du pays, qu'il sera préjudiciable aux relations diplomatiques, et qu'il causerait du tort au bien commun de chaque pays avec lesquels nos relations commerciales et industrielles sont étroites. L'opinion de ce groupe était largement suivie, mais le secrétaire du *Ways and Means Commitee* les a tous accusés d'agir au nom d'intérêts personnels et économiques, et de manquer de patriotisme. Les préjugés l'ont ici emporté sur la logique.

« L'intolérance est presque inévitablement accompagnée d'une incapacité authentique et naturelle à écouter, à comprendre et à admettre les points de vue opposés. Le scientifique compétent, qui peut se montrer réceptif à toute suggestion prometteuse concernant sa propre spécialité, peut aussi, à l'extérieur de son champ de compétences, être surpris à refuser d'entendre un point de vue opposé au sien. En politique, par exemple, sa compréhen-

sion d'un problème peut être fragmentaire ; cependant, il s'immiscera avec passion dans une discussion à propos d'une subvention devant être accordée ou pas aux marins-pêcheurs, un sujet dont il ignore tout. Nous trouvons ici, avec une remarquable uniformité, ce qu'un psychologue a nommé *"logic-proof compartments"* ("*probatio diabolica*")[105].

« La *probatio diabolica* a toujours été en nous. Des scientifiques se sont épuisés jusqu'à la mort pour avoir refusé d'admettre les failles de leurs théories. Des mères pourtant intelligentes donnent à leurs enfants une nourriture qu'elles déconseillent vivement à d'autres de donner aux leurs. Un exemple particulièrement significatif de ce comportement est la tendance des races à conserver leurs croyances religieuses longtemps après qu'ils ont perdu leur sens. Des principes de diététique, d'hygiène, et même ceux basés sur des considérations géographiques qui ont changé depuis plus d'un millénaire, sont toujours prisonniers de la *probatio diabolica* ; nous pouvons les assimiler à des dogmes[106]. »

À cet autre point de son explication, une fois encore, Edward Bernays cite, pour supporter son argumentation, la suite de l'extrait tiré de *The Instincts of the Herd in Peace and War*, par Trotter, que nous avons largement présenté dans la précédente partie. Si Trotter, dans cette suite, utilise clairement des concepts élaborés par Kant dans sa *Critique de la raison pure*, et qu'il a développés dans *Prolégomènes à toute métaphysique future*, les commentaires qu'en fait Bernays suggèrent qu'il ne l'a pas remarqué. Pour des raisons essentiellement culturelles et géographiques, Bernays a plus probablement étudié la philosophie des sciences dans le contexte d'une éducation chrétienne protestante, que depuis le point de vue de Kant, et de l'épistémologie telle qu'elle a été définie par Zeller (*« erkenntnistheorie »*, *théorie de la connaissance*)[107], et il semble exclusivement tirer son ensei-

---

105 Ce psychologue est, en fait, le scientifique-inventeur, philosophe et théologien suédois Emanuel Swendenborg (1688-1772). La *probatio diabolica*, ou « preuve du diable », est un équivalent de la présomption d'innocence, c'est-à-dire, lorsque le « fardeau de la preuve » implique une preuve qui ne peut être fournie en raison de sa nature. En théologie, aucune preuve matérielle ne peut démontrer l'existence du diable ; mais, la *probatio diabolica* permet d'affirmer que le diable existe, puisqu'aucune preuve qu'il n'existe pas ne peut être apportée. (*N. D. E.*).

106 EDWARD BERNAYS, *Ibid.*

107 Cependant, bien que Barneys n'utilise pas le mot *épistémologie* ni n'emprunte le jargon de cette discipline de manière reconnaissable dans ses écrits, précisons que son origine est anglaise (« *epistemology* »), construite en 1856 par James Frederick Ferrier pour traduire l'allemand *« wissenschaftslehre »* (« problématique de Fichte »), même si la proposition ici avancée par Goldstein est également acceptée, encore au-

gnement de Trotter, et de Freud, son oncle, concernant ce sujet en particulier.

« Ainsi, le conseiller en relations publiques doit prendre en considération le jugement *a priori* de tous les publics auxquels il peut être amené à s'adresser, avant d'entreprendre toute démarche visant à modifier ces choses en lesquelles le public à une foi établie.

« Il est rarement payant de faire appel à des noms, ou de tenter de discréditer la croyance elle-même. Le conseiller en relations publiques, après examen des sources supportant les anciennes croyances établies, doit : soit discréditer les vieilles autorités, soit en créer de nouvelles en établissant une opinion des masses recevable dirigée contre les anciennes croyances établies, ou en faveur des nouvelles[108].

L'OPINION ET SON CONTRÔLE.

Gustave Le Bon a fort bien posé les bases de toute réflexion sur la fabrication de l'opinion (des masses). « En étudiant l'imagination des foules, nous avons vu qu'elle est impressionnée surtout par des images. Ces images, on n'en dispose pas toujours, mais il est possible de les évoquer par l'emploi judicieux des mots et des formules. Maniés avec art, ils possèdent vraiment la puissance mystérieuse que leur attribuaient jadis les adeptes de la magie. Ils font naître dans l'âme des foules les plus formidables tempêtes, et savent aussi les calmer. On élèverait une pyramide beaucoup plus haute que celle du vieux Khéops avec les seuls ossements des hommes victimes de la puissance des mots et des formules.

« La puissance des mots est liée aux images qu'ils évoquent et qui sont tout à fait indépendante de leur signification réelle. Ce sont parfois ceux dont le sens est le plus mal défini qui possèdent le plus d'action. Tels, par exemple, les termes : *démocratie*, *socialisme*, *égalité*, *liberté*, etc., dont le sens est si vague que de gros volumes ne suffisent pas à le préciser[109] […].

« La raison et les arguments ne sauraient lutter contre certains mots et certaines formules. On les prononce avec recueillement devant les foules ; et, dès qu'ils ont été prononcés, les visages deviennent respectueux et les fronts s'inclinent. Beaucoup les

---

jourd'hui (N. d. E.).

108 *Ibid.*

109 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, Livre II., c. ii. « Facteurs immédiats des opinions des foules », §1. « Les images, les mots et les formules », 1895.

considèrent comme des forces de la nature, des puissances surnaturelles. Ils évoquent dans les âmes des images grandioses et vagues, mais le vague même qui les estompe augmente leur mystérieuse puissance. On peut les comparer à ces divinités redoutables cachées derrière le tabernacle et dont le dévot ne s'approche qu'en tremblant.

« Les images évoquées par les mots étant indépendantes de leur sens, [elles] varient d'âge en âge, de peuple à peuple, sous l'identité des formules. À certains mots s'attachent transitoirement certaines images : le mot n'est que le bouton d'appel qui les fait apparaître.

« Tous les mots et toutes les formules ne possèdent pas la puissance d'évoquer des images ; et il en est qui, après en avoir évoqué, s'usent et ne réveillent plus rien dans l'esprit. Ils deviennent alors de vains sons, dont l'utilité principale est de dispenser celui qui les emploie de l'obligation de penser. Avec un petit stock de formules et de lieux communs appris dans la jeunesse, nous possédons tout ce qu'il faut pour traverser la vie sans la fatigante nécessité d'avoir à réfléchir sur quoi que ce soit[110] […].

« Avec tous ses progrès, la philosophie n'a pu encore offrir aux foules aucun idéal qui les puisse charmer ; mais, comme il leur faut des illusions à tout prix, elles se dirigent d'instinct, comme l'insecte allant à la lumière, vers les rhéteurs qui leur en présentent. Le grand facteur de l'évolution des peuples n'a jamais été la vérité, mais bien l'erreur[111] […].

« Les foules n'ont jamais eu soif de vérités. Devant les évidences qui leur déplaisent, elles se détournent, préférant déifier l'erreur si l'erreur les séduit. Qui sait les illusionner est aisément leur maître ; qui tente de les désillusionner est toujours leur victime[112] […]. »

Dans un article suivant celui-ci (§3), Le Bon parle du rôle de *l'expérience* (historique) comme facteur de modification de l'opinion des masses, mais ce qu'il explique, et les échelles de temps qu'il suggère, nous ramènent à peu près à ce que nous avons plus amplement expliqué au chapitre II. de cette partie, consacré au *Stade d'évolution de la société*, et, en même temps, nous éloigne du sujet du contrôle de l'opinion à court terme.

« Dans l'énumération des facteurs capables d'impressionner l'âme des foules, on pourrait se dispenser entièrement de men-

---

110 *Ibid.*
111 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, Livre II., c. ii. « Facteurs immédiats des opinions des foules », §2 « Les illusions », 1895.
112 *Ibid.*

tionner la raison, s'il n'était nécessaire d'indiquer la valeur négative de son influence.

« Nous avons déjà montré que les foules ne sont pas influençables par des raisonnements, et ne comprennent que de grossières associations d'idées. Aussi est-ce à leurs sentiments et jamais à leur raison que font appel les orateurs qui savent les impressionner. Les lois de la logique n'ont aucune action sur elles. Pour convaincre les foules, il faut d'abord se rendre bien compte des sentiments dont elles sont animées, feindre de les partager, puis tenter de les modifier, en provoquant, au moyen d'associations rudimentaires, certaines images bien suggestives ; savoir revenir au besoin sur ses pas, deviner surtout à chaque instant les sentiments qu'on fait naître. Cette nécessité de varier sans cesse son langage suivant l'effet produit à l'instant où l'on parle frappe d'avance d'impuissance tout discours étudié et préparé : l'orateur y suit sa pensée et non celle de ses auditeurs, et, par ce seul fait, son influence devient parfaitement nulle.

« Les esprits logiques, habitués à être convaincus par des chaînes de raisonnements un peu serrées, ne peuvent s'empêcher d'avoir recours à ce mode de persuasion quand ils s'adressent aux foules, et le manque d'effet de leurs arguments les surprend toujours. Les conséquences mathématiques usuelles fondées sur le syllogisme, c'est-à-dire sur des associations d'identités, écrit un logicien, sont nécessaires... La nécessité forcerait l'assentiment même d'une masse inorganique, si celle-ci était capable de suivre des associations d'identités. Sans doute ; mais la foule n'est pas plus capable que la masse inorganique de les suivre, ni même de les entendre. Qu'on essaie de convaincre par un raisonnement des esprits primitifs, des sauvages ou des enfants, par exemple, et l'on se rendra compte de la faible valeur que possède ce mode d'argumentation[113] […].

« Ce n'est pas avec la raison et c'est le plus souvent malgré elle, que sont créés en nous des sentiments tels que l'honneur, l'abnégation, la foi religieuse, l'amour de la gloire et de la patrie, qui ont été jusqu'ici les grands ressorts de toutes les civilisations[114]. »

Lorsque l'élite dirigeante cherche à influencer l'opinion, elle doit, avant de faire quoi que ce soit : bien évaluer les possibles conséquences associées – et peut-être indésirables – au change-

---

113 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, Livre II., c. ii. « Facteurs immédiats des opinions des foules », §4 « La raison », 1895.
114 *Ibid*.

ment de l'opinion ; déterminer avec la plus grande exactitude à quelles catégories (sociales, professionnelle, etc.) de la masse elle souhaite s'adresser en particulier, afin de déterminer le moyen le plus efficace et le plus simple d'y parvenir ; trouver la *forme de l'intention* qui doit permettre de faire se concrétiser *la véritable intention*.

« Quelles que soient les idées suggérées aux foules, elles ne peuvent devenir dominantes qu'à la condition de revêtir une forme très absolue, et très simple[115] [...].

« Les idées n'étant accessibles aux foules qu'après avoir revêtu une forme très simple, doivent, pour devenir populaires, subir souvent les plus complètes transformations. C'est surtout quand il s'agit d'idées philosophiques ou scientifiques un peu élevées, qu'on peut constater la profondeur des modifications qui leur sont nécessaires pour descendre de couche en couche jusqu'au niveau des foules[116] [...].

« On ne peut dire d'une façon tout à fait absolue que les foules ne raisonnent pas et ne sont pas influençables par des raisonnements. Mais les arguments qu'elles emploient et ceux qui peuvent agir sur elles sont, au point de vue logique, d'un ordre tellement inférieur que c'est seulement par voie d'analogie qu'on peut les qualifier de raisonnements.

« Les raisonnements inférieurs des foules sont, comme les raisonnements élevés, basés sur des associations ; mais les idées associées par les foules n'ont entre elles que des liens apparents d'analogie ou de succession[117] [...].

« Association de choses dissemblables n'ayant entre elles que des rapports apparents, et généralisation immédiate de cas particuliers ; telles sont les caractéristiques des raisonnements des foules. Ce sont des raisonnements de cet ordre que leur présentent toujours ceux qui savent les manier ; ce sont les seuls qui peuvent les influencer. Une chaîne de raisonnements logiques est totalement incompréhensible aux foules, et c'est pourquoi il est permis de dire qu'elles ne raisonnent pas ou raisonnent faux, et ne sont pas influençables par un raisonnement[118] [...].

« Tout ce qui frappe l'imagination des foules se présente sous forme d'une image saisissante et bien nette, dégagée de toute

---

115 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, Livre I., c. iii. « Idées, raisonnements, et imagination des foules », §1 « Les idées des foules », 1895.
116 *Ibid.*
117 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, Livre I., c. iii. « Idées, raisonnements, et imagination des foules », §2 « Les raisonnements des foules », 1895.
118 *Ibid.*

interprétation accessoire, ou n'ayant d'autre accompagnement que quelques faits merveilleux ou mystérieux : une grande victoire, un grand miracle, un grand crime, un grand espoir. Il faut présenter les choses en bloc, et ne jamais en indiquer la genèse. Cent petits crimes ou cent petits accidents ne frapperont pas du tout l'imagination des foules ; tandis qu'un seul grand crime, un seul grand accident les frapperont profondément, même avec des résultats infiniment moins meurtriers que les cent petits accidents réunis. L'épidémie d'influenza qui, il y a peu d'années, fit périr, à Paris seulement, 5000 personnes en quelques semaines, frappa très peu l'imagination populaire. Cette véritable hécatombe ne se traduisait pas, en effet, par quelque image visible, mais seulement par les indications hebdomadaires de la statistique. Un accident qui, au lieu de ces 5000 personnes, en eût seulement fait périr 500, mais le même jour, sur une place publique, par un accident bien visible, la chute de la tour Eiffel, par exemple, eût au contraire produit sur l'imagination une impression immense. La perte probable d'un transatlantique qu'on supposait, faute de nouvelles, coulé en pleine mer, frappa profondément pendant huit jours l'imagination des foules. Or les statistiques officielles montrent que dans la même année, un millier de grands bâtiments se sont perdus. Mais, de ces pertes successives bien autrement importantes comme destruction de vies et de marchandises qu'eût pu l'être celle du transatlantique eu question, les foules ne se sont pas préoccupées un seul instant[119] […]. »

On pourrait dire, au moment d'analyser le message qui frappe les masses et son orateur, qu'ils empruntent au style du théâtre lyrique, ou à celui du ténor du barreau en train de plaider la défense de son client. Le Bon dit que toutes les convictions des foules revêtent des formes religieuses, même lorsque le mythe ou la doctrine politique sont athéistes.

« Quand on examine de près les convictions des foules, aussi bien aux époques de foi que dans les grands soulèvements politiques, tels que ceux du dernier siècle, on constate, que ces convictions revêtent toujours une forme spéciale, que je ne puis pas mieux déterminer qu'en lui donnant le nom de *sentiment religieux*.

« Ce sentiment a des caractéristiques très simples : adoration d'un être supposé supérieur, crainte de la puissance magique qu'on lui suppose, soumission aveugle à ses commandements,

119 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, Livre I., c. iii. « Idées, raisonnements, et imagination des foules », §3 « L'imagination des foules », 1895.

impossibilité de discuter ses dogmes, désir de les répandre, tendance à considérer comme ennemis tous ceux qui ne les admettent pas. Qu'un tel sentiment s'applique à un Dieu invisible, à une idole de pierre ou de bois, à un héros ou à une idée politique, du moment qu'il présente les caractéristiques précédentes il reste toujours d'essence religieuse[120] […].

« Les convictions des foules revêtent ces caractères de soumission aveugle, d'intolérance farouche, de besoin de propagande violente qui sont inhérents au sentiment religieux ; et c'est pourquoi on peut dire que toutes leurs croyances ont une forme religieuse. Le héros que la foule acclame est véritablement un dieu pour elle. Napoléon le fut pendant quinze ans, et jamais divinité n'eut de plus parfaits adorateurs. Aucune n'envoya plus facilement les hommes à la mort[121] […] ». Et, aujourd'hui, nous pourrions ajouter Staline et Hitler.

« Les croyances et les opinions des foules forment […] deux classes bien distinctes. D'une part, les grandes croyances permanentes, qui durent plusieurs siècles et sur lesquelles une civilisation entière repose, telles, par exemple, autrefois, la conception féodale, les idées chrétiennes, celles de la Réforme ; tels de nos jours, le principe des nationalités, les idées démocratiques et sociales. D'autre part, les opinions momentanées et changeantes, dérivées le plus souvent des conceptions générales, que chaque âge voit naître et mourir : telles sont les théories qui guident les arts et la littérature à certains moments, celles, par exemple, qui ont produit le romantisme, le naturalisme, le mysticisme, etc. Elles sont aussi superficielles, le plus souvent, que la mode, et changent comme elle. Ce sont les petites vagues qui naissent et s'évanouissent sans cesse à la surface d'un lac aux eaux profondes[122] […].

« Il est très facile d'établir une opinion passagère dans l'âme des foules, mais il est très difficile d'y établir une croyance durable. Il est également fort difficile de détruire cette dernière lorsqu'elle a été établie. Ce n'est, le plus souvent, qu'au prix de révolutions violentes qu'on peut la changer. Les révolutions n'ont même ce pouvoir que lorsque la croyance a perdu presque entièrement son empire sur les âmes. Les révolutions servent alors à balayer finalement ce qui était à peu près abandonné déjà,

---

120 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, Livre I., chap. III. « Formes religieuses que revêtent toutes les convictions des foules », 1895.
121 *Ibid.*
122 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, Livre II., chap. IV. « Limites de variabilité des croyances et opinions des foules », §1 « Les croyances fixes », 1895.

mais ce que le joug de la coutume empêchait d'abandonner entièrement. Les révolutions qui commencent sont en réalité des croyances qui finissent. Le jour précis où une grande croyance est marquée pour mourir est facile à reconnaître ; c'est celui où sa valeur commence à être discutée. Toute croyance générale n'étant guère qu'une fiction ne saurait subsister qu'à la condition de n'être pas soumise à l'examen[123] […]. »

Il est tentant, à cet instant, de recourir à l'évaluation des tendances culturelles de Sorokin, telles qu'il les expose dans *Social and Cultural Dynamics* (4 vol., 1937-1941) pour en faire un tableau qui complètera fort bien les explications de Le Bon.

Courant spirituel	*Courant spirituel et matérialiste*	*Courant matérialiste*	*Courant matérialiste sevré*
Transcendental	Style mixte	Matérialiste	Détaché
Suprasensible	Héroïque	Naturaliste	Protestataire
Religieux	Noble	Réaliste	Révolté
Symbolique	Élévation	Visuel	Dépassé
Allegorique	Sublimation	Illusioniste	Extrême
Statique	Patriotique	Au jour le jour	Quête de sensations
Vénération	Moraliste	Amusant	Émoustillant
Anonyme	Embellissement	Intéressant	Dépravé
Traditionnel	Flatteur	Érotique	Maniaque
Immanence	Éducatif	Satyrique	Provocateur
		Novateur	Exhibitioniste
		Ecléctique	Déprécié
		Syncrétique	Vulgaire
		À la mode	Laid

Ici, Sorokin divise les tendances de la société en classes qu'il nomme « courant spirituel » (*"ideational art"*), « courant spirituel et matérialiste » (*"idealistic or integrated art"*), « courant matérialiste » (*"sensate art"*), et « courant matérialiste sevré » (*"late sensate art"*). Selon lui, la période historique s'arrêtant au Ve siècle avant J.-C. fut marquée par un *courant spirituel*. Les Ve et IVe siècles avant J.-C. furent marqués par un *courant spirituel et matérialiste*. La période comprise entre le IIIe et le Ier siècle avant J.-C. fut marquée par un *courant matérialiste* (essor de l'Empire romain). La période comprise entre le Ier et le IVe siècle après J.-C. (chute de l'Empire romain) fut une étape de transition d'un courant vers un autre. La période comprise entre le Ve et le XIIe siècle (période de barbarie) fut marquée par un *courant spirituel*. La période comprise entre le XIIIe et le XIVe siècle (Renaissance) fut marquée par un *courant spirituel et matérialiste* (intégration des valeurs des anciens Grecs et des Romains). Enfin, la période comprise entre le XVe siècle et le nôtre a été, et est toujours, marquée par un *courant matérialiste*. Le début de la « période matérialiste » que nous traversons a été marqué par l'invention de la presse à imprimer par Gutenberg. Mais les

123 *Ibid.*

innombrables découvertes scientifiques qui ont marqué cette courte période comprise entre le siècle dernier et le nôtre sont probablement en train de nous préparer à une entrée dans une période de transition, ou une période « matérialiste sevrée »[124] qui, en théorie, doit mener notre civilisation vers une longue période de chaos.

C'est pourquoi le maintien de la croyance des masses exige un contrôle étroit de l'information (éducation, presse, culture). Car, à cet égard, le système d'évaluation de Sorokin attire tout spécialement notre attention sur les bouleversements qu'à entraîné l'apparition de la presse à imprimer, et, plus exactement pour ce qui nous concerne ici, la perte soudaine du contrôle de l'information par l'Église et par les élites d'à peu près tous les pays occidentaux du XVe siècle.

« Mais alors même qu'une croyance est fortement ébranlée », nous dit Le Bon, « les institutions qui en dérivent conservent leur puissance et ne s'effacent que lentement […]. Il y a de grandes difficultés à établir une croyance générale, mais, quand elle est définitivement établie, sa puissance est pour longtemps invincible ; et, quelle que soit sa fausseté philosophique, elle s'impose aux plus lumineux esprits […]. Dès qu'un dogme nouveau est implanté dans l'âme des foules, il devient l'inspirateur de ses institutions, de ses arts et de sa conduite. L'empire qu'il exerce alors sur les âmes est absolu. Les hommes d'action ne songent qu'à le réaliser, les législateurs ne font que l'appliquer, les philosophes, les artistes, les littérateurs ne sont préoccupés que de le traduire sous des formes diverses […]. Et c'est ainsi que, grâce aux croyances générales, les hommes de chaque âge sont entourés d'un réseau de traditions, d'opinions et de coutumes, duquel ils ne sauraient se soustraire et qui les rendent toujours très semblables les uns aux autres. Ce qui mène surtout les hommes, ce sont les croyances et les coutumes dérivées de ces croyances. Elles règlent les moindres actes de notre existence, et l'esprit le plus indépendant ne songe pas à s'y soustraire. Il n'y a de véritable tyrannie que celle qui s'exerce inconsciemment sur les âmes, parce que c'est la seule qui ne se puisse combattre […].

« L'absurdité philosophique que présentent souvent les croyances générales n'a jamais été un obstacle à leur triomphe. Ce triomphe ne semble même possible qu'à la condition qu'elles

---

124 Nous n'intégrons pas à cet aparté les « systèmes de vérité » ("Systems of Truth") de Sorokin, tels qu'il les expose dans le Ier volume de *Social and Cultural Dynamics*, parce que, en dépit de son grand intérêt, il nous semble plutôt relever d'une intuition de son auteur plutôt qu'une déduction soutenue par des arguments éprouvés.

renferment quelque mystérieuse absurdité. Ce n'est donc pas l'évidente faiblesse des croyances socialistes actuelles qui les empêchera de triompher dans l'âme des foules. Leur véritable infériorité par rapport à toutes les croyances religieuses tient uniquement à ceci : l'idéal de bonheur que promettaient ces dernières ne devant être réalisé que dans une vie future, personne ne pouvait contester cette réalisation[125] […]. »

La doctrine collectiviste devant être imposée aux classes moyenne et inférieure est, en effet, un excellent substitut de la religion et de ses mythes et cultes. Et encore, en y regardant de plus près, on constate que bien des religions suggèrent à la masse l'ascétisme et le renoncement à la consommation. Tel est le cas du bouddhisme, dont le mythe rapporte l'histoire d'un prince riche et puissant, Siddhārtha, qui, par une nuit, abandonne à son serviteur son manteau, ses bijoux et son cheval, puis endosse la tenue d'un pauvre chasseur. Il entreprend alors une vie d'ascèse, et se consacre à des pratiques méditatives austères. Bien sûr, il réalise que ces pratiques ne l'ont pas mené à une plus grande compréhension de la vie, et, affamé, il finit par accepter un bol de riz au lait des mains d'une jeune fille, mettant ainsi fin à ses nouveaux principes. Il change d'avis, et préconise « la voie moyenne », qui consiste à nier autant les privations que les abus. Mais Siddhārtha, devenu Bouddha, avait ainsi déçu les cinq disciples qui le suivaient ; ceux-là prirent même ce changement pour une trahison, et l'abandonnèrent aussitôt. Étrangement, pourrait-on dire, les privations les séduisaient plus que le bien-être. Et c'est plus volontiers cette première partie ascétique du parcours initiatique de Bouddha qui inspire bien des bouddhistes, encore aujourd'hui – nous pourrions faire la même remarque en prenant pour autre exemple la vie de Saint Antoine, ou encore celui des Jésuites et du fondateur de cet ordre, Inigo Lopez de Recalde de Loyola.

Dans le catholicisme, en effet, c'est l'image du Christ en train de souffrir le martyre sur une croix de bois, plutôt que celle du Christ au mont des Oliviers, quand il a demandé à son père de lui éviter de boire son calice jusqu'à la lie, qui est choisie et qui fait l'objet d'un culte motivant toutes sortes de privations et de frustrations. Semblant avoir été inspiré par Bouddha, Saint Mathieu dit dans son évangile : « Ne vous amassez point de trésors sur la terre, où la mite et le ver consument, où les voleurs

125 *Ibid.*

percent et cambriolent[126] ». Puis encore, un peu plus loin, « Jésus lui dit: Si tu veux être parfait, va, vends ce que tu possèdes, donne-le aux pauvres, et tu auras un trésor dans le ciel. Puis viens, et suis-moi[127] ».

« Nous avons remarqué déjà que les changements qui surviennent dans ces opinions sont parfois beaucoup plus superficiels que réels, et que toujours ils portent l'empreinte des qualités de la race. Considérant par exemple les institutions politiques du pays où nous vivons, nous avons fait voir que les partis en apparence les plus contraires : monarchistes, radicaux, impérialistes, socialistes, etc., ont un idéal absolument identique, et que cet idéal tient uniquement à la structure mentale de notre race, puisque, sous des noms analogues, on retrouve dans d'autres races un idéal tout à fait contraire. Ce n'est pas le nom donné aux opinions, ni des adaptations trompeuses qui changent le fond des choses […]. Le rôle du philosophe [qui rédige la doctrine pour l'élite] est de rechercher ce qui subsiste des croyances anciennes sous les changements apparents, et de distinguer ce qui, dans le flot mouvant des opinions, est déterminé par les croyances générales et l'âme de la race […].

« En littérature, en art, en philosophie, les successions d'opinions sont plus rapides encore. Romantisme, naturalisme, mysticisme, etc., naissent et meurent tour à tour. L'artiste et l'écrivain acclamés hier sont profondément dédaignés main[128]. »

Le Bon semblait croire que la presse est libre et indépendante du pouvoir politique. Peut-être ne s'est-il pas suffisamment intéressé à ce sujet, ou peut-être Taine, son maître, n'a-t-il pas trouvé judicieux de complètement l'éclairer, car alors il aurait aisément pu apprendre que les premiers journaux, tels que, le *Relation aller Fürnemmen und gedenckwürdigen Historien*[129], en Allemagne, *The Spectator*[130], en Angleterre, la *Gazette*[131], *en*

---

126 Mathieu, 6:19.
127 Mathieu, 19:21.
128 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, Livre II., c. iv. « Limites de variabilité des croyances et opinions des foules », §2 « Les opinions mobiles des foules », 1895.
129 Le journal hebdomadaire *Relation aller Fürnemmen und gedenckwürdigen Historien* (*Communication de toutes les histoires importantes et mémorables*), fut sans doute le premier journal de l'Histoire, créé en 1609, à Strasbourg, par Johann Carolus.
130 Le quotidien *The Spectator* fut créé en 1711 par Joseph Addison et Richard Steele, dans le but de façonner la moralité de la population, et de « faire sortir la philosophie des placards, bibliothèques, écoles et collèges, pour la remplacer par les réalités débattues dans les clubs, assemblées, tables de thé et cafés ».
131 *La Gazette* fut créée en 1631 par Théophraste Renaudot, avec le soutien de Richelieu, réel organisateur de la politique du royaume, et réformateur de l'élite, sous Louis XIII.

France, le *Vedomosti*[132], en Russie, furent des moyens, toujours jugés astucieux à leurs époques respectives, pour façonner l'opinion de la classe moyenne (puisque la classe inférieure était encore largement analphabète, et peu susceptible de s'offrir le luxe d'acheter un journal imprimé sur du papier).

Mais Le Bon comprenait si bien les mécanismes de l'opinion dans la société, que ce qui semble être son ignorance des relations entre la presse et le pouvoir politique n'était peut-être, en fait, que l'expression d'un vœu pieu ou d'une crainte. Car il ajoute qu'« il est certain que les voyants, les apôtres, les meneurs, les convaincus en un mot, ont une bien autre force que les négateurs, les critiques et les indifférents ; mais n'oublions pas non plus qu'avec la puissance actuelle des foules, si une seule, opinion pouvait acquérir assez de prestige pour s'imposer, elle serait bientôt revêtue d'un pouvoir tellement tyrannique que tout devrait aussitôt plier devant elle, et que l'âge de la libre discussion serait clos pour longtemps. Les foules représentent des maîtres pacifiques parfois, comme l'étaient à leurs heures Héliogabale et Tibère ; mais elles ont aussi de furieux caprices. Quand une civilisation est prête à tomber entre leurs mains, elle est à la merci de trop de hasards pour durer bien longtemps. Si quelque chose pouvait retarder un peu l'heure de l'effondrement, ce serait précisément l'extrême mobilité des opinions et l'indifférence croissante des foules pour toute croyance générale[133]. »

Le grand avantage dont bénéficie le système de gouvernance collectiviste oligarchique, et qui lui permet de résister longtemps à toutes les révolutions intérieures, est de s'appuyer – de préférence – sur la doctrine du socialisme. Ainsi, la classe moyenne par laquelle arrivent toutes les révolutions intérieures, nous l'avons vu, ne peut virtuellement pas compter sur l'appui, indispensable, de la classe inférieure. « Les questions de doctrines, telles que le socialisme, ne recrutent de défenseurs réellement convaincus que dans les couches tout à fait illettrées : ouvriers des mines et des usines, par exemple[134] ».

Le Bon a été le premier à expliquer – mais pas le premier à comprendre, nous le savons – qu'« Épier l'opinion est […] la

---

132 Le *Vedomosti* (Ведомости, la *Gazette*), créé en 1703 par une proclamation (*ukase*) du tsar Pierre Le Grand, fut le premier journal d'information russe ; il rapportait au peuple les victoires militaires et les nouvelles des relations diplomatiques.

133 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, Livre II., c. iv. « Limites de variabilité des croyances et opinions des foules », §2 « Les opinions mobiles des foules », 1895.

134 GUSTAVE LE BON, *Psychologie des foules*, Livre II., c. iv. « Limites de variabilité des croyances et opinions des foules », §2 « Les opinions mobiles des foules », 1895.

préoccupation essentielle de la presse et des gouvernements. Quel est l'effet produit par un événement, un projet législatif, un discours, voilà ce qu'il leur faut savoir sans cesse ; et la chose n'est pas facile, car rien n'est plus mobile et plus changeant que la pensée des foules, et rien n'est plus fréquent que de les voir accueillir avec des anathèmes ce qu'elles avaient acclamé la veille. » Il ne fait que confirmer, sans le savoir, la nécessité, découverte par les élites eurasiennes occidentales dès le XVIIe siècle, de faire de la presse un des outils de pouvoir de l'État. Et, en vertu de ce qui vient d'être dit, mais contrairement à ce qui avait été appliqué aux XVIIe et XVIIIe siècles, la presse doit essentiellement être conçue pour s'adresser autant à la classe inférieure, désormais lettrée et économiquement capable d'accéder à une information quotidienne, afin d'entretenir la doctrine socialiste et les sentiments que l'on peut en extraire (humanisme, charité, ascétisme, refus du matérialisme, fraternité, rancœur envers une classe moyenne présentée comme « petite-bourgeoise » et égoïste. Car, nous le savons maintenant, tout doit être entrepris pour maintenir une distance culturelle entre la classe inférieure est la classe moyenne, et réciproquement, afin que les deux puissent ne jamais se trouver de revendications communes, et moins encore former des alliances contre l'élite. L'élite doit user de son pouvoir de contrôle sur l'information pour créer des cultes autour de ses membres, à destination de la classe inférieure surtout, parce que la classe moyenne est moins naïve. Et, dans le même temps, elle doit régulièrement trouver des boucs émissaires, désignés comme responsables de toutes sortes de trahisons, dans les rangs de la classe moyenne ou à l'étranger. Cependant, cela n'exclut pas que des membres de l'élite soit publiquement punis de temps à autre, afin, cette fois, d'apporter à la fois aux classes moyenne et inférieure la preuve de l'existence de « la justice » et de « l'égalité de tous les hommes en droits » dans le pays.

Bernay s'est exprimé sur la malléabilité relative de l'opinion publique. Il explique tout d'abord que la résistance de la masse à accepter une suggestion, puis à en faire sa croyance par la suite, lorsque ce premier obstacle est franchi, dépend grandement de si elle peut s'accorder avec ses croyances actuelles et sa culture, qu'il nomme « conscience publique » (*public conscience*). La masse accepte passivement une suggestion qui s'accorde avec sa *conscience publique*, sans même remarquer que cette suggestion est une propagande. Mais lorsque, au contraire, on cherche à lui suggérer une chose qui s'oppose à sa conscience publique, Ber-

nays appelle cela une « enrégimentation » (*“regimentation”*). Car, dans ce second cas, la masse l’accepte difficilement, et se montre prompte à identifier la suggestion comme une insidieuse propagande qui lui est imposée par la force. Il conclut sur ce point en disant que l’uniformité d’opinion est largement naturelle, et n’est que partiellement artificielle, et que l’opinion publique peut aussi bien être elle-même la productrice de l’« insidieuse propagande » que son produit.

Il cite quelques exemples historiques d’élections politiques démontrant que la masse peut se montrer totalement insensible à la propagande diffusée par la presse, et, à la surprise générale, élire un candidat que la majorité des journalistes avaient critiqué, et avaient déjà désigné comme perdant.

Il conclue, sur le sujet de la malléabilité de l’opinion publique en général, que, en raison de l’importance des « canaux de communication vers la pensée », l’étude préalable des relations qui existent entre l’opinion publique et les organes qui la maintiennent, ou qui sont susceptibles de la faire changer, est d’une importance vitale.

LA PROPAGANDE.

La science politique n’enseigne rien qui concerne la propagande, alors que le plus démocratique des régimes politiques, comme tous les régimes politiques modernes, ne peuvent s’en passer s’ils veulent exister longtemps. La réticence qu’ont aujourd’hui les gouvernements à employer le mot « propagande » explique cette absence pour une bonne part (excepté en Allemagne et en Russie) ; les mots « communication » et « relations publiques » sont plus volontiers employés. La propagande évoque spontanément dans la plupart des esprits l’art de bien faire les affiches politiques, alors qu’elle désigne tous les moyens de contrôler ce que la masse pense, depuis le programme d’éducation scolaire des écoles primaires au communiqué radiophonique. L’actuelle Allemagne nazie fait un large usage de la propagande à destination de sa population, et elle a créé en 1933 un ministère spécialement chargé de s’en occuper[135]. En Union soviétique existent quelques administrations spécialement chargées de cette tâche, bien que la doctrine de Marx critique fermement ces activités. Marx parle de « propagande bourgeoise » pour désigner les journaux comme des outils du contrôle de la

135 *Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda*, RMVP, ou *Propagandaministerium* (Ministère du Reich à l’Éducation du peuple et à la Propagande).

société et de maintien de l'élite dirigeante au pouvoir. Avant la Révolution de 1917, Lénine a suggéré de ne faire usage de la propagande (et de l'« agitation » politique) que sous la forme de l'enseignement du « socialisme scientifique » aux travailleurs, afin qu'ils se révoltent.

Cependant, il a lancé un « Plan de propagande monumentale » présenté en deux projets principaux : 1) la décoration des bâtiments et de l'urbanisme, et l'utilisation des surfaces « traditionnellement utilisées pour les drapeaux et les affiches » pour y placer des slogans révolutionnaires et des plaques commémoratives ; 2) l'érection de monuments et de statues « en plâtre et temporaires » en l'honneur des grandes figures de la révolution[136]. Une liste de soixante-neuf personnalités devant être honorées a été établie, et elle inclut des révolutionnaires célèbres et des personnalités politiques, des scientifiques, philosophes, poëtes et auteurs, artistes et compositeurs russes, et étrangers aussi. Un Commissariat du peuple à l'éducation (Народный комиссариат просвещения) a été créé un mois après ce Plan, en mai 1918 ; il est également chargé d'administrer la culture du pays, en général. Il comprend un Département des Arts visuels (*Изо-наркомпрос,* отдел изобразительных искусств), lui-même subdivisé en de nombreux sous-départements, chacun spécialisé dans un domaine précis (théâtre, ballets, peinture, sculpture, peinture et affiches révolutionnaires, etc.). Dans la Russie soviétique d'aujourd'hui, l'omniprésence de la propagande à tous les niveaux de la société la rend très efficace.

Un aspect spécial de la propagande en Union soviétique mérite tout particulièrement notre attention, car il trouverait une application naturelle dans le système de gouvernance collectiviste oligarchique au moment de former les esprits des classes moyenne et inférieure ; il s'agit du « Nouvel Homme soviétique » (*Новый советский человек*), ou de l'« Homme du futur » ou de « l'Homme communiste » tel que le nomme Trotski. Il dit, plus généralement, que « Si on regardait les écoles décadentes et symbolistes, avec tous leurs rejetons, depuis le point de vue du développement de l'art comme forme sociale, elles nous apparaîtraient seulement comme des gribouillis, comme un exercice d'artisanat, comme l'apparition d'instruments. Les arts des origines n'avaient pas de buts. Ceux qui avaient des buts

136 *Монументальная пропаганда*. Ce plan a été lancé le 12 avril 1918 par le Conseil des commissaires du peuple (Совет Народных Комиссаров, *Sovnarkom*) aux monuments de la république, et il a également ordonné le retrait des monuments érigés en l'honneur des tsars et de leurs servants.

n'avaient pas de temps à consacrer à l'art. À présent, nous devons poursuivre de grands buts par le moyen de l'art. Nous ne pouvons pas dire si l'art révolutionnaire parviendra à produire une "haute" tragédie révolutionnaire. Mais l'art socialiste fera renaître la tragédie – sans Dieu, bien sûr. Le Nouvel art sera athéiste. Il fera aussi renaître la comédie, parce que le Nouvel homme du futur voudra rire. Il donnera une nouvelle vie au roman. Il donnera tous les droits au chant et à la poésie, parce que le Nouvel homme manifestera son amour de plus belle et de plus forte façons que l'a fait le vieux peuple, et il pensera aux problèmes de la naissance et de la mort. Le Nouvel art fera revivre toutes les anciennes formes qui s'élèvent au cours du développement de l'esprit créatif. La désintégration et le déclin de ces formes ne sont pas absolus ; c'est-à-dire, elles ne signifient pas que ces formes sont absolument incompatibles avec l'esprit du Nouvel âge. Tout ce qui est nécessaire est, pour le poëte de la nouvelle époque, de repenser d'une nouvelle façon les pensées de l'Humanité, et de ré-éprouver ses sentiments sous un nouveau jour[137] […]. »

« Il est difficile de prédire l'étendue du gouvernement par le peuple que l'Homme du future peut atteindre, ou jusqu'à quelles hauteurs il fera s'élever sa technique. La construction sociale et l'éducation autonome psycho-physique deviendront deux aspects d'un seul et même procédé. Tous les arts – la littérature, le théâtre dramatique, la peinture, la musique et l'architecture donneront une belle forme à ce procédé. Plus exactement, la coquille qui contiendra la construction culturelle et l'auto-éducation de l'Homme communiste fera se développer tous les éléments vitaux de l'art contemporain à leur plus haut point. L'Homme deviendra immensément plus fort, plus sage et plus subtil ; son corps deviendra plus harmonieux, ses mouvements plus rythmiques, sa voix plus musicale. Les formes de la vie seront dynamiques dans leur grandeur. Le type humain moyen s'élèvera à la hauteur d'un Aristote, d'un Goethe, ou d'un Marx. Et, au-dessus de cette chaîne de montagnes, de nouveaux pics s'élèveront plus haut encore[138]. »

Le lecteur l'aura compris sans peine, les mots et la syntaxe lyriques-religieux qu'emploie ici Trotski pour décrire le « Nouvel homme » forment eux-mêmes une propagande spécialement

---

137 LEON TROTSKI, *Littérature et révolution*, chap. 8, « L'Art révolutionnaire et socialiste », 1924.
138 *Ibid.*

rédigée pour les masses ; il ne s'agit pas d'un travail de réflexion destiné à l'élite dirigeante.

Le Nouvel homme soviétique, dont le comportement et le mode de vie pourraient être inspiré de ceux du *gardien* de Platon, doit être totalement dépourvu de son individualité, en bonne santé physique et mentale, et il doit être un enthousiaste et infatigable promoteur de la doctrine socialiste ; toutes qualités qui font de lui un « outil de communication », exactement comme pourrait l'être un gramophone diffusant sans cesse le discours d'un même disque.

Pour arriver à un tel résultat, bien sûr, cet homme-là doit être soumis à un enseignement hautement intellectuel de la doctrine (socialisme scientifique), et obligé à une ferme discipline. Il ne doit se sentir solidaire d'aucune tribu ethnique, ne doit pas admettre la propriété individuelle et vouer le plus grand respect à la propriété collective administrée par l'État ; il doit être prêt à se sacrifier pour la collectivité, exactement comme le fait la cellule surnuméraire de l'organisme multicellulaire. Il doit, bien sûr, être athée, convaincu que la race humaine est une évolution de celle du singe, qu'il ne restera rien de lui après sa mort, et que le propos de la vie est d'être utile à l'ensemble de la société. Selon la théorie soviétique, un tel homme, si dégagé de toute contingence et de tout souci, et dont les besoins quotidiens élémentaires seraient naturellement assurés par l'existence d'une économie entièrement administrée par l'État, devrait être heureux.

Le *Nouvel homme* a l'obligation de régulièrement se présenter à diverses assemblées, réunions, événements et fêtes politiques, qui lui permettent de se tenir constamment informé et de s'améliorer. Il doit aussi s'impliquer dans le volontariat durant les week-ends, se joindre à des réunions d'étude et de réflexion, et travailler de temps à autre dans des *sovkhozes*[139] afin de maintenir sa forme physique et de rester en contact avec les travailleurs et la nature. Il doit triompher contre les appels de ses instincts les plus bas, et mener, dans l'ensemble, une existence marquée par une certaine austérité, assez semblable à celle des Jésuites.

Vers 1920, l'idée du *Nouvel homme* a été étendue à la femme, mais sous une forme plus passive qui lui est adaptée. Son tout premier rôle est, bien sûr, celui de la reproduction ; viennent ensuite ceux de se scolariser, de développer des aptitudes professionnelles spécialisées, de s'impliquer dans la vie politique, de

139 *Совхóз* (сокращение от *Советское хозяйство*), fermes administrées par l'État.

devenir membre du Parti, et même de s'élever jusqu'à la classe moyenne pour occuper un poste de cadre dans l'administration.

« L'étude systématique de la psychologie des masses », explique Bernays, « a révélé aux étudiants les potentialités du gouvernement invisible des sociétés par la manipulation des motivations qui font agir l'homme dans le groupe. Trotter et Le Bon, qui ont approché ce sujet d'une façon scientifique, et Graham Wallas, Walter Lippmann et d'autres qui ont poursuivi ces travaux sous l'angle des recherches sur la pensée de groupe, ont établi que le groupe a des caractéristiques mentales distinctes de celles de l'individu, et qu'il est motivé par des pulsions et des émotions qui ne peuvent être expliquées sur la base de ce que nous savons de la psychologie de l'individu. C'est pourquoi la question suivante s'impose : si nous comprenons le mécanisme et les motivations de l'esprit du groupe, ne serait-il pas possible de contrôler et d'enrégimenter les masses selon notre volonté, sans même qu'elles en aient conscience ?

« La récente pratique de la propagande a prouvé que c'est possible, au moins jusqu'à un certain point, et avec certaines limites. La psychologie des masses est, pour l'instant, encore loin d'être une science exacte, et les mystères de la motivation humaine sont également loin de tous nous être révélés. Mais, au moins, la théorie et la pratique ont pu être combinées, et ont produit ainsi d'excellents résultats qui nous permettent de savoir que, dans certains cas, nous pouvons effectuer quelques changements de l'opinion publique avec un degré satisfaisant de précision, en nous concentrant sur certains mécanismes, exactement comme l'automobiliste modifie la vitesse de son engin en réglant le débit de carburant. La propagande n'est pas une science pratiquée en laboratoire, mais elle n'est plus entièrement l'affaire empirique qu'elle a été avant l'avènement de l'étude de la psychologie des masses. Elle est aujourd'hui scientifique dans le sens qu'elle cherche à baser ses opérations sur la connaissance définie qui vient de l'observation directe de l'esprit du groupe, et qui vient de l'application de principes dont les consistance et relative constance ont été démontrées.

« Le propagandiste moderne étudie systématiquement et objectivement le matériel sur lequel il travaille, avec le même esprit que celui du chercheur qui travaille en laboratoire. Si le sujet du jour est une campagne de vente à l'échelle d'une Nation, il étudie le terrain au moyen d'une surveillance de la presse, ou avec la participation d'un corps d'enquêteurs et de sondeurs, ou encore grâce à une étude personnelle d'un petit groupe dans une région

donnée. Il détermine, par exemple, quelles caractéristiques d'un produit séduisent moins le public, et vers quelle nouvelle direction le public est en train de se diriger. Il ne manquera pas de chercher à savoir dans quelle mesure la femme influence le choix de l'homme lorsqu'il doit choisir une automobile, ses costumes et ses chemises.

« Une précision scientifique des résultats ne doit pas être espérée, parce que bien des éléments de la situation demeurent toujours hors de son contrôle. Il peut savoir, avec un degré de certitude satisfaisant que, dans des circonstances favorables, un vol aéronautique international produira un esprit de bonne volonté, rendant même possible la consommation d'un programme politique. Mais il ne peut être certain qu'aucun évènement inattendu ne portera quelque ombrage sur l'intérêt que peut avoir le public pour ce vol, ou qu'un autre aviateur ne fera pas quelque chose de plus spectaculaire juste un jour avant. Même dans le champ étroit de la psychologie du public, il doit toujours y avoir une large marge d'erreur. La propagande, comme l'économie et la sociologie, ne peut jamais être une science exacte, pour la bonne et simple raison que son sujet et sa matière, comme c'est le cas pour ces deux autres sciences, dépendent des êtres humains.

« Si vous pouvez influencer les dirigeants, avec ou sans leur coopération consciente, vous influencez automatiquement le groupe qu'ils dominent. Mais il n'est pas nécessaire que les hommes soient rassemblés à l'occasion d'un meeting public ou d'une émeute de rue, pour que leurs jugements puissent être influencés par le moyen de la psychologie des masses. Parce que l'homme est grégaire par nature, il a le sentiment d'être membre d'un troupeau, même lorsqu'il est seul dans sa chambre avec les rideaux tirés. Son esprit retient les motifs que les influences du groupe y ont imprimés. Un homme s'assoit dans son bureau pour décider quelles actions boursières il va acheter. Il imagine, sans aucun doute, qu'il envisage ses achats selon son propre jugement. En vérité, son jugement est un mélange d'impressions imprimées dans son esprit par des influences extérieures qui contrôlent sa pensée à l'insu de sa conscience. Il achète des actions d'une certaine société de chemin de fer, parce que, la veille, il a vu le nom de celle-ci faire quelques titres dans la presse. C'est pour cela que son nom lui est spontanément venu à l'esprit, ou, peut-être, parce qu'il a le souvenir d'un agréable dîner pris dans un de ces trains rapides de cette société ; ou parce qu'elle cultive une politique progressiste avec ses employés, ou parce qu'elle s'est faite une réputation d'honnêteté ; ou encore

parce qu'il a entendu dire que J. P. Morgan a acheté quelques unes de ses actions.

« Trotter et Le Bon ont conclu que la pensée du groupe ne pense pas au sens strict de ce mot. Des pulsions, des habitudes et des émotions prennent la place de ses pensées. Lorsqu'elle se forge une opinion, son premier réflexe est habituellement de suivre l'exemple d'un leader qu'elle juge digne de confiance. Ceci est l'un des principes de la psychologie des masses les plus fermement établis. Il s'opère en établissant le prestige grandissant ou diminuant d'un lieu de vacances et de loisirs, en causant le succès d'une banque, ou une panique à la bourse, en créant un best-seller ou le succès d'un film.

« Mais lorsqu'il ne se trouve aucun leader en vue pour montrer l'exemple, et que le troupeau doit penser par lui-même, il le fait par le recours à des clichés, des mots flatteurs non-soutenus par des arguments logiques ou des images qui contiennent un groupe d'idées ou d'expériences. Il y a quelques petites années, il suffisait d'associer le nom d'un candidat à des élections au mot "intérêts" pour que des millions de gens votent contre lui, parce que tout ce qui pouvait être associé à l'idée des "intérêts" semblait nécessairement corrompu. Récemment, le mot "bolchévique" a produit des effets similaires, et a été utilisé par des personnes qui voulaient effrayer le public et le tenir à l'écart d'une ligne politique d'action.

« En jouant avec les vieux clichés, ou en en manipulant un nouveau, le propagandiste peut parfois faire osciller les émotions d'une large masse d'individus […].

« Les hommes sont rarement conscients des réelles raisons qui motivent leurs actions. Un homme peut croire qu'il achète une automobile parce que, après avoir étudié avec attention les caractéristiques techniques de tous les modèles semblables disponibles sur le marché, il a conclu que c'est la meilleure. Il s'est certainement influencé lui-même pour faire son choix. En vérité, il l'a acheté, peut-être parce que l'un de ses amis dont il tient le jugement en haute estime en a acheté une la semaine dernière, ou parce que ses voisins pensaient qu'il n'a pas les moyens de s'en offrir une de cette catégorie, ou parce que sa couleur est la même que celle de sa *fraternité de collège*[140].

140 Aux États-Unis, une « fraternité de collège » (*fraternity*, en anglais), est une sorte de club très fermé, semblable à la franc-maçonnerie, mais dans lequel on entre durant sa vie d'étudiant, et où l'on est admis à l'issue de tests ou de rites initiatiques (*N. d. E.*).

« Ce sont essentiellement les psychologues de l'école de Freud qui ont mis attiré l'attention sur le fait que bien des pensées et actions de l'Homme sont des substituts de compensation aux désirs qu'on lui a appris à réprimer. Il peut désirer une chose, non pas pour sa valeur intrinsèque ou son utilité, mais parce que, inconsciemment, il y voit le symbole de quelque autre chose, le désir qu'il a honte d'admettre, même en secret pour lui-même. Un homme qui achète une automobile peut penser qu'il le veut pour pouvoir se déplacer, alors que la possession de cette machine sera pour lui un fardeau, et qu'il préférerait marcher pour maintenir sa santé physique. Il la veut, en réalité, parce que c'est un symbole de position sociale, une preuve de son succès en affaires, ou un moyen de faire plaisir à sa femme.

« Le principe général disant que les actions des hommes sont très largement motivées par qu'ils cachent à leurs propres entendements, est aussi vrai en psychologies des masses que pour celle des individus. Il est évident que le propagandiste doué a pour obligation de comprendre les vraies motivations, et ne pas se contenter d'accepter les raisons au nom desquelles ils prétendent agir.

« Il ne suffit pas de comprendre seulement la structure mécanique de la société, les formations des groupes, les clivages et les fidélités. Un ingénieur peut tout savoir à propos des cylindres et des pistons d'une locomotive, mais à moins de savoir aussi comment la vapeur se comporte sous la pression, il ne peut faire avancer sa machine. Les désirs humains sont la vapeur qui assure le bon fonctionnement de la machine sociale. C'est seulement en les comprenant que le propagandiste peut contrôler cette immense machine dont les joints sont défectueux qu'est la société moderne.

« Le vieux propagandiste basait son travail sur la mécanique de la réaction psychologique, alors en vogue dans nos lycées. Elle assumait que l'esprit humain n'était qu'une machine individuelle, un système de nerfs et un centre des nerfs, réagissant avec une régularité mécanique au stimulus, exactement comme un automate sans volonté propre. C'était la fonction spéciale du prêcheur de produire le stimulus qui causerait la réaction attendue de l'acheteur individuel […].

« Imaginons le vieux modèle de vente, utilisé pour un gros producteur de viande qui chercherait à augmenter ses ventes de bacon. Il répéterait dans d'innombrables réclames en pleines pages :

> *"MANGEZ PLUS DE BACON. Mangez plus de bacon parce que ce n'est pas cher, parce que c'est bon, parce qu'il vous donne des réserves d'énergie".*

« Le nouveau modèle de vente, qui comprend la structure en groupes de la société et les principes de la psychologie des masses, demanderait tout d'abord : "Qui influence les habitudes alimentaires du public ?" La réponse, évidemment, est : "Les docteurs". Le nouveau vendeur suggérera ensuite aux docteurs de dire publiquement qu'il est sain de manger du bacon. Il sait, avec une certitude mathématique, que de nombreuses personnes suivront l'avis de leurs docteurs, parce qu'il connaît l'existence de la relation psychologique de dépendance des hommes envers leurs médecins.

« Le propagandiste de la vieille école, utilisant presque exclusivement l'appel du mot imprimé, essayait de persuader le lecteur individuel d'acheter un certain article, immédiatement. Cette approche trouve son exemple dans un type de réclame longtemps considérée comme idéale, des points de vue de la simplicité et de l'efficacité :

> *"VOUS* (peut-être avec un doigt pointé vers le lecteur)*, achetez des semelles en caoutchouc O'Leary – MAINTENANT."*

« Le publiciste cherchait, par les moyens de la répétition et de l'emphase dirigés vers l'individu, à casser ou à pénétrer la résistance à la vente. Bien que cet appel visât cinquante millions de personnes, il les visait chacune individuellement.

« La nouvelle vente a remarqué qu'il est possible, en s'adressant aux hommes de la masse par leurs groupes, de créer des courants psychologiques et émotionnels qui fonctionneront mieux. Au lieu de s'élancer contre la résistance à la vente par l'attaque directe et frontale, elle cherche à faire disparaître la résistance à la vente. Elle crée des circonstances qui ébranleront les courants émotionnels, de manière à ce que l'acheteur devienne demandeur.

« Si, par exemple, je veux vendre des pianos, il ne suffit pas de recouvrir tout le pays avec un appel aussi direct que :

> *"VOUS, achetez un piano* Mozart *MAINTENANT. Il n'est pas cher. Les meilleurs artistes l'utilisent. Il durera des années."*

« Ces arguments peuvent tous être vrais, mais ils sont en conflit direct avec ceux des autres fabricants de pianos, et en compétition indirecte avec les arguments d'un fabricant de radio, ou

d'automobiles, chacun se trouvant dans la compétition dont le prix est l'argent des consommateurs.

« Quelles sont les vraies raisons expliquant pourquoi l'acheteur à l'intention de dépenser son argent dans une nouvelle automobile plutôt que dans un nouveau piano ? C'est parce qu'il a décidé qu'il veut un service appelé locomotion, plus qu'il veut le service appelé musique ? Pas tout à fait. Il achète une automobile, parce qu'en ce moment, la coutume du groupe est d'acheter des automobiles.

« Le propagandiste moderne, par conséquent, va s'efforcer de créer des circonstances qui modifieront cette coutume. Il en appellera, peut-être, au besoin de se sentir à l'abri dans une maison, qui est fondamental. Il espérera développer l'acceptation par le public de l'idée d'une pièce spécialement dédiée à la musique à la maison. Il peut le faire, par exemple, en organisant une foire-exposition des salles de musique à la maison, aménagées et décorées par des décorateurs renommés qui, eux-mêmes, exercent une influence sur les groupes d'acheteurs. Il améliore l'efficacité et le prestige de ces salles de musique en les décorant avec de rares et belles tapisseries. Ensuite, dans le but de susciter un grand intérêt pour l'exposition, il organise un événement ou une cérémonie. Et à cette cérémonie, sont invités des *gens clés*, des personnes connues pour influencer les habitudes d'achat du public, tels qu'un célèbre violoniste, un artiste populaire et un leader de la société. Ces personnes clés affectent d'autres groupes, faisant grandir l'idée de la salle de musique à la maison dans une place de la conscience du public qui n'existait pas auparavant. La juxtaposition de ces leaders, et l'idée à laquelle ils donnent une grande importance, sont ensuite projetées vers le public le plus large possible en usant de canaux de publicité variés. Pendant ce temps-là, des architectes réputés ont été convaincus de faire de la salle de musique une partie architecturale intégrale de leurs plans, avec, peut-être, une niche dans un angle tout à fait charmante, prévue pour le piano. Les architectes moins influents, eux, se sentiront obligés d'imiter ce que font les hommes qu'ils considèrent comme les maîtres de leur profession. Ce sont eux qui populariseront l'idée de la salle de musique à la maison.

« La salle de musique sera acceptée parce que l'on aura fait d'elle la chose, l'objet du propos. Et l'homme ou la femme qui a une salle de musique, ou a arrangé un coin du salon pour en faire un coin de musique, pensera naturellement à acheter un piano pour le remplir. Cela lui viendra à l'esprit comme une idée

originale et personnelle. Au temps de la vieille vente, le fabricant disait à l'acheteur potentiel, "S'il vous plaît, achetez un piano". La nouvelle vente a inversé le processus, et a incité l'acheteur potentiel à dire au fabricant, "S'il vous plaît, vendez-moi un piano".

« La valeur du procédé associatif dans la propagande est démontrée lorsqu'il est employé pour un vaste projet immobilier. Pour convaincre de combien Jackson Heights[141] était un quartier socialement enviable, tout fut fait pour faire apparaître ce processus associatif dans les esprits. Une représentation de bienfaisance des Jitney Players[142] fut organisée au bénéfice des victimes du tremblement de terre au Japon, sous les auspices de Messieurs Astor et quelques autres[143]. Les avantages sociaux de l'endroit furent mis en projet – un parcours de golf et un pavillon d'activités sportives et de loisirs. Lorsque le bureau de Poste fut ouvert, le conseiller en relations publiques avait tenté d'éveiller l'intérêt de tout le pays sur cet événement réellement insignifiant, en faisant coïncider sa date avec celle, anniversaire, d'une étape marquante de l'histoire de l'American Postal Service ; et ce fut à cette même date que l'inauguration de tout le projet eut lieu.

« Lorsqu'il fut tenté de montrer au public la beauté des appartements, une compétition entre des décorateurs d'intérieur fut organisée, et il y eut un prix du logement le mieux meublé de Jackson Heights, décerné par un jury constitué de célébrités. Cette compétition recueillit l'intérêt de personnalités importantes, et donc de millions de gens qui en furent informés par les journaux, les magazines et d'autres formes de publicité, ce qui eut pour effet d'établir définitivement le prestige de ce quartier, et l'intérêt de la population pour son développement[144]. »

Ce qui nous frappe dans l'enseignement de Bernays, c'est qu'il ne semble faire aucune distinction entre la propagande d'État et la réclame pour les sociétés privées. Mais il est vrai que Bernay, s'il est unanimement reconnu comme l'un des plus grands spécialistes de la propagande, avec Harold Lasswell, Walter Lipp-

---

141 Jackson Heights est le nom d'un quartier de la ville de New York, aux États-Unis, qui a connu un important développement de 1916 à 1923, année de la fin des travaux ; c'est de ce développement dont parle ici Bernays.

142 Les Jitney Players sont une troupe théâtrale classique ambulante célèbre aux États-Unis. Leur représentation charitable à Jackson Heights, au bénéfice des victimes du tremblement de terre du 1er septembre 1923 à Tokyo, a eu lieu le 15 septembre suivant.

143 La famille Astor, très connue aux États-Unis, est une vieille et riche famille d'entrepreneurs.

144 EDWARD BERNAYS, *Propaganda*, chap. IV. "The Psychology of public relations", 1928.

mann et Joseph Goebbels, n'en est pas moins Américain, et l'on sait que dans son pays l'économie publique et l'économie privées sont souvent étroitement liées, au point qu'il est parfois impossible pour le simple observateur de les dissocier. L'intéressante leçon qu'il faut retenir de ce dernier enseignement est que, vraiment, la propagande, les relations publiques et la réclame tirent chacune profit des mêmes observations dans les domaines généraux de la psychologie et de la sociologie. Que nous cherchions à persuader la masse d'adhérer à une doctrine politique ou religieuse, ou d'acheter une automobile, le cheminement intellectuel logique, la méthode et même les moyens seront semblables au point d'être interchangeables.

Il n'est pas absurde de concevoir la promotion d'une personnalité, à l'occasion d'une campagne politique, comme on pourrait concevoir, selon la méthode du *procédé associatif* mise au point par Bernays, la promotion d'une marque de rasoirs. De plus, on peut envisager avec confiance que la masse se passionnera bien plus pour une personnalité que pour un objet ordinaire d'usage courant. Car il se produit un phénomène psychologique d'identification de chaque individu ordinaire de la masse au leader qu'il admire, en sus du phénomène de la vénération.

Accessoirement, débattant maintenant d'un détail mentionné par Bernays lorsqu'il parle du projet immobilier de Jackson Heights : l'idée de faire d'une représentation théâtrale au bénéfice des victimes d'un tremblement de terre dans un pays lointain un moyen de propagande est frappante. Frappante, tout d'abord parce qu'elle stimule, par-delà les frontières et les races, le sentiment de grégarité et d'entraide que Trotter décrit de manière scientifique, mais surtout parce qu'elle est utilisée dans ce contexte pour la promotion d'un projet immobilier. Jusque-là, il était commun en politique, bien sûr, de stimuler ce type de sentiments. Mais Bernays nous explique ici son usage depuis le point de vue d'un scientifique décrivant une théorie, et en l'intégrant dans une large variété d'actions planifiées.

Dans *Propaganda* (1928), il cite d'autres exemples de l'application du *procédé associatif*, dont quelques-uns qui concernent le moyen changer les habitudes vestimentaires de la masse, et qui ont été éprouvés avec succès. La méthode du procédé associatif permettrait, par conséquent, d'associer une habitude vestimentaire à la croyance en une doctrine politique. Cette idée n'est pas nouvelle, mais l'énorme avantage du procédé associatif est qu'il inciterait des individus à demander un certain style de vêtements aux fabricants, afin qu'ils puissent mieux

s'identifier à leurs semblables, conformément au phénomène du troupeau expliqué par Trotter. Jusqu'à présent, ceci n'a pu être fait qu'en imposant le port d'un uniforme (aux écoliers et aux militaires) – ce que Bernays qualifierait sans doute d'*enrégimentation*, mais certainement pas de bonne propagande.

Par exemple, l'orthodoxie pourrait être largement stimulée au sein de la masse, en lui suggérant de porter des vêtements d'une certaine couleur, similaire à celle imposée aux policiers ou aux militaires. Dans les esprits de ceux qui s'habilleraient ainsi s'ensuivrait un mécanisme d'identification menant rapidement à une modification de leurs comportements. Simplement parce qu'un individu porterait une veste et un pantalon de la même couleur que ceux des militaires ou des policiers, il se comporterait naturellement, jusqu'à un certain degré, comme un militaire ou comme un policier, dont il se sentirait « affectivement » proche, conformément aux observations de Trotter.

De cette manière, il est possible d'obtenir une mobilisation générale de la population et de suggérer un élan commun, non pas physique contre un assaillant étranger, mais psychologique contre les individus solitaires à l'intérieur des frontières qui refusent de se joindre au troupeau des orthodoxes. En raison de la grande diversité des comportements de l'être humain, et de la formation naturelle de groupes stimulée par sa quête d'une originalité, il est inévitable qu'un pourcentage plus ou moins important d'individus refuse de porter la même couleur et le même style vestimentaire que ceux d'un groupe majoritaire en nombre. Mais ce phénomène attendu apporterait le bénéfice d'une formation naturelle de classes sociales étroitement associées à l'orthodoxie, et d'un renforcement de leurs structures sociales respectives. Par exemple, un individu se montrerait réticent, inconsciemment, à engager la conversation avec un autre qui ne porterait pas la même couleur ou le même style de vêtement que lui. Durant la Révolution française de 1789, la distinction de classes sociales était populairement indiquée par la culotte (les « sans-culottes » étaient les individus de la classe inférieure, péjorativement désignés ainsi par l'élite de l'ancien-régime ; c'est ainsi que le vêtement prit un sens politique affirmé).

Car, rappelons-le à cet instant, le manque d'orthodoxie d'un individu en fait l'ennemi intérieur d'une Nation dont la structure sociale est stable. C'est un principe commun en politique de diviser pour mieux diriger. *Divide et impera* dit Trajano Boccalini dans *La Bilancia politica* (1678), reprenant Jules César, *divi-*

ser pour mieux régner disaient Louis XIV et les Habsbourg, *divide ut regnes* disait Napoléon 1er. Il faut créer ou encourager les divisions parmi la masse afin de décourager les alliances qui pourraient menacer l'élite dirigeante, et aider ceux qui cherchent à se rapprocher du pouvoir politique.

À la suite de la Révolution de 1917, les bolchéviques se sont parfois, et temporairement et alternativement, alliés aux partisans socialistes révolutionnaires de gauche[145], aux anarchistes et à quelques groupes russes ethniques de nationalistes contre le mouvement blanc (*Белое движение*), contre le Parti socialiste révolutionaire (*Партия социалистов-революционеров*) et contre quelques anarchistes. Ceci fut fait pour mieux établir le Parti communiste de l'Union soviétique (ou Parti bolchévique) comme le seul parti dirigeant de l'Union soviétique. D'autres alliances similaires furent temporairement liées entre diverses factions dissidentes, telles que l'Opposition ouvrière (*Рабóчая оппозúция*), jusqu'à la victoire totale de Joseph Staline vers le milieu des années 1920.

Si Bernays dit que la masse est prompte à rejeter la propagande lorsqu'elle est trop manifeste, le sociologue et économiste allemand Werner Sombart démontre que ce n'est pas forcément vrai, par un exemple datant de 1934, et qui est observé en Allemagne. Mais, à bien y regarder, il ne s'agit que d'une question de contexte historique et économique, car les méthodes sont à peu près les mêmes et sont certainement basées, elles aussi, sur les observations de Le Bon.

« Bien que, comme nous avons pu l'établir, la puissance et le prestige de l'État ne dépendent pas plus de la participation d'un grand nombre ou même de la totalité des habitants que n'en dépend la floraison de la collectivité, les hommes d'État et les philosophes se sont toutefois, depuis Platon, constamment préoccupés de la question de savoir par quels moyens former et unifier l'État. Et à notre époque, où l'on attribue volontiers à l'État un aspect démocratique ou – si l'on craint ce terme de mauvais augure – un aspect populaire, la question a été particulièrement discutée.

« Depuis quelque temps, on nomme "intégration" l'incorporation de l'individu dans l'État, et l'on s'est efforcé de mettre sur pied tout un système de mesures d'intégration. Les

---

145 Parti socialiste-révolutionnaire de gauche (*Партия левых социалистов-революционеров*).

moyens et méthodes auxquels on a recours pour éveiller la conscience du “nous” sont les suivants :

« 1° *Réunion des habitants* en vue d’une prise de contact, d’une explication, de la proclamation et de la défense des buts poursuivis par l’État : fêtes de la Victoire, fêtes du Souvenir avec discours et chants patriotiques, cortèges historiques, camps du travail, fêtes enfantines, fêtes du costume régional, et ainsi de suite ; au cours de ces assemblées, la musique joue le rôle d’un facteur important ;

« 2° *Propagande* explicative, encourageante, excitante, par la parole, l’écrit et l’image, s’adressant à des personnes réunies dans un but politique ; “manifestes” du chef de l’État ou du gouvernement ; articles de journaux et de revues ; portraits du chef de l’État dans tous les locaux habités ; représentations plastiques des principaux aspects de la vie publique sous une forme immobile ou animée ; pièces de théâtre patriotiques ; allocutions par T.S.F. ; propagande cinématographique (la plus employée depuis quelque temps) ; à tout cela s’ajoute l’influence constante et durable d’une éducation civique donnée à partir de l’école primaire et jusqu’à l’université ;

« 3° Concrétisation et exhibition de *symboles* communs. Un symbole de ce genre est constitué par le chef d’État ou le “guide”, qui se montre personnellement ou dont les portraits sont diffusés (qu’on pense à la puissance intégrante qu’a eue, dans l’ancienne monarchie austro-hongroise, l’image connue de François-Joseph en uniforme blanc). C’est le rôle que jouent les drapeaux, les ordres et les décorations, les uniformes, les jouets, les fêtes en l’honneur des “grands hommes”, les honneurs rendus aux morts de la guerre et ainsi de suite.

« En tant que facteurs intégrants, on peut citer encore les attributions de l’État sous forme d’impôts, lois, élections, paiement des rentes, secours de chômage, tributs à payer par les peuples asservis, etc.

« Si l’on se demande si et dans quelle mesure les diverses mesures d’intégration atteignent leur but, la réponse à cette question est malaisée. Chez un peuple comme l’allemand, de nature solitaire, non politique, pesante, critique, toutes tentatives d’influence psychique se heurtent à une résistance infiniment plus forte que chez un peuple enflammable et crédule comme l’italien. Par contre, l’effet produit est peut-être plus durable, si la politique d’intégration choisit bien ses objectifs. Ce qui peut être développé surtout dans notre peuple, c’est une mentalité *nationaliste* et en tout cas *patriotique*, mentalité qui, nous l’avons vu, est

plutôt du domaine de l'entendement. Nous [Américains] sommes moins portés à l'enthousiasme. Mais on devrait toujours avoir présent à l'esprit qu'une véritable *communauté* ne peut être créée artificiellement. On ne peut la "faire". Tout ce qui est en notre pouvoir, c'est de nous tenir prêts à l'accepter. Si elle nous est accordée, c'est par grâce.

« En somme, nous pouvons nous consoler en disant que le processus d'intégration n'a pas une si grande importance. Que l'État soit puissant et florissant, que les hommes y mènent une existence digne de l'homme et ne se plaignent pas de leur sort, tout est là. Dans ce cas, le nationalisme et le patriotisme naissent généralement d'eux-mêmes. Pour atteindre ce but, un ordre du genre de celui que préconise le socialisme allemand peut sans doute jouer son rôle. Comment cet ordre devra organiser la vie de l'État, les considérations exposées dans la présente partie de mon ouvrage ont dû le montrer. Il ne reste plus qu'à esquisser les grandes lignes d'un ordre raisonnable appliqué au second des grands domaines de la vie, l'économie[146]. »

---

146 WERNER SOMBART, *Deutscher Sozialismus* (*Le Socialisme allemand – Une Nouvelle théorie de la société*), c. XV « La Communauté », art. III. « Comment l'individu peut être acquis à l'État ».1934.

II. LA PRESSE.

LE RÔLE DE LA PRESSE.

La presse est au XXe siècle la plus puissante de toutes les formes que peut prendre l'information. C'est la presse qui prépare la masse aux élections ; qui est la première à lui dire le nom du nouveau leader et lui dire son premier discours ; qui est la première à lui annoncer les lois, décrets et taxes ; qui est la première à lui annoncer les naissances et les décès, les mariages princiers, l'entrée d'un nouvel individu dans l'élite, les catastrophes dans les pays lointains, les nouvelles inventions et découvertes, les modes et leurs fins, ce qui est bien et ce qui ne l'est pas, ce qu'elle doit penser d'une chose ou d'un individu et ne doit pas en penser. La presse a le pouvoir de transformer l'inconnu et l'incapable en une célébrité populaire et adulée. La presse, si elle le veut, peut même faire exister, dans l'esprit de tous les individus de la société, le même jour et partout, une idée, une chose, un individu ou un événement qui n'existe pas.

Bernays nous rappelle que « si nous entreprenons de dresser une liste des hommes et des femmes qui, en raison de leur position dans la vie publique, pourraient sans aucun doute être qualifiés de *faiseurs d'opinion publique*, nous obtiendrions le *Who's who*. Elle inclurait, bien sûr, le Président et les membres de son cabinet ; les sénateurs et les députés ; les gouverneurs ; les présidents des chambres de commerce des principales villes ; les dirigeants des cent et quelques plus grosses entreprises ; les secrétaires des syndicats ; les secrétaires des principales associations corporatives et les grands maîtres des organisations fraternelles ; les présidents des associations ethniques et religieuses nationales ; les directeurs de rédaction des principaux journaux et magazines ; les présidents des principales organisations caritatives ; les vingt premiers producteurs de théâtre et de cinéma ; une centaine de couturiers et de personnalités de la mode ; les personnalités religieuses les plus populaires ; les présidents des plus importantes écoles, universités et facultés ; les financiers, banquiers et hommes d'affaires les plus puissants ; les meilleurs sportifs, et ainsi de suite.

« Une telle liste rassemblerait plusieurs milliers de personnes. Mais il est bien connu que la plupart de ces leaders sont eux-mêmes parfois dirigées par des personnes dont bien peu connais-

sent les noms. Bien des sénateurs et des députés ont fait carrière et se sont élevés en suivant les suggestions d'un chef local dont seule une petite minorité de gens, à l'extérieur de la machine politique, ont entendu parler. D'éloquentes personnalités religieuses peuvent bien avoir beaucoup d'influence sur leurs communautés ; elles tirent leurs doctrines d'une autorité ecclésiastique qui leur est supérieure. Les présidents des chambres de commerce dictent la pensée des entrepreneurs locaux à propos des affaires publiques, mais les opinions qu'ils émettent sont habituellement inspirées par une figure nationale. Le candidat à une élection présidentielle peut être “enrôlé” en réponse à “une demande populaire pressante”, mais il est bien connu que son nom est choisi par une demi-douzaine d'hommes autour d'une table dans une chambre d'hôtel[147]. » Et nous pouvons ajouter que : toutes les catégories d'individus qu'il vient de citer forment l'élite ; que tous ses membres doivent se connaître entre eux et s'entraider pour former une sorte de fraternité assez unie pour toujours se tenir prête à former un front commun contre la critique des classes moyenne et inférieure ; et aussi qu'une large majorité de ses membres n'a pu s'y élever que grâce à la presse.

La presse a, collectivement, un immense pouvoir ; encore récemment, c'est elle qui a précipité (involontairement, nous le croyons), puis prolongé la grande crise économique qui a commencé en 1929. C'est pourquoi l'élite d'un pays doit en contrôler la presse aussi bien qu'elle contrôle le fonctionnement des ministères, et n'y laisser aucun étranger créer son journal, sa radio ou sa télévision. Ce que la masse, et quelques penseurs irresponsables ou immatures, appellent « la liberté de la presse » est une dangereuse utopie.

Avant la fin de ce siècle, il y aura un récepteur de télévision dans chaque foyer, et les journaux auront disparu. La presse aura alors définitivement étendu son pouvoir, car elle ne laissera plus aucune trace écrite du passé, plus aucune preuve de son existence. Ainsi, l'élite aura enfin acquis le pouvoir de faire disparaître ses erreurs, et de créer autant de triomphes qu'elle le veut ; elle détiendra le pouvoir divin des dieux, et pourra se manifester devant la masse sous la seule forme immatérielle de son image, belle et réalisant d'incroyables prodiges. Sans avoir à se déplacer dans aucune église ni aucun temple, depuis son salon, sa chambre ou même son lieu de travail, chaque individu de la société pourra

147 EDWARD BERNAYS, *Propaganda*, chap. III. “The New Propagandists” (1928).

écouter et voir l'élite s'adresser directement à lui ; et ainsi il vénérera ses membres comme ses ancêtres ont vénéré les dieux. En contrôlant ainsi le présent, le contrôle de la mémoire du passé sera également possible, et, par conséquent, le futur des Nations ne sera plus abandonné au hasard.

LE CONTRÔLE DE LA PRESSE.

Il est aisé pour un État de contrôler la presse, car :

Premièrement, il a le pouvoir immédiat de créer des lois réglementant la création des journaux, des radios et de la télévision.

Deuxièmement, il a aujourd'hui le pouvoir d'assurer ou d'interdire la distribution des journaux, de brouiller les émissions radioélectriques ennemies, d'autoriser ou d'interdire l'installation de câbles électriques dans les rues.

Si cet État a choisi le collectivisme oligarchique, il a aussi son Parti central et le pouvoir de faire taire toute dissidence. Les journaux peuvent bien être la propriété d'individus prétendant à toutes les libertés d'expression, puisque ceux-là sont des membres de l'élite, et leurs journalistes des membres du Parti central. Les directeurs de toutes les imprimeries sont eux aussi des membres du Parti central, et la distribution des imprimés dans toutes les boutiques, dans tous les clubs, dans tous les cafés et dans toutes les bibliothèques sont assurés par un ou deux services de distribution, dont les directeurs sont des membres de l'élite ou du Parti central. Enfin, un syndicat corporatiste de la presse – et quelques syndicats ouvriers au début, puisqu'ils doivent disparaître – peuvent s'opposer, comme ils le veulent et au prétexte d'un argument humaniste ou métaphysique quelconque, à la distribution de n'importe quel journal ou livre.

Ainsi, l'élite n'a même plus besoin d'user officiellement de la censure, car il semble que c'est le peuple lui-même qui s'insurge contre la basse moralité d'un écrit et le fait disparaître. Le Parti central n'a aucune peine à se procurer les finances nécessaires à la création d'un journal ou d'une radio, ni à en obtenir les autorisations, ni à assurer la diffusion des nouvelles partout dans le pays. Aucun journal ni aucune radio ne se contredisent, et tous colportent, au même moment, les mêmes informations décidées ou autorisées par l'élite. Une agence de presse centrale, dirigée par un membre de l'élite, et dont tous les employés ont pour superviseurs des membres du Parti central, fournit à toute la

presse du pays, et à peu de frais, toutes les nouvelles en provenance du pays et de l'étranger.

La pluralité des opinions politiques et des croyances religieuses tolérées par l'élite est assurée par autant de canaux d'information ou de programmes que nécessaire, et leur orthodoxie par leurs directeurs, membres de l'élite, journalistes, membres du Parti central, et correcteurs-typographes, membres d'un syndicat corporatiste. Ce triple filtrage rend impossible la diffusion de tout propos opposé à l'orthodoxie, et maintient la paix sociale dans le pays comme on la trouve dans une ruche, grâce à des abeilles vivant en harmonie au service de la reine.

Les noms et adresses des acheteurs de matériels d'imprimerie sont soigneusement notés par leurs fabricants et importateurs, membres du Parti central ; il en est de même pour le papier acheté en gros. Les achat, propriété et utilisation de postes émetteurs radio sont soumis à l'obtention préalable d'une autorisation délivrée par la police, ou par le Ministère de l'Information.

Enfin, les progrès de la science, associés à une provision administrative, permettront peut-être un jour de connaître avec exactitude les noms et adresses de chaque propriétaire de poste de radio et de récepteur de télévision, exactement comme on connaît aujourd'hui ceux de chaque téléphone, grâce à un simple numéro. N'importe quelle administration gouvernementale pourra alors s'adresser personnellement à chaque individu, à n'importe quel moment ; ceci permettra également, par exemple et dans le cas d'une déviance idéologique connue, de sélectionner pour lui des informations qui devront le ramener vers l'orthodoxie. Et, à partir de là, il sera même possible de créer des programmes éducatifs et d'information spécialement conçus, par exemple : pour les cordonniers, les employés de la poste, les mécaniciens, les instituteurs et les professeurs, les docteurs, etc.

III. LA CULTURE.

LA LANGUE, DÉTERMINATIF DE LA CULTURE.

Tout acte de sédition, toute révolution, ne peuvent exister que par le verbe et sa transmission d'individu à individu. L'autorité de toutes les élites a d'abord été fragilisée par le verbe avant d'être définitivement détruite. Ainsi que l'explique Marx, « celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre » ; ce fut la faute commune à presque toutes les élites disparues et oubliées.

Beaucoup de dialectes et de particularités régionaux ont disparu en ce siècle, et l'un des premiers bénéfices que nous ont apportés l'éducation laïque organisée par l'État, et la planification des programmes de l'enseignement, fut la standardisation du langage. On pourrait critiquer, d'un côté, les esprits conservateurs qui défendent les identités culturelles ; de l'autre les progressistes qui se font les partisans d'une langue universelle qui permettrait à tous les peuples du monde de facilement et parfaitement se comprendre. Il est exact qu'une langue est une barrière efficace contre l'ennemi extérieur, et qu'elle renforce, chez les masses, les sentiments de l'identité culturelle et du patriotisme. L'une des premières choses que font les vainqueurs aux vaincus est de leur imposer l'apprentissage de leurs langues ; de même que le premier acte des vaincus qui s'organisent encore en mouvement de résistance est de résister à cette pression par la culture de leur langue natale.

Immédiatement après la bataille d'Hastings qui opposa l'armée d'Harold Godwinson, roi anglo-saxon d'Angleterre, au duc Guillaume de Normandie, en 1066, les Français victorieux s'empressèrent d'imposer l'usage de la langue française en Angleterre. La nouvelle cour et la nouvelle noblesse d'Angleterre parlèrent exclusivement le français (et le latin), parce qu'elles ne connaissaient que ces deux langues. Mais la population anglaise, bien que passée sous domination française, résista pourtant à cette pression culturelle, et elle conserva les dialectes de ses différentes régions, et le vieil anglais principalement – il a fallu attendre la fin de l'occupation française, et les écrits de Geoffrey Chaucer, pour qu'un début de standardisation d'une langue anglaise s'amorçât, c'est à dire à partir du XVe siècle, puis l'arrivée de Shakespeare, à partir du début du XVIe siècle, pour

que la standardisation définitive d'une langue commune à tous les Anglais commence. La nouvelle élite d'Angleterre s'efforça pourtant de dénigrer la langue anglo-saxonne, en la présentant comme celle des « gens inférieurs », autant que faire se put, mais rien n'y fit, et ainsi durant les plus de deux siècles suivants. Guillaume de Normandie tenta d'apprendre la langue de ses nouveaux sujets, en vain ; il dut faire rédiger les nouveaux textes de loi en latin et en anglo-saxon (old english), exclusivement. Par le fait d'une obstination de la nouvelle élite à s'exprimer en français, la langue anglo-saxonne, parlée par l'ancienne, connut un fort déclin (vers le XIIe siècle), mais jamais une disparition complète.

Aussi, cette élite fit la promotion de d'une nouvelle riche poésie de langue française comme un moyen de conquête, culturelle cette fois. La *Chanson de Rolland*, écrite vers le milieu du XIIe siècle par Turoldes de Saint-Peterborough, la *Romance de Tristan et Iseult*, réellement rédigée pour la première fois par les poëtes anglo-normands, et les légendes du Roi Arthur et de Merlin, en sont aujourd'hui les exemples les plus connus. Mais, là encore, ce fut un échec ; vers la fin du XIIIe siècle, le français était partout en Angleterre considéré comme une langue étrangère. L'élite intellectuelle anglo-normande, devenant pourtant de plus en plus isolée, tenta jusqu'au début du XIVe siècle d'imposer le français dans le clergé et dans les universités, et imposa par décret, en 1325, qu'à Oxford, « toute conversation devait être tenue en latin ou en français[148] ». Mais en 1332, par un acte du Parlement, et comme conséquence des changements politiques, le français devait être enseigné aux enfants de la classe supérieure, *de manière à ce qu'ils puissent connaître la langue de l'ennemi*[149]. Ce fut la guerre de Cent Ans, et la Peste noire de 1349-1350 qui menèrent à une meilleure considération de la classe inférieure et de la langue qu'elle employait, qui firent définitivement disparaître l'usage du français en Angleterre. En 1349, l'anglais fut à nouveau imposé dans les écoles ; en 1362, la Parlement interdit finalement l'usage du français dans les cours de justice, au motif qu'il était « bien inconnu[150] ».

L'anglais de cette époque devait une partie importante de ses origines à l'ancien allemand (saxon), et aucune au français, ni même au latin. Les espoirs de conquête des Français par la

148 *"All conversation be in Latin or in French".*
149 "[…] *French be taught the children of the upper-classes so that they might know the tongue of the enemy".*
150 *"French is much unknown".*

culture et par la langue partaient d'un bon raisonnement, mais ils avaient infiniment moins de chance d'aboutir que s'ils avaient été de culture germanique ou danoise. Dans cet autre cas, il eut été facile, à la suite de la conversion du peuple anglais à la l'usage de l'allemand, par exemple, de complètement l'absorber culturellement, et ainsi d'en faire une extension de la France, définitivement ; et, aujourd'hui, l'Angleterre serait sans aucun doute fort différente de ce qu'elle est.

De cette petite leçon de l'Histoire, et de quelques autres similaires, nous connaissons bien l'étroite relation qui existe entre la langue, la culture et le pouvoir politique, et nous pouvons définir une méthode qui, si elle ne permettrait pas à coup sûr de conquérir un pays étranger par l'arme de la culture, à le pouvoir de façonner comme on le veut les sentiments de la masse. En outre, nous savons que ce sont les poëtes et les penseurs qui enrichissent la langue d'un peuple ; mais nous savons aussi que cet enrichissement est bien souvent porteur des germes de toutes sortes de revendications dirigées contre l'élite. Nous savons encore que, réciproquement, l'élite dirigeante assoit bien son pouvoir sur la supériorité intellectuelle qu'elle a sur la masse des dirigés. Cela a été largement expliqué dans la première partie, et nous a permis de comprendre pourquoi la première des règles du collectivisme oligarchique dit que *l'ignorance, c'est la force*[151].

APPAUVRIR LA LANGUE, C'EST CONTRÔLER LA PENSÉE.

La richesse d'une langue conditionne l'expression de la pensée, et même la portée de la réflexion. Si, pour assurer sa survie, l'Homme doit quotidiennement s'affranchir de répétitions d'actions (physiques ou intellectuelle et abstraites, peu importe), et que l'étendue de son vocabulaire est limitée à ce qui est strictement nécessaire à sa survie, alors il ne pourra jamais se révolter contre l'élite et triompher moins encore, et il n'aura même pas la capacité de comprendre les arguments d'un agitateur. L'appauvrissement, et aussi la « standardisation » du vocabulaire des classes inférieure et moyenne, sont des garanties supplémentaires de l'orthodoxie, et des moyens efficaces de tuer dans l'œuf les révolutions intérieures. Toutes les révolutions populaires,

151 Bien sûr, la syntaxe de cette règle, comme celle des autres, est rendue délibérément elliptique et dépourvue de ses arguments, afin que seuls les membres de l'élite dirigeante puissent parfaitement en comprendre la signification complète. La masse, elle, doit être invitée à comprendre que son ignorance la préserve de toutes les difficultés de la vie moderne, prises en charge pour elle par l'État, et de toutes les pensées parasites qui freineraient sinon l'élan de sa force collective en toutes choses.

depuis l'arrivée des penseurs Hegel et Herder, ont puisé leurs énergies et ont trouvé leurs mythes dans des abstractions hautement métaphysiques qui ne peuvent être exprimées à l'aide d'un vocabulaire adapté aux seuls besoins élémentaires de la survie et de l'interaction sociale ordinaire. L'un des exemples les plus remarquables de ce fait que nous fournit l'Histoire est celui de l'Allemagne. Jusqu'aux arrivées de Hegel, et surtout de Goethe, durant la période comprise entre la fin du XVIIIe et le début du XIXe siècle, la langue allemande était si pauvre que l'élite prussienne utilisait le français à la cour – pareillement en Russie. Frédéric II de Prusse a rédigé ses nombreux écrits en français, et il n'écrivait en allemand que lorsqu'il s'adressait à son armée et rédigeait des principes de stratégie militaires. Dans *Guerre et Paix*, Léon Tolstoï fait dire à l'un des personnages que « même étant né en Russie, il pense en français », car le français représentait pour lui, non seulement la manière de parler, mais aussi celle de penser. L'Allemagne, tout comme la Russie, n'ont pu commencer à élaborer des abstractions et à débattre des philosophies dans leurs langues que tardivement, grâce à quelques-uns de leurs poëtes. En Allemagne comme en Russie, le renversement de la vieille élite n'a pu être possible que grâce aux doctrines, rédigées avec un haut degré d'abstraction, par Hitler, Marx et Lénine.

Si, dans un pays où l'on souhaite pleinement et durablement instaurer un système de gouvernance collectiviste oligarchique, la masse s'exprime avec une langue riche, alors il faut l'appauvrir.

Récemment, Charles Kay Ogden a reformulé les principes de construction et d'articulation du langage, afin de le rendre commun à tous les degrés d'intelligence d'un peuple, et de le débarrasser de tous les mots qui égarent la pensée vers un haut niveau d'abstraction. « Partout dans le monde occidental, on admet que les gens se rencontrent fréquemment, et qu'il n'est pas seulement agréable de parler ; car ce que l'on nomme la plus élémentaire des courtoisies incite à dire quelque chose, même lorsque l'on trouve difficilement quoi que ce soit à se dire. "Tous les hommes civilisés", dit feu le professeur Mahaffy, dont les Principes de l'art de la conversation[152] provoquent la présente réflexion, "ressentent, ou devraient ressentir ce besoin comme un devoir ; c'est l'œuvre universelle à laquelle nous sommes tous obligés".

---

152 SIR JOHN PENTLAND MAHAFFY, *The Principles of the Art of Conversation*, 1888.

Ceux qui ne s'y plient pas sont punis par le manque d'amour ou la négligence à l'égard de la société.

« Il y a sans doute un art de dire quelque chose lorsqu'il n'y a pourtant rien à dire, mais il est également certain qu'il y a un art, non moins important, de dire clairement ce que l'on souhaite dire lorsqu'il y a une abondance trop grande de moyens pour le faire. Et la conversation atteint rarement le niveau d'un passe-temps intellectuel, s'il n'existe aucune méthode adéquate d'interprétation pour le faire.

« Le symbolisme est l'étude de l'influence du langage et des symboles de toutes sortes dans les relations entre les hommes, et, en particulier, de leur influence sur la pensée. Il incite à s'intéresser à la manière dont les symboles nous aident, ou nous empêchent, de réfléchir à propos de toute chose.

« Les symboles dirigent et organisent, enregistrent et communiquent. Disant qu'ils dirigent et organisent, enregistrent et communiquent, nous devons distinguer, comme toujours, les *pensées* et les *choses*[153]. C'est la pensée (ou, ainsi que nous le dirons ordinairement, la *référence*) qui est dirigée et organisée, et c'est aussi la pensée qui est enregistrée et communiquée. Mais, exactement comme nous disons que le jardinier tond le gazon, alors que nous savons que c'est la tondeuse qui effectue cette tâche en réalité, bien que nous sachions que la relation directe des symboles s'accomplit avec la pensé, nous disons aussi que les symboles enregistrent (regroupent et associent) les événements, et communiquent des faits.

« En excluant des éléments essentiels au moment de nous exprimer par le langage, nous faisons facilement apparaître des problèmes et des difficultés. Et ces problèmes et difficultés disparaissent sitôt que l'expression est examinée plus attentivement. Les mots, ainsi que nous le savons maintenant, ne “signi-

153 Le mot « chose » ne convient pas à l'analyse entreprise ici, parce que, dans les usages populaires, son sens est restreint aux substances matérielles – un fait qui a mené les philosophes à privilégier l'usage du mot « entité » ou « objet » pour désigner quoi que ce soit d'une manière générale. Il a semblé désirable, par conséquent, d'introduire un terme technique pour désigner toute chose à laquelle nous pourrions penser ou laquelle nous pourrions faire référence. Bien que le sens que les philosophes donnent au mot « objet » soit celui des origines, il a connu une malheureuse histoire qui crée aujourd'hui une confusion. Le mot « référent », par conséquent, a été adopté à sa place, quoique son étymologie soit discutable, lorsqu'on le met en relation d'autres dérivées telles que « agent » ou « réactif ». Mais, même en latin, le participe présent (*vehens* in equo) admet occasionnellement des variations selon les usages, et, en anglais, une analogie avec des substantifs, tels que « réactif », « mesure », et « incident » peut être imposée. C'est pourquoi « référent », dans ce qui suit, doit être considéré comme un équivalent de « chose », et non d'une personne active, et ne doit donner lieu à aucune confusion (*N. D. A.*, C. K. Ogden).

fient" rien en eux-mêmes, bien que la croyance disant qu'ils ont un sens fut universellement admise[154]. »

Ogden explique que la reconnaissance du sens des mots dépend des sons qu'ils produisent au moment de les dire, et que sans cette traduction en sons distincts les uns des autres, les mots ne peuvent être reconnus comme tels. Et il ajoute à ce moment que cette distinction est inconsciente lorsque nous utilisons une langue apprise durant notre enfance, puisqu'aucun effort de réflexion consciente n'est nécessaire pour en choisir les mots. Au contraire, l'usage d'une langue étrangère apprise après la langue natale, grâce à une comparaison avec les mots de cette dernière, exige un effort de réflexion conscient. L'une des principales caractéristiques permettant de différencier la poésie et le jargon strictement scientifique, est que la poésie nous oblige à consciemment nous attarder sur le caractère sensuel (et parfois métaphorique) de chaque mot, alors que le jargon scientifique est précisément conçu pour exclure cette possibilité.

Ensuite, l'interprétation du sens des mots dépend du contexte psychologique dans lequel ils sont exprimés. Pour les reconnaître comme des sons ayant un caractère distinctif, nous avons besoin d'un contexte qui rassemble le mot, et d'autres sont plus ou moins similaires. Et pour reconnaître un mot comme tel, il doit former un contexte associé à des expériences[155] autres que des sons.

« C'est seulement lorsqu'un penseur fait usage des mots qu'ils peuvent signifier quelque chose ; ils deviennent alors des instruments. Mais en parallèle de cet usage référentiel qui, pour accomplir toute réflexion, doit faire du langage une activité intellectuelle et consciente, les mots ont d'autres fonctions qui, regroupées en une seule catégorie, servent à communiquer des émotions. Ceux-là ne peuvent être convenablement examinés que lorsque le contexte du problème de la stricte déclaration et de l'interprétation intellectuelle a été circonscrit. L'importance des aspects émotionnels du langage n'est pas minimisée pour autant, et quiconque s'intéresse en particulier aux langues primitives et populaires pourrait bien devoir inverser l'ordre de cette approche. Bien des difficultés, vraiment, provenant du comportement des mots durant la conversation, même entre des scienti-

---

154 C. K. OGDEN, *The Meaning of Meanings*, chap. I. "Thoughts, Words and Things", 1923.

155 *Expériences* couvre ici les sensations, les images, les sentiments, etc., et peut-être les modifications inconscientes de notre état d'esprit, expliquées dans l'article *Évaluation sociologique* du chapitre II. (*Stade d'évolution de la société*) de la Première partie.

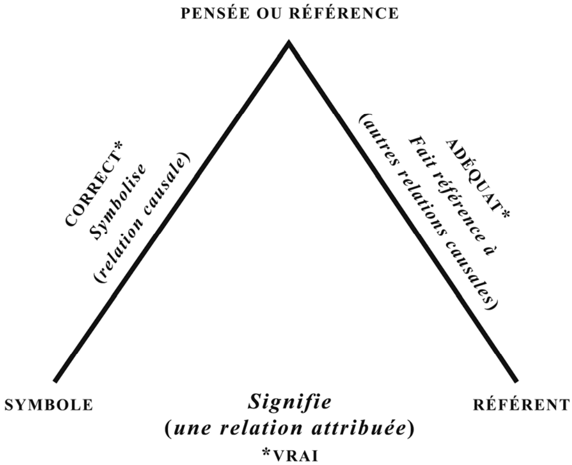
fiques, nous obligent, dès le début de nos analyses, à tenir compte de ses influences “non symboliques”. Mais pour l’analyse du sens des “significations” qui nous concernent en tout premier lieu, mieux vaut commencer par les relations entre pensées, mots et choses, telles qu’on peut les trouver dans les cas de discours réfléchis dénués d’émotion, de diplomatie et autres éléments parasites. Et, pour la mener à bien, la relation distante entre les mots et les choses est la caractéristique qui doit attirer le plus notre attention.

« Ceci peut être simplement illustré par un diagramme (ci-dessous), dans lequel les trois facteurs que l’on trouve dans toutes les déclarations que l’on peut faire, ou comprendre, sont placés aux angles du triangle ; les relations qui les unissent apparaîtront sur les côtés. Ce dernier fait peut être formulé autrement, en faisant remarquer que la base du triangle fournit une information très différente de celles des deux autres côtés.

« Il y des relations de causalité entre une pensée et un symbole. Lorsque nous parlons, le symbolisme que nous employons est causé, d’une part, par la référence que nous faisons, et, d’autre part, par des facteurs d’ordres sociaux et psychologiques – le propos pour lequel nous faisons une référence, l’effet proposé de nos symboles sur les autres personnes, et notre propre attitude. Lorsque nous entendons ce qui est dit, ensemble, les symboles nous obligent à réaliser un acte de référence et à adopter une attitude qui sera, selon les circonstances, plus ou moins similaire à l’acte et à l’attitude de celui qui parle.

« Il y a aussi une relation entre la *pensée* et le *référent* ; plus ou moins directe (comme lorsque nous pensons à une surface colorée qui nous est présentée), ou indirecte (comme lorsque nous pensons, ou faisons référence à Napoléon), auquel dernier cas il peut y avoir une longue chaîne de « signes-situations » qui interviennent entre l’acte et son référent : mot, historien, récit contemporain, récit de témoin visuel, l’intéressé lui-même (Napoléon).

« Il n’y a aucune relation pertinente à établir entre le symbole et le référent autre que celle qui est indirecte, laquelle consiste en son usage par celui qui voudrait en faire un référent.



* On distingue le vrai *symbole* de la vraie *référence* comme suit. Un vrai symbole = celui qui enregistre correctement une référence adéquate[156]. Le vrai symbole est généralement un ensemble de mots ayant la forme d'une proposition ou d'une phrase. Il contient (a *enregistré*) correctement une référence adéquate lorsqu'il causera l'apparition d'une référence similaire dans une interprétation appropriée. Il est faux quand il contient (a *enregistré*) une référence inadéquate. Par exemple, si nous disons, "Charles I. mourut dans son lit en faisant des remarques pleines d'esprit", notre symbole est plus probablement incorrect que notre référence est fausse, car rien ne suggère clairement que le référent est la mort de Charles I. dans *son* lit. Mais, dans bien des cas, une exégèse aussi audacieuse est gratuite, et il est alors plus difficile de décider si c'est le symbole qui est incorrect, ou la référence qui est fausse. Dans le cas opposé, lorsque nous disons, "Le soleil tente de disparaître", ou "La montagne s'élève", nous pouvons clairement faire des références pas plus différentes que si nous devions faire une description scientifique de la situation ; mais nous pouvons vouloir dire que ces assertions doivent être considérées "littéralement". En disant que nous considérons une assertion "littéralement", nous voulons dire qu'il faut interpréter nos symboles comme des symboles primaires, c'est-à-dire comme des noms utilisés avec une référence fixée par un contexte de discours donné. Quand, pour quelque raison, telle qu'une pauvreté de langage, nous ne voyons aucun symbole, nous pouvons arbitrairement en choisir un dont le référent est analogue au nôtre, et effectuer le transfert de ce symbole. Ensuite, si celui qui s'adresse à nous manque de voir que de tels symboles sont métaphoriques, ou seulement approximatifs, et les considère littéralement, alors le faux apparaît – autrement dit, la symbolisation correcte d'une référence fausse par laquelle celui qui interprète pourraît bien se tromper. D'un autre côté, si celui qui parle fait une référence vraie, mais qu'il utilise des symboles dont une personne qui les interprète convenablement fait de fausses références, alors le symbole est incorrect.

---

156 Il est utile en anglais de pouvoir jouir d'un terme tel qu'"adéquation", par lequel nous pouvons distinguer le sens selon lequel un symbole peut être vrai, duquel une référence est vraie. Dans des phrases telles que "Ce qu'il a dit est inexact", l'ambiguïté est évidente ; nous ne savons pas si c'est le symbole ou la référence qui était faux. Dans des cas plus subtils, où le mot "proposition" est innocemment introduit, des confusions s'ensuivent souvent, lesquelles, faute de cette distinction, sont difficiles à élucider. Le terme "adéquation" présente l'avantage de suggérer la difficile question : en quel sens la référence est capable de définir un degré, si elle en est capable (N. D. A., C. K. Ogden).

« C'est-à-dire que les *symbole* et *référent* de notre diagramme ne sont pas directement connectés (et quand, pour des raisons grammaticales, nous sommes obligés d'établir une telle relation, elle sera seulement imputée, à l'opposée d'une réelle relation), mais, seulement indirectement, établiront une relation entre eux en passant par les deux côtés du triangle. Il peut paraître superflu d'insister pour dire qu'il ne peut y avoir de connexion directe entre, disons, le mot “chien” et certains objets communs que nous pouvons apercevoir dans nos rues, et que la seule connexion qui pourrait être faite est celle qui consiste en notre usage de ce mot lorsque nous faisons référence à cet animal. Cependant, nous remarquerons que le genre de simplification typique de cette théorie (qui fut un temps universelle) de relations de signification directe entre les mots et les choses est la source de presque toutes les difficultés que l'expérience de la pensée rencontre[157]. »

La théorie d'Ogden n'est pas forcément simple à comprendre dans sa formulation, mais l'idée qu'il en tira ne manque pas moins de clarté que d'intérêt. Quelques années après la publication de *The Meaning of Meanings*, en 1932, il a développé le « *Basic English*[158] » et proposé son enseignement généralisé.

Le *Basic English* « est un langage fait de 850 mots qui permet d'exprimer, clairement et simplement, presque tout ce que nous pouvons dire en utilisant un vocabulaire classique de 15 000 à 15 000 mots. Sachant qu'aucune autre langue ne peut être autant réduite tout en conservant son caractère, que l'anglais est maintenant la langue naturelle ou officielle de plus de 500 millions de personnes, il a été prioritairement conçu comme un médium de communication général et international. Son vocabulaire peut aussi être utilisé en association avec les nomenclatures internationales des sciences, comme avec d'autres terminologies. Sa structure défie les grammairiens de reconsidérer leurs catégories depuis le point de vue de la Grammaire universelle, laquelle se concentre principalement sur une nouvelle approche des fonctions du verbe indo-européen, et, avant tout sur une nouvelle application de la théorie des fonctions linguistiques.

« Vu depuis cet angle, le *Basic* cherche moins à changer notre manière de nous exprimer qu'à encourager une attitude différente par rapport au sens de ce que nous disons. Il offre aux étrangers un moyen de communication qui ne présentera aucune différence par rapport à l'anglais standard ; il offre à ceux dont l'anglais est

157 *Ibid.*

158

la langue natale un instrument éducatif, avec lequel les contextes et les connexions peuvent être analysés dans l'intérêt d'une pleine appréciation des ressources du langage comme pris dans son ensemble. En d'autres mots, toutes les améliorations des usages grammaticaux qu'il peut faire apparaître seront indirectes ; mais, depuis le point de vue d'une grammaire perçue comme une science, il a certaines suggestions à faire qui impliquent de profonds bouleversements[159]. »

Ogden a rédigé un dictionnaire de 850 mots élémentaires qui sont également des racines de son vocabulaire : environ 500 noms, 150 adjectifs et 82 verbes. Ils peuvent chacun être étendus par l'utilisation d'une liste de suffixes. Il explique que la connaissance de ces 850 mots est indispensable à la pratique du *Basic*, auxquels il convient d'ajouter 150 mots nécessaires à l'exercice d'une profession spécifique, dont 50 doivent être extraits d'une sous-catégorie spécialisée de la profession choisie. Ce qui nous fait donc un vocabulaire de 1000 mots exactement pour converser, lire le journal, s'acquitter des échanges administratifs courants, et travailler. Mais il recommande également l'apprentissage de 200 autres mots d'origine étrangère nécessaires à la pleine compréhension des nouvelles du reste du monde. Il estime à 1000 le nombre de mots couvrant toutes les activités professionnelles possibles, séparées en catégories génériques telles que commerce, industrie et sciences.

Des préfixes et suffixes permettent, bien sûr, de préciser les antonymes, genres, pluriels, etc.

Ainsi :

L'ajout d'un « s » à la fin d'un mot de *Basic* indique le pluriel, comme en français (ex. : *cats* [chats] est le pluriel de *cat* [chat])
L'ajout d'un « er » ou « est » à la fin d'un adjectif permet de changer son intensité (ex. : *faster* [plus rapide *que*] est plus rapide que *fast* [rapide], et *fastest* [le plus rapide] est le plus rapide de tous).
L'ajout d'un « ly » à la fin d'un mot permet de créer un adverbe (ex. : *friend* [ami] devient *friendly* [amicalement]).
L'ajout d'un « un » au début d'un mot permet de créer un antonyme (ex. : *friendly* [amical ou amicalement] devient *unfriendly* [hostile]).

159 C. K. OGDEN, *Basic English : a General Introduction with Rules and Grammar*, "Introduction", 1932.

Une soixantaine de verbes de l'anglais classique qui sont conservés dans le *Basic* ne peuvent y être utilisés que comme noms (attaque, éveil, base, contrôle…). Il s'ensuit, par exemple, que l'on ne dit pas « je contrôlerai » (*I will control*), mais « je ferai un contrôle » (*I will make a control*).

Quelques autres penseurs, inspirés par la démarche d'Ogden, ont fait remarquer qu'il était possible de remplacer beaucoup de noms par des initiales (ex. : CM pour commandant, EP pour école primaire) et d'assembler des parties de plusieurs mots pour en faire des mots uniques et des contractions, ainsi que cela est déjà pratiqué en Union soviétique (ex. : en Union soviétique, *bureau politique* (Политическое бюро) devient *Politburo* (*Политбюро*), et *jeunesse communiste du Parti communiste de l'Union soviétique* (Коммунистический союз молодежи) devient *Komsomol* (*Комсомóл*) ; en général et entre autres exemples dans d'autres pays, Ministère de l'Information pourrait devenir *Mininfo*, et Chambre des députés *Chamdép*.

Pour servir le propos plus particulier de l'orthodoxie, et d'une doctrine humaniste et métaphysique permettant le maintien de la structure sociale collectiviste oligarchique, les mots qui désignent des choses, des idées ou des individus peuvent être remplacés par d'autres ayant plus ou moins de force ; c'est selon le sentiment que l'on veut suggérer. Par exemple, *dévier* pour « manquer d'orthodoxie », *puer* ou *saboter* pour « proférer une idéologie contraire à l'orthodoxie », *entrer en état de grâce* pour « accéder à l'élite » et *tomber en disgrâce* pour « en être banni », *désagrément* pour colère, *accommodant* pour luxueux, *auditif* pour « aveugle » et *regardant* pour « sourd », *comprendre* pour « observer l'orthodoxie », *éclairer* pour « espionner », *désintéressé* ou *altruiste* pour « s'impliquer avec foi et gratuitement au service de l'idéologie dominante ou des autorités gouvernementales », etc.

En résumé, et d'un point de vue général, les avantages autres que ceux évoqués par Ogden, ainsi que ceux des conversions de certains mots en initiales et des contractions sont : 1) une amélioration générale de l'application de l'orthodoxie dans les classes moyenne et inférieure ; 2) une dissociation des actions et des sentiments parasites qui les accompagnent ordinairement ; 3) une simplification et des économies considérables de temps, d'efforts et d'apprentissage pour les personnels administratifs qui utilisent quotidiennement une machine à écrire.

LE CONTRÔLE DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION.

Qui fait la politique, fait l'Histoire ; qui fait l'Histoire, fait la culture. La culture d'un pays moderne peut être métaphoriquement comparée à une œuvre sculptée par les événements politiques et économiques, lesquels sont, dans une large mesure, mais pas forcément, le fait de l'élite dirigeante – ce sont les successions de faits politiques et économiques qui construisent l'Histoire.

Cependant, lorsque l'élite dirigeante ne contrôle pas les événements politiques et économiques, elle a encore le pouvoir de les présenter à la masse comme elle l'entend, en cooptant pour cela un corps de greffiers et d'historiographes sélectionnés d'après des critères de compétence et d'orthodoxie. Les faits de la politique sont habituellement consignés par écrit, et ces écrits sont pieusement conservés, puis archivés par date dans de grands entrepôts. Comme une majorité de ces écrits est secrète, les entrepôts où elles sont conservées sont bien gardés par des employés de l'administration, dont l'élite s'est préalablement assurée de leur fidélité. Ensuite, un petit comité d'experts archivistes est chargé par l'élite dirigeante d'offrir un accès limité à ces archives au corps des historiographes, afin que ces derniers puissent construire et raconter à la masse l'histoire du pays. C'est grâce à l'orthodoxie et aux savoirs historiques et littéraires de ces historiographes que l'histoire du pays sera rédigée en des termes aussi flatteurs que possible, et que les réalités du pouvoir politique, au contraire, seront présentées en des termes simplifiés ou ignorés. Et c'est d'après les essais, biographies, monographies et autres chronologies que rédigeront ces historiographes présentés à la masse comme les meilleurs historiens de leur temps, que seront rédigés à leur tour les manuels scolaires.

Il y a donc une nécessité à conserver les écrits de l'ensemble de la machine gouvernementale, et à en publier une partie plus ou moins grande. Sinon, la masse perdrait peu à peu le sentiment de son identité, ses individus se détacheraient affectivement du troupeau, et il ne serait plus longtemps possible de contrôler leurs pensées et leurs actions.

Lorsque le comité des experts archivistes juge que des secrets politiques et diplomatiques sont devenus assez anciens pour ne plus l'être, et qu'ils ne risquent plus d'offenser un pays allié ou le peuple, ils les mettent à la disposition des historiographes. Aussitôt, les historiographes les présentent comme de fracassantes

réalités – que personne ne peut mettre en doute, puisque l'élite les admet à demi-mot, et consacre régulièrement leurs rédacteurs. Dans le même temps, la presse remplit ses pages avec quelques extraits bien choisis, et encense leurs auteurs, ce qui stimule la curiosité naturelle de l'esprit des hommes qui constituent la masse. C'est ainsi que l'Histoire se fait, qu'elle entretient, accessoirement, les historiographes et leurs popularités, et que, à partir de là, tout ce que ces derniers pourront dire sera tenu pour vérité évangélique jusqu'à bien après qu'ils ne soient plus.

L'histoire est pleine de mythes et elle est la source des croyances populaires. La Bible, la Torah, le Coran et les poèmes et chroniques d'Homère sont les livres d'Histoire les plus anciens que nous connaissons, d'où leur grande valeur pour l'essentiel. Cela ne signifie pas qu'ils ne racontent que des tissus de mensonges, mais qu'ils embellissent en quelques cas des réalités peu flatteuses, et qu'ils rapportent en d'autres des croyances populaires d'antan dont nous ne saurions rien sinon.

Geoffrey Chaucer peut être considéré aujourd'hui, à la fois comme le fondateur de la langue anglaise, et comme l'un des premiers chroniqueurs objectif de la société de son temps – tout spécialement avec les *Contes de Canterbury*, rédigés vers la fin du XIVe siècle –, et il exerçait l'activité de messager diplomatique.

Les Anglais, en raison de leurs intenses activités maritimes et commerciales, furent parmi les premiers à publier régulièrement des ouvrages consacrés aux changements de frontières dans le monde, aux traités internationaux et aux négociations internationales. Lewis Hertslet, libraire du Foreign Office britannique entre 1810 et 1857, puis son fils et ses successeurs s'en chargèrent avec une grande régularité. C'est à cette même époque que le Foreign Office, et quelques autres ministères de la couronne britannique, s'impliquèrent activement dans l'édition et la publication d'essais, avec pour but, non seulement d'informer la masse, mais aussi de la convaincre. Cette entreprise était, à plusieurs égards, une réponse diplomatique à l'émergence de l'opinion publique, c'est-à-dire de l'importance politique grandissante de toutes ces opinions qui n'étaient pas nécessairement celles du gouvernement, est qui étaient communiquées par la presse, les assemblées locales, les universités et les salons d'une élite intellectuelle et politique eurasienne occidentale alors en pleine expansion et devenue très mobile. Les effets de ces opinions variaient selon les pays et les origines des institutions politiques et sociales.

Même dans la Russie très autocratique du Tsar de cette époque, les ministres devaient prendre en compte les propos d'une élite étrangère connaissant le monde slave et parlant le russe, au moment d'entretenir les relations avec les empires autrichien et ottoman. Il y eut, sous le règne de Napoléon III, une tentative de publication d'une sélection par le Quai d'Orsay, mais, par crainte de révéler des informations que l'Allemagne trouverait peut-être précieuses, celle-ci avorta. Réciproquement en Allemagne : le Reichstag contraignit Bismarck à renoncer à la publication du premier tome des *Livres blancs*. En 1861, le State Department américain lança une série de publications diplomatiques annuelle qui, elle, connut une longue suite, le *Foreign Relations of the United States*. Un peu plus tard, le gouvernement français entreprit la publication de ses *Livres jaunes* qui, comme les *bleus* des Anglais, débattaient des négociations et de leurs développements.

Les documents ainsi publiés par les ministères des Affaires étrangères étaient parfois incomplets, et même falsifiés. À partir de là, il arriva que des câbles diplomatiques soient délibérément rédigés en des termes qui les destinaient naturellement à une publication. Ceux qui le faisaient avaient pour intention d'influencer les parlementaires et l'opinion publique ; c'est pourquoi ils faisaient aussi des sélections d'articles et de documents devant servir un but de propagande. Des ministres des affaires étrangères et des ambassadeurs agirent également ainsi, dans le but de justifier la conduite de leurs missions, et de créer des arguments contre, ou en faveur, des rivaux et des alliés. Durant la fin du siècle dernier, la plupart des gouvernements s'engagèrent dans la publication de volumes de documents diplomatiques, dont la vocation était moins d'instruire et d'éduquer les masses que de diffuser des informations trompeuses ou de défendre des points de vue. Ces entreprises étaient également motivées par les émergences de nouveaux systèmes de gouvernement qui remplaçaient un peu partout les monarchies et les empires, et elles étaient faites par des diplomates travaillant étroitement avec des intellectuels que nous pouvons considérer comme les ancêtres de nos « historiens orthodoxes » actuels.

Les historiens de cette période dont le patriotisme fut le plus zélé doivent être trouvés parmi les Allemands. Selon les mots de l'historien français Gabriel Monod, l'Allemagne du XIXe siècle n'était rien d'autre qu'un « vaste laboratoire de l'Histoire[160], » et

---

160 GABRIEL MONOD, *Du Progrès des études historiques en France depuis le XVIe*

l'écriture de l'Histoire devint un outil de fabrication du sentiment d'identité culturelle et du patriotisme.

Les historiens allemands ont été particulièrement soucieux d'exacerber les vertus politiques de la Prusse ; le meilleur exemple en est Heinrich von Sybel, qui fut le fondateur de la *Historische Zeitschrift*[161], et le directeur des Geheimes Staatsarchiv Preußischer Kulturbesitz (Archives secrètes d'État prussiennes). Sous ses auspices, et grâce à un financement, du Landtag (Diète d'État) prussien, von Sybel lança, en 1878, ce qui devait devenir la monumentale collection des *Publikationen aus den königlich-preußischen Staatsarchiven* (Publications des archives d'État royales prussiennes), arrêtées en 1913. Celles-ci couvraient à la fois les sujets de la politique intérieure et des affaires étrangères. Von Sybel se fit même assez clair dans son intention, lorsqu'il écrivit dans la préface du premier numéro des *Publikationen* : « Un peuple qui ne sait pas d'où il vient ne sait pas non plus où il va. Son éducation politique ne pourra se faire de la bonne manière que si elle s'accorde avec une pleine conscience de son développement historique, et ceci n'est pas imaginable tant que les documents originaux demeurent inaccessibles ».

Les mots de von Sybel touchèrent le Ministère français des Affaires étrangères de l'époque, qui considérait déjà la possibilité de publier ses propres archives diplomatiques[162]. Les historiens français s'intéressaient, bien sûr, beaucoup aux événements de 1870-1871. Ils pensaient alors que la défaite française contre les Prussiens était en partie due à la mauvaise qualité de l'enseignement dans les écoles du pays. Émile Boutmy, le directeur de l'École libre des sciences politiques nouvellement créée, avait déclaré, en 1873, que le public français avait été trop facilement distrait durant l'été 1870 par une presse nationaliste et frivole[163]. Les historiens français devaient donc se faire un devoir d'inculquer aux citoyens un minimum de connaissances concernant les affaires internationales, de façon à ce que de telles calamités ne se reproduisent plus à l'avenir. Le bonapartisme avait définitivement désillusionné la France de cette époque. Une nouvelle génération montante d'intellectuels républicains et

siècle, « Revue historique », 1876.

161 *Revue historique*, dont le premier numéro fut édité en 1859.

162 Procès-verbaux de la Commission des Archives Diplomatique, 6 April 1880.

163 Il faut aussi entendre dans cette déclaration la part d'opinions politiques de son auteur, membre du Cercle Saint-Simon, et parti en croisade contre une presse encore majoritairement libérale à cette époque.

socialistes pensait que la France devait se séparer affectivement de son passé immédiat, s'il voulait recouvrer sa puissance. Le diplomate, historien et alors futur ministre des Affaires étrangères, Gabriel Hanotaux[164], proclama qu'une nouvelle ère réclamait une nouvelle Histoire [de France][165]. Mais réécrire l'Histoire était une chose qui ne pouvait se faire sans nouveaux documents, ou, de toute façon, sans un accès plus libre à ceux de l'ancienne. C'est en grande partie grâce à cette intervention de Hanotaux que, en 1874, une Commission des Archives diplomatiques fut créée au Quai d'Orsay. C'est le ministre des Affaires étrangères lui-même qui fonda la Commission des Archives diplomatiques, Élie Decazes. Il demanda à ses membres de recommander pour publication des documents qui permettraient à ses lecteurs d'acquérir une vraie et saine éducation diplomatique, car il voulait offrir aux envoyés diplomatiques français les moyens et procédures de la politique passée qui avait donné à la France sa grandeur.

Composée d'archivistes, de libraires, d'historiens distingués et de diplomates en activité, tous inspirés par l'entreprise prussienne, la *Commission* décida en 1880 de lancer l'édition et la publication des instructions données aux envoyés français durant la période 1648-1789 (c'est-à-dire entre la fin de la guerre de Trente Ans et la rédaction du Traité de Westphalie, et la première Révolution française)[166]. La rédaction des recueils suivants donna lieu à bien des discussions, car, bien que les périodes dont ils parlaient fussent parfois assez anciennes, certains de leurs événements étaient toujours délicats à traiter, ou remettaient en question le sens idéologique que les élites leur avaient donné jusque-là, et qui, dans quelques cas, pouvait même remettre en question les mythes sur lesquels avait été fondée l'actuelle Constitution.

Le géographe et historien Bertrand Auerbach, qui édita un tome rapportant les instructions données aux représentants auprès de la Diète impériale prussienne à Ratisbonne, s'est lui aussi trouvé fort embarrassé lorsqu'il commenta ses documents diplomatiques, en suggérant que le nationalisme allemand s'était développé en réaction aux persistantes interférences françaises

164 Décédé le 11 avril dernier.

165 GABRIEL HANOTAUX, *Mon Temps*, vol. II, 1938.

166 Le titre de ce premier volume fut, *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, édité par l'historien Albert Sorel, qui devint ainsi l'un des fondateurs de l'Histoire diplomatique de la France (*N. D. E.*).

dans les affaires intérieures de la Prusse. Ce n'était évidemment pas ce que les diplomates français voulaient voir publier et être lu par tous, lorsque ce tome fut soumis à un examen par la *Commission*, en 1911. Les commentaires d'Auerbach furent modifiés, et quelques documents supprimés avant sa publication.

Ceux qui eurent à rédiger et à publier la volumineuse série, beaucoup plus récente et surtout plus importante, *Les Origines diplomatiques de la Guerre de 1870-1871*, connurent beaucoup moins de déboires, cependant, ce qui ne manque pas d'être surprenant. Le but de la publication de cette collection était, pour l'essentiel, de révéler aux masses la récente histoire de leur pays, et d'attirer leur attention sur les faiblesses du bonapartisme, et du libéralisme en général. La manière de rédaction des textes devait, par contraste, également être favorable au socialisme montant. Leur publication fut lancée en 1907, juste après la formation du gouvernement du président George Clémenceau, et ils stimulèrent, dans quelque mesure, le nouveau triomphe du Parti radical, fondé en 1901 par divers collectifs socialistes tels que la Ligue des Droits de l'Homme, le Grand Orient de France et la Ligue française de l'enseignement. Durant la campagne électorale qui avait mené Clémenceau au pouvoir, l'ex-Ministre de la Justice et des Cultes sous le règne de Napoléon III, Émile Ollivier, avait tenté d'utiliser ses non moins volumineuses mémoires[167] comme moyen de propagande pour réhabiliter le bonapartisme.

À partir de ce dernier événement, les historiens qui participèrent aux réunions de la *Commission* croyaient volontiers – non sans quelques bonnes raisons – que leur travail de publication avait altéré le cours de l'Histoire. Ils s'attribuèrent le renouveau du nationalisme français, qui aida Raymond Poincaré, lui-même un membre de la *Commission*, à se faire élire Président de la République en 1913. Immédiatement après la Guerre de 1914-18, Hanotaux plébiscita ses collègues de la Commission pour avoir donné au peuple français l'esprit de la continuité favorable aux meilleurs intérêts du pays, et pour lui avoir fait prendre conscience des opportunités qui les attendaient. Une profonde connaissance de l'Histoire avait, le semblait-il, aidé la France à retrouver sa supériorité sur l'Allemagne.

Durant la guerre, l'engouement pour la publication des archives diplomatique afin d'apprendre aux masses leurs histoires était général. Les élites des différents pays avaient naturellement besoin du support de leurs masses pour s'engager avec confiance

---

167 EMILE OLIVIER, *L'Empire libéral*, publié en 17 volumes, 1895.

dans la Guerre mondiale, ainsi qu'il est de règle en politique, et chacune devait aussi tout faire pour démontrer qu'elle n'avait pris aucune part dans sa conflagration. Les Russes publièrent leur *Livre orange*[168], les Allemands leur *Livre blanc*[169], les Austro-Hongrois leur *Livre rouge*[170], les Français leur *Livre jaune*[171], les Anglais leur *Livre bleu*[172], les Belges leur *Livre gris*[173], et les Serbes leur *Livre bleu*[174].

168 Le 10 juillet 1914.
169 Le 27 août 1914.
170 Le 2 juillet 1914.
171 Le 17 mars 1913.
172 Le 4 août 1914.
173 Le 24 juillet 1914.
174 Le 16 juin 1914.

IV. LES LOISIRS.

LE RÔLE DES LOISIRS.

C'est l'élite de l'Empire romain qui fut la première à comprendre l'intérêt qu'il y avait à distraire la masse. Dans chaque territoire conquis, les Romains établissaient une capitale, dans laquelle ils s'empressaient de construire un cirque dans lequel devaient se dérouler des jeux, ou un amphithéâtre dans lequel on jouait des pièces et des comédies. On peut aujourd'hui grossièrement estimer que l'Empire romain, lorsqu'il fut à l'apogée de son histoire, vers l'an 117 après J.-C., devait représenter l'énorme population de cent soixante millions d'individus, soit seulement vingt millions de moins que la population de toute l'Union soviétique, et vingt millions de plus que celle des États-Unis. Aucune élite, ni avant cette époque, ni après jusqu'au début de notre siècle actuel, à l'ère des grandes colonies britanniques et françaises, n'a eu la tâche de maintenir la structure sociale d'un aussi grand nombre d'individus. On peut se demander comment une telle chose fut rendue possible, quand nous songeons que les romains n'avaient ni télégraphe, ni chemins de fer, ni journaux, ni rien en général qui ait pu permettre la rapidité nécessaire à la transmission des instructions du pouvoir central de Rome.

Mais nous savons que l'élite romaine de cette époque avait résolu cet insurmontable problème du raccourcissement du temps, en construisant dans chacun de ses territoires conquis des petites répliques de Rome. Ces territoires devenaient des provinces administratives, chacune placée sous l'autorité d'un gouverneur nommé par l'empereur. Les peuples vaincus n'étaient pas mis dans un état de servage ; ils étaient assimilés dans la masse d'un vaste peuple unique dont ils apprenaient la langue, le mode de vie, les coutumes et les croyances religieuses. Dans chaque centre administratif urbain administrant chaque province, les Romains faisaient ériger d'énormes édifices, statues et éléments décoratifs urbains, afin de frapper les imaginations des peuples conquis, comme celles des marins et envoyés commerciaux et diplomatiques. Celui qui les voyait en était aussitôt impressionné, et devait en déduire que seule une race d'individus supérieure pouvait les avoir construits ; une race contre laquelle tout espoir de conquête était forcément folie. On peut sans peine

comprendre que son imagination, ainsi dépassée, devait agrandir encore les descriptions qu'il en faisait à ses chefs à son retour.

Pour séduire mieux encore les peuples conquis, dont la plupart avaient précédemment été dirigés par des chefs de guerre barbares, et avaient vu leurs vies réglées par d'obscures coutumes et croyances, les Romains avaient fait construire de ces grands amphithéâtres, dont l'architecture et le propos étaient inspirés des hippodromes des Grecs anciens.

En somme, nous avions là affaire à un envahisseur plutôt bienvenu, qui récompensait les vaincus au lieu de durement les punir, qui leur apportait les conforts de la civilisation moderne et des lois répondant mieux à la logique, des métiers jusque-là inconnus qui permettaient à tout un chacun de vivre de son travail, des réseaux de routes terrestres pavées, de canaux et de voies maritimes faisant se développer le commerce et les échanges culturels, et même d'étonnantes distractions qui faisaient oublier tous les malheurs ordinaires de l'existence, et dissipait tout argument plaidant pour une révolte.

Dans les environs de la Rome de cette époque, comme dans ses lointaines provinces, « les admirables aqueducs, si justement célébrés par Auguste, remplissaient les *thermæ*, ou bains construits dans tous les quartiers de la ville avec une magnificence impériale. Les bains de Caracalla, qui étaient ouverts à des heures fixes pour les services des sénateurs et du peuple, indistinctement, contenaient plus de seize cents sièges de marbre, et l'on en comptait plus de trois mille dans les bains de Dioclétien[175]. Les murs élevés des appartements étaient couverts de mosaïques qui imitaient la peinture par l'élégance du dessin et par la variété des couleurs. On y voyait le granit d'Égypte artistiquement incrusté du précieux marbre vert de la Numidie. L'eau chaude coulait sans interruption dans de vastes bassins à travers de larges embouchures d'argent massif ; et le plus obscur des Romains pouvait, pour une petite pièce de cuivre, se procurer tous les jours la jouissance d'un luxe fastueux capable d'exciter l'envie d'un monarque asiatique[176]. On voyait sortir de ces superbes palais une foule de plébéiens sales et déguenillés, sans manteaux ni sandales, qui vaquaient toute la journée dans les

175 Olympiodore, *apud Phot.*, p. 197.

176 Sénèque (*epist.* 56) compare les bains de Scipion l'Africain dans sa maison de campagne à Liternum, avec la magnificence toujours croissante des bains publics de Rome, longtemps avant l'établissement des bains superbes de Caracalla et de Dioclétien. Le *quadrant* qu'on payait pour y entrer était la quatrième partie de l'as, à peu près le huitième du *penny* anglais.

rues et dans le Forum pour apprendre des nouvelles ou pour s'y quereller, qui perdaient dans un jeu extravagant ce qui aurait dû faire subsister leur famille, et passaient la nuit dans des tavernes ou dans des lieux infâmes, livrés aux excès de la plus grossière débauche[177].

« Mais les amusements les plus vifs et les plus brillants de cette multitude oisive étaient les jeux du Cirque et les spectacles. La piété des princes chrétiens avait supprimé les combats de gladiateurs ; mais les habitants de Rome regardaient encore le Cirque comme leur demeure, comme leur temple, et comme le siège de la république. La foule impatiente courrait avant le jour pour en occuper les places ; et quelques-uns passaient la nuit avec inquiétude sous les portiques des environs. Depuis le lever de l'aurore jusqu'à la nuit, les spectateurs, quelquefois au nombre de trois ou quatre mille, indifférents à la pluie ou à l'ardeur du soleil, restaient les yeux fixés avec une avide attention sur les chars et sur leurs conducteurs, et l'âme alternativement agitée de crainte et d'espérance pour le succès de la *couleur* à laquelle ils s'étaient attachés. À les voir, on aurait pu penser que l'événement d'une course devait décider du destin de la république[178]. Ils n'étaient pas moins impétueux dans leurs clameurs et dans leurs applaudissements, soit qu'on leur donnât le plaisir d'une chasse d'animaux sauvages, ou de quelque pièce de théâtre. Dans les capitales modernes, les représentations théâtrales peuvent être considérées comme l'école du bon goût et quelquefois de la vertu ; mais la muse tragique et comique des Romains, qui n'aspirait guère qu'à l'imitation du génie attique[179], était presque condamnée au silence depuis la chute de la Répu-

---

177 Ammien (I. xiv, c. 6 ; et I. xxviii, c. 4), après avoir décrit le luxe et l'orgueil des nobles romains, déclame avec la même indignation contre les vices et l'extravagance du peuple.

178 Juvénal, *Satire XI* ; 191, etc. Les expressions de l'historien Ammien ne sont ni moins fortes ni moins animées que celles du poète satirique ; et l'un et l'autre peignaient d'après nature. Le nombre de spectateurs que le Cirque pouvait contenir est tiré des *Notitiœ* de la ville. Les différences que l'on y rencontre prouvent qu'elles ne se copiaient pas ; et ce nombre paraît incroyable même lorsque l'on considère que, dans ces occasions, tous les habitants de la campagne accouraient en foule dans la capitale.

179 Ils composaient à la vérité quelquefois des pièces originales.

> *………Vestigia grœca*
> *Aussi despere et celebrare domestica facta.*

Horace, epist. Ad Pison., 285 ; et la savante et obscure note de Dacier, qui aurait pu accorder le nom de tragédies au *Brutus* et au *Decius* de Paeuvius, ou au *Caton* de Maternus. L'*Octavie* attribuée à un des Sénèques existe encore, et ne donne pas grande opinion de la tragédie romaine.

blique[180] ; et la scène fut occupée alors par des farces indécentes, une musique efféminée, ou par le spectacle d'une vaine pompe. Les pantomimes[181], qui soutinrent leur réputation depuis le temps d'Auguste jusqu'au sixième siècle, exprimaient, sans parler, les différentes fables des dieux de l'antiquité ; et la perfection de leur art, qui désarmait quelquefois la sévérité du philosophe, excitant toujours les applaudissements de la multitude. Les vastes et magnifiques théâtres de Rome avaient toujours à leurs gages trois mille danseuses et autant de chanteuses, avec les maîtres des différents chœurs. Telle était la faveur dont elles jouissaient, que, dans un temps de disette, le mérite d'amuser le peuple les fit excepter d'une loi qui bannissait tous les étrangers de la capitale, et qui fut si strictement exécutée, que les maîtres des arts libéraux ne purent obtenir d'en être dispensés[182] [183]. »

Les Romains furent les premiers à comprendre l'utilité des loisirs pour préserver la structure sociale. Ils en ont précisément défini les contextes et les thèmes, et ils en ont élevé la maîtrise à son plus haut degré. L'ère de barbarie, d'ignorance et d'obscurantisme qui a suivi pour plusieurs siècles la chute de l'Empire romain, a rapidement effacé cette connaissance, comme toutes les grandes avancées politiques, sociales, économiques, architecturales, scientifiques et culturelles de cette civilisation. L'Eurasie occidentale n'a pas été capable d'atteindre à nouveau un tel degré d'évolution avant la période de la Renaissance – et situer celui-ci plutôt vers le XVIIe siècle serait peut-être même plus correct. Déjà au XVIe siècle, cependant, Étienne de la Boétie remarquait avec justesse un fait que nous devons tenir pour un judicieux conseil, bien que son esprit encore immature s'en révoltait : « Il est certain qu'avec la liberté on perd aussitôt la vaillance. Les gens soumis n'ont ni ardeur ni pugnacité au combat. Ils y vont comme ligotés et tout engourdis, s'acquittant avec peine d'une obligation. Ils ne sentent pas bouillir dans leur cœur

---

180 Du temps de Pline et de Quintilien, un poète tragique était réduit à la triste ressource de louer une grande salle pour y lire sa pièce à l'assemblée qu'il y avait invitée. Voyez *Dialog. De Orationibus*, c. 9-11 ; et Pline, *epist.* vii, 17.

181 *Voyez* le dialogue de Lucien, intitulé *de Saltatione*, t. ii, p. 265-317, édit. Reitz. Les pantomimes obtinrent le nom honorable de *χειροσοφοι*, et on exigeait qu'ils eussent une teinture de tous les arts et de toutes les sciences. Burette (dans les *Mém. de l'Acad. des Inscript.*, t i, p. 127, etc.) a donné une histoire abrégée de l'art des pantomimes.

182 Ammien, I. xiv, c. 6. Il se plaint de ce que les rues de Rome sont pleines de filles qui auraient pu donner des enfants à l'État, et qui n'ont d'autre occupation que celle de friser leurs cheveux ; *et jactari volubilibus gyris, dùm exprimunt innumera simulacra, quæ finxere fabulæ theatrales*.

183 EDWARD GIBBON, *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, t. 6, c. xxxi, p. 38-42, 1788.

l'ardeur de la liberté qui fait mépriser le péril et donne envie de gagner, par une belle mort auprès de ses compagnons, l'honneur et la gloire. Chez les hommes libres au contraire, c'est à l'envi, à qui mieux mieux, chacun pour tous et chacun pour soi : ils savent qu'ils recueilleront une part égale au mal de la défaite ou au bien de la victoire. Mais les gens soumis, dépourvus de courage et de vivacité, ont le cœur bas et mou et sont incapables de toute grande action. Les tyrans le savent bien. Aussi font-ils tout leur possible pour mieux les avachir[184]. » Et il ajouta : « Cette ruse des tyrans d'abêtir leurs sujets n'a jamais été plus évidente que dans la conduite de Cyrus envers les Lydiens, après qu'il se fut emparé de leur capitale et qu'il eut pris pour captif Crésus, ce roi si riche. On lui apporta la nouvelle que les habitants de Sardes s'étaient révoltés. Il les eut bientôt réduits à l'obéissance. Mais ne voulant pas saccager une aussi belle ville ni être obligé d'y tenir une armée pour la maîtriser, il s'avisa d'un expédient admirable pour s'en assurer la possession. Il y établit des bordels, des tavernes et des jeux publics, et publia une ordonnance qui obligeait les citoyens à s'y rendre. Il se trouva si bien de cette garnison que, par la suite, il n'eut plus à tirer l'épée contre les Lydiens. Ces misérables s'amusèrent à inventer toutes sortes de jeux si bien que, de leur nom même, les Latins formèrent le mot par lequel ils désignaient ce que nous appelons passe-temps, qu'ils nommaient *Ludi*, par corruption de Lydi. […]

« Tous les tyrans n'ont pas déclaré aussi expressément vouloir efféminer leurs sujets ; mais de fait, ce que celui-là ordonna formellement, la plupart d'entre eux l'ont fait en cachette. Tel est le penchant naturel du peuple ignorant qui, d'ordinaire, est plus nombreux dans les villes : il est soupçonneux envers celui qui l'aime et confiant envers celui qui le trompe. Ne croyez pas qu'il y ait nul oiseau qui se prenne mieux à la pipée, ni aucun poisson qui, pour la friandise du ver, morde plus tôt à l'hameçon que tous ces peuples qui se laissent promptement allécher à la servitude, pour la moindre douceur qu'on leur fait goûter. C'est chose merveilleuse qu'ils se laissent aller si promptement, pour peu qu'on les chatouille. Le théâtre, les jeux, les farces, les spectacles, les gladiateurs, les bêtes curieuses, les médailles, les tableaux et autres drogues de cette espèce étaient pour les peuples anciens les appâts de la servitude, le prix de leur liberté ravie, les outils de la tyrannie. Ce moyen, cette pratique, ces allèchements étaient ceux qu'employaient les anciens tyrans pour

184 Étienne de la Boétie, *Discours de la servitude volontaire*, 1549.

endormir leurs sujets sous le joug. Ainsi les peuples abrutis, trouvant beaux tous ces passe-temps, amusés d'un vain plaisir qui les éblouissait, s'habituaient à servir aussi niaisement mais plus mal que les petits enfants n'apprennent à lire avec des images brillantes[185]. »

Cependant, cette maîtrise des loisirs pour la masse n'a toujours pas été renouvelée, et moins encore égalée en ce XXe siècle ; ce, en dépit de grandes avancées scientifiques que les Romains n'auraient même pu imaginer. Quelques experts en science politique et en psychologie des masses sont seulement en train d'en redécouvrir tout l'intérêt aujourd'hui.

---

185 *Ibid.*

ÉCONOMIE

LA LIBERTÉ, C'EST L'ESCLAVAGE.

I. LA PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT.

DÉFINITION, ÉTENDUE ET GESTION DE LA PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT.

L'élite qui n'exerce aucun contrôle sur la propriété foncière du pays est condamnée à disparaître bien vite ; et ce contrôle doit encore s'étendre à des biens d'autre nature. Un État tire ses revenus de l'impôt sur les revenus des travailleurs, et d'autres taxes sur les activités de l'industrie et du commerce. Comment un État pourrait-il s'assurer de la collecte de ces revenus, si l'industrie et le commerce du pays tombent peu à peu dans des mains étrangères, ou dans celles d'un groupe d'individus qui cherchent à prendre le pouvoir en se servant du moyen de l'économie ?

C'est pour prévenir de tels dangers que les élites de quelques pays nationalisent les plus grosses sociétés, et parfois même toutes les activités industrielles, agricoles et commerciales. Mais lorsque cela arrive, la masse comprend qu'elle n'est plus dirigée par l'élite d'un pays démocratique, mais par celle d'un régime politique autoritaire et despotique. Elle perd alors foi en le mythe qui supporte la doctrine politique, et elle se met à haïr l'élite avant de songer à se révolter contre elle. Les exceptions sont rares et extraordinairement difficiles à entretenir, car il est dans la nature de l'Homme de perpétuellement chercher à améliorer sa condition sociale, et de ne jamais se satisfaire de ce qu'il a. Même chez les animaux, il existe bien une lutte entre les mâles pour s'approprier les plus belles femelles, ou plusieurs femelles, ou encore pour devenir le mâle dominant de tout le troupeau. Pas plus à l'Homme qu'à l'animal pourrions-nous faire admettre les vertus sociales de la renonciation à la domination et du partage équitable.

Le propos du collectivisme oligarchique est de contourner la difficulté de la collectivisation simple, dont la doctrine porte alternativement et ordinairement le nom de « socialisme » ou de « communisme ». Le collectivisme oligarchique peut être identique au socialisme ou au communisme dans son principe, mais pas à la vue ni au su de tous, puisque, après tout, le collectivisme oligarchique ne prétend, réellement et sincèrement, s'appuyer sur aucune doctrine politique ou religieuse. Il ne se fonde sur aucune doctrine, ni sur aucun mythe ; il les utilise toutes pour en faire

des formes de son unique intention qui est, rappelons-le encore, le pouvoir. Bien sûr, nous pourrions trouver sans peine, parmi les élites des pays gouvernés par le collectivisme oligarchique, des individus qui croient sincèrement en une doctrine politique, et qui croient sincèrement servir la masse en son nom. Mais si nous pouvions faire allonger ces gens sur un divan et les inciter à se livrer selon la méthode du docteur Freud, nous découvririons bien vite que cette prétention n'est là que pour servir de prétexte à des préoccupations qui n'intéressent pas les masses. Les cas de leaders qui en sont arrivés à sincèrement croire qu'ils sont ce que ceux qui les suivent croient qu'ils sont, sont communs. Dire qu'il y a bien eu dans l'Histoire des princes, des rois et des empereurs qui se souciaient, sincèrement et réellement, du meilleur bien-être des masses qu'ils dirigeaient ne serait pas forcément une marque de naïveté ; mais aucun de ces monarques n'aurait volontiers cédé sa place à un autre qu'à son propre enfant, simplement en le persuadant que ce dernier est plus apte que lui.

L'oligarchie permet de satisfaire la masse des dirigés en créant et en entretenant pour elle l'illusion d'un système politique démocratique et du référendum, où elle croit avoir elle-même choisi ceux qui la dirigent alors qu'il n'en est rien. En fin observateur des organisations politiques qu'il a été, Michels nous a définitivement et complètement éclairés sur ce point, et Machiavel l'avait fait encore avant lui. Nous en avons vu la synthèse dans un précédent chapitre[186].

Et, parlant ici d'économie, l'élite de l'oligarchie exerce un contrôle total, présent ou virtuel, non seulement sur la propriété foncière, mais aussi sur toute autre de sorte de biens, jusqu'aux individus eux-mêmes.

Nous disons ici « présent », parlant d'un bien dont le propriétaire est actuellement et officiellement un membre de l'élite, ou un groupe de membres de l'élite ; nous disons « virtuel », parlant d'un bien que l'élite peut s'approprier à tout moment, en usant pour cela des pouvoirs extraordinaires des lois, décrets, règlements, et de ceux de la police politique et des réseaux secrets. Par exemple, un paysan ne pourra garder longtemps sa ferme et ses terres, si plus personne autour de chez lui n'ose lui acheter son blé, son lait et ses œufs. Car il est chose facile pour l'élite du collectivisme oligarchique, grâce aux réseaux de police, de

---

186 Voir « De la nécessité de la pluralité des expressions politiques et de l'illusion du choix. », I[ère] Partie, c. viii, « Les Organisations politiques, syndicales, corporatistes et associatives. »

miliciens et de membres du Parti central, de persuader tous ces gens de faire ou de ne pas faire telle ou telle chose. Ainsi, s'il veut sauver sa famille de la famine et des saisies, ce paysan se trouvera bien vite contraint de vendre sa ferme et ses terres au prix que l'on voudra bien lui en offrir. La même chose arrivera à l'employé, ou même au directeur, dont plus aucune société ne veut ; tous ses biens seront aussi rapidement saisis lorsqu'il dira ne plus pouvoir payer ses impôts et autres dépenses communes. La même chose arrivera au propriétaire d'une société, dont les ouvriers, réellement dirigés par un petit chef local de syndicat ouvrier, enchaîneront les grèves et les revendications impossibles à satisfaire, et qui se verra imposer toutes sortes de tracasseries par l'administration, et qui ne verra plus à qui il peut vendre ce que son usine fabrique. La même chose arrivera à l'employé de l'administration, au policier ou au soldat, lorsqu'il sera accusé de trahison, ou que la rumeur dira qu'il est un traître, un débauché ou un fou, même lorsqu'il ne le sera pourtant pas.

Nous disions « jusqu'aux individus eux-mêmes », car celui que personne n'ose plus employer, ni même aider de quelque manière que ce soit, n'aura d'autre choix que de faire tout ce qu'on pourra lui demander en échange d'un modeste abri et d'un peu de pain, s'il ne veut pas mourir de froid et de faim, où s'il ne veut pas que ses enfants lui soient retirés et définitivement placés dans une institution d'État. Car le pouvoir politique, pour exister, ne peut être réglé dans ses principes par la même morale que celle des individus, mais par la *raison d'État*, et, à l'image du cœur de Pascal, *l'État a parfois ses raisons que la raison ne connaît point.*

« Il faut donc qu'un prince qui veut se maintenir apprenne à ne pas être toujours bon, et en user bien ou mal, selon la nécessité », nous dit encore Machiavel, « Il serait très-beau, sans doute, et chacun en conviendra, que toutes les bonnes qualités que je viens d'énoncer se trouvassent réunies dans un prince. Mais, comme cela n'est guère possible, et que la condition humaine ne le comporte point, il faut qu'il ait au moins la prudence de fuir ces vices honteux qui lui feraient perdre ses États. Quant aux autres vices, je lui conseille de s'en préserver, s'il le peut ; mais s'il ne le peut pas, il n'y aura pas un grand inconvénient à ce qu'il s'y laisse aller avec moins de retenue ; il ne doit pas même craindre d'encourir l'imputation de certains défauts sans lesquels il lui serait difficile de se maintenir ; car, à bien examiner les choses, on trouve que, comme il y a certaines qualités qui semblent être des vertus et qui feraient la ruine du prince, de même il en est

d'autres qui paraissent être des vices, et dont peuvent résulter néanmoins sa conservation et son bien-être[187]. »

Mais ce système risquerait de s'effondrer sur lui-même, si chaque membre de l'élite, faisant sienne la raison d'État, pouvait ainsi acquérir tout ce qu'il désire. Quelques-uns pourraient imaginer des conspirations pour prendre le pouvoir dans le pays pour eux seuls. D'autres pourraient devenir assez puissants pour influencer l'économie selon leurs intérêts personnels ou leurs caprices. Ce genre de dégénérescence se produirait inévitablement, puis, par le fait de l'émulation, il se reproduirait un grand nombre de fois, et mènerait ainsi le pays vers le chaos. Mais le collectivisme oligarchique n'est pas une monarchie dont l'existence ne tient qu'à une tête ; c'est sa force d'en avoir toujours plus que l'on pourrait en couper.

LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE.

C'est pour toutes les raisons qui ont été présentées jusqu'ici, et pour quelques autres, accessoires, que le collectivisme oligarchique doit faire exister dans les esprits l'illusion d'une économie privée aussi libre, en apparence seulement, que celle d'une démocratie libérale. On doit trouver, dans le pays réglé par ce système, autant de propriétaires privés et individuels de sociétés et de terres que dans le plus libre de tous les autres, autant de petits artisans et de petits commerçants, de paysans, de docteurs indépendants et d'hôpitaux privés, etc. Mais, en réalité, tout dirigeant d'une société employant un nombre égal ou supérieur à quelques dizaines d'ouvriers doit être, soit : un membre de l'élite ; un membre du Parti central ; un individu dont l'orthodoxie est connue, et qui est un sympathisant du Parti central, ou apporte son aide désintéressée à la police politique ; un individu sur lequel le pouvoir politique dispose d'un moyen de pression efficace qu'il peut employer à tout moment – par l'intermédiaire de la police politique ou du Parti central, par exemple.

Les dirigeants des plus grandes industries du pays, c'est-à-dire celles dont le nombre d'employés est égal ou supérieur à mille, ont de grandes responsabilités, à la foi économiques et sociales. C'est pourquoi ceux-là doivent impérativement être des individus dont l'orthodoxie est grande ; on ne saurait bien les tenir par une simple sympathie à l'égard de l'élite ou du Parti central, et il

187 Nicolas Machiavel, *Le Prince*, c. xv, 1532.

serait déraisonnable de s'en remettre à un moyen de pression pour espérer leur zèle en retour.

Car, en vérité, les progrès de la science et de l'industrie ont fait entrer la civilisation dans une ère nouvelle, où la bonne santé d'un pays et de sa structure sociale dépendent au moins autant des industriels que des politiciens. La sécurité d'un pays ne dépend plus exclusivement, depuis la fin du siècle dernier, d'une bonne armée, d'une bonne police et de bons politiciens ; celle-ci dépend de plus en plus de son industrie et de ses scientifiques. C'est pourquoi les industriels doivent être impliqués politiquement dans tout ce qu'ils font, et ne doivent rien envisager qui ne serve, avant tout, les intérêts économiques et sociaux de la Nation.

Cependant, ils doivent continuer à apparaître à l'entendement de la masse comme ce qu'elle croit ordinairement qu'ils sont, et rien de plus : des individus à l'intelligence et aux capacités supérieures motivés par le seul profit. Car s'ils peuvent exprimer librement leur patriotisme, ils doivent s'abstenir de publiquement professer une doctrine politique ou religieuse, ou même de s'engager en faveur d'un membre de l'élite politique en particulier. Ceci, car chacun d'entre eux doit toujours se tenir prêt à servir l'élite dirigeante, collectivement, qu'il doit considérer comme l'État. Celui qui déroge sciemment à cette règle cardinale doit aussitôt être défait de ses titres et fonctions, bien vite ignoré de la presse, et mis en retraite ; il n'apporterait que des nuisances et des scandales.

Une moitié d'entre eux sont des enfants de l'élite. L'autre, dont on s'est parfaitement assuré de l'orthodoxie, y a été admise à l'issue de la méthode de sélection de Platon[188]. Chacun de ces industriels ne peut agir sans l'avis préalable d'un conseiller personnel. Les conseillers personnels ne doivent jamais apparaître publiquement, car ceux-là ne sont, en réalité, que de simples messagers employés à transmettre des informations et des instructions qu'ils reçoivent de l'élite dirigeante politique ou de sa police. Collectivement, réellement et secrètement, les membres de l'élite industrielle poursuivent un objectif économique dicté, à leur insu, par un plan politique qui peut être seulement régional ou national, ou international. Leur existence et leurs efforts communs participent d'une organisation oligarchique de contrôle de l'État directement inspirée de l'ancien modèle féodal russe réformé par Pierre le Grand, lequel conçoit

188 Voir « Les sélection et fabrication des élites », Ière Partie, c. iv, « L'Élite ».

la richesse globale du pays, ses individus y compris, comme un *patrimoine* inaliénable. Dans la version plus récente et bureaucratisée de ce modèle : l'État conserve tout pouvoir sur la vie économique du pays, sinon toute l'économie qu'il assimile à son patrimoine[189], bien que ceci ne figure ni dans la constitution, ni dans aucun texte de loi. Pour y parvenir, il a à sa disposition des textes de loi divers et variés, différents pouvoirs immédiats et d'influence dont nous avons parlé, et d'autres encore dont nous parlerons bientôt.

En général, sachant qu'aucune garantie de droit de propriété ne peut exister dans un pays gouverné par le système du collectivisme oligarchique, excepté sur du papier, ou pour les sociétés qui sont trop petites pour exercer la moindre influence économique ou politique, ou encore pour les industriels qui sont entièrement soumis à l'État, l'élite dirigeante et son administration ont toute latitude pour réorganiser la distribution des avoirs et des pouvoirs, lorsqu'elle souhaite créer une nouvelle classe de serviteurs.

Dans ce contexte – qui inclut la manière platonicienne de sélectionner et d'éduquer des industriels –, « direction de société » ne veut pas dire propriété au sens ordinairement compris dans les démocraties libérales, mais *administration d'un patrimoine* d'État. Par conséquent, ce qui semble être la propriété d'un industriel dans les esprits des individus ordinaires de la masse peut, en réalité, être révoqué à tout moment par l'élite politique. Cette révocation, appliquée au titre de sanction, revêtira les apparences d'un licenciement ou d'une démission volontaire, assorti d'une cession de titres commerciaux et fonciers, également volontaire. Que la faute commise relève de la simple erreur d'appréciation, d'un enrichissement individuel honteux ou malhonnête, ou encore d'un manque d'orthodoxie ou d'une trahison délibérée, ce sera le manque de responsabilité sociale qui sera officiellement invoqué devant des masses.

---

189 Le mot *patrimoine* (*Вóтчина*, en russe dans la signification proposée ici) vient du mot *père*. Le latin *patrimonium* marque la différence entre ce qui vient de la mère (*matrimonium*, « mariage ») et ce qui vient du père. Dans la Russie féodale, *patrimoine* désignait un large ensemble de biens (généralement hérités du père) : propriété foncière autant que les droits et biens des serfs, jusqu'aux serfs eux-mêmes. Il y avait deux types de patrimoine : celui des princes qui pouvaient en disposer comme ils l'entendaient, et celui de l'homme ordinaire (généralement un paysan) qui, se trouvant dans le fief d'un prince, ne pouvait être ni vendu ni échangé sans son consentement. C'est pourquoi les princes détenaient également des pouvoirs administratifs et légaux sur les serfs qui vivaient dans leurs fiefs.

L'Union soviétique a adopté un principe très similaire en 1921, lequel était englobé dans la « Nouvelle politique économique » (Новая экономическая политика), et Lénine l'a baptisé « capitalisme d'État[190] ». Mais c'est Saint-Simon et ses émules qui sont arrivés à la théorie la plus aboutie du capitalisme, de l'industrie et de la science au service du collectivisme. Saint-Simon, qui s'était fait une spécialité de l'étude de la transition du système féodal à la société industrielle, a vu dans l'industrie la dynamique du progrès social, et a été le premier à penser le système politique oligarchique. Dès 1803, il a eu l'idée que le monde pouvait être mieux dirigé par un « Conseil de Newton », réunissant vingt-et-un sages sélectionnés parmi les plus brillants scientifiques, et élus à vie selon un « mode d'élection tel, qu'il est impossible aux passions particulières d'acquérir la force suffisante pour dominer l'intérêt général[191] ». Auguste Comte, qui fut secrétaire de Saint-Simon, insiste sur la nécessité de baser toute analyse de la société, et donc toute politique subséquente, sur une connaissance des faits sociaux[192]. Saint-Simon élabora

190 « Le capitalisme d'État [Государственный капитализм] serait un pas en avant, lorsqu'on le compare avec le système actuel de notre république soviétique. Si, en approximativement six mois, le capitalisme d'État peut être établi dans notre république, ceci serait un grand succès et une garantie certaine que, dans l'année, le socialisme se sera établi de manière ferme et permanente, et sera devenu invincible dans ce pays. […]. Le socialisme est inconcevable sans une grande machine capitaliste basée sur les dernières découvertes de la science moderne. Il est inconcevable sans une organisation d'État planifiée qui maintient oblige des dizaines de millions de gens à observer strictement un système de production et de distribution unifié. » VLADIMIR ILITCH LENINE, *La Signification de la Nouvelle politique et ses conditions*., 21 avril 1921.

191 CLAUDE-HENRI DE SAINT-SIMON, *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains*, 1803.

192 « On ne peut, à cet égard, élever aucun doute en considérant successivement les études astronomiques, physiques, et chimiques, et surtout enfin les diverses études biologiques, où, en vertu de l'extrême complication des phénomènes, les bonnes observations sont si difficiles et encore si rares, précisément à cause de la plus grande imperfection des théories positives. En suivant cette irrésistible analogie scientifique, il est donc évident d'avance que les observations sociales quelconques, soit statistiques, soit dynamiques, relatives au plus haut degré de complication possible des phénomènes naturels, doivent exiger, plus nécessairement encore que toutes les autres, l'emploi continu de théories fondamentales destinées à lier constamment les faits qui s'accomplissent aux faits accomplis ; contrairement au précepte profondément irrationnel si doctoralement soutenu de nos jours, et dont l'application facile nous inonde de tant d'oiseuses descriptions. Plus on réfléchira à ce sujet, plus on sentira nettement que, surtout en ce genre, mieux on aura liés entre eux les faits connus, mieux on pourra, non seulement apprécier, mais même apercevoir, les faits encore inexplorés. Je conviens que, envers de tels phénomènes, encore plus qu'à l'égard de tous les autres, cette nécessité logique doit augmenter gravement l'immense difficulté fondamentale que présente déjà, par la nature du sujet, la première institution rationnelle de la sociologie positive, où l'on est ainsi obligé, en quelque sorte, de créer simultanément les observations et les lois, vu leur indispensable connexité, qui constituent une sorte de cercle vicieux d'où l'on ne peut sortir qu'en se servant d'abord de matériaux mal élaborés et de doctrines mal conçues. L'ensemble de ce volume fera juger comment je me suis acquitté d'une fonction intellec-

même une doctrine qui devait faire naître une foi quasi religieuse dans les esprits des industriels ainsi utilisés par l'élite politique, à laquelle il donna, sans ambiguïté, le titre de *Catéchisme des industriels*. Il se présente sous la forme d'un petit manuel de poche de soixante-six pages, dans lequel chaque industriel peut trouver toutes les questions qu'il peut se poser sur son rôle dans la société, suivies des réponses[193].

Dans la classe des industriels, les postes réclamant la plus grande orthodoxie et les qualités les plus élevées sont ceux de propriétaires et de directeurs des banques, des compagnies de chemins de fer, maritimes, fluviales et aériennes, des sociétés de construction militaire, automobile, navale et aéronautique, des aciéries et sociétés sidérurgiques importantes, des sociétés productrices et distributrices d'eau et d'électricité, des sociétés minières et d'exploitation et de distribution du pétrole, de la poste, du télégraphe et du téléphone, de stations radiophoniques et de télévision, des principaux journaux et magazines du pays, des sociétés de taxis, d'autobus, de tramways et du métropolitain, des sociétés foncières et d'assurances, des loteries, casinos et champs de courses, des sociétés d'édition littéraire, des grandes coopératives agricoles, des grandes laiteries et minoteries, des premières sociétés d'ingénierie civile et des ponts et chaussées, des grands magasins, des sociétés de production et de distributions des alcools et tabacs.

---

tuelle aussi délicate, dont la juste appréciation préalable me vaudra, je l'espère, quelque indulgence. Quoi qu'il en soit, il est évident que l'absence de toute théorie positive est aujourd'hui ce qui rend les observations sociales si vagues et si incohérentes. Les faits ne manquent point, sans doute, puisque, dans cet ordre de phénomènes encore plus clairement qu'en aucun autre, les plus vulgaires sont nécessairement les plus importants, malgré les puériles prétentions des vains collecteurs d'anecdotes secrètes : mais ils restent profondément stériles, et même essentiellement inaperçus, quoique nous y soyons plongés, faute des dispositions intellectuelles et des indications spéculatives, indispensables à leur véritable compréhension scientifique. Vu l'excessive complication de tels phénomènes, leur observation statique ne saurait devenir vraiment efficace qu'en se dirigeant désormais d'après une connaissance, au moins ébauchée, des lois essentielles de la solidarité sociale ; et il en est encore plus évidemment de même envers les faits dynamiques, qui n'auraient aucun sens fixe si d'abord ils n'étaient rattachés, fut-ce par une simple hypothèse provisoire, aux lois fondamentales du développement social. » AUGUSTE COMTE, *Cours de philosophie positive*, t. 4, 48e leçon, pp. 419-422, 1839.

193 Par exemple :

« D. *Qu'est-ce qu'un industriel ?*

« *R.* Un industriel est un homme qui travaille à produire ou à mettre à la portée des différents membres de la société, un ou plusieurs moyens matériels de satisfaire leurs besoins ou leurs goûts physiques ; […]. tous les industriels réunis travaillent à produire et à mettre à la portée de tous les membres de la société, tous les moyens matériels de satisfaire leurs besoins ou leurs goûts physiques, et ils forment trois grandes classes qu'on appelle les cultivateurs, les fabricants et les négociants. » CLAUDE-HENRI DE SAINT-SIMON, *Catéchisme des industriels*, Prem. cahier, p. 1, 1823.

En somme, l’État doit exercer un contrôle strict sur toutes les activités industrielles productrices de services et de marchandises de première nécessité, et dont l’arrêt, ou la capture par un ennemi intérieur ou extérieur, pourrait affaiblir ou paralyser le pays.

Le contrôle de l’industrie par la sélection des propriétaires et directeurs les plus orthodoxes et les plus aptes ne suffit pas, car une société industrielle emploie fréquemment assez d’hommes pour que ceux-ci, collectivement, forment virtuellement une force militaire dans son esprit qu’un directeur mécontent et ayant acquis un esprit de conspiration pourrait employer, et payer, contre l’élite dirigeante ou contre les organes de l’État. C’est pourquoi, lorsqu’une société emploie un certain nombre d’employés, il faut imposer à son propriétaire ou à son directeur l’existence de syndicats ouvriers, dont les responsables pourront ainsi rapporter tout ce qu’il s’y passe, y compris ce que son directeur ignore. Ainsi, si un industriel commet quelque faute, non seulement l’élite politique dirigeante aura les moyens de le sanctionner individuellement selon les modalités que nous avons vues, mais aussi, il sera possible, grâce aux syndicats ouvriers, de faire se retourner ses employés contre lui, et de l’encourager à démissionner ou à rectifier lui-même ses erreurs. De plus, l’élite politique pourra astucieusement utiliser des syndicats ouvriers pour précipiter la fermeture d’une société devenue surnuméraire, inutile, ou dont l’activité porte préjudice à une autre plus utile.

Accessoirement, les syndicats ouvriers auront pour mission d’organiser la formation des jeunes apprentis, de repérer ceux qui se distinguent par leurs capacités et par leur intelligence, et de leur enseigner l’orthodoxie.

À l’occasion de l’assemblée du Comité du Parti communiste soviétique qui a décidé de l’adoption de la Nouvelle politique économique, en 1922, Lénine a dit que « les syndicats ouvriers doivent collaborer étroitement et constamment avec le gouvernement, et toutes ses activités politiques et économiques sont guidées par l’avant-garde de la classe des travailleurs ayant une conscience des classes […].

« Sur la base de ces principes, le rôle des syndicats ouvriers dans les affaires économiques et administratives de l’État prolétarien doit, dans l’immédiat, prendre les formes qui suivent :

« 1° Les syndicats ouvriers doivent aider à l’embauche des personnels dans les sociétés et corps administratifs œuvrant pour l’économie ; nommer leurs candidats pour celles-ci et dire quelles sont leurs expériences, capacités et tout le reste. Le droit

de décision appartient aux seuls sociétés et corps administratifs qui portent une pleine responsabilité pour les activités qui sont les leurs. Les sociétés et corps administratifs doivent cependant considérer avec la plus grande attention ce que les syndicats ouvriers disent des candidats qu'ils leur proposent.

« 2° L'une des fonctions les plus importantes des syndicats ouvriers est de promouvoir et d'éduquer les responsables des usines élus parmi les travailleurs, et parmi la masse de tous les travailleurs en général. Nous avons déjà connaissance de tels chefs d'usines qui donnent toute satisfaction, et aussi de centaines d'autres qui ne s'acquittent qu'à peu près de leurs responsabilités ; très prochainement, nous devrons donc avoir quelques centaines d'individus de la première espèce, et des milliers de la seconde. C'est pourquoi les syndicats ouvriers doivent montrer plus de constance et de prudence qu'ils en ont eus jusqu'ici pour recenser systématiquement tous les travailleurs et tous les paysans capables d'occuper des postes de ce genre avec les plus grandes ferveur et efficacité, et pour s'assurer des progrès qu'ils font durant leur apprentissage de l'art de diriger les hommes.

« 3° les syndicats ouvriers doivent s'impliquer plus loin dans les activités des organes de planification de l'État prolétarien, en établissant des plans économiques et aussi des plans de production et d'achats de stocks et de matières premières pour les travailleurs, en sélectionnant pour ce faire les usines et manufactures dont ils savent qu'elles sont attachées à l'État, ou qu'elles sont sur le point d'être louées ou cédées par leurs propriétaires actuels, etc.[194] Les syndicats ouvriers ne doivent exercer aucune fonction officielle et directe dans le contrôle de la production des sociétés privées ou louées ; ils ne doivent s'impliquer dans la régulation de la production privée capitaliste qu'en coordonnant leurs actions avec les corps d'État compétents. En plus de leur participation dans toutes les activités culturelles, d'éducation et de propagande, les syndicats ouvriers doivent aussi, et de plus en plus, inciter la classe laborieuse, et la masse de tous ceux qui travaillent dans toutes les activités de la société en général, à aider à la construction de l'économie d'État. Ils doivent familia-

194 Au moment où ce plan a été ainsi décidé, de nombreuses sociétés et usines appartenaient encore à des industriels complètement indépendants, qui n'avaient aucune relation particulière avec la nouvelle élite soviétique, et qui ne manifestaient aucune volonté d'en avoir. Les bolchéviques devaient donc les prendre ou les soumettre à leur contrôle aussi vite que possible, afin d'achever la révolution.

riser tous ces gens avec tous les aspects de la vie économique et avec tous les détails du processus industriel – depuis l'acquisition des matières premières à la commercialisation des produits manufacturés – et leur enseigner une connaissance concrète du plan unique d'État de la socialisation de l'économie, et des intérêts pratiques qu'en tireront les paysans.

« 4° L'établissement des échelles de salaires et des offres, etc., est l'une des fonctions essentielles des syndicats ouvriers pour construire le socialisme, et pour impliquer leur participation dans la direction et dans l'organisation de l'industrie. En particulier, des tribunaux disciplinaires doivent constamment faire s'améliorer la discipline au travail et les manières de l'appliquer, afin que la production puisse augmenter ; mais ils ne doivent pas interférer avec les fonctions normales et ordinaires des tribunaux de justice du Peuple en général, ni perturber l'organisation hiérarchique et la bonne direction des usines.

« La liste des fonctions les plus importantes des syndicats ouvriers dans le travail de construction de l'économie socialiste doit, bien sûr, être établie de manière plus détaillée par leurs responsables les mieux éclairés, et par les corps gouvernementaux. Prenant en compte l'expérience tirée de l'énorme travail qui a été accompli par les syndicats ouvriers pour organiser l'économie et sa bonne administration, et aussi les erreurs de quelques incompétents et irresponsables, peu qualifiés, qui ont causé quelques désastres ayant donné lieu à des confusions administratives, il est de la plus haute importance, au moment de de restaurer l'économie et de renforcer le système soviétique, d'entreprendre dès maintenant d'intenses actions pratiques, conçues pour qu'elles puissent être poursuivies durant de nombreuses années, et pensées pour qu'elles puissent offrir aux travailleurs et à toutes les classes de travailleurs en général, un apprentissage pratique de l'art d'entretenir l'économie de tout le pays.

Le Comité central du Parti communiste bolchévique[195] [196]. »

---

195 VLADIMIR ILITCH LENINE ; *Rôle et fonctions des syndicats ouvriers durant la Nouvelle politique économique* ; art. 7. « Le rôle et les fonctions des syndicats ouvriers dans les sociétés privées et les organes administratifs de l'État prolétarien », Décision du Comité central du Parti communiste russe, 12 juin 1922.

196 En passant, ce texte nous révèle que Lénine raisonnait avec l'esprit d'un fin stratège. Depuis le point de vue des industriels russes de cette période, les soucis divers et variés qui les accablaient très régulièrement semblaient n'être dus qu'à des « successions de mauvaise fortune », et ils ne pouvaient donc en tenir personne pour responsable. Considé-

En complément de ce qui vient d'être expliqué, un syndicat des industriels peut être créé, afin de faire d'eux une force collective ayant une existence officielle, et de continuer d'inculquer à chacun une doctrine générale – d'après le modèle du *Catéchisme des industriels* de Saint-Simon, par exemple – qu'ils pourront professer autour d'eux.

Il est entendu à ce point que les industriels d'un système de gouvernance collectiviste oligarchique sont des hommes de confiance de l'État, et qu'ils ne doivent être que les artisans désintéressés de son économie, telles les abeilles créant harmonieusement la vie et l'abondance dans la ruche. Cependant, ce système de création des richesses est encore perfectible, car, lorsqu'il atteint sa pleine maturité, et que tous les industriels collaborent sans qu'aucun ne manque à son devoir, ils peuvent encore gérer utilement le patrimoine que la Nation leur confie. Par exemple, l'un peut vendre son entreprise à un autre, et utiliser l'argent qu'il en reçoit pour servir d'autres besoins de l'État, dans un pays étranger cette fois, et ainsi étendre la puissance du pays au-delà de ses frontières. Cette manière de faire, si l'élite politique sait se montrer rusée, permet aux stratèges et aux militaires de mener une guerre sur un autre terrain que celui du champ de bataille, sans avoir à tirer une seule cartouche ni craindre la moindre perte humaine ; nous approfondirons ce sujet particulier dans la prochaine partie, consacrée à la politique extérieure et à la guerre.

Selon les capacités et expériences de chacun, les membres de l'élite industrielle et ceux de l'élite politique sont interchangeables. L'industriel qui aura servi l'État avec les plus grandes intégrité et orthodoxie pourra quitter l'industrie pour apporter utilement son expérience et ses connaissances à la politique en général, et à la planification en particulier. Le directeur d'une grande entreprise de construction d'armement pourra être appelé à quitter son poste pour en prendre un de ministre de la guerre ; le propriétaire en titre d'une usine de construction d'avions

rés comme des « bourgeois », et donc, par conséquent, comme des « ennemis de la classe des ouvriers » et des profiteurs, ils furent populairement baptisés « hommes de la NPE » (pour Nouvelle politique économique). À partir du second semestre de l'année 1926, une nouvelle politique fut entreprise pour mettre définitivement fin à l'existence des industries privées et indépendantes, laquelle a tout d'abord consisté en une énorme augmentation des impôts. Puis, le 11 octobre 1931, une résolution interdisant complètement et officiellement le commerce et l'industrie privés fut adoptée. Mais, déjà à cette date, les industriels indépendants avaient pratiquement cessé d'exister, et ils avaient été envoyés purger des peines dans des camps de travail.

pourra vendre la sienne pour administrer les chemins de fer du pays, ou se charger de la poste aérienne ; le brillant avocat pourra quitter son cabinet pour administrer la machine judiciaire de l'État ; le directeur d'une grande station de radio pourra être nommé ministre de l'information. Mais, en raison des secrets que l'État a confié à chacun, et dont ils sont devenus des gardiens, aucun ne sera renvoyé dans la classe moyenne, et inférieure moins encore, même lorsqu'ils n'auront pas su pleinement s'élever à la hauteur des tâches qui leur ont été confiées. Quant à celui qui, par un excès d'altruisme et par naïveté, croit bon de s'indigner publiquement de la réalité du pouvoir politique, ceux-là même qui l'ont admis en leur sein devront le faire taire.

Dans tous les cas, l'élite politique doit exiger de ses administrations, du Parti central, et des syndicats ouvriers lorsque ceux-ci le peuvent, de surveiller ses industriels autant que s'ils étaient des espions à la solde de son plus grand ennemi, et d'avoir une connaissance permanente et parfaite de leurs moindres faits et gestes autant que de toutes leurs paroles. Car lorsque la faiblesse ou la fatigue vient à bout d'un seul homme qui se trouve être un grand industriel, c'est un pourcentage de l'économie de tout le pays qui est menacé, et donc la stabilité de la structure sociale. C'est l'évocation de ce genre d'exemple qui doit nous permettre de pleinement comprendre pourquoi Platon se montrait si exigent lorsqu'il disait comment les gardiens de la Cité devait être choisis, et pourquoi leurs existences devaient être préservée des vices du matérialisme.

Si toutes ces industries doivent être placées sous la vigilance de l'élite politique, il faut, par contre, laisser une certaine liberté aux petits commerçants, fabricants et fermiers. Car, de toute façon, tous ceux-ci sont directement dépendant des contrôles de diverses administrations et de la police, des grandes coopératives, laiteries et minoteries, et autres producteurs et grossistes en matières premières et marchandises manufacturés.

Pour des raisons assez évidentes pour qu'il ne soit pas nécessaire de les justifier, une attention toute particulière doit être accordée à l'agriculture ; elle doit être soigneusement préservée de tous les maux. La qualité et de sa production, de même que sa quantité, doivent être strictement contrôlées par des inspecteurs d'État. Il faut aider les agriculteurs lorsque leur production est en baisse, et limiter leurs ventes de récoltes, lorsque leur importance est assez grande pour faire baisser considérablement les prix, et donc réduire de trop les revenus de chacun.

Car pour bien tenir la masse des agriculteurs, il faut, bien sûr, créer des réseaux de coopératives qui leur achèteront toutes leurs récoltes et marchandises pour ensuite les revendre aux détaillants, et qui pourront ainsi leur imposer des prix fixes partout semblables dans le pays, afin que la masse n'ait jamais à se plaindre de prix trop élevés, ni que quelques criminels y voient l'opportunité d'un trafic. Il n'est pas dangereux, cependant, que les agriculteurs vendent leurs marchandises directement à la masse, sans intermédiaire, car les agriculteurs sont – traditionnellement pourrait-on dire – de piètres commerçants, et surtout parce que l'effort supplémentaire qu'ils peuvent consacrer à ce petit commerce n'en vaut pas les retours et les découragent bien vite. Il faut par contre leur interdire absolument l'activité de distillerie, car on sait les dommages que causent à la structure sociale des alcools forts vendus partout à bon prix et en quantités.

Toutes ces méthodes sont des ruses ; elles offrent à l'élite dirigeante l'avantage de ne pas avoir à user de la force.

II. L'ÉCONOMIE.

LE CONTRÔLE DE LA CONSOMMATION.

L'économie socialiste de Gustav von Schmoller consiste en une régulation sociale du capitalisme à la manière de l'*École de Manchester*[197]. Schmoller rejette sagement l'idée de la souveraineté du peuple qu'il qualifie d'absurde, de même que le vrai parlementarisme des démocraties, ayant remarqué, qu'à terme, un parlementarisme authentique mène inévitablement à la situation « chaotique et anarchique » d'une domination politique de la classe moyenne ou de la classe inférieure aux dépens de la structure sociale. Car il comprend l'intérêt d'une élite dirigeante forte, qui éduque et mène la masse grâce à une structure hiérarchique bien établie.

Les Français, en général, et quelques économistes en particulier, situent souvent les origines de l'intervention de l'État dans l'économie et les affaires privées à l'époque de Colbert et de Richelieu – voire à celle de Louis XI. Schmoller les situe sous la monarchie allemande des Hohenzollern, parce que, selon lui, l'élite dirigeante de cette époque est enfin parvenue à fermement imposer son autorité sur la masse, tout en s'en faisant aimer. Ce n'est qu'ainsi que le collectivisme oligarchique peut exister durablement, en effet. Mais Schmoller est un idéologue qui ne semble pas percevoir l'universalité politique du pouvoir en tant que finalité ; il part simplement du principe qu'il existe une rationalité collective et un *intérêt général* qui doit dominer les conflits de classes.

L'autre économiste, également socialiste et de la même génération, Adolph Wagner, nous propose une approche plus scientifique, et surtout plus éclairée de l'économie, tout en partageant la vision de Schmoller. Il remarque la nécessité d'opposer l'autorité de l'élite politique aux défaillances et au caractère irrationnel de l'économie libérale du *laissez-faire*[198], et il explique que

---

197 L'« École de Manchester » décrit un libéralisme économique similaire au libéralisme du *laissez-faire* d'Adam Smith, et a été décrit comme tel par Ferdinand Lassalle, fondateur du socialisme allemand, et mieux encore (selon Adolph Wagner) par John Prince-Smith dans son *Handwörterbuch der Volkswirtschaftslehre* (1866), « un résumé de tout le système de l'École de Manchester » (*Les Fondements de l'économie politique*, t. I., c. II, « Le Patrimoine (et le capital) », 1893.

198 En français dans le texte.

l'économie libérale est structurellement incapable d'organiser les activités économiques de manière à ce qu'elles répondent convenablement aux « intérêts de la collectivité » (*Gemeininteressen*), et permettent la production et la distribution équitable de « biens communs » (*Gemeingüter*) devant satisfaire les « besoins collectifs » (*Gemeinbedürfnisse*).

À partir de ces remarques, Wagner s'étend beaucoup sur les biens publics et les dépenses de l'État, et il remarque que « plus la société se civilise, plus l'État est dispendieux[199] ». Il a donné à cette découverte le nom de « Loi de Wagner » (*Wagnersches Gesetz*), laquelle a été universellement reconnue comme valide et importante par tous les économistes depuis. Selon Wagner, une comparaison compréhensive des différents pays à différentes époques montre que, parmi les sociétés civilisées et économiquement développées qui nous intéressent, l'activité des machines gouvernementales et de leurs représentations et administrations régionales augmente, et fait ainsi croître les dépenses publiques. Il en résulte que ces États doivent à la fois continuer d'assumer les fonctions les plus élémentaires de gouvernance, et en créer de nouvelles pour s'adapter à l'évolution démographique et économique de la société. De cette manière, les besoins économiques de la masse sont satisfaits par l'État et par ses représentations régionales.

Sachant que la loi de Wagner semble parfaitement s'appliquer à pratiquement tous les pays modernes, et qu'elle permet, du coup, et dans une certaine mesure, de formuler des prédictions concernant l'évolution des dépenses publiques, elle nous permet de relever l'existence d'une spirale infernale : *les États sont appelés à faire face à une augmentation incessante de leurs dépenses*.

Sachant que la population augmente constamment, en dépit des guerres, et que les progrès incessants de la science entraînent de plus en plus de dépenses, et ont pour corollaire immédiat une masse qui veut accéder aux fruits de ce progrès, les dépenses des États augmentent proportionnellement. Les augmentations des impôts résoudront ce problème, mais pas éternellement, puisque, logiquement, arrivera un moment où la masse devra s'affranchir d'un impôt sur le revenu qui équivaudra la totalité de ce qu'elle gagne.

---

199 ADOLPH WAGNER, *Grundlegung der politischen Oekonomie* (*Les Fondements de l'économie politique*), 1893.

Wagner remarque également que les simples déplacements et migrations de population à l'intérieur des frontières augmentent encore ces dépenses, d'où il propose comme premier remède « une restriction à la liberté de déplacement » des individus qui composent les masses, car il considère qu'elle « est théoriquement permise[200] ». Car « il résulte de ce qui précède que, du point de vue de l'économie nationale et de la politique sociale et à cause des conséquences pour la collectivité et les individus, une restriction au droit de déplacement paraît justifiée en cipe[201]. » Par exemple, « elle offre moins de gravité que la restriction directe à la liberté du mariage, tout en conduisant indirectement à une restriction de cette dernière. Elle a encore pour résultat que d'autres conséquences fâcheuses du droit et de la vie économique modernes se produisent moins gravement[202]. »

Cependant, Wagner remarque que « limiter la liberté de déplacement, c'est mettre une entrave au mécanisme de la circulation, notamment à la marche de la production spéculative. Le ralentissement ainsi obtenu est très favorable à tous les intéressés, mais surtout aux ouvriers et finalement à toute l'économie nationale. Car il mène à un équilibre meilleur de la production, de la consommation, de la situation économique de toute la population. La spéculation outrancière d'une part, la crise de l'autre sont, sinon évitées, du moins atténuées ; et le changement, qui régulièrement s'accomplit en peu de temps, est rendu plus difficile. Ainsi se trouve corrigé l'un des côtés les plus défectueux de notre organisation économique actuelle[203]. »

Dans le chapitre de cet essai consacré à l'information, nous avons vu que les progrès accomplis dans le domaine de la psychologie des masses permettent aujourd'hui d'inverser la loi de l'offre et de la demande de Marshall, en créant de toute pièce et en très peu de temps une demande, voire en suggérant à la masse une *offre de substitution*. Une bonne compréhension des techniques proposées par Edward Bernays permet de les appliquer à des pianos et des logements, ceci afin de créer des besoins pour des choses et pour des activités produites et disponibles dans le pays. Cela permet alors d'entretenir prioritairement l'industrie du pays, et de réduire considérablement les importations de biens et de matières premières. Mieux encore, il serait tout à fait possible de créer pour la masse une demande pour des choses et pour des

---

200 *Ibid*, t. I., 2. Sec. III. « Droit de migration », §77.
201 *Ibid.*
202 *Ibid.*
203 *Ibid.*

loisirs qui ne réclamerait à chacun de ses individus que de très faibles dépenses. Par exemple : utiliser la méthode de Barney pour créer dans les esprits de la masse l'envie de cultiver des légumes et des fruits, comme activité de substitution d'autres loisirs entraînant des dépenses plus importantes ; ou encore de promouvoir l'apprentissage du bricolage à la maison par la création de concours divers stimulant l'émulation ; ou encore de vanter les plaisirs et les vertus de la gymnastique ou du chant, en offrant quelques récompenses et prix à des sportifs ou à des choristes débutants ; ou encore de mieux intéresser les gens à la politique, en créant de nombreux événements et fêtes politiques, etc.

Les économistes libéraux sont intarissables à propos des vertus de la croissance économique. Certes la croissance économique fait se développer l'industrie, et c'est une très bonne chose. Mais elle crée aussi une augmentation considérable de la consommation, laquelle fait augmenter proportionnellement les importations de matières premières, ce qui pénalise l'économie du pays dans son ensemble, si celui-ci se trouve incapable d'exporter autant de matières premières ou de biens. Et lorsque le pays se trouve capable d'exporter autant de choses qu'il en importe, les découvertes de Wagner nous apprennent que cela entraînera nécessairement des dépenses publiques directes et indirectes. Rien ne coûte plus cher à un État qu'une masse dont un large pourcentage d'individus peut aisément acquérir une automobile, comme c'est notoirement le cas aux États-Unis – et depuis peu en Allemagne. Car l'État se trouve alors obligé de construire et d'entretenir plus de routes – qui doivent être de plus en plus larges –, d'embaucher de plus en plus de policiers pour régler la circulation, d'importer de plus en plus de pétrole si le pays n'en a pas assez, d'employer plus de chirurgiens, de médecins et d'ambulanciers pour soigner les victimes des accidents de la circulation, etc.

Cette abondance de choses nouvelles, toutes plus séduisantes les unes que les autres, pousse la masse à dépenser plus et à s'endetter quand elle n'a pas assez d'argent pour les acquérir. Avec ces emprunts, le pays en arrive rapidement à dépenser plus que ce qu'il gagne, et la masse de l'argent qui est dépensé, plus celle qui est empruntée, plus les intérêts sur ces emprunts, représentent autant qui aurait pu être bien plus utilement investi dans l'aide à l'agriculture, à la science et à l'industrie.

Une élite politique compétente doit encourager la masse à l'épargne ; l'encouragement à l'épargne fortifie les banques, qui

ont alors les moyens de prêter à l'État lorsqu'il a besoin d'argent, de prêter aux industriels qui créent de l'emploi en retour, de prêter l'argent nécessaire à l'établissement de filiales à l'étranger qui, en retour, fortifient la puissance et l'expansion économique et stratégique de tout le pays – ce dernier point sera prochainement et largement expliqué.

Cela ne veut pas dire qu'un pays ne doit pas avoir de dette envers d'autres, car les dettes sont également un excellent moyen de défense contre d'éventuelles agressions extérieures, et un excellent moyen de fortifier l'élite politique. Durant un discours qu'il fit en décembre de l'année 1925, alors que l'Allemagne subissait la crise économique la plus grave de son histoire, le chancelier allemand Gustav Stresemann déclara, « Il faut avoir beaucoup de dettes, afin que le créancier comprenne que c'est sa propre existence qui sera menacée si jamais son débiteur vient à s'effondrer. Les matières économiques de ce genre créent des passerelles de compréhension politiques mutuelles et de futurs appuis politiques à l'étranger ».

Les méthodes et outils de gouvernance du collectivisme oligarchique offrent une grande latitude de manœuvre à l'expert économiste, puisque, de fait, ils incluent l'interventionnisme et la planification économique, et, surtout, ils trouvent tous leur origine dans l'école historique et économique allemande – c'est-à-dire, à l'extrême opposé des écoles autrichienne et de Manchester. Nous l'avons déjà expliqué, le collectiviste oligarchique ne se cherche pas d'origine dans une quelconque doctrine politique. Cependant, il reprend à son compte les méthodes du socialisme, et les idées des théoriciens qui ont été citées jusqu'ici dans cet essai, en sus de celles d'autres penseurs, historiens et théoriciens de la politique et de l'économie tels que Louis Blanc, Henry George (sur la propriété foncière) et d'autres encore. Dans sa forme, il ressemble beaucoup au socialisme d'État dont les origines doivent être trouvées dans les pensées d'Hegel, de Carlyle, et surtout dans celles de Wagner et de Karl Rodbertus, et tel que le décrit Halévy. Et sa structure sociale est directement inspirée de celle dont Platon parle dans sa *République*.

« Le terme [socialisme] paraît avoir été créé d'une manière indépendante par deux écoles différentes, et d'ailleurs en deux sens différents : 1° En France, chez les saint-simoniens, parmi lesquels Pierre Leroux semble avoir été le premier à lui donner un sens précis et à en faire le nom d'une doctrine : il entendait

par là l'excès opposé à l'individualisme, la théorie qui subordonne entièrement l'individu à la société[204]. […].

« 2° En Angleterre, dans l'École de Robert Owen. Il y devint usuel au cours des discussions de l'*Association of all classes of all nations*, fondée par Owen en 1835[205] – "Il servait alors, nous écrit M. Élie Halévy, à désigner la tendance extrêmement populaire de Robert Owen, suivant laquelle par un libre essaimage d'associations coopératives, on pouvait arriver, sans le secours de l'État, en révolte contre l'État à constituer un nouveau monde économique et moral. En août 1836, novembre 1837 et avril 1938, Louis Reybaud publia dans la *Revue des Deux Mondes* trois études intitulées *Socialistes modernes*[206]. Ces articles étaient écrits sur un ton de sympathie croissante ; l'auteur opposait à la stérilité de la doctrine jacobine, républicaine (écrasée en 1834 au cloître Saint-Merri et à Lyon), la fécondité de ces doctrines qui soulevaient des problèmes nouveaux, non plus politiques, mais économiques et moraux. Ces articles furent réunis en un volume intitulé *Études sur les réformateurs ou socialistes modernes* (1841). Repris dans l'intervalle par Blanqui (l'économiste), dans un cours professé au Conservatoire des Arts et Métiers, le mot, vers 1840, se trouve être devenu classique[207]."

« *Sur les différentes formes du socialisme.*

« Le *socialisme d'État* comporte deux formes très distinctes : *a.* Une forme démocratique : Chartisme ; socialisme de Louis Blanc en 1848 ; marxisme d'aujourd'hui. Ce socialisme poursuit une fin politique : la démocratisation intégrale de l'État, afin que l'État, devenu l'émanation directe de la volonté populaire, soit en même temps, par une sorte de nécessité inhérente à son essence, le serviteur des intérêts populaires – *b.* Une forme aristocratique (Hegel ; Carlyle ; Rodbertus ; le socialisme conservateur d'Adolf Wagner, qui, depuis 1878, a inspiré la politique sociale de Bismarck). Le socialisme ainsi conçu a rompu tout lien avec l'individualisme anglo-français du XVIIIe siècle. L'individu n'existe que pour la réalisation de fins idéales et impersonnelles, art, science, religion, dont l'État est l'incarnation. Mais précisément parce que l'individu séparé de l'État est une abstraction, dans son incorporation à l'État, l'individu trouve la réalisation de ses droits véritables. Ce "socialisme d'État" constitue une sorte

---

204 *Revue encyclopédique*, novembre 1833, t. LX, pages 114-116.
205 Th. Kirkup, art. Owen, dans l'*Encycl. Brit*.
206 *Les Saint-simoniens* ; Ch. Fourier ; Robert Owen.
207 ANDRE LALANDE, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, art. « Socialisme », par Elie Halévy et Charles. Andler, p. 774, 1926.

de paternalisme bureaucratique ou l'individu, dans l'aliénation de son libre arbitre, trouve la garantie de son bonheur matériel et moral[208]. »

« Au-delà du socialisme aristocratique et du socialisme démocratique, on conçoit un socialisme pur, dégagé de ces survivances politiques, et qui en diffère essentiellement. La démocratie n'est qu'une doctrine négative, la défense de l'individu contre l'oppression collective (de la religion, du gouvernement, du capitalisme). Cette défense, si nécessaire qu'elle soit, ne va qu'à la dissolution des pouvoirs malfaisants ; elle est seulement libératrice et destructrice. Les idées de droit, de justice, d'égalité par lesquelles elle s'exprime, laissent les hommes dans un état d'antagonisme, de raidissement et de sécheresse qui n'est évidemment pas un idéal suffisant. Actuellement il est encore nécessaire de lutter pour garantir à tous les travailleurs la rémunération équitable que beaucoup d'entre eux n'obtiennent pas ; c'est pourquoi la majorité des systèmes soi-disant socialistes ont pour seul programme une réalisation de la démocratie à outrance. Mais le vrai socialisme demande toute autre chose : il croit possible d'atteindre un état de spontanéité, de confiance, de joie ; il ne réclame la liberté et l'égalité que pour atteindre à la fraternité. Il considère le travail non comme une valeur marchande qu'il faut faire payer à son juste prix, mais comme la participation volontaire à une œuvre collective, la transformation humaine des choses, l'adaptation de l'univers qui constitue toute la civilisation matérielle. Il conçoit le rapport normal de l'ouvrier et de son travail par analogie avec l'attitude de l'artiste et du savant.

« Cette idée plus ou moins obscurément sentie explique la mentalité réelle de tous les socialistes sincères ; pour eux, l'adoption de cette doctrine est une sorte de conversion quasi religieuse, l'apparition d'une conception nouvelle de la vie et des rapports sociaux, toute différente des réclamations, même les plus légitimes, portant sur le droit au produit intégral du travail[209]. »

Mais, rendons à César ce qui est à César. Comme le souligne le germaniste et historien spécialiste du socialisme d'État, Charles Andler, « Une question sociale est la transformation d'un idéal moral en un *idéal juridique*. Elle surgit, quand les hommes ne veulent plus abandonner la réalisation de cet idéal à la liberté

208 ANDRE LALANDE, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, art. « Socialisme », par Elie Halévy, p. 775-776, 1926.
209 ANDRE LALANDE, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, art. « Socialisme », par Charles Andler, p. 776-777, 1926.

individuelle, mais la requièrent de la société. Au regard du socialisme allemand, les questions sociales ne peuvent donc pas être des questions morales, puisqu'elles sont des questions *de droit*. Et par là, le socialisme allemand postérieur à 1848 rejoignait l'ancien saint-simonisme français. Cette croyance des saint-simoniens selon laquelle les questions sociales ne proviennent que d'une justice méconnue, mais qu'on peut imposer, et celle qui a le plus profondément pénétré les théoriciens allemands. Toutefois, pour les saint-simoniens, cette nécessité de sortir de la légalité pour imposer le droit n'apparaissait qu'aux époques *critiques*, époques qui succèdent aux époques *organiques* selon une alternance, dont ils affirmaient la réalité plutôt qu'ils la démontraient. À la rigueur une époque organique pourrait durer toujours, et l'accord entre les idées et les institutions juridiques se perpétuer indéfiniment. La paix sociale serait assurée par l'immobilité des idées ; et si l'on trouvait le moyen d'arrêter la floraison des idées nouvelles, on n'aurait rien fait de contraire à la doctrine saint-simonienne. En cela, les saint-simoniens sont conservateurs. Les socialistes d'État allemands vont ici plus loin[210]. »

En tirant naturellement ses leçons du socialisme et de ses économistes de ses origines saint-simoniennes et de la loi de Wagner, l'élite de l'État collectiviste oligarchique doit atteindre le difficile équilibre économique qui consiste à stimuler constamment l'industrie tout en maintenant l'inflation à un taux extrêmement bas, et en maintenant aussi la croissance économique à un taux proche de zéro. Une telle chose est possible grâce à un contrôle de l'État sur les salaires, et à un taux d'imposition qui doit être constamment adapté aux performances économiques de l'industrie.

Globalement, le modèle économique et social le mieux adapté au collectivisme n'est pas celui qui a été mis en place en Union soviétique, car, à plusieurs égards, il se prête mal, par ses excès, à l'entretien d'une apparence d'un État démocratique capable d'entretenir l'illusion d'un minimum de libéralisme. Il faut n'en conserver que les idées qui peuvent être adaptées à cette contrainte, tels la planification économique, le système de contrôle de l'industrie par les syndicats ouvriers, et quelques autres méthodes qui sont présentées dans cet essai. Le fil conducteur du système qui est exposé ici est, pour une part, le socialisme d'État

210 CHARLES ANDLER, *Les Origines du socialisme d'État en Allemagne*, concl., pp. 463-464, 1897.

et l'école économique allemande inspirée du saint-simonisme, et pour l'autre le despotisme éclairé de Catherine II de Russie et de Frédéric II de Prusse, sans la monarchie bien sûr.

LA PLANIFICATION.

L'économiste, sociologue et théoricien du socialisme, Werner Sombart, nous apporte des réponses au problème posé par Wagner, et il nous rapporte (en 1934) quelques faits et méthodes qui ont permis à l'Allemagne de sortir d'une terrible crise en peu d'années, et de renforcer la structure sociale à un niveau que ce pays n'avait jamais connu auparavant. Rappelons que Sombart a été l'un des sociologues les plus influents en Allemagne entre 1931 et 1938.

« L'économie planifiée ne s'oppose pas nécessairement et simplement à l'économie privée libre, mais elle s'oppose à une économie chaotique, désordonnée, sans plan et sans intelligence, cela naturellement du point de vue de l'économie générale d'un grand ensemble de personnes, ensemble au sein duquel peuvent exister un nombre illimité d'exploitations individuelles bien ordonnées (l'âge du capitalisme est justement caractérisé par le contraste frappant entre la planification qui règne dans les économies individuelles et l'absence de plan de l'économie générale). Il serait peut-être plus exact, par conséquent, de parler d'une économie coordonnée, aménagée, domestiquée, intelligente, qu'on pourrait également qualifier d'*organique*, si l'on se rend bien compte du fait que l'on exprime ainsi la chose par une image et que l'on pourrait dire : il s'agit de la création d'un ensemble intelligent comme si cet ensemble était un organisme. Dans les deux cas, nous avons à faire à un "tout" dont les parties doivent s'assembler dans un rapport plein de sens. En réalité, une économie nationale n'est pas un organisme, même si elle est "ordonnée". […]

« Une véritable économie planifiée doit avoir comme caractères :

« 1° La *totalité* ou, si l'on veut, l'intégralité. C'est-à-dire qu'il n'y a économie planifiée que lorsque le plan embrasse l'ensemble des exploitations et des phénomènes économiques à l'intérieur d'un territoire important. Planification partielle est une notion qui contient une contradiction interne, comme rationalisation partielle. Cette planification serait pire que l'absence de plan. Ce n'est que lorsqu'on réunit par une liaison raisonnable tout ce qui se passe dans l'ensemble du domaine économique,

que l'on a le droit de parler d'une économie ordonnée, c'est à dire planifiée. En ce qui concerne l'organisation, il faut absolument que chaque économie nationale soit dirigée par un conseil suprême de la planification.

« Toutefois, il ne convient pas de se faire de cette planification totale une idée exagérée et de supposer qu'elle devrait s'étendre à la cuillerée de soupe que nous mangeons. Planification n'est pas contrôle, réglementation, contrainte, dans tous les cas donnés. Le "laissez-faire" n'est pas incompatible avec la planification. Et chaque "plan totalitaire" contiendra assez de zones indifférentes, et par conséquent libres, où l'individu pourra faire et laisser faire ce qui lui plaira.

« Un autre des critères de l'économie planifiée intégrale doit être :

« 2° l'*unité*, c'est-à-dire un centre unique d'où émane le plan. Ce critère est nécessairement attaché à la notion de l'économie planifiée, est un de ses caractères essentiels, car il serait contraire au bon sens d'avoir plusieurs centres planifiants. Mais le centre unique ne saurait être, dans l'état actuel des choses, constitué par une institution internationale, une création dans le genre de la Société des Nations. Il semble, bien au contraire, que cette instance centrale ne saurait être, pour le temps qui vient et peut-être pour tous les temps, que l'entité nationale qui trouve son expression dans l'État. Une économie planifiée ne peut donc être qu'une économie nationale. Deux grands courants contemporains se rencontrent ici et doivent être unis dans un même lit. Je répète donc ce que j'ai déjà remarqué en exposant la nature du socialisme allemand […] : l'économie planifiée doit être nationale, non pas seulement parce que l'État seul peut assurer la planification, mais aussi parce que c'est uniquement dans le cadre d'une économie nationale qu'il peut être tenu un compte suffisant de ces traits nationaux que nous voulons conserver. De même, l'économie "nationale" doit nécessairement être planifiée, parce que c'est ainsi seulement qu'elle pourra assurer l'unité nécessaire de la nation, unité qui risquera toujours d'être compromise par les systèmes économiques fondés sur une conception naturaliste et, par conséquent, sur la rivalité et la lutte des classes.

« Le troisième des critères de l'économie planifiée est :

« 3° la *variété*, critère qui, je tiens à le démontrer, est parfaitement compatible avec les deux autres, la totalité et l'unité, ce qui paraît singulier à première vue ; bien plus, la variété est, à mon avis, un des caractères essentiels et *nécessaires* de l'économie planifiée ; celle-ci ne saurait être pensée sans ce

caractère. Seul un doctrinarisme aveugle peut rejeter l'idée qu'une économie ne peut être raisonnablement aménagée qu'en tenant compte de sa multiple variété.

« Mais il est nécessaire que la variété de la vie économique se manifeste sous divers aspects. D'abord conformément au but et au sens du plan, afin d'être adaptée à la diversité des entités nationales où se déploie cette vie. Il serait fou de vouloir appliquer un plan unique à toutes les économies nationales. Ce qui doit être ici pris en considération et ce qui doit conditionner le plan, c'est :

« *a.* la dimension absolue et relative des domaines économiques. Comment l'économie d'un pays nain, comme la Suisse ou la Belgique, peut-elle être soumise au même plan qu'un État géant comme la Russie et la Chine ? Quelle folie de vouloir imposer la même organisation économique à des pays très peuplés et peu peuplés : à l'Angleterre ou à l'Allemagne, qui comptent respectivement 264 et 134 habitants par kilomètre carré, et à la Russie qui en a 15, à la Finlande qui en a 9, à l'Argentine ou au Brésil qui en ont 4 ;

« *b.* la structure sociale d'un pays donné. Comment traiter sur le même pied la Bulgarie, la Russie et la Turquie, dont la population comprend 80 à 85 % d'agriculteurs, ou bien l'Angleterre et l'Allemagne qui en ont respectivement 8 % et 30 %. Dans chaque cas donné doit être appliqué un principe particulier : ici l'industrialisation, là la "réagrarisation", et, à l'intérieur du même groupe de pays, quelle différence, par exemple, entre un pays de paysans comme l'Allemagne et un pays, comme l'Angleterre, où la classe rurale est presque inexistante. Quel contraste entre un pays comme l'Allemagne, où l'artisanat industriel occupe encore une place en vue, et des pays comme la Russie ou les États-Unis, qui n'ont jamais possédé d'artisanat comparable à celui de l'Eurasie occidentale, ou encore l'Angleterre, où l'artisanat a cessé de jouer un rôle ;

« *c.* le caractère national, le niveau culturel et toute l'histoire d'un pays donné. Un peuple frais ou fatigué, actif ou passif, très civilisé ou demi-civilisé, chacun exige une économie appropriée à sa nature. Il est superflu de noter, à ce propos, les différences qui séparent la Russie de l'Europe, la Chine du Japon, les Indes de l'Angleterre, le Brésil de la Suisse, l'Allemagne de la France.

« Ce qui est de toute importance, c'est que l'économie planifiée applique le plus de variété possible au choix des formes, des conceptions, des systèmes économiques. Rien n'est plus déraisonnable que de s'attacher à un certain monisme des formes

d'économie et, par exemple, d'identifier l'économie planifiée avec l'économie publique, l'économie collective, le capitalisme d'État ou le collectivisme. C'est sur ce monisme des solutions qu'échouent tous les projets de réforme des utopistes, parce que tous les utopistes sont des doctrinaires aveugles à la réalité ; c'est sur cet écueil qu'aurait également échoué le soviétisme, si ses chefs ne s'étaient avisés qu'il y avait mieux que cela.

« Il est dans la nature des choses que la vie économique, si variée, doit revêtir des formes d'organisation diverses et que, plus elle est développée dans tel ou tel pays, plus l'appareil dont elle dispose doive être compliqué. Mais, pour qu'elle soit raisonnablement organisée, il faut avant tout que les formes en soient adaptées au but qu'elle poursuit ou aux exigences particulières des divers champs de son activité. Mais ces champs présentent des différences fondamentales : agriculture et industrie, commerce et transport doivent être diversement organisés et, de plus, cette organisation varie à l'intérieur de chaque branche.

« C'est ainsi qu'on ne saurait aménager de façon identique le commerce extérieur et intérieur, le commerce de gros et de détail, le commerce des grandes villes et celui des petites villes, le commerce d'un article et celui de nombreux articles. Comment un seul système économique peut-il s'appliquer à des objets si différents ?

« Enfin, une véritable économie planifiée devra faire preuve d'une infinie variété dans le choix de ses moyens d'action.

« C'est ainsi que l'économie planifiée nationale correspond à cette "économique" qu'Aristote opposait à la "chrématistique". Et c'est cette économie planifiée nationale que nous préconisons pour l'Allemagne. Nous n'avons pas peur du mot parce que nous n'y attachons aucune idée qu'un patriote allemand, conscient de sa liberté individuelle, ne puisse également faire sienne. Nous n'entendons pas par économie planifiée, répétons-le, la mise à l'écart de l'économie privée, que nous désirons, bien au contraire, rétablir dans ses droits, à condition que ce soit sous une forme saine. L'économie planifiée n'est pour nous que la création de formes raisonnables de vie économique, c'est l'établissement de directives pour l'assainissement de l'existence économique de la nation. À la place des deux puissances qui ont jusqu'ici régi notre vie économique – le hasard et le désir de domination et de gain d'un nombre toujours plus petit de magnats de l'industrie et de la banque –, c'est la volonté du peuple, que la voix de l'État exprime, qui doit devenir la puissance directrice.

« Quand on discute aujourd’hui du problème économique, il y a un point qui excite particulièrement les passions : c’est celui de la répartition, entre l’Allemagne et les pays étrangers, de la production des articles nécessaires à notre consommation. On ne peut, à ce propos, parler d’“autarcie” sans mettre en rage les adversaires de cette théorie. Cela se conçoit du point de vue de la lutte des opinions. De fait, il s’agit ici de ce qu’il y a de plus essentiel, d’une question de point de vue, qui ne peut être discutée à l’aide d’arguments scientifiques et dont la solution a toujours un caractère personnel. Ce qui s’oppose ici, c’est l’économie privée et l’économie “nationale”. […]

« […] le “tout” que nous préconisons, c’est une économie nationale ramassée en une unité harmonieuse. Il s’en suit que l’économie nationale doit être pour ainsi dire “arrondie”, “fermée”, qu’elle doit se suffire à elle-même et se reposer en elle-même. Si nous défendons le principe de l’économie “nationale”, c’est pour des raisons stratégiques, ethniques et économiques. C’est surtout parce que nous considérons que le socialisme, à savoir un aménagement raisonnable de la collectivité, doit se réaliser en un “corps” économique, dont la vie soit, dans son essence, indépendante de ce qui se passe à l’étranger.

« Ceci étant posé, il va de soi que le socialisme allemand repousse, comme contraire à son essence la plus intime, la conception jusqu’ici régnante de l’économie mondiale. […]

« Ni *peace*, ni *free trade*, ni *good will*, tel est le signe sous lequel nous vivons, mais, par contre, des barrières douanières, des interdictions d’importation, des refus de crédit, de la méfiance sur toute la ligne. […].

« Autarcie ne signifie pas, bien entendu, qu’une économie nationale doit devenir indépendante d’une façon intégrale ou, comme dit le jargon d’aujourd’hui, à 100 %, qu’elle doive renoncer à toute relation internationale quelle qu’elle soit. Ce but ne pourrait être préconisé que par un doctrinaire obtus et, d’ailleurs, il ne serait vraisemblablement jamais atteint. Et pourquoi, en vérité, poursuivrait-on un but de ce genre ? […]

« En considérant les faits, je qualifierais déjà d’*autarcique* une économie nationale qui ne dépend en aucune façon de ses relations avec les peuples étrangers, c’est-à-dire qui n’est pas obligée de recourir au commerce extérieur pour assurer sa propre existence, mais qui peut, selon son bon plaisir, importer ou exporter ce qui lui plaît. […].

« Le problème qui, en vertu de cette situation, se pose pour nous, c’est de tenter de limiter au possible nos achats de matières

premières et de produits alimentaires en provenance de l'étranger.

« En ce qui concerne les articles alimentaires finis, nous nous trouvons assez près de l'état d'indépendance complète : la production couvrait en 1933 près de 80 % de la consommation (contre 70 % en 1926-27). Ce qui incombe à l'État, en la matière, c'est l'égalisation du volume des récoltes de diverses années au moyen du stockage. Il faudrait en arriver (ce qui se comprenait sans peine autrefois) à avoir toujours en réserve la récolte entière d'une année, au moins en céréales. Au reste, une modification de nos habitudes de consommation et une augmentation de notre production nationale d'articles d'alimentation nous permettront d'atteindre bientôt à l'indépendance complète.

« L'importance de nos importations de produits fourragers (près de 400 millions de marks en 1932) pourrait facilement être réduite par une meilleure utilisation de notre production indigène. D'après les spécialistes, on commet bien des fautes en ce domaine, qui pourraient être évitées en exploitant nos prairies d'une façon plus rationnelle. On devrait en même temps songer à développer peu à peu la culture des plantes oléagineuses.

« Un des points faibles de notre économie nationale est constitué par les matières premières textiles, pour lesquelles nous payons à l'étranger un tribut intolérable, à savoir plus de 600 millions de marks en 1932. Il s'agira tout d'abord, ce qui entraînera une réforme raisonnée de notre consommation, de fabriquer de plus en plus nos vêtements avec des matières textiles que nous pouvons produire […].

« […] ; il nous faut consommer moins de coton et produire davantage de laine et de chanvre. Il conviendra tout d'abord de *développer l'élevage ovin*, qui avait été sacrifié presque entièrement au développement de l'économie mondiale : nous avions encore il y a cent ans, 28 millions de moutons, 5 millions en 1913 et environ 3 millions 1/2 aujourd'hui. Nous pouvons très facilement rayer de notre budget d'alimentation la rubrique “viande d'agneau” et réorganiser en grand l'élevage des moutons à laine. Nous semblons d'ailleurs être déjà sur la bonne voie. Un spécialiste de la question, Th. Behme, s'exprimait comme suit à l'occasion de la “Semaine verte” de 1933 :

« “Qu'arrive-t-il aujourd'hui ? Tout d'abord, développement de l'élevage ovin. Puis relèvement de la qualité des toisons, c'est-à-dire de la laine, et par conséquent relèvement des prix, qui ont déjà beaucoup monté. Enfin, travail de la laine dans des entreprises artisanales, adaptées aux particularités de la matière

première, car ce ne sont que des artisans expérimentés qui peuvent obtenir une amélioration du produit fini”.

« Quand on compare les tissus en laine allemande exposés à la “Semaine Verte” avec ceux qu’on a vus aux expositions des années précédentes, on est frappé par les progrès réalisés. […] Après ses premiers pas tâtonnants, la “laine allemande” marche de l’avant, conformément à nos intérêts économiques et à notre goût.

« Le problème est tout différent qui consiste à produire chez nous les matières premières inorganiques et les articles demi-fabriqués que l’étranger nous livre en grandes quantités. L’art des inventeurs trouve ici à s’exercer. Il s’agit d’abord de développer au possible notre propre production. Nous y sommes déjà arrivés très heureusement pour le cuivre : notre extraction, qui ne comportait en 1913 que 49 000 tonnes de métal, en a atteint 94 000 en 1930 et 117 000 en 1931, tandis que nos importations ont été, pour ces trois années respectives, de 231 000, de 190 000 et de 176 000 tonnes. On n’en peut malheureusement dire autant du fer et du zinc (que la Pologne extrait aujourd’hui). Par contre l’utilisation croissante de la ferraille nous permet d’économiser du minerai de fer et de nous libérer davantage de l’étranger.

« Il conviendra ensuite de remplacer les métaux extraits de minerais importés par des métaux que nous pouvons produire chez nous, le cuivre par exemple sera remplacé par l’aluminium, etc.

« L’émancipation de notre consommation de produits pétroliers fait aussi des progrès réjouissants : en 1933, nous avons tiré de matières premières indigènes 1,2 million de tonnes de ces produits, soit 12 % de nos besoins, contre 8 % pour l’année 1931. Si l’on ne considère que les huiles minérales destinées à la traction, l’Allemagne couvre déjà ses besoins dans la proportion de plus d’un quart (26,8 % en 1933 contre 21,8 % en 1931). L’autarcie complète pourrait être obtenue sans difficultés techniques, car l’hydrocarburation de la houille et du lignite nous permettrait de satisfaire notre consommation entière de produits pétroliers.

« […] il est certain que le ravitaillement de l’Allemagne, assuré par nos propres moyens, sera loin d’être aussi parfait et, surtout, de revenir aussi bon marché que c’était le cas lorsque, conformément au principe du “commerce libre”, les produits provenaient des pays où leur qualité était la meilleure et leur prix de revient le plus bas. Mais nous devons, je le répète encore, renoncer à quelques agréments lorsqu’il s’agit d’intérêts supé-

rieurs. Le cas échéant, nous devons même consentir à un abaissement de notre “niveau de vie”. Mais, nous l’avons vu, cela ne veut pas toujours dire un dommage, même en se plaçant au point de vue de l’intérêt individuel. […].

« Notre population agricole forme moins d’un tiers du total, cela est certainement trop peu : il faudrait retrouver au moins le niveau de l’année 1870, lorsque nous avions 40 à 45 % de paysans. […] pour un État, la population agricole est plus précieuse et plus nécessaire que la population citadine employée au commerce et à l’industrie. Aussi les partisans du socialisme allemand préconisent-ils la *réagrarisation* du pays. […].

« Je ne saurais partager les objections qu’on élève contre cette nouvelle répartition de la population active. On a particulièrement fait valoir un argument, à savoir que le rendement du travail agricole, je dirais plutôt la productivité du sol, augmente de plus en plus et que par conséquent, la capacité de consommation étant à peu près fixe, il y aurait à appréhender une surproduction d’articles d’alimentation.

« On peut répondre à cela :

« 1° nos besoins en produits alimentaires ne sont limités qu’en ce qui concerne certains articles comme le pain ; pour les autres, ils sont extensibles : produits animaux et notamment laitiers, œufs, légumes, fruits, miel, etc. ; en outre, la qualité des produits peut être améliorée ; et, même si la population des villes n’absorbait pas davantage de produits agricoles, celle des campagnes pourrait se nourrir mieux en développant sa propre consommation ;

« 2° il serait désirable que la production agricole ne se limitât pas aux articles alimentaires, mais qu’elle y adjoignit les matières premières d’origine végétale et animale (chanvre, laine, graines oléagineuses, etc.) ;

« 3° il n’est nullement établi que l’augmentation de la productivité du sol soit en liaison avec celle du rendement du travail, de telle sorte que le même nombre de travailleurs puisse produire davantage. Peut-être le relèvement de la production commande-t-il l’accroissement de la population rurale. Si cet accroissement ne se produit pas de lui-même, on pourrait y aider en ramenant à la campagne la production agricole qui, nous l’avons vu à un autre endroit […] est de plus en plus confiée à des usines. […]

« Toute économie planifiée, pour être complète, et pour peu qu’elle se donne comme tâche d’organiser la vie économique d’une façon raisonnable, devra, nous l’avons déjà vu, prévoir la coexistence et l’interpénétration d’un nombre varié de formes et

de systèmes économiques. On y trouvera l'économie privée, et l'économie en vue du marché, et l'économie collective destinée à couvrir la consommation ; on y trouvera l'économie paysanne, foncière et artisanale ; on y trouvera l'économie coopérative et étatique. L'entreprise capitaliste s'y trouvera également, car il y aura encore et toujours de nombreux problèmes économiques dont la solution la meilleure ressortira à l'exploitation capitaliste. [...]

« L'examen de nos statistiques officielles nous montre que ce rapport est, en Allemagne, assez favorable : [...] la paysannerie et l'artisanat se sont numériquement maintenus d'une façon réjouissante. Ce sont justement ces deux systèmes de l'économie que le socialisme allemand considère comme ceux qui représentent le mieux l'économie nationale. À l'opposé du socialisme prolétarien, il met au centre de sa sollicitude non pas le prolétariat, mais les classes moyennes : on pourrait même le définir (et le critiquer) en tant que socialisme des classes moyennes. S'il agit ainsi, c'est en pleine conscience, c'est qu'il estime que ce sont les classes moyennes qui sont les plus aptes à défendre les intérêts de l'individu comme de l'État : c'est uniquement dans les exploitations paysannes et artisanales que l'homme ayant une activité économique trouve la possibilité de se développer pleinement, de donner son véritable sens au travail, forme la plus importante de la vie humaine. En effet, c'est là seulement qu'il s'agit d'une création, c'est-à-dire d'une activité qui se concrétise en objets palpables, entiers, c'est là seulement que le travail contient en lui-même son but, sans être obligé de poursuivre un but extérieur à lui-même – comme, par exemple, dans l'industrie –, c'est là seulement que le travailleur peut considérer son œuvre comme sienne. Or, ce sont ces hommes seuls, satisfaits de leur activité et ayant trouvé le sens de la vie dans l'accomplissement de cette activité, qui peuvent être de bons citoyens. [...] Cette masse prolétarienne n'est pas liée à la patrie, n'est pas enracinée au sol, elle recherche constamment de nouvelles formes de vie, elle est toujours le *rerum no varum cupidus*, elle est par définition toujours mécontente et, quand elle se retourne sur son lit de douleur, elle cause des tremblements de terre, comme l'Encélade dont parle Carlyle. [...].

« [...] Diverses *industries à domicile* peuvent également être adjointes à la production domestique.

« Un des objectifs principaux de cette activité domestique est de permettre aux femmes de s'employer à nouveau à la maison

et, d'autre part, d'occuper la main-d'œuvre agricole pendant la morte-saison, en se l'attachant par des contrats à longue durée.

« Les bienfaits de la production domestique peuvent d'ailleurs être étendus à tous les milieux de la population, même aux travailleurs qui sont employés dans la grande industrie et qui, par conséquent, ne sont encore que des ouvriers. Une heureuse action peut être, dans ce domaine, exercée par les jardins ouvriers, les colonies de banlieue et autres institutions de ce genre. L'ouvrier pourra ainsi être mis en état de se livrer à un travail sensé et n'aura plus besoin de remplir le vide de sa vie des succédanés du *dopolavoro*[211].

« Mais, là où la technique recommande ou exige la grande entreprise, il s'agira d'examiner si l'on inclura celle-ci dans le système capitaliste ou si l'on donnera la préférence à un système collectiviste ou mixte. La décision devra dépendre de chaque espèce. Régulièrement, ce qui doit être mis à la disposition de l'autorité publique, ce sont :

1° les grandes institutions de crédit ;
2° l'exploitation des ressources minérales et des forces motrices du pays ;
3° les transports internationaux, interrégionaux et ceux des grandes villes ;
4° toutes les industries travaillant pour l'armée ;
5° toutes les entreprises dont l'envergure dépasse le cadre de l'exploitation privée et qui ont déjà revêtu le caractère d'établissements d'utilité publique ;
6° toutes les entreprises dont une raison spéciale conseillerait la nationalisation ou la municipalisation.

« Les autres entreprises importantes pourront être abandonnées au capitalisme, sous un système de contrôle dont nous parlerons encore, à moins qu'on ne préfère recourir à des formes intermédiaires, comme l'entreprise en régie ou la coopérative. […].

« De toute évidence, il doit exister, dans la vie économique, au-dessus des chefs d'entreprise particuliers, quelque chose comme une direction suprême, correspondant à celle qui existe dans l'armée. C'est le Conseil suprême économique. Et, de cette

211 L'*Opera Nazionale Dopolavoro*, ou OND, est une association créée en 1925 en Italie, dont le but est d'occuper la masse des travailleurs par des activités sportives, de promenades champêtres, culturelles et populaires, caritatives et sociales, etc. Son équivalent en Allemagne est le *Kraft durch Freude* (KdF), créé en 1933 (N. d. E.).

façon, le “principe du chef” conduit nécessairement à l’économie planifiée, c’est-à-dire au socialisme. […].

« Notre attitude, à ce sujet, est bien claire : le principe de la concurrence, en tant que principe général de l’“ordre” (ou plutôt du “désordre”) économique, doit être repoussé par le véritable socialiste, puisqu’il repousse tout naturalisme social : le socialisme doit justement mettre un terme au régime insensé du parallélisme et de l’opposition des exploitations privées et créer de l’ordre là où régnait le chaos. […].

« En ce qui concerne les diverses formes d’activité de la concurrence, nous rejetons d’une façon absolue la concurrence suggestive et la concurrence destructive ; avec la suppression de la première disparaît également une des plus déplaisantes manifestations de notre époque : la *publicité*. […]. L’autorité de l’État doit intervenir en la matière et entreprendre un nettoyage en règle. À cet égard, des possibilités de réforme sont prévues dans la loi allemande du 12 septembre 1933 relative à la publicité.

« Par contre, la *concurrence matérielle* ne doit pas être exclue des cadres d’une économie dirigée, mais elle doit être incorporée au plan général. […].

« Le but immédiat de toute politique raisonnable doit être de rendre *la production permanente et continue.* […].

« Selon moi, une objection à notre point de vue pourrait être tirée du fait que c’est l’étranger qui nous oblige à un progrès technique constant, que ce soit dans le domaine des fabrications de guerre ou dans celui de la production des articles d’exportation. Il faudra faire ici certaines concessions. […]

« En stabilisant nos méthodes de production, de transport et de vente, nous supprimons une des causes des arrêts et troubles périodiques du processus économique et, par conséquent, le danger toujours menaçant du chômage, la pire des plaies de l’ère économique.

« D’autres causes de cette maladie pourront également être écartées par une gestion consciente du but à atteindre. Par exemple, les causes de cette conjoncture d’expansion qui est particulière à la période du grand capitalisme, avec les crises qu’entraîne inévitablement une production trop poussée et mal dirigée. Il faut avoir ici une politique méthodique de la conjoncture. “On ne peut éviter les fortes oscillations de la conjoncture qu’en maintenant stable l’action des investissements. Pour obtenir une constance du volume des investissements, il existe plusieurs moyens : exercer une influence sur les conditions de rentabilité (notamment sur les taux d’intérêt et sur le volume du

crédit), contrôler directement les investissements (notamment en surveillant les projets d'émission et de construction), modifier les investissements publics (en augmentant ou en réduisant la masse du travail en raison de la situation de la construction privée). Si l'on réussit à maintenir à un niveau constant le volume des investissements, l'économie nationale se meut régulièrement et sans troubles. Les parties de revenus qui ne sont pas dépensées pour la consommation seront alors dépensées en investissements, en sorte que la masse d'argent qui est jetée sur le marché pour y faire des achats réponde toujours aux frais de production déjà engagés. L'offre se trouvera ainsi toujours en face d'une demande croissante." C'est ainsi que Keynes voit la future politique de la conjoncture.

« D'autres perturbations de la vie économique – je les nomme *crises simples de débouchés* –, par exemple celle qu'on appelle aujourd'hui la crise mondiale, se sont produites et se produiront tant qu'on conservera la liaison commerciale entre les diverses économies, et lorsque, à une étape quelconque de la circulation, la vente s'arrête et que les autres membres de l'organisme sont paralysés dans une mesure toujours plus grande. Pour autant que les crises simples de débouchés soient provoquées par ce qu'il se passe sur le marché mondial, elles se réduiront d'elles-mêmes dans la mesure où nous détacherons de ce marché l'économie allemande.

« Cependant, même au sein de l'économie intérieure, il reste assez de possibilités de voir se produire de ces crises de débouchés. La principale éventualité est le *cas de guerre*. Pour prévenir les perturbations qu'il provoque dans la vie économique, il faudrait soumettre à un examen complet le problème de l'économie de guerre, ce qui d'ailleurs a été heureusement déjà entrepris. En effet, la théorie de l'économie de guerre fait déjà, dans nos universités, l'objet d'un enseignement spécial.

« Un autre groupe de perturbations pourra être écarté par le perfectionnement du système de notre consommation : je songe en particulier aux troubles qui sont occasionnés, par exemple, par les *variations de la mode.* […].

« Suivant le plan que nous avons exposé en vue de la répartition organique de l'économie allemande, *chaque secteur* exige un mode particulier de gestion.

« Le monde de l'*économie paysanne et artisanale* devra être entouré par l'État d'un mur de protection qui le défendra de l'ingérence de l'esprit capitaliste. Par des mesures spéciales, l'État devra veiller à ce que, dans ces deux domaines, chaque

exploitation, si elle est raisonnablement gérée, ait un revenu assuré. Il faudra restaurer à ce propos le principe de la “subsistance”. L’État laissera les particuliers agir à leur guise. Ce que nous pouvons demander à l’“initiative privée” se rapportera principalement à l’organisation intérieure des entreprises paysannes et artisanales pour relever leur capacité de production, un *système coopératif* très développé est tout indiqué, à condition qu’il soit dépourvu de tout esprit capitaliste. Au reste, la direction imprimée par l’État s’exprimera par un *enseignement*, par des conseils, ce qui permettra de prêter une aide précieuse aux organes paysans et artisanaux. Une tâche importante de la politique économique sera d’adapter ces petites exploitations aux exigences de la consommation, tant pour la quantité que pour la qualité, et d’influencer d’autre part la consommation pour qu’elle s’adapte aux conditions de l’économie rurale et artisanale.

« En ce qui concerne l’*économie de rentabilité*, l’effort principal devra avoir pour effet, comme je l’ai déjà dit, d’empêcher le principe de la rentabilité de léser des intérêts supérieurs. L’État peut influencer directement la quantité et la qualité de la production dans les *entreprises publiques*, mais il devra user de détours dans les *entreprises capitalistes* encore existantes. Le meilleur moyen dont il dispose pour mettre de l’ordre dans ce dernier secteur est constitué par la *manipulation du crédit*. Nous avons déjà dit que l’État doit, tout au moins, prendre en régie directe les grands instituts de crédit. […]

« Il faut donc organiser un système de contrôle sage, mais ferme. Il faut entendre par là l’obligation d’une déclaration relative à toute nouvelle fondation d’entreprise, à toute augmentation de capital, ainsi qu’à toute conclusion de cartels, et, par conséquent, l’octroi de concessions par l’État : c’est une situation de droit qui existe déjà en Italie. J’ai parlé plus haut de la nécessité de faire déclarer toute invention et d’en faire l’objet d’une concession. De même, l’État doit avoir le droit de mettre un terme à l’activité des entreprises qui, pour une raison quelconque, se seront révélées inutiles.

« Pour appliquer cette politique de direction de l’économie, il faut naturellement un *plan de production* unique, bien conçu, et établi sur la base d’un “bilan économique réel”.

« À l’intérieur des limites que nous venons d’esquisser – auxquelles on peut encore ajouter les barrières posées par toutes les mesures étatiques qu’on comprend sous le terme de “politique sociale”, et dont j’ai déjà parlé plus haut –, l’économie capitaliste pourra, temporairement, avoir une activité “libre”. Disons plutôt :

s'imposer à elle-même de nouvelles limitations. À cet effet, elle a déjà, au cours des temps, créé des organes particuliers : les *cartels*. À eux revient la tâche d'établir des relations rationnelles entre la production et la consommation, et de réglementer les prix sur lesquels devra se baser l'activité de telle ou telle branche de l'économie. Que les cartels doivent cesser de faire uniquement une politique de profits, et se mettre plutôt au service de la collectivité, c'est-à-dire, somme toute, exercer des fonctions étatiques (cartels obligatoires ?) et constituer ainsi une sorte d'*ensemble capitaliste de corporations* – cela me semble être dans la ligne d'un développement intelligent de notre constitution économique.

« Le *problème de la propriété* n'est pas, pour le socialisme allemand, un problème indépendant. L'alternative qui, pendant des siècles, a donné lieu à tant de luttes violentes, luttes souvent encore vives, et qui dit propriété privée ou propriété collective, n'existe pas pour nous. En raisonnant bien, il ne s'agit pas d'un *ou*, mais d'un *aussi bien que :* la propriété privée *et* la propriété collective subsisteront côte à côte. Ce qu'il faut noter surtout, c'est que la propriété privée elle-même n'est pas illimitée, mais dépendante, qu'elle est, si l'on veut, une propriété donnée en fief – tout au moins quand il s'agit de la possession des moyens de production ou des terres. Je souscris entièrement à la façon dont Othmar Spann conçoit le problème, lorsqu'il dit : "Il y a juridiquement une propriété privée, il n'y a en fait qu'une propriété collective." Le droit de propriété ne détermine plus les principes de la gestion économique, mais les principes de la gestion économique déterminent l'étendue et la nature du droit de propriété : là est le point important.

« L'État a encore d'autres possibilités pour donner, par une *influence indirecte*, une juste direction à l'économie : ce sont les mesures que nous connaissons déjà et auxquelles recourra de préférence toute économie raisonnablement dirigée, parce qu'elles constituent la meilleure garantie d'une transformation "organique" de l'état actuel en une nouvelle économie sensée. Je songe à la politique fiscale, à la politique commerciale, à la politique monétaire, etc.

« Je veux remarquer seulement que l'organisation méthodique de la vie économique doit naturellement s'étendre à nos *rapports avec l'étranger*. Lorsque j'ai parlé, plus haut, de la répartition organique de l'économie future, et par conséquent de la répartition des fonctions économiques entre l'économie intérieure et l'économie des pays étrangers, j'ai indiqué que le socialisme

allemand aspire tout naturellement à créer une économie nationale qui se suffise à elle-même, mais cependant qu'aucun homme raisonnable ne saurait songer à un isolement complet, c'est-à-dire à une autarcie allemande. Nos relations avec les économies étrangères subsisteront toutefois il conviendra de ne pas les abandonner, comme ci-devant, à un aveugle hasard ou, ce qui revient au même, au bon plaisir d'individus avides de profit, mais de les soumettre au contrôle d'une raison supra individuelle, c'est-à-dire de l'État. La *façon* dont les relations économiques avec l'étranger seront réglées est peut-être plus importante encore que la fixation de leur volume, ce que j'ai exprimé en disant : l'« autarchie » est plus importante que l'« autarcie ». Or l'autarchie nationale réside dans le fait que les catégories où nous pensons les relations internationales de l'avenir ne sont plus celles du commerce libre – où l'on trouvait, à la première place, la funeste clause de la nation la plus favorisée –, mais celle d'une politique nationale planifiée : traités de commerce, unions douanières, droits préférentiels, contingentements, interdictions d'importation et d'exportation, commerce de troc, principe de la réciprocité, monopole du commerce de certains articles, etc. […].

« Nous vivons depuis la guerre dans une "crise mondiale" d'une envergure telle que l'humanité en a rarement connues, si ce n'est au IIIe et au IVe siècle, peut-être encore du XIIIe au XVIe siècle : en un temps où se transforment et se reforment toutes les relations des peuples entre eux et toutes les conditions de leur vie interne. Cette crise offre à l'humanité égarée la seule possibilité de trouver le bon chemin. Elle nous a été envoyée par une bonne Providence, pour nous sauver, et elle doit être considérée et utilisée par nous comme moyen de salut, afin qu'elle devienne finalement une bénédiction.

« En attendant, toutes les pensées de l'homme d'État doivent se concentrer sur un point : rétablir l'économie en ruines et, avant tout, supprimer ce *chômage* qui nous est une si lourde tâche. Personne ne niera que seule l'intervention active de l'État, notamment par la création de possibilités de travail, est susceptible d'y remédier. Le problème se pose ainsi : *entreprendre la lutte contre le chômage de sorte que les mesures prises par l'État, c'est-à-dire la création de possibilités de travail, contribuent en même temps à la transformation de notre économie nationale.* […]

« *L'État doit donc disposer de la capacité d'achat nécessaire, et qu'il transmet ensuite à d'autres.*

« Pour se procurer cette capacité d'achat, deux moyens différents s'offrent à l'État : ou bien il prend de la capacité d'achat à tous ceux qui en ont déjà, ou bien il s'en crée à lui-même une supplémentaire.

« L'État entre en possession de la capacité d'achat *déjà existante* : 1° par le moyen des impôts ; 2° par le moyen des emprunts ou des loteries ; 3° par le moyen des dons qu'il reçoit.

« Si nous négligeons les cas où l'État fait un emprunt extérieur, ou bien où la capacité d'achat qui passe à l'État provient de réserves d'or qui ont été thésaurisées en nature, la capacité d'achat ne peut provenir que du revenu national, c'est-à-dire de la somme des capacités d'achat qu'ont accumulées les particuliers au cours d'une année[212]. »

Dans le cas de la Nouvelle politique économique de l'Union soviétique, que nous avons intégralement présentée plus haut, quelques remarques doivent être faites à l'attention des élites. Dans une économie centralisée et planifiée, les produits et les services sont alloués par des décisions émanant d'une bureaucratie, selon un calendrier, et les prix sont administrativement fixés selon des estimations de coût de production qui peuvent facilement s'avérer mauvaises (sous-estimation) au moment de leurs applications concrètes. Aussi longtemps que ce système est une politique d'État, le système de la définition des prix permet, dans les faits, d'extorquer les ressources de la masse. De plus, sitôt que la politique et la propagande consistant à installer la crainte et la méfiance dans les esprits de la masse se relâche, les prix deviennent des subventions, et sont utilisés par l'élite comme un moyen de séduction politique des masses. Tant et si bien qu'à la fin, tout ce que produit l'industrie planifiée, depuis la nourriture jusqu'au logement, est subventionné sans qu'il ne soit plus tenu compte d'aucun critère d'efficacité, ce qui constitue un obstacle à toute élévation du niveau de vie moyen. Ce phénomène n'est pas souhaitable dans une réelle démocratie libérale, mais il s'avère aussi simple qu'utile pour le collectivisme oligarchique.

L'Allemagne de Hitler est bien un système politique socialiste et collectiviste. Elle s'appuie sur une doctrine supportée par des théories très complètes présentées dans des livres, et dont les arguments sont des mythes forts, riches et hautement susceptibles d'entretenir l'esprit du troupeau, et de faire naître dans les esprits une foi quasi religieuse. Ces mythes, très anciens pour certains,

---

212 WERNER SOMBART, *Deutscher Sozialismus* (*Le Socialisme allemand – Une Nouvelle théorie de la société*), 1934.

permettent au peuple allemand de facilement se les attribuer, et de s'en trouver flatté, grandi. Les uniformes, les symboles, l'imagerie, l'architecture sont des exemples de ce que l'information et la propagande peuvent faire de mieux en ce XXe siècle. Cependant, et curieusement, son leader semble aussi vouloir répéter, presque à l'identique, les erreurs qu'a commises son modèle, Napoléon Bonaparte. Hitler ne prend pas le temps nécessaire pour consolider son pouvoir là où il l'installe ; il passe à autre chose sitôt qu'il a conquis un territoire, et disperse ainsi ses forces et les affaiblit. Il a toute l'intelligence, l'imagination et l'ingéniosité requises que la plupart des autres dirigeants politiques n'ont jamais eues, mais son ambition l'égare ; il lui manque la sagesse de son ancêtre politique direct, Frédéric II. Il lui est facile de consolider son pouvoir auprès des peuples germains, et peut-être nordiques aussi, grâce à la doctrine et au mythe qui la soutient, mais les méthodes des communistes de l'Union soviétique seraient bien mieux adaptées aux autres peuples qui ne peuvent s'y reconnaître. L'Union soviétique, en effet, existe – miraculeusement pourrait-on dire – grâce à une doctrine politique abstraite et métaphysique, qui n'est supportée par aucun mythe, mais par une organisation bureaucratique et autocratique comme seule base fédératrice. L'Allemagne de Hitler est passionnelle et romantique ; la Russie soviétique est technique et dépourvue de tout ce qui peut passionner les hommes, et c'est pourquoi elle a bien plus besoin de recourir à la force que l'Allemagne à l'intérieur de ses frontières pour maintenir l'orthodoxie et la structure sociale.

La Russie soviétique a jeté au feu, à tort, les mythes de l'ancienne Russie et la religion, et c'est pourquoi elle fonctionne mal à l'intérieur de ses frontières ; mais, d'un autre côté, c'est précisément ce qui lui permet d'exporter sa doctrine dans le monde plus facilement que l'Allemagne peut le faire.

L'Allemagne nationale socialiste doit la qualité de sa politique intérieure au mythe qui soutient sa doctrine, et non à une haute compétence en politique intérieure que l'on a pu trouver, réellement, par exemple, chez Louis-Napoléon Bonaparte.

C'est pourquoi l'enseignement que l'on peut tirer du témoignage de Sombart n'est valable que s'il est associé à ce qui a été présenté avant dans ce même chapitre. L'industrie dérange Sombart en ce que l'idéologue qu'il est ne sait y voir qu'une marque du capitalisme et du profit. Son point de vue, concernant ce sujet en particulier, changerait du tout au tout s'il envisageait le rôle de l'industriel dans la société comme nous l'avons fait, et

comme Platon l'a fait du *gardien de la cité*. Ce détail et quelques autres nous obligent aux corrections et précisions suivantes, qui concluront cet article.

Un salaire de base minimum, et un salaire maximum, doivent être fixés par décret par l'État. Par exemple, s'il est définitivement établi qu'un apprenti ne peut gagner moins que 1000 francs par mois, il s'ensuivra logiquement que son chef d'équipe en gagnera 1200, et ainsi de suite jusqu'au directeur de l'usine. Mais il sera également établi que le directeur ne peut recevoir un salaire plus de trois fois supérieur à celui de l'apprenti, donc 3000 francs. L'industriel patron de son usine appartiendra, de fait, à l'élite économique de la société, et son salaire maximum de 3000 francs sera complété d'avantages spéciaux fournis par l'État, selon le système inventé par Platon. Cette provision doit permettre d'éliminer l'antagonisme naturel entre ouvriers et industriels constaté dans toutes les sociétés, et qui est l'un des motifs principaux des troubles sociaux et des dysfonctionnements de l'économie.

L'inflation sera limitée grâce au contrôle de l'État sur les salaires, et à un contrôle strict de la quantité de monnaie émise par la banque centrale d'émission.

Enfin, la structure de la société sera stabilisée par une croissance nulle, entretenue artificiellement par un taux d'imposition élevé, mais qui doit être variable afin qu'il s'adapte aux augmentations et aux baisses de la production industrielle totale. Les Nations se font, collectivement, une idée d'elles-mêmes par une comparaison avec les autres Nations, ce qui les pousse vers la croissance économique. Il faut croître pour accéder aux progrès de la science et de l'industrie, et aussi pour faire face au problème posé par la loi de Wagner, en sus de ce qui est déjà acquis et doit être entretenu pour continuer d'exister et de servir. Et, en retour, les progrès de la science et de l'industrie dans un pays donné provoquent sa croissance économique. Si, dans ces conditions, la croissance économique de ce même pays baisse, puis stagne, on dit alors qu'il entre dans une période de récession économique, simplement parce qu'il ne peut plus entretenir ce cycle perpétuel qui, à bien y regarder, ne mène pas nécessairement vers le mieux. Le grand contrôle que le collectivisme oligarchique peut exercer sur la masse, à commencer par une réglementation stricte des salaires, par une inflation bien contrôlée, et par un système de nationalisation discret de l'industrie, permet de contrôler la demande de la masse, et de créer des offres de substitutions qui la satisferont, grâce aux progrès déjà

accomplis dans le domaine de l'information et de la propagande. De cette manière, l'accès aux progrès de la science et de l'industrie peut être limité à l'État, qui s'en servira pour moderniser ses infrastructures et sa bureaucratie, et pour réduire les dépenses liées à l'urbanisation, à l'éducation, à la médecine, etc. Et l'État en tirera le bénéfice d'un accroissement de son pouvoir sur la masse, par un accès courant et exclusif à une science qu'elle ne peut s'offrir, voire dont l'accès lui est légalement interdit.

Sachant que lorsque la masse a un accès courant – notamment par la capacité d'achat que lui permettent ses salaires – aux dernières nouveautés de la science et de l'industrie, cela se traduit pour l'État par d'importantes importations, et donc par une diminution régulière des réserves d'or si au moins un volume équivalent d'exportations n'est pas atteint.

Tout cela explique enfin au lecteur pourquoi l'État collectiviste oligarchique entretient, simultanément et avec le même soin, une doctrine socialiste, et une industrie directement inspirée du modèle capitaliste. Le collectivisme permet de contrôler la consommation et les importations, et l'industrie permet de rendre l'État fort, de lui offrir une grande capacité de résistance contre les ennemis extérieurs comme contre les révolutions intérieures. « Comme dans un gouvernement bien organisé, l'État doit être riche et les citoyens pauvres[213] ».

LA SÛRETÉ ÉCONOMIQUE.

Parler de « sûreté économique[214] » peut vouloir dire deux choses qui ont peu à voir l'une avec l'autre. La première concerne la gestion de l'économie du pays, de son industrie et de ses exportations et importations. La seconde concerne les dangers des actes de séditions à l'intérieur des frontières, et ceux des actes de sabotage et d'espionnage par des ennemis extérieurs, que la première doit craindre. La première sera la suite logique de tout ce qui a été dit dans ce chapitre ; la seconde devra être comprise comme une transition naturelle vers la quatrième partie de cet essai, qui correspond aux réalités de la politique.

Si on compare un instant un pays au corps humain, l'État est le cerveau qui, grâce au système nerveux qui le prolonge, commande tous les organes et les mouvements ; et l'industrie est le

213 NICOLAS MACHIAVEL, *Le Prince*, c. XVI, « Le Partage des terres », 1532.
214 *экономическая безопасность* dans le texte, qui peut également se lire « sécurité économique ».

cœur qui, avec son réseau d'artères et de veines, alimente tout l'ensemble y compris le cerveau. Si le cœur s'arrête de battre, le cerveau meurt, et tout le corps avec ; mais les battements du cœur demeurent commandés – pas complètement, mais dans une large mesure nous disent les médecins – par le cerveau.

Nous l'avons dit, il y a une relation forte de dépendance réciproque entre le pouvoir politique et l'industrie, mais le pouvoir politique demeure le maître. Ainsi, une grande grève générale qui se prolonge peut être comparée à une crise cardiaque qui peut mener tout le corps à la mort, car elle n'affecte pas seulement l'État et son élite politique, mais toute la population, depuis les nouveau-nés aux vieillards. C'est pourquoi, ainsi que nous l'avons dit, l'élite dirigeante doit elle-même créer les syndicats ouvriers du pays, ou bien les contrôler. Et c'est aussi pourquoi elle doit également créer les industriels, puis fermement contrôler leurs décisions.

L'élite doit également disposer d'une force de surveillance économique rattachée à la police politique, laquelle sera chargée de surveiller tout ce qui concerne l'économie du pays, et qui échappe ordinairement à ces contrôles. Il s'agit, en premier lieu, des industriels et des financiers étrangers qui exercent leurs activités à l'intérieur du pays. De plus, des lois et des règlements spéciaux doivent concerner ces gens, afin qu'ils ne puissent librement s'immiscer dans les affaires économiques du pays, et plus encore qu'ils ne puissent s'impliquer dans des activités industrielles et économiques qui ont un rapport direct avec la sûreté militaire, telle que la fabrication d'armement, et même la fabrication de matériels et d'outillages spéciaux pouvant être utilisés pour fabriquer des matériels militaires, etc. Cette force doit également disposer d'un pouvoir de surveillance sur les banques, sur les activités financières et de bourse, sur les fabricants de papiers pour la monnaie et les titres divers, et sur les imprimeries de monnaies et de titres.

Par extension, il convient d'imposer des limites similaires aux activités industrielles dont la sûreté militaire du pays dépend indirectement. Il s'agit de tout ce qui concerne : les approvisionnements et la distribution de l'électricité, du charbon, du gaz et des carburants en général ; la sidérurgie ; les transports ferroviaires, aériens et maritimes ; les filatures et les tanneries ; les réseaux de distribution et de stockage des produits agricoles.

Et l'élite doit encore disposer d'une autre force de surveillance de l'information, elle aussi rattachée à la police politique, qui sera chargée de surveiller la presse, l'édition de livres et

l'imprimerie en général, les émissions radioélectriques, le téléphone et le télégraphe.

Un service de douane puissant, bien organisé et disposant d'un important réseau d'informateurs, doit exercer la plus grande vigilance sur les importations, et doit faire payer des taxes importantes sur les produits qui concurrencent ceux de l'industrie du pays.

Les militaires forment une masse dont nous n'avons pas parlé jusqu'ici ; nous y venons enfin, et nous poursuivrons la discussion sur ce sujet dans la prochaine partie de ce livre.

Il existe, traditionnellement dans l'Histoire, une relation importante et étroite entre l'économie et la guerre, et donc avec les armées, et, à quelques égards, il existe même une relation d'interdépendance.

Tout d'abord, ainsi que le recommandait déjà Frédéric II, l'élite dirigeante doit veiller à traiter les militaires avec des égards tout particuliers, car les militaires détiennent naturellement une force physique qu'ils pourraient utiliser avec aisance, sinon, pour renverser l'élite dirigeante et prendre le pouvoir politique par la force, ainsi que l'a fait Napoléon Bonaparte en 1799, alors qu'il commandait les troupes de Paris. Ensuite, les armées doivent être placées sous le contrôle de ministères civils et hautement bureaucratisés. Outre le contrôle de l'armée que cette dernière disposition permet, ces ministères – un pour l'armée de terre, un pour la marine et un pour l'aviation, afin de diviser le pouvoir de l'armée – doivent logiquement passer beaucoup de commandes à l'industrie civile pour acquérir ses équipements, matériels ordinaires et munitions, provisions de bouches et carburants, etc. De cette manière, l'État peut créer et entretenir comme il le veut des usines qui ne sont privées qu'en apparence, en faisant transiter des fonds par les armées.

Ce système offre trois avantages supplémentaires :

1° Il permet aux armées de déléguer la recherche militaire à des industries privées, et ainsi de permettre une importante économie par des exploitations à la fois civiles et militaires des inventions réalisées, et des machines-outils qui servent à les fabriquer.

2° Il permet, dans une même usine, et ainsi pour chaque usine du pays, de décider du bénéficiaire prioritaire ou exclusif d'une nouvelle invention, lorsque celle-ci est très importante et ne pourrait être mise à la disposition des civils, et donc d'en tirer tout de même un profit.

3° Il permet de créer un système de dissimulation de fonds publics et de décision politique, en demandant, par exemple, à une société qui reçoit d'un ministère un paiement qui sera majoré, de procéder, « de sa propre initiative », à un investissement à l'étranger qui doit, en réalité, servir un intérêt politique – le choix d'initiatives possibles est très large, et il touche inévitablement les affaires diplomatiques.

Et les idées produites par l'existence d'une étroite relation entre les armées et l'industrie ne manquent pas, puisque, comme autres exemples, nous pourrions citer l'opportunité de recruter des officiers fidèles, compétents et déjà rompus au commandement de milliers d'hommes, pour en faire des industriels ou des directeurs de grandes usines. Ou encore, de demander aux directeurs d'usines qu'ils embauchent régulièrement des militaires dans leurs ateliers et leurs bureaux, afin que ceux-ci, déjà habitués à obéir fidèlement à leur hiérarchie, et dévoués au service de leur patrie, y gardent un œil sur les employés civils ou leur enseigne les principes de la discipline et les valeurs patriotiques.

Ultimement, de telles provisions permettent une mobilisation extrêmement rapide et totale de l'industrie au service de l'effort de guerre, comme si les ouvriers, leurs contremaîtres, leurs chefs d'ateliers et leurs directeurs, et ainsi jusqu'aux ingénieurs, formaient une gigantesque armée qui s'était ignorée comme telle jusqu'ici.

N'oublions pas que les élites des monarchies et empires ont toujours été faites d'hommes qui avaient démontré leurs qualités sur les champs de bataille, ou qui étaient leurs descendants ; le pouvoir politique trouve le plus souvent ses origines dans la guerre.

Concernant les dangers de la sédition, du sabotage et de l'espionnage qui menacent virtuellement à peu près toutes les industries, il est important que leurs personnels de direction reçoivent une éducation minimum à leurs propos. Le mécontent qui a un peu de charisme peu facilement apporter l'indiscipline ou égarer ses collègues de travail, discrètement saboter une machine-outil par simple esprit de revanche, infecter de la viande ou un réservoir d'eau sur ordre d'un ennemi, ou espionner une méthode de fabrication pour le même. En principe, les recommandations qui ont été faites jusqu'ici dans ce livre doivent grandement prévenir de tels risques. Car c'est aussi le rôle des syndicats ouvriers de canaliser les éventuels mécontentements pour qu'ils ne donnent pas lieu à des vengeances de ce genre ; pour que les rancœurs des individus puissent s'épancher par une

action collective du troupeau choisie par un chef. Mieux vaut un arrêt de la production d'une usine pendant quelques jours, que la destruction définitive de quelques-unes de ses plus belles machines. L'ancien soldat et l'indicateur qui se mêlent à la foule des ouvriers se chargent, quant à eux, de repérer les individus qui restent à l'écart du troupeau, et les autres dont les comportements sont insolites ou qui posent trop de questions. Enfin, l'éducation générale de toute la masse contre ces maux spéciaux de l'industrie peut aussi se faire par des affiches qui rappellent à chacun ce qu'il doit se garder de faire et de dire.

Nous n'avons cité aucun théoricien ni praticien chevronné de la sûreté économique car il n'en existe aucun, pas plus que la science économique ne recense cette spécialité à côté de la « théorie de la monnaie » et de celle de « l'offre et de la demande ». En vérité, la sûreté économique n'appartient pas aux économistes, mais aux chefs d'État qui, seuls, et inspirés par les faits du passé et de l'actualité diplomatique, ont le pouvoir de décider du degré de surveillance de l'économie le plus approprié.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

LA GUERRE, C'EST LA PAIX.

I. LA GUERRE ET LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

L'ARMÉE.

Le soldat est le meilleur serviteur de tous les types de gouvernements ; il est un auxiliaire encore plus appréciable pour les systèmes politiques collectivistes, en vertu du seul fait que, même dans les pays les plus démocratiques, l'armée demeure une société collectiviste aussi hiérarchisée et aussi exigeante avec l'individu que peut l'être la plus restrictive des sociétés communistes. La hiérarchie des trois classes de l'armée est explicite et constamment rappelée à chacun de ses individus, à l'aide de gallons portés sur des uniformes, et par une étiquette spécifique dont le garde-à-vous et le salut sont les marques les plus évidentes. Les soldats de la classe inférieure vivent en communauté dans des casernements ou les femmes ne sont pas admises, et ils dorment dans de grands dortoirs collectifs où toute individualité est rendue impossible. La société militaire accorde un peu plus d'intimité à la classe moyenne des sous-officiers, mais celle-ci y demeure exactement ce qu'elle est dans la société civile, le premier servant de la classe supérieure des officiers.

De manière frappante, on n'entre pas dans le cercle privilégié des officiers en gravissant des degrés ; on y est admis d'office, jeune, sans expérience préalable du commandement et sans avoir eu à démontrer du courage, en vertu d'une appartenance à l'élite de la société civile, ou d'une éducation supérieure qui, dans une large majorité de cas, demeure conditionnée par l'appartenance à cette élite. Exactement comme le fait l'élite de la société civile, l'élite de la société militaire accueille de temps à autre un sous-officier, lorsqu'il a démontré d'exceptionnelles qualités sur le champ de bataille. Dans la société militaire, l'accueil du sous-officier par l'élite des officiers est une résurgence de l'anoblissement des anciennes sociétés monarchiques. L'armée de l'Union soviétique est une exception à cette règle, justifiée par une doctrine idéologique d'égalité ; on y trouve des colonels et des généraux qui ont commencé leurs carrières militaires au grade de simple soldat.

Mais toutes les armées de tous les pays cultivent la même doctrine d'ascétisme, de renoncement à la volonté propre et à

l'individualité, de la culture de l'*esprit de corps*[215], du sacrifice pour un idéal quelconque qui peut être le roi, l'empereur, la Nation, l'étendard du régiment ou de la compagnie dont il est fait un culte, l'espoir d'une médaille convoitée, ou plus simplement la camaraderie. Certains anciens militaires revenus dans la société civile cherchent à oublier leur passé et leurs souvenirs de guerre ; d'autres conservent pieusement le souvenir ému de la camaraderie, d'un sentiment de sécurité, et de tragiques années de guerre qu'ils perçoivent pourtant comme les plus heureuses de leurs existences. Mais il faut dire qu'après la Guerre de 1870 qui a opposé les Allemands aux Français, les gouvernements de ces deux Nations ont créé, puis entretenu jusqu'à nos jours un culte du « soldat héros ». La mort à la guerre a pris un sens qu'il n'avait jamais eu jusqu'alors, celui d'un sacrifice volontaire et hautement respectable. Le champ de bataille des stratèges est devenu pour le simple soldat un « champ d'honneur », et les élites politiques de l'Allemagne et de la France, aussitôt imitées par celles de tous les autres pays, ont créé ou favorisé l'écriture d'une littérature poétique et romancée et de chants qui ont rapidement fait naître un mythe du courage et du sacrifice « sous les drapeaux ». De la terrible fatalité qu'elle avait été jusqu'alors, parce qu'elle prenait les enfants aux familles, la guerre est progressivement devenue une expérience sacrée. En 1890, le gouvernement français fit voter une loi qui exigeait des communes qu'elles érigent à leurs frais, sur leurs places publiques, des monuments collectifs en l'honneur des soldats « morts pour la patrie », un privilège jusqu'alors réservé aux plus hauts dignitaires de l'élite. C'est à partir de cette date que l'on a vu apparaître un grand nombre de « monuments aux morts », en France et en Allemagne tout d'abord, puis dans les autres pays.

Mais il faut dire que les premiers signes de cette nouveauté avaient logiquement accompagné la transition de l'ère des monarchies vers celle des États Nations, au tout début du siècle dernier, et même durant les dernières années du XVIIIe. Il y avait eu, tout d'abord, l'événement de la *Levée en masse* de 1793 en France, puis, dans ce même pays, la création en 1795 du premier « hymne national », la *Marseillaise*, un chant dont les paroles encouragent à la guerre[216].

---

215 En français dans le texte.
216 Les premières paroles de ce chant sont :
« Aux armes, citoyens,
Formez, vos bataillons.
Marchons, marchons ;

Napoléon Bonaparte créa la Légion d'honneur peu après, en 1802 ; il fut imité, en Prusse, par Frédéric-Guillaume III, qui créa la Croix de fer (Eisernes Kreuz). Napoléon III créa encore la Médaille militaire en 1852 ; la Reine Victoria d'Angleterre créa, en 1856, la Médaille de Crimée (Crimea Medal), pour récompenser les soldats qui avaient été envoyés à Sébastopol pour y tirer les armées de Napoléon III d'un mauvais pas. En 1914, quelques semaines avant le début de la Grande Guerre, le gouvernement français comprit l'intérêt qu'il y avait à créer une médaille que l'on pût accorder plus facilement aux simples soldats, pour les encourager et les récompenser. Ce projet fut accepté et voté à la fin de cette année, et c'est ainsi que fut créée la Croix de guerre.

En Russie, on avait compris l'intérêt des décorations et médailles dès la période de transition du XVIIIe au XIXe siècle, et de nombreuses distinctions furent créées pour les militaires durant ce dernier siècle. Mais la nouvelle Union soviétique a renoncé à cette pratique, perçue comme bourgeoise et individualiste, jusqu'en 1930, lorsque le Comité central du Parti communiste soviétique a finalement décidé de créer l'Ordre de Lénine (Орден Ленина), qui ne récompense pas exclusivement les militaires et les faits d'armes.

Durant cette guerre, on vit apparaître, en Allemagne et en France surtout, toute une imagerie de propagande créée à l'attention des masses, souvent présentée sous la forme de cartes postales et de vignettes. Mais on créa en même temps une autre imagerie présentée sous les mêmes formes, montrant de simples soldats mourant dans les bras de la Vierge ou du Christ, ou s'élevant au Paradis, emportés par des anges. Ces images devaient rappeler aux familles des défunts qu'ils n'étaient pas morts en vain, et que Dieu savait récompenser leurs ultimes sacrifices. Les élites entretinrent, à partir de ce moment-là, un culte du martyre mort pour la patrie qui devait consolider la création d'une véritable religion autour du nationalisme.

L'armée est donc rapidement devenue, depuis le début de ce XXe siècle, une véritable société permanente très distincte de la société ordinaire et civile, avec ses propres usages, coutumes et rites et croyances. Il existe une armée permanente de temps de paix, qui compte un nombre relativement réduit d'hommes, et qui recrute massivement par le recours à la force en temps de guerre. La conscription permet d'étoffer la force militaire en

---

Qu'un sang impur, abreuve nos sillons. »

temps de paix, de préparer les jeunes individus à l'éventualité d'une guerre, et de leur en enseigner la pratique.

Mais l'armée et la conscription permettent deux autres choses en temps de paix, qui, toutes deux, n'ont rien à voir avec la guerre. L'origine de la première de ces deux choses est ancienne et remonte à bien avant le XIXe siècle ; il s'agit de purger la société civile de ses individus les plus mauvais, de ceux qui, d'un tempérament porté vers l'oisiveté, la boisson et la violence, la serviraient bien mal sinon. Grâce à la discipline de fer qu'elle impose à ses hommes, et à sa loi qui punit ses déserteurs, l'armée sert à étroitement surveiller ces gens, et à tenter de leur inculquer une hygiène de vie plus saine, et les règles les plus élémentaires de la vie en société. La deuxième chose, qu'apporte la conscription en particulier, est tout d'abord un recensement national des jeunes adultes aptes à l'exécution de tâches logiques, puis une évaluation précise de leurs tempéraments, opinions, goûts et capacités physiques et intellectuelles. C'est durant leurs temps passés « sous les drapeaux » que les officiers, aidés dans cette tâche par leurs assistants, les sous-officiers, peuvent repérer parmi eux ceux qu'il conviendra de surveiller lorsqu'ils seront renvoyés dans la société des civils, et ceux qui se distinguent de la masse par d'exceptionnelles qualités intellectuelles, morales, d'endurance, etc., que la société gagnera à employer à des tâches de responsabilité (dans l'administration ou dans l'industrie ; c'est ce que doit déterminer un second examen plus approfondi).

LA GUERRE COMME STIMULANT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.

Il est recommandé, à la fin du chapitre précédent, d'établir une relation étroite entre les militaires et l'industrie. Ceci parce que, en raison de tout ce qui vient d'être expliqué, les officiers connaissent les hommes aussi bien que les psychologues, et savent aussi bien ce qui les fait avancer. Mais aussi parce que l'armée moderne s'est naturellement imposée comme un acteur important de la société civile, de son économie autant que de sa sûreté. Les Américains ont été les premiers à démontrer cet état de fait.

En 1916, un article de *The Nation's Business*, un journal publié par la Chambre de commerce des États-Unis, a expliqué « qu'une économie mobilisée [pour l'effort de guerre] apporterait un partage des responsabilités entre le gouvernement et l'industrie ». Et, à la fin de cette même année, le président du Comité de la défense nationale (Comittee on National Defense) de la Chambre de commerce a écrit à la société Du Pont, qu'il

espérait que « la question des munitions semblerait être la meilleure opportunité d'encouragement à un nouvel esprit de coopération entre le gouvernement et l'industrie ».

Quelques mois avant l'entrée en guerre des États-Unis, le comité d'experts (Advisory Comittee) du Comité de la Défense nationale a conçu ce qui est devenu depuis l'intégralité du système d'achat des fournitures et du matériel de guerre, de celui du contrôle de la nourriture et de la censure de la presse. Il s'est entretenu avec les représentants des différentes activités de l'industrie américaine, et a recommandé aux industriels de se rassembler eux aussi en comités pour vendre leurs produits au gouvernement, et afin d'en fixer leurs prix. Ainsi, il y eut un représentant (Daniel Willard) pour les chemins de fer (qui aux États-Unis, sont privés), un pour les munitions et les armes (Howard Coffin), un pour les matières premières et les minerais (Barnard Baruch), un pour les fournitures diverses (Julius Rosenwald), et un pour la fourniture de main d'œuvre (Samuel Gompers). L'idée de créer des comités par industrie, afin que les industriels puissent unir leurs forces et s'entendre entre eux, a été lancée par Bernard Baruch.

L'un des outils les plus importants de cette organisation industrielle de l'effort de guerre a été la Division de la conservation (Conservation Division) du nouveau Conseil de l'industrie de guerre (War Industry Board), réunissant principalement les premiers industriels du pays. Cette Division avait pour rôle d'encourager l'industrie à économiser autant que possible ses ressources matérielles, en matières premières et en hommes, et à établir des règlements de coopération et du travail communs dans toutes les usines. Par exemple, une propagande destinée aux ouvriers devait les convaincre qu'ils ne travaillaient désormais plus seulement pour assumer leur subsistance, mais par patriotisme et pour aider à l'effort de guerre. Le travail dans les usines devint également, grâce cette propagande, une activité politique similaire au militantisme.

C'est ainsi que la compétition ordinairement inhérente à la libre entreprise des démocraties libérales disparut, entraînant à son tour la disparition de la multiplicité des tailles, des variétés et des styles des produits de l'industrie. Une « standardisation » (*standardization*) des tailles et des mesures (d'écrous, de pas de vis, de fixation, de cols de chemises, de papiers, etc.) apparut, et elle simplifia du même coup la vie des consommateurs civils, à l'image de ce qui se faisait dans l'armée. Du point de vue de ces industriels, la production rationalisée de matériels pour la guerre

a été un formidable enseignement qui, sitôt appliqué à la fabrication de biens pour les civils, a permis de réaliser d'énormes économies d'argent, de temps et en recherches.

Bernard Baruch a observé que « que la "conservation" en période de guerre a aboli une inutile multiplicité dans les styles et modèles […]. Qu'elle a banni 250 différents modèles de charrues aux États-Unis, sans parler des 755 types de mèches à percer précédemment fabriqués par d'innombrables petites sociétés […], et que la production et la distribution de masse sont devenues la loi du pays […]. Ceci, à partir de maintenant, sera le but du second quart du XXe siècle : la standardisation de l'industrie américaine ; de faire des nécessités du temps de guerre un avantage du temps de paix. »

Il serait inutile, et même ridicule, de dresser ici une liste des principaux inconvénients de la guerre. Nous allons donc énumérer les avantages de la guerre, puisque, non seulement il en existe, mais il est démontré que certains stabilisent les sociétés, et que, paradoxalement, ils les empêchent de disparaître complètement.

Tout d'abord, la guerre stimule grandement l'économie, l'industrie et la science, et elle assainit socialement la société ; nous venons de voir comment pour ce qui concerne l'économie et l'industrie. La guerre oblige les gouvernements à encourager la science dans tous les domaines : physique, mécanique, aéronautique, naval, chimique et même médical. Ce sont autant de progrès qui profitent ensuite à toutes les civilisations lorsque les guerres s'achèvent. La guerre régule une croissance démographique qui, arrivée à un certain point, ne fabrique plus que du chômage, et un ennui et une oisiveté généraux qui s'épanchent inévitablement sous la forme de récessions et de révolutions intérieures qui font plus de mal encore. La guerre mobilise les esprits, elle passionne les masses et fait oublier les soucis insignifiants, elle rassemble les individus pour leur donner une identité commune et les font se mouvoir spirituellement vers un effort commun aux côtés de l'élite, elle crée une compréhension et une admiration réciproque entre les classes, elle abolit les disputes politiques insignifiantes et les rivalités sans propos, elle fait rêver les masses de lendemains qui chantent, elle nourrit les esprits d'espoirs, là où, en temps de paix, il n'est rien de frappant ni de stimulant que chacun puisse espérer.

Peut-être viendra-t-il un jour où les élites de chaque pays auront atteint un degré de maturité qui leur permettra de toutes s'entendre, et d'organiser des guerres qui n'existeront que dans

les seuls esprits des masses afin qu'elles se calment enfin, et qui, dans l'esprit de ceux qui les organiseront, ne seront rien de plus que d'amusants jeux de salons. Peut-être la science trouvera-t-elle enfin un meilleur moyen de vaincre la démographie galopante et d'apaiser les esprits.

La période de paix la plus longue que l'Europe connût jamais ne dura que trente-huit ans : entre le Congrès de Vienne qui mit fin aux guerres napoléoniennes et au règne de Napoléon Bonaparte en 1815, et l'intervention armée en Crimée de Napoléon III, son neveu, en 1853. Entre ces deux dates, il y a eu des révolutions dans presque tous les pays d'Europe, dont deux en France.

GÉOGRAPHIE POLITIQUE ET GÉOPOLITIQUE.

Le diplomate et le stratège doivent regarder les cartes et les atlas avec un autre œil que celui du géographe et du politicien ; il doit les regarder en se faisant à la fois géographe et politicien, oui, mais en observant aussi, à la lettre, les principes généraux qui suivent.

La géographie a occupé une place de plus en plus importante dans la vie des peuples de l'Europe centrale depuis le XVIIIe siècle jusqu'à aujourd'hui, et, en particulier, dans celle des Allemands. Vraiment, elle est peu à peu devenue une science à part entière en Europe germanique, lorsqu'elle a été incluse dans ce courant particulier de la pensée philosophique et scientifique dont les origines doivent être trouvées chez Emmanuel Kant ; nous allons voir comment et pourquoi.

Alors que le XIXe siècle atteignait sa fin, l'intérêt montant des Allemands pour la puissance navale rivalisait avec celui qu'ils manifestaient depuis longtemps pour la puissance terrestre. Lorsque ce degré d'égal intérêt fut atteint, le géographe Friedrich Ratzel fut le premier à parler de « géographie politique ». Dans sa *Géographie politique, ou la géographie des États, de la circulation et de la guerre* (*Politische Geographie oder die Geographie der Staaten, des Verkehrs und des Krieges*), éditée en 1897, Ratzel posa l'essentiel des matières qui compose ce sujet, et en débattit. Inévitablement, il y considéra la guerre comme un aspect important de la politique et de la géographie. Sa tournure d'esprit scientifique l'obligeait à traiter les phénomènes politiques depuis l'angle de la géographie, mais sans faire référence à une Nation en particulier. Vers la fin de sa vie, Ratzel s'autorisa à franchir légèrement les frontières de la perception scientifique qu'il s'était imposée, en raison d'un enthousiasme dans son pays

pour la puissance navale allemande naissante ; mais, clairement, il ne le fit qu'à contrecœur. La mention de ce détail personnel concernant Ratzel ne doit qu'à notre souci d'attirer l'attention sur les dangers qu'il y a, pour le stratège, le politicien et le diplomate, à confondre la géographie politique et les réalités politiques.

Quelques élèves et émules de Ratzel ont allègrement franchi cette limite qu'il s'était fixée, essentiellement pour mieux répondre aux demandes et aux espoirs des politiciens. Il n'est pas inutile de citer tout particulièrement, à cet égard, un professeur suédois de science politique, Rudolf Kjellén, qui a intimement associé la science politique et la géographie pour lancer ce qu'il a appelé la « géopolitique » (*geopolitik*). Tout comme Ratzel, Kjellèn a perçu l'État comme une entité organique qui grandit. Kjellén parle même de l'existence d'une « biologie de l'État » (*staatsbiologie*)[217]. Il s'agit ici de l'expression d'une adhésion des nouveaux États du début du notre siècle à certains principes, à certaines conceptions générales du monde qui sont rapidement devenus pour eux comme leur chair et leur substance vivante, et qui font que leur perception du droit est inextricablement liée à des mythes puissants qui s'y trouvent incarnés. C'est cela qui a donné lieu, par exemple, à l'actuel slogan : « Un peuple, un empire, un guide » (*Ein Volk, ein Reich, ein Führer*), lequel résume une philosophie générale qui permet, à elle seule, de saisir l'unité qui relie en un ensemble cohérent l'organisation constitutionnelle du Reich allemand et des lois comme les « lois de Nuremberg » contre les israélites, ou celles qui prescrivent la stérilisation des dégénérés. Et Kjellén précise une chose que Ratzel se serait peut-être retenu de dire : que le « Le territoire n'est pas un accessoire fortuit ou une annexe détachable et interchangeable de la personne de l'État, mais un contenu de sa nature ; contenu qui, à beaucoup d'égards, détermine les actes de cette personnalité et tout son développement[218]. »

Si la géopolitique de Kjellén est appelée à être un jour considéré comme une science, ou, à tout le moins, comme une discipline enseignée dans les universités, la grande influence qu'a exercée Ratzel sur Kjellén ne fera pas du premier un « géopoliticien », ni un précurseur de cette *géopolitique* qui semble maintenant avoir fermement pris racine en Allemagne. Ratzel demeurera un géographe attaché à l'étude de la politique et de la stratégie,

217 RUDOLF KJELLEN, *Der Staat als Lebensform*, 1917.
218 *Ibid*, p. 80.

à classer dans la même catégorie qu'Alfred T. Mahan et Halford J. Mackinder. En revanche, on peut difficilement remettre en question la pertinence des observations du géographe Karl Haushofer, qui a pleinement assumé le qualificatif de *géopoliticien*, et qui a donné une suite intéressante aux bases posées par Kjellén. Mais, c'est incontestable, Ratzel a bien posé des bases de l'enseignement de la géographie politique sans lesquelles Kjellén et Haushofer seraient sans doute aujourd'hui des inconnus, et le mot « géopolitique » plus encore – tout cela tourne autour de cette notion de l'État considéré, dans un certain sens, comme une « entité organique ». Ce concept d'entité organique – que nous avons vu régulièrement apparaître dans le discours de Sombart – peut être aisément associé à la science politique, parce qu'il est apparu dans plusieurs branches de la science, et parce que nous pouvons sereinement présumer qu'il vient du darwinisme et de quelques autres avancées du domaine de la biologie accomplies durant le siècle dernier.

Mais la base de l'analyse de Ratzel demeure l'« espace » (*raum*) qu'occupent les groupes politiques, et qui constitue la cinquième et dernière partie de *Géographie politique*. Cette idée a d'ailleurs été reprise, elle aussi, par Kjellérn et Haushofer, et représentée sous la forme d'un « espace de vie », comparable dans son idée à « la maison ou l'on vit », et appelé le *lebensraum* (habitat).

L'intérêt du travail de Haushofer réside dans la synthèse qu'il a fait des observations de Ratzel, de Kjellén, et aussi de Mackinder dont nous parlerons plus loin, qui lui a permis de faire de la géopolitique un concept intellectuel, et une méthode de politique. Il s'est défini lui-même comme un théoricien appartenant à la fois au corps des géographes, et à un groupe de spécialistes de la science politique.

Si l'on cherche à identifier les concepts d'« espaces » de la géopolitique, on n'en trouve que cinq, fondamentaux. Deux de ces cinq concepts sont des applications de la géographie théorique ; deux autres sont des propositions de l'organisation du monde, un est une idée posée par Mahan, et plus particulièrement Mackinder, et le cinquième est un outil de simplification.

I. « **autarchie** » (*autarcie*), en tant que mot utilisé en géopolitique, signifie un idéal de repli sur soi et d'autonomie nationalistes, au sens économique de ces notions ; Sombart, Hitler et d'autres l'emploient souvent. L'autarcie de la géopolitique se fonde le postulat disant que toute unité politique devrait être

capable de produire tout ce dont la Nation a besoin[219]. Ainsi, l'État doit se trouver dans une situation de balance économique, et ne pas dépendre des importations de produits étrangers – d'où l'obligation d'une politique intérieure strictement organisée par des successions de plans économiques (triennaux, quadriennaux, quinquennaux, etc.), et d'un contrôle ferme de la masse.

Il est évident qu'il n'existe aucune zone plus petite que le monde entier qui contiendrait tous les produits utiles à l'Homme ; d'où la difficulté d'atteindre l'état d'autarcie, et la nécessité d'accorder la plus grande importance à une industrie contrôlée et de prendre grand soin de l'agriculture. Autrement, la véritable autarcie ne peut jamais être atteinte sans une généralisation tacite, organisée, interdépendante et pacifique des importations et exportations de produits manufacturés et de matières premières dans le monde. Même le plus grand pays ne réunit pas tous les types de climats qui, associés à des irrigations et des sols particuliers, déterminent la capacité agricole et celle de l'industrie du bois. La distribution des minéraux est si erratique, que même dans un État qui jouirait de tous les types de climats, rien ne saurait garantir que tout est disponible pour obtenir n'importe quoi, y compris les minéraux nécessaires au fonctionnement harmonieux d'une Nation dotée d'une industrie moderne.

Si l'Allemagne avait pu atteindre un état d'autarcie satisfaisant – puisque, par conséquent, l'autarcie ne peut être que relative –, elle n'aurait pu le faire qu'en important d'immenses quantités des matières premières dont elle a le plus besoin, afin d'entretenir ses productions industrielles extrêmement diverses et variés. Et, en dépit de cela, elle aurait tout de même dû imposer des restrictions à sa population. L'autarcie, à ce prix, est donc chèrement payée. De plus, l'autarcie est une chose capricieuse, parce qu'elle peut facilement disparaître lorsque des ressources s'épuisent, ou qu'une découverte scientifique crée une soudaine et importante demande pour d'autres. Le troisième Reich – tout comme le Japon – ne pouvait atteindre une autarcie indépendante de toute obligation de réserves et de stockages, contrairement à ce que sa propagande, pourtant bien faite, cherchait à faire croire à ses masses durant les années 1930. Mais il ne pouvait publiquement révéler les vrais moyens qu'il s'apprêtait à utiliser pour y parvenir, puisqu'il aurait révélé ses plans au monde entier du même coup. Et lorsque l'élite allemande a entrepris de faire

219 Ce point a été expliqué en détail dans l'article traitant de la planification, au chapitre II de la III[e] Partie consacré à l'économie.

accepter à la masse les efforts nécessaires à la réalisation de cette autarcie, les sacrifices quotidiens qui furent alors les siens ne pouvaient qu'engendrer une transformation des ressources locales, et de celles, limitées, qui étaient importées, en des articles devant servir la préparation de la guerre. C'est là l'origine de la phrase du ministre du Reich à l'Éducation du peuple et à la Propagande, Joseph Goebbels, lors de son discours du 17 juin 1936 : « Nous pouvons nous en sortir sans beurre, mais, malgré tout notre amour pour la paix, nous ne le pouvons pas sans armes[220] ». Puis, plus clairement, lors d'un discours donné l'été suivant, le responsable du Plan de quatre ans (*Vierjahresplan*) et de l'autarcie, Hermann Göring, a déclaré : « Les fusils feront notre force ; avec le beurre, nous ne ferions que de la graisse[221] ».

Il est utile pour le lecteur de ce livre de connaître la succession d'événements qui a mené à cette étape politique importante, et encore récente, de l'Allemagne d'aujourd'hui.

Le 1er juin 1933, le gouvernement allemand a fait voter la Loi pour la Réduction du chômage (*Gesetz zur Verminderung der Arbeitslosigkeit*). Le Service du travail du Reich (*Reichsarbeitsdienst - RAD*) devait sortir du chômage près de 1 million de chômeurs dans les quatre ans ; cela a marqué, notamment, le début de la construction d'une large route nationale appelée « Reichsautobahn » (ou, « la route d'Adolf Hitler »), puis d'un réseau de routes de ce genre[222]. Ce plan a entraîné une augmentation considérable des dépenses du Reich : d'environ 5 milliards de marks en 1932, à 30 milliards en 1938. En cette dernière année, le nombre de chômeurs est descendu de 6 millions, à quasiment aucun chômeur, sachant que la conscription a absorbé à elle seule 1 million d'hommes. En 1933, une loi d'aide à l'agriculture a également été votée ; celle-ci a assuré aux paysans la vente à un prix correct de leurs récoltes et produits. Beaucoup d'usines et d'ateliers ont été ouverts afin qu'ils manufacturent des équipements pour les armées. L'Armée de l'air (*Luftwaffe*) a commencé à recruter beaucoup de personnel, dont une majorité d'ingénieurs et d'employés administratifs.

Le nouveau plan de 1934 a stoppé les importations et a accordé des subventions et des prêts à l'industrie ; ce fut le début de l'« autarcie », organisée par le ministre de l'Économie, Hjalmar Schacht. Le Ministère du Reich à l'Éducation du peuple et à la

---

220 *‹Wir können ohne Butter auskommen, aber trotz all unserer Friedensliebe nicht ohne Waffen. Mit Butter kann man nicht schießen, aber mit Gewehren.›*
221 *‹Gewehre werden uns stark machen; Butter wird uns nur Fett machen.›*
222 En 1941, 3819 kilomètres de *Reichsautobahn* ont été construits depuis 1933.

Propagande (*Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda - RMVP*) récemment créé, et dirigé par Joseph Goebbels, a lancé une campagne d'information devant convaincre la masse allemande des bénéfices de l'autarcie, et de la possibilité de l'atteindre « naturellement ». La production industrielle a augmenté brutalement, et plus particulièrement l'extraction et la raffinerie du pétrole, l'extraction du charbon, l'aciérie et la fabrication des poudres et explosifs. Les syndicats ouvriers, soupçonnés de sympathies marxistes (le NSBO, en particulier) ont été bannis, et les ouvriers ont dû rejoindre le Front allemand du travail (*Deutsche Arbeitsfront*), qui avait déjà absorbé le syndicat des employeurs l'année précédente. Le Front allemand du travail a eu pour base fondatrice l'idéologie de la « communauté du peuple » (*Volksgemeinschaft*), et sa mission a été de transformer spirituellement les sociétés industrielles en communautés au sein desquelles les ouvriers, contremaîtres, chefs d'ateliers, ingénieurs, directeurs et patrons devaient collaborer harmonieusement, grâce au travail d'éducation de « délégués du personnel ». Le droit de grève a été interdit, de même que les augmentations de salaire, qu'elles soient demandées ou offertes. Les ouvriers n'eurent plus le droit de quitter la société qui les emploie pour aller travailler dans une autre, à moins d'en recevoir l'ordre. Le refus de travailler a été déclaré passible d'une peine d'emprisonnement. On a offert des séjours de vacances, des places de théâtre, de cinéma et de concerts à prix réduit aux ouvriers.

Leni Riefenstahl a présenté, en mars 1935, le film *Triomphe de la Volonté* (*Triumph des Willens*), qui montre le grand rassemblement de Nuremberg de 1934 ; en Allemagne, le cinématographe a renforcé la propagande avec une grande efficacité.

En 1936, Hermann Göring a éta chargé par Hitler de lancer un plan de quatre ans, pour associer au mieux l'industrie aux armées. Afin que tous les Allemands puissent profiter des Reichsautobahn, une équipe, dirigée par l'ingénieur Ferdinand Porsche, a mis au point la « voiture du peuple » (*Volkswagen*) qui, conformément à la demande de Hitler, devait être capable de transporter deux adultes et trois enfants à la vitesse de 100 kilomètres par heure, et ne devait pas être vendue plus de 990 marks – à un moment où le travailleur allemand gagnait 32 marks par semaine, environ. Le chancelier du Reich a souhaité que les citoyens allemands puissent avoir aussi facilement accès à la possession d'une automobile que les Américains. Toute la recherche réalisée pour construire la *Volkswagen* civile a servie à

la production rapide d'un modèle pour l'armée de terre (*Wehrmacht*), dont le moteur et presque toutes les pièces en général sont identiques et interchangeables ; il s'agit de la *Kübelwagen* (« voiture bassine »). Beaucoup de produits manufacturés dans les usines allemandes portent des noms commençant par *« volks »* (peuple). Tel est le cas du poste récepteur de radio *Volksempfänger* (« récepteur du peuple »), mis au point par l'ingénieur Otto Griessing à la demande du ministre du Reich à l'Éducation du peuple et à la Propagande, Goebbels[223], qui s'est assuré qu'il puisse y en avoir une dans chaque foyer, depuis août 1933, grâce à un prix très bon marché de 76 marks – soit l'équivalent de deux semaines de salaire. Un peu partout en Allemagne, on peut voir des affiches de réclame pour la *Volksempfänger*, dont le texte dit : « Toute l'Allemagne écoute le Führer avec la *Volksempfänger*[224] ».

Entre 1933 et 1938, l'organisation d'État des loisirs planifiés Kraft durch Freude (La Force par la joie) a organisé environ 134 000 événements dans toute l'Allemagne, qui ont attiré 32 millions de participants, dont 2 millions partirent en croisières et en week-ends de vacances, et 11 millions au théâtre. Il est possible, depuis 1936, d'acquérir une *Volkswagen* en ne payant que 5 marks par semaine.

Frédéric II ne recommandait-il pas à ses successeurs : « Donner peu et souvent : c'est un moyen infaillible de rendre les hommes heureux[225] ».

Avec de la préparation, une attaque militaire rapide contre un autre pays peut être lancée à tout moment ; c'est ce que les Allemands appellent *blitzkrieg* (« guerre éclair »). Le pouvoir de décider de l'instant de cette attaque donne au pays agresseur un avantage considérable, particulièrement lorsque l'ennemi potentiel n'est pas aussi pressé d'entrer en guerre, où n'a pas su voir le danger – nous parlerons de ce problème en particulier dans le prochain article du présent chapitre. Sitôt un pays est-il entré en guerre contre un autre, la poursuite d'une politique de restriction imposée à la masse augmente grandement l'espoir d'une victoire rapide. L'État qui s'engage dans ce type de programme doit espérer être immunisé contre l'attaque d'un ennemi pendant qu'il

223 Joseph Goebbels possède une collection personnelle de livres consacrés à la propagande qui est sans doute l'une des plus complètes du monde sur ce sujet. Nous savons qu'il a lu et particulièrement apprécié tout ce qu'ont écrit Edward Bernays et Wilfred Trotter.

224 *‹ Ganz Deutschland hört den Führer mit dem Volksempfänger ›.*

225 Fréderic II, *Die Politischen testamente*, « De la politique », 1752.

en est encore à réorganiser ses ressources intérieures et à se constituer des réserves (d'armes, de munitions, de nourriture et de matières premières, etc.). Ensuite, lorsque sa puissance militaire atteint le degré maximum qu'il peut espérer, il peut menacer d'attaquer pour obtenir des concessions, ou attaquer sans déclarer officiellement la guerre. Avec un peu de « chance », il peut espérer conquérir. La chance dont nous parlons ici peut être un ennemi mal préparé et dont le système de commande des troupes est mal organisé ou lent, ou une masse qui n'a pas été préparée à cette éventualité, et qui, prise au dépourvu et effrayée, se rend facilement à l'ennemi, ou encore, un ennemi dont l'élite est très impopulaire et dont la masse accueille l'envahisseur avec l'espoir d'un meilleur futur[226], etc.

Ensuite, si cet État parvient à faire son perpétuel domaine du pays qu'il a conquis, il aura annexé du même coup du sol cultivable et des ressources naturelles qui augmenteront grandement son autonomie ; autrement dit, son autarcie.

Sans plan économique pour la guerre, ni propagande conçue pour populariser l'élite politique et convaincre de l'existence d'un futur radieux à l'issue d'un sacrifice, aucun gouvernement ne peut compter sur l'indispensable soutien de sa population ; c'est une règle cardinale que toutes les élites et tous les stratèges connaissent. La réalisation d'une réelle autarcie à l'intérieur des frontières, sans pour cela annexer un ou plusieurs autres territoires, ne serait qu'une pénible méthode de réduction du niveau de vie de la masse. La guerre est une nécessité qui s'inscrit dans la continuité, à un plus haut degré, de la sélection naturelle des espèces démontrée par Darwin.

Nous avons tout spécialement assorti à cette définition de l'autarcie l'exemple historique le plus récent de planification économique et de rationnement de la masse en Allemagne, pour démontrer que ces mesures, typiquement, annoncent la décision d'un gouvernement de s'engager dans une guerre pour atteindre l'autarcie. Si l'Allemagne s'était contentée de son plan économique et de sa propagande, sans annexer le moindre territoire par la suite, elle aurait fini par se trouver dans une situation de banqueroute nationale, et son élite aurait été rapidement renversée par une autre, nationale probablement, mais plus certainement étrangère ou à la solde plus ou moins discrète d'un pays étranger.

---

226 On peut dire que ce dernier cas, s'il semble improbable *a priori*, s'est pourtant produit, tel quel, à l'occasion de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, en 1938.

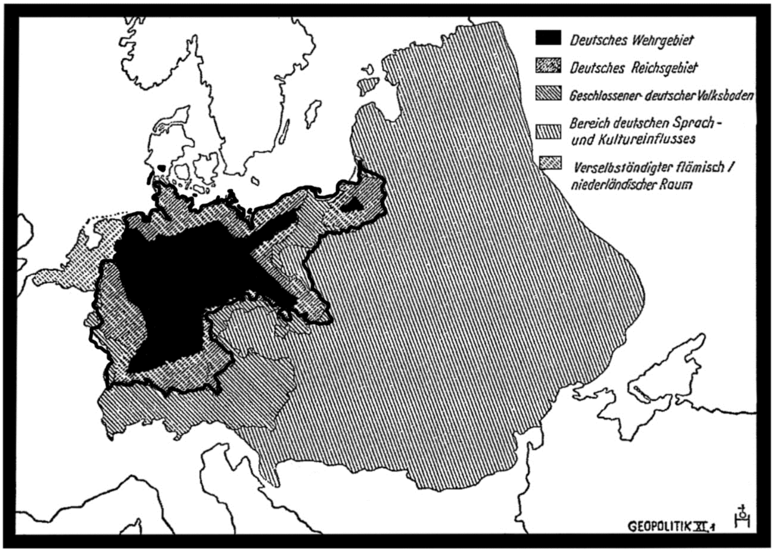
Cependant, si tous les pays devaient suivre l'exemple de l'Allemagne dans l'espoir d'atteindre l'autarcie, aucun ne réussirait. Car chacun se serait préparé à l'éventualité de la guerre, et serait ainsi en mesure d'opposer une résistance vive et rapide à toute tentative d'annexion. La décision de la planification économique et d'un usage élargie de la propagande ne peut mener qu'à deux issues : l'annexion d'un ou plusieurs territoires, ou le repli économique définitif et la réduction du degré de consommation moyen de la masse jusqu'à ce qu'il corresponde à la production nationale.

Depuis un point de vue plus élevé, si, dans les années à venir, la population mondiale continue d'augmenter, et que l'industrie ne se trouve pas en mesure d'employer tous les individus capables de travailler, et ainsi de procurer un moyen de subsistance à toutes les familles, notre civilisation entrera dans une période de tensions diplomatiques et de guerres chroniques, et les élites de tous les pays, y compris les plus avantagés en ressources, se trouveront obligées d'imposer aux masses des doctrines politiques socialiste, national-socialiste et communiste, y compris les États-Unis. La démocratie économique libérale est appelé à disparaître, car, sitôt cherchera-t-elle l'autarcie, sitôt imposera-t-elle à la masse des restrictions qui devront être justifiées par une doctrine collectiviste et par de nouveaux mythes.

II. Le ***« Lebensraum »*** (*espace de vie* ou *habitat*), désigne en géopolitique le droit d'une Nation – nous ne parlons plus guère de royaume ou d'empire aujourd'hui – à un territoire suffisamment large pour convenablement accueillir et faire vivre sa population. En plus de la notion de surface de sol, le *lebensraum*, inclut toutes les ressources matérielles et humaines existantes partout à l'intérieur des frontières et dans toutes les possessions et colonies. La revendication de ce droit s'appuie autant sur un fait que sur une théorie[227].

---

227 Par exemple, en sus de la terre, chaque pays revendique des zones marines dont le début est la côte. Les Romains revendiquaient comme leurs territoires les zones de mer situées au-delà des côtes de leurs possessions territoriales, d'où l'expression de cette époque *« mare nostrum »*, (*notre mer*). Lorsque, à partir du XVe siècle, la construction navale et les méthodes de navigation se modernisèrent, on ne se limita plus à prudemment naviguer le long des côtes, ce qui ouvrit une voie vers de nouvelles découvertes territoriales, et donc vers de nouvelles conquêtes militaires, politiques et économiques. Les Portugais furent les premiers à revendiquer des « territoires océaniques », qu'ils tentèrent de faire internationalement reconnaître en obtenant pour ceci une bulle du Pape Nicolas V (*Romanus Pontifex*, 1455). Hugo Grotius, rédacteur du célèbre *De juere belli ac pacis* (*Du Droit de la Guerre et de la Paix*), publié en 1625, a également écrit *Mare Liberum* (*De la Liberté des Mers*), en 1609, dans lequel il démontre que les océans n'appartiennent



CARTE I. Carte du *Lebensraum* germanique de Haushofer, publiée dans *Weltpolitik von Heute* (1935). Traduction des légendes : *Deutsches wehrgebiet* (Zone de défense allemande). *Deutsches Reichsgebiet* (Reich allemand). *Geschlossener deutscher volksboden* (Territoire national allemand). *Bereich deutschen Sprach und kultureinflusses* (Zone linginguistique et culturelle allemande). *Verselbständigter flämish / niederländischer Raum* (Peuple flamand autonome / espace hollandais). Nous avons ajouté un tracé noir qui montre les frontières politiques de l'Allemagne en 1935, définies depuis le Traité de Versailles de 1919, ce qui met en évidence, à l'est, la large étendue de territoire revendiquée.

Le fait est l'augmentation différentielle de la population entre les Nations ; les populations de chaque Nation n'augmentent pas de la même manière. La théorie dit que l'État est un organisme sujet à des lois « biologiques ». Un corollaire de cette théorie est qu'un État jeune et en pleine croissance doit s'agrandir[228].

à aucun pays en particulier, et à tous en général. Aussitôt, durant la même année 1625, les Portugais publièrent *De Iusto Imperio Lusitanorum Asiatico* (*Du Juste Empire asiatique portugais*), à un moment où ils se disputaient l'usage de routes maritimes avec les Hollandais. Les Anglais, qui s'étaient eux aussi engagés dans une lutte pour la domination des mers avec les Hollandais, pour importer chez eux des matières premières et toutes sortes de produits à bon compte, s'opposèrent, tout comme les Portugais et les Hollandais, à ce que disait le traité de Grotius, et ils revendiquèrent comme leur territoire marin les océans qui bordaient les côtes anglaises. L'Anglais John Selden rédigea son propre traité, *Mare clausum* (*Mer fermée*, ou *Mer privée*), en 1635, dans lequel il tente d'argumenter cette revendication « territoriale ». Finalement, le juriste hollandais Cornelius Bynkershoek fit publier, en 1702, son traité *De dominio maris* (*Du Domaine marin*) qui proposa que chaque pays pût légitimement revendiquer la possession d'une bande de mer le long de ses côtes large de 3 miles marins (environ 5,5 kilomètres), logiquement définie par la portée maximum d'un canon. Cette proposition a été presque universellement acceptée jusqu'à aujourd'hui.

228 Dans la géopolitique allemande, particulièrement, on envisage l'expansion des grandes puissances seulement ; les petites sont appelées à disparaître. On admet que les

La notion du *lebensraum* repose sur une opinion justifiée par un but de survie et d'expansion territoriale et politique, et non sur un fait qui pourrait être scientifiquement démontré. Ce point, tout spécialement, marque l'importante différence entre l'approche impartiale et objective de la géographie politique et celle, partiale, basée sur des arguments non-logiques propres à toute géopolitique. La géographie politique sert une observation objective de l'Histoire et de ses résultats présents, et, dans une certaine mesure, la prédiction de possibles évolutions et transformations dans le futur. La géopolitique sert le stratège et le politicien ; elle peut mener autant à des observations logiques qu'à d'autres qui ne le sont pas nécessairement, parce qu'elles dépendent d'actions diplomatiques, politiques, économiques ou militaires qui seront, ou qui ne seront pas entreprises. Il en résulte que chaque pays peut virtuellement avoir sa propre géopolitique, et que, dans ce cas, chaque géopolitique de chaque pays ne produira pas les mêmes observations, ni ne mènera aux mêmes hypothèses et théories. La géopolitique dépasse toutes les rêveries universalistes des idéologues et des philosophes[229].

Pour qu'elle puisse présenter quelque intérêt et justifier d'importantes décisions politiques – selon notre opinion, qui n'est pas nécessairement, ou pas encore, celle des Allemands –, la géopolitique doit nécessairement être complétée de formulations mathématiques logiques particulières. Un exemple de ces formulations a été proposé en 1928 par le mathématicien Jànos Lajos Neumann, de l'université de Berlin, sous le nom de « théorie des jeux de société » (*theorie der gesellschaftsspiele*)[230]. Par « jeu de société », il faut entendre ici qu'une rivalité entre deux pays peut être métaphoriquement et théoriquement réduite à un jeu opposant deux, voire plus de deux parties (ainsi que cela s'est produit durant la Grande Guerre, et se produit de nouveau aujourd'hui).

Neumann pose le problème ainsi dans cet article : « La question qui a justifié le présent travail est la suivante :

---

grandes puissances peuvent décliner, mais le déclin ou le ralentissement de la croissance de l'Allemagne n'est jamais envisagé. On peut faire remarquer que cette particularité de la géopolitique allemande en fait une idéologie politique qui n'est pas forcément basée sur des arguments logiques ou rationnels.

229 C'est probablement pourquoi Bismarck dit à un colonialiste français, dans les années 1880, en substance, « Votre carte de l'Afrique est bien belle, mais ma carte de l'Afrique se trouve en Europe. Ici se trouve la Russie, et ici se trouve la France, et ici, entre les deux nous nous nous trouvons. Voilà quelle est ma carte de l'Afrique ».

230 J. V. Neumann, ‹ Zur theorie der gesellschaftsspiele ›, *Mathematische Annalen*, 1928.

« *n joueurs, S_1, S_2, ..., S_n, jouent à un jeu de société donné. Quelle stratégie X l'un de ces joueurs doit employer pour obtenir le meilleur résultat possible ?*

« Ce problème est bien connu, et il survient chaque jour dans notre quotidien lorsque nous devons prendre une décision qui doit nous permettre d'obtenir ce que nous désirons. Dans tous les cas, la réponse à cette question n'est jamais claire, parce qu'elle est conditionnée par plusieurs variables qui sont chacune déterminées par notre propre décision – le résultat est de plus en plus difficile à anticiper à mesure que le nombre de joueurs (et donc de décision possibles) augmente. Car, sitôt que n > 1 (*c. à d.* une action durant le *jeu*), le résultat que peut espérer chaque joueur dépend de son propre choix d'action en réponse, puis de celui des autres joueurs. Or, nous savons que le comportement de chaque joueur durant le jeu est conditionné un intérêt personnel qui est exactement le même que celui de tous les autres joueurs. Sachant tout ceci, nous devons déterminer quel sera le meilleur choix d'action du premier joueur [c'est-à-dire nous][231]. »

Cette théorie vient tout juste de connaître, cette année, un formidable développement avec la publication aux États-Unis, par Neumann et par l'économiste Oscar Morgenstein, d'un volumineux essai intitulé *Theory of Games and Economic Behavior* (*Théorie des jeux et du comportement économique*). Il nous semble évident, depuis, que toute action politique devant être entreprise depuis le point de vue de la géopolitique ne peut l'être raisonnablement qu'à l'issue d'une analyse préalable selon la *théorie des jeux* de Neumann, laquelle implique l'établissement de *grilles rectangulaires* résumant les choix possibles pour chaque joueur à l'issue d'une décision préalablement prise par l'un d'eux, et ainsi de suite. Cependant, la grande complexité de la formulation de la *théorie des jeux*, dans ce dernier ouvrage, obligera certainement les géographes, politiciens et stratèges à s'attribuer la collaboration de mathématiciens au moment d'en faire un usage convenable et approfondi.

---

231 ‹ Die Frage, deren Beantwortung die vorliegende Arbeit anstrebt, ist die folgende:
n Spieler, S_1, S_2, ..., S_n spielen ein gegebenes Gesellschaftsspiel.
Wie muss einer dieser Spieler, X spielen, um dabei ein möglichst günstiges Resultat zu erzielen ?
Die Fragestellung ist allgemein bekannt, und es gibt wohl kaum eine Frage des täglichen Lebens, in die diese Problem nicht hineinspielte; trotzdem ist der Sinn dieser Frage kein eindeutig klarer. Denn sobald n > 1 ist (d. h. ein eigentliches Spiel vorliegt), hangt das Schicksal eines jeden Spielers ausser von seinen eigenen Handlungen auch noch von denen seiner Mitspieler ab; und deren Benehmen ist von genau denselben egoistischen Motiven beherrscht, die wir beim ersten Spieler bestimmen möchten. ›

Une autre difficulté inhérente à la prise en compte du *lebensraum* dans la décision politique, est qu'un État ne peut être objectivement et scientifiquement considéré comme un « organisme biologique », puisqu'il ne s'agit là que d'une vue de l'esprit métaphorique qui n'apporte rien d'utile à un raisonnement scientifique. Il n'existe aucune « loi naturelle » qui permettrait de décréter qu'un État doit « grandir » ou « régresser ». De plus, le sol que l'Allemagne a traditionnellement décrit comme son *lebensraum* consiste en une partie de l'Europe qui s'étend vers l'est, dans une région où la population est largement slave. Et l'augmentation de la population dans cette région slave a été plus forte qu'en Allemagne. Selon la théorie du *lebensraum*, l'augmentation de la surface vitale de territoire de cette région est donc bien plus justifiée que celle de l'Allemagne. Le manque de logique des positions prises par les géopoliticiens peut être démontré d'une autre manière.

Jusqu'à ce que la succession des événements de la guerre mondiale qui se déroule actuellement provoque – à la surprise générale – la domination et l'occupation de la France par l'Allemagne, l'Allemagne n'avait jamais revendiqué un *lebensraum* qui s'étendait vers l'ouest, au-delà de la zone linguistique germanique-française de l'Eurasie. Et on peut ajouter que la population française a considérablement décliné, comparativement à celle de l'Allemagne, depuis plusieurs dizaines d'années. Ceci démontre à nouveau que la théorie du *lebensraum*, telle que nous la connaissons aujourd'hui, n'a été imaginée que pour servir les revendications territoriales expansionnistes et politiques traditionnelles de l'Allemagne – vers l'est plutôt que vers l'ouest. Et d'ailleurs, Hitler a fait du *Lebensraum* la principale revendication de la doctrine qu'il expose dans *Mein Kampf*, ce qui en fait un mythe. Car nous devons admettre qu'Hitler est doué d'un charisme et d'une force de conviction que seul Napoléon Bonaparte avait eus avant lui, et qui le rendent capable, s'il le veut, de tuer une souris en la faisant passer pour un dragon aux yeux de tous.

Les tentatives pour acquérir le *lebensraum* impliquent : soit la guerre ; soit le recours à la menace effective de a guerre, ainsi que les événements survenus depuis 1938 l'ont démontré. On ne peut conclure autrement qu'en disant que la théorie du *lebensraum*, bien qu'elle soit de nature géographique, est dans sa manière, un outil politique et militaire. Elle n'existe que pour fournir des arguments (pseudo) scientifiques à des ambitions de

conquête que l'on rencontre communément dans presque tous les gouvernements.

III. La ***« Pan-Ideen »*** (*« pan-idée »*)[232] est une généralisation appliquée à plusieurs régions du monde de l'idée du « pangermanisme », tel qu'il a été expliqué par Charles Andler dans son essai, *Le Pangermanisme, ses plans d'expansion allemande dans le monde* (1915). Autrement dit, une *pan-ideen* peut être la projection cartographique de ce que les stratèges et les politiciens nomment, depuis la fin du siècle dernier, une « sphère d'influence », c'est dire un large territoire dans lequel un pays exerce une influence (politique, économique ou militaire) sur un autre, ou sur plusieurs autres. Si l'on cherche à projeter la doctrine de Monroe sur une carte, on obtiendra l'ensemble du continent américain, depuis le Cap Horn jusqu'aux limites nord du Canada, et toutes les îles de la région des Caraïbes y seront également inclues. Si l'on fait la même chose avec la Russie, on trouvera une région qui dépassera ses strictes frontières, et qui englobera la Carélie, le Komis, la Biélorussie, l'Ukraine, la Transcaucasie, la Kirghizie, le Turkestan, la Iakoutie et encore d'autres pays. Si l'on fait la même chose avec le Japon, on trouvera la Mandchourie, l'Indochine française, et beaucoup d'îles, dont celle de Formose. La plus récente actualité permet au lecteur de comprendre quel est le territoire étendu de l'Allemagne aujourd'hui. Ces quatre larges territoires, qui ont chacun la taille d'un continent, se trouvant sous l'influence plus ou moins grande de l'un des pays qui les composent, sont des *pan-ideen*, que l'on peut chacune nommer « Pan-Amérique », « Pan-Russie », « Pan-Asie » et « Pan-Germanie ».

Cependant, la géopolitique de Haushofer et la géographie politique de Mackinder font des projections virtuelles encore différentes de ces *pan-ideen*. Mackinder divise objectivement le monde en zones définies par la géographie et par une observation de l'Histoire depuis l'antiquité, mais il situe un « pivot central » (*central pivot*) dans l'actuelle Russie, tout à fait à l'écart, vers l'est, des revendications allemandes les plus éloignées.

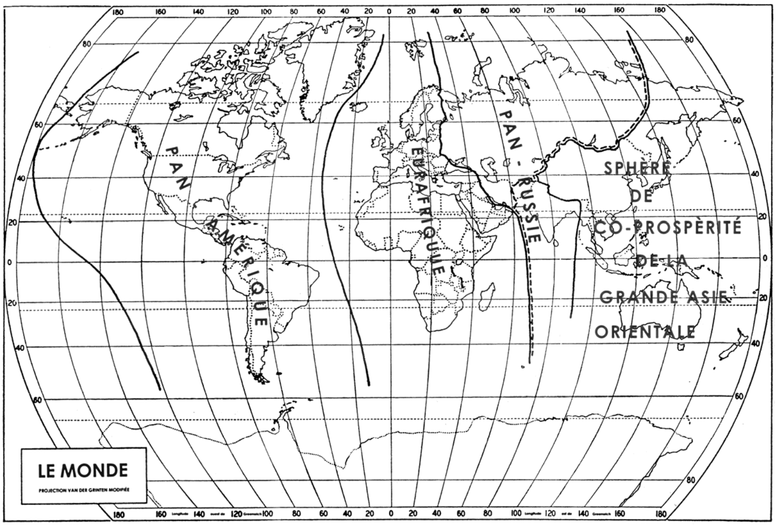
Haushofer a une vision plus avancée des *pan-ideen* parce que, bien sûr, il en est l'inventeur ; mais sitôt que l'on dépouille sa conception de la géopolitique de ses attributs patriotiques, on trouve des points de vue et des théories bien plus avancés que

232 Le mot *pan* est d'origine grecque ; il indique l'idée d'un englobement de choses (ici de territoires) devant former un tout.

ceux de Mackinder qui, quant à lui, a pris implicitement parti contre les termes du Traité de Versailles – avec raison, il faut bien le dire ; nous savons pourquoi aujourd'hui. Tout d'abord, Haushofer songe à un « nouvel ordre européen » qui, ultimement, absorbera le continent africain, afin de s'approprier en totalité ses ressources, pour s'étendre plus loin vers l'est et devenir un « ordre eurasien » allemand. De toute façon, il entend que le monde est appelé à être divisé en quatre *pan-ideen,* et peut-être même en trois seulement.

Longtemps, il a été de coutume en Allemagne de demander que les frontières politiques s'étendent pour englober les régions où un pourcentage important d'individus parlent allemand, sans considération pour leurs passés historiques respectifs. Le tracé de telles frontières peu grandement varier ; les langues hollandaises et flamandes sont assimilées à l'allemande, et il serait encore possible de trouver des justifications de ce genre en remontant plus haut vers le nord de l'Europe, et même vers l'ouest jusqu'en Angleterre. Mais la période du pangermanisme, que nous situons entre les années 1890 et 1918, a justement fait naître de plus grandes ambitions territoriales. Les géopoliticiens allemands ont établi encore d'autres cartes sur les bases d'un « espace culturel » et d'un « espace commercial », dans le seul but de trouver une justification à leurs revendications territoriales, et l'idée de faire de l'allemand la *lingua franca* du commerce dans la région slave de l'Europe a été avancée.

Les aspirations territoriales des géopoliticiens vont encore plus loin, ainsi que nous l'avons brièvement évoqué plus haut. Comme substituts de l'idéal culturel germanique devant justifier la conquête d'un large territoire, ils envisagent une agrégation politique du monde en trois ou quatre *pan-ideen*. Chacune de ces vastes régions est *supercontinentale*.



CARTE 2. Cette planisphère a été réalisée d'après les textes des géopoliticiens, et non d'après leurs cartes. Aucune frontière précise séparant les *pan-ideen* n'est proposée. Des frontières politiques sont censées exister, excepté celle de la région est de la Sibérie. Une subdivision alternative, tracée en pointillés, sépare une future Eurasie allemande qui s'étend, d'ouest en est, depuis la France l'Espagne et l'Angleterre à la Sibérie, et, du nord au sud, du cercle polaire arctique jusqu'au cercle polaire antarctique, incluant l'Afrique et la péninsule arabique le long de la frontière de l'Inde.

Il existe des variantes de la carte présentée ci-dessus, où on trouve : 1) une « Pan-Amérique », pensée par les Américains pour se protéger contre les puissances navales anglaise et française vers la fin de l'Empire de Napoléon Bonaparte, et qui a été mise en pratique sous le nom de *Doctrine de Monroe* ; 2) une « Pan-Asie », dont le nom, cette fois imaginé par les Japonais, est « Sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale » (大東亜共栄圏). Le 1er août 1940, le premier ministre du Japon, Matsuoka Yōsuke, a présenté une nouvelle politique visant à l'établissement d'une « Sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale », contrôlée par le Japon et incluant le Mandchoukouo[233], l'Asie du sud-est, la Sibérie de l'est et, si possible, les îles situées au nord de l'Australie, l'Inde et les îles de l'océan pacifique. Cette nouvelle politique, très ambitieuse, a été rendue plausible par les annexions de la France et de la Hollande par l'Allemagne, lesquelles ont entraîné la perte des pouvoirs politiques et militaires de ces deux pays en Asie du sud-est durant la même année. Le Japon avait aussitôt envoyé des troupes occuper l'Indochine en juin 1940, deux mois auparavant et en même

233 Le Mandchoukouo, ou « Grand État mandchou », désigne la Mandchourie Japonaise, officialisée en 1932.

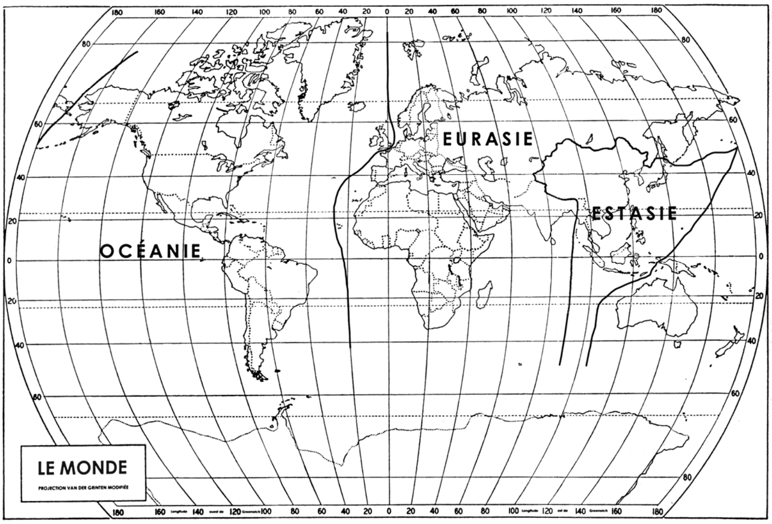
temps que l'occupation allemande en France. Et, le 27 septembre de la même année, il a signé le Pacte tripartite proposé par les Allemands (également signé par l'Italie, et par plusieurs pays slaves, il est ici intéressant de le remarquer[234]). Car le Japon est l'un des premiers pays à avoir délaissé la géographie politique en faveur de la géopolitique ; et il l'a fait avec enthousiasme, grâce à l'influence personnelle de Haushofer. Il faut dire que la géopolitique offre aux Japonais la rhétorique qui manquait à l'esprit tout militaire de son élite, pour argumenter une ambition de conquête territoriale déjà existante. Dans les esprits de l'élite politique japonaise, cette ambition est justifiée par un besoin de ressources, mais plus encore par l'idéologie du « Nouvel ordre en Asie de l'est » qui existe depuis bien avant l'idée de la *Sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale*[235]. Cette nouvelle idéologie, inspirée du national-socialisme allemand, s'oppose au capitalisme libéral d'origine américaine, et elle présente l'attaque de Pearl Harbor bien plus comme le symbole marquant d'un début de réforme politique, que comme une démonstration de force visant à contraindre les États-Unis d'admettre l'hégémonie japonaise en Asie. L'entrée en guerre du Japon contre les États-Unis a été la première étape devant mener à la construction d'une sphère économique régionale, scientifiquement avancée et économiquement autonome, copie exacte du *Grossraumwirtschaft*[236] allemand.

Les géopoliticiens allemands se sont tacitement entendus, semble-t-il, sur une existence temporaire de la Pan-Amérique et de la « Sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale », jusqu'à ce que l'Eurasie occidentale devienne l'Eurafrique, qu'elle ait intégré ses différentes peuplades et cultures, et se soit stabilisée. Lorsqu'elle aura atteint cette étape, elle devra concentrer ses efforts sur l'absorption de ces deux autres *pan-ideen*.

234 La Hongrie a signé le Pacte tripartite le 20 novembre 1940 ; la Roumanie le 23 novembre 1940 ; la Slovaquie le 24 novembre 1940 ; la Bulgarie le 1er mars 1941, et la Yougoslavie le 25 mars 1941.

235 Le « Nouvel Ordre en Asie de l'est » (東亜新秩序) avait été annoncé le 22 décembre 1938 par le premier ministre du Japon, Fumimaro Konoe, mais son application était alors limitée à l'Asie du nord-est. L'annexion de la France par l'Allemagne a tout changé.

236 *Grossraumwirtschaft* (Grand espace économique) est une maxime populaire de l'économie planifiée allemande, intimement liée à la notion de *lebensraum*, qui désigne une autarcie économique dans laquelle le sud-est de l'Europe sert à fournir des produits de première nécessité devant répondre aux besoins d'une Allemagne perçue comme un centre industriel.



CARTE 3. Cette carte a été réalisée d'après un texte de géopolitique décrivant une ultime étape suivant celle de la carte précédente, où il ne reste plus que trois *pan-ideen*. Aucune frontière précise séparant les *pan-ideen* n'est proposée, excepté une frontière continentale séparant la Russie et la Chine. Des frontières politiques sont censées exister.

IV. Une « **Pan-region** » (*pan-région*) qui combine une Eurasie occidentale dominée par l'Allemagne, et qui est alimentée par l'Afrique pour former l'« Eurafrique » (ce qui permet du même coup de dominer la mer Méditerranée depuis Gibraltar jusqu'aux Dardanelles, et donc de contrôler les routes maritimes vers la Russie et le Moyen-Orient). Non seulement les pays de moindre puissance sont-ils absorbés dans cette Eurafrique, mais les actuels alliés signataires du Pacte tripartite sont aussi placés sous domination allemande et n'ont plus aucune indépendance politique. Cependant, il est admis que les conquêtes des îles britanniques et de l'immense territoire de l'Union soviétique seront des étapes difficiles.

Une solution temporaire au problème de la difficile annexion de l'Union soviétique, consiste à « encourager » ce pays à former une Pan-Russie (voir CARTE 2.) qui sera stratégiquement prise « en étau » entre l'Eurafrique et la Sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale, et qui se verra imposer une limite territoriale sud fixée par la pointe de l'Inde. Ainsi, cette Pan-Russie demeurera coincée au nord du monde, et ne pourra trouver d'extension territoriale au-delà de l'équateur, ni même l'atteindre, contrairement aux autres pan-ideen. L'Inde, déjà trop peuplée, ne pourra fournir à l'Union soviétique toutes les ressources dont elle a besoin pour atteindre le *lebensraum*.

Une alternative à cette solution serait que l'Allemagne parvienne à conquérir l'Union soviétique, avec l'aide du Japon, et d'abandonner temporairement l'Inde et la Russie de l'est à cet allié, en échange (c'est ce que montre le tracé en pointillés de la CARTE 2).

Que le monde soit ultimement divisé en quatre ou en trois unités politiques est une question théorique d'importance mineure. C'est l'existence de plusieurs pan-ideen qui préoccupe les géopoliticiens allemands ; ils n'en admettent l'existence qu'à regret, mais pas leurs validités respectives cependant. Cette remarque concerne tout particulièrement l'actuel Empire britannique, et, dans une moindre mesure, les autres empires situés au-delà des océans. Ces agrégats politiques de territoires contrarient la vision géographique du monde des géopoliticiens allemands, et plus encore le projet de conquête de l'actuelle élite allemande ; ils doivent donc être oblitérés avant l'arrivée d'une nouvelle élite à leurs têtes. La conquête des actuelles structures coloniales ne pose pas de problème particulier selon eux ; ils les tiennent pour des « proies faciles ». Il est évident qu'aucune des pan-ideen représentées sur les CARTES 2 et 3 ne peut être créée hors le recours à la guerre. Les États situés dans les latitudes moyennes et devant être oblitérés incluent les actuelles grandes puissances qui ne se soumettront pas sans combattre, ainsi que la situation actuelle le démontre. La domination des États situés dans les latitudes inférieures est plus facile, mais elle n'est tout de même pas réalisable par le seul moyen de la politique. Car ces autres États sont, le plus souvent, des parties de larges possessions coloniales détenues par les États des latitudes moyennes. Toute tentative soudaine de leurs occupations provoquerait des réactions immédiates de ceux qui en sont les actuels maîtres, exactement comme s'ils étaient attaqués sur leurs propres territoires, puisque leurs importances leur sont vitales.

Les autres obstacles, de nature pratique, à l'établissement des pan-ideen, et la division du monde en zones représentées sur les cartes présentées plus haut, sont leurs configurations géographiques, lorsqu'on les observe comme des unités territoriales. Car elles sont chacune séparées des territoires des latitudes moyennes dont elles sont dépendantes, par de formidables barrières naturelles qui empêchent des mouvements de troupes terrestres faciles et fluides.

Le contact entre les deux Amériques, nord et sud, ne peut effectivement être réalisé que par la mer et par les airs. Leur première connexion terrestre par de larges routes est encore loin

d'être pleinement réalisée, car une barrière de montagnes et une épaisse forêt y font obstacles en plusieurs endroits. La forêt d'Amazonie et le plateau, sec, haut et escarpé des Andes, isolent plus encore la partie sud de l'Amérique du sud de sa partie nord.

Le Japon ne peut contrôler sa Sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale que par l'entretien d'une importante, coûteuse et contraignante puissance navale. Sans cela, il lui est impossible de dominer politiquement et militairement les nombreuses îles de sa région, et la partie est du continent asiatique. La Russie et l'Inde sont séparées l'une de l'autre par des montagnes presque infranchissables.

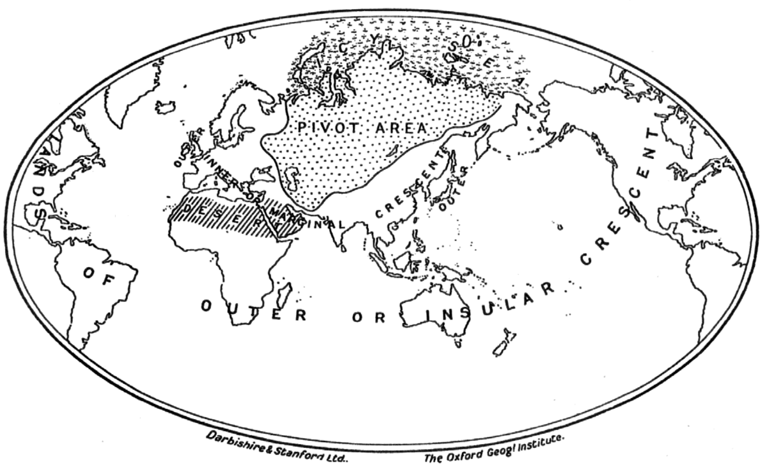
L'Eurafrica rencontre deux fois plus d'obstacles que ceux des précédents exemples : la mer Méditerranée oblige l'Allemagne à entretenir une grande force navale pour protéger le continent africain contre d'éventuels envahisseurs, et pour assurer un service satisfaisant de ferries avec l'Eurasie occidentale. Cette connexion a été assurée par des moyens terrestres dans le passé (routes des Croisades[237]), et elle pourrait être reproduite ainsi aujourd'hui. L'inutile Sahara, cependant, demeure une des barrières naturelles du monde impossible à franchir – avec la calotte glacière de l'arctique. Pour contourner le Sahara, le seul moyen demeure l'acquisition d'une maîtrise de la navigation navale similaire que les États-Unis ont su obtenir pour mettre leur Doctrine de Monroe en application, et celle que les Japonais sont en train de construire pour mettre en application leur nouvelle politique de la Sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale.

Toute tentative de création d'un pan-ideen ne peut être entreprise sans recourir à la guerre, ou sans en provoquer une, ainsi que l'ont aujourd'hui démontré deux précédents. Le cas d'une pan-ideen réunissant la Russie et l'Inde est exceptionnel en ce qu'il peut exister sans une puissante force navale. Mais l'existence de plus d'une seule pan-ideen de ce dernier type est incompatible avec l'idée d'un monde océanique unifié ; les pan-ideen proposées par les géopoliticiens allemands ne pourraient jamais être politiquement plus stables que le monde l'est, dans son état actuel, avec son jeu de grandes puissances. En dépit des difficultés qui se présentent au-devant de leurs espoirs de concrétisation, les pan-ideen ne sont pas complètement utopiques. Le succès considérable du Japon et de l'Allemagne dans leurs entre-

237 *C. à d.*, Vienne, Belgrade, Sofia, Constantinople, Césarée, Antioche, Tripoli, Asacalon, puis, entrée en Afrique par l'Égypte.

prises de conquêtes territoriales peut être considéré comme un premier pas vers l'assimilation, même si elles s'avèrent éphémères.

V. « **Puissance navale contre puissance terrestre** ». Le géographe Mackinder propose une approche de l'intégration du monde dont les géopoliticiens se sont emparés. Celle-ci reconnaît tout d'abord un large territoire réunissant l'Afrique et l'actuelle Eurasie comme la plus peuplée et la plus riche de toutes les combinaisons terrestre possibles, qu'il nomme « Île du Monde (*« World-Island »*), et que nous devons considérer ici depuis l'angle de la géopolitique, même si son inventeur dit ne pas être un géopoliticien. Cette *Île du monde* englobe les continents de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique.



CARTE 4. Carte du monde de Halford J. Mackinder.

Ensuite, il nomme « Îles proches » (*« Offshore Islands »*) – sous-entendu, proches de l'Île du monde – les îles britanniques et celles du Japon. Puis il nomme « Îles périphériques » (*« Outlying islands »*) le continent réunissant l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, et l'Australie.

Enfin, il nous explique l'existence d'un « cœur régional » (*« Heartland »*) – qu'il nomme également « aire pivot » (*"pivot area"*) situé au centre de l'Île du monde, qui s'étend du fleuve russe Volga, à l'ouest, jusque le long du fleuve chinois Yang-Tse-Kiang, à l'est, et depuis le cercle polaire arctique, au nord, jusqu'à la chaîne de montagnes de l'Himalaya, au sud. Mackin-

der a défini le tracé approximatif du cœur régional au début du siècle, avant la création de l'Union soviétique.

À partir de tout cela, et peu après, il a résumé par ce court extrait tout ce qu'il explique dans son livre, *Democratic Ideals and Reality* (*Idéaux démocratiques et réalité*), publié en 1919 :

« En 1917, la Russie s'est effondrée. L'Allemagne a conquis des territoires vers l'est, mais elle a remis à plus tard sa domination des Slaves pour se concentrer tout d'abord sur l'annihilation de ses ennemis de l'ouest. L'Europe de l'ouest a dû faire appel aux Américains, en renfort, car elle n'aurait jamais été capable, seule, de contrer les velléités de l'est. […].

« La guerre, ne nous laissons jamais aller à l'oublier, doit son origine à un effort allemand de domination des Slaves qui étaient en révolte contre Berlin. Nous savons tous que le meurtre de l'archiduc autrichien (allemand) de la Bosnie slave était le prétexte, et que l'ultimatum autrichien (allemand) adressé à la Serbie slave était une méthode devant précipiter la guerre. Mais on ne répétera jamais assez que ces événements étaient le résultat d'un antagonisme fondamental entre les Allemands, qui espéraient devenir les maîtres de l'Europe, et les Slaves, qui refusaient de se soumettre à eux. […].

« À moins de souhaiter l'arrivée de nouveaux problèmes dans cette région dans le futur, vous ne pouvez maintenant accepter un résultat de cette guerre qui ne tient pas compte de ce problème entre les Allemands et les Slaves en Europe de l'est. Vous devez trouver une solution d'équilibrage entre les Allemands et les Slaves, et une vraie indépendance pour chacun d'entre eux. Vous ne pouvez pas vous permettre d'abandonner cette situation à elle-même dans l'Europe de l'est et dans le Heartland, comme si elle allait offrir de nouvelles ambitions dans l'avenir, car vous n'avez échappé que de justesse au récent danger.

« Un général romain victorieux, lorsqu'il est entré dans la cité, au milieu d'une foule de têtes tournées vers lui pour célébrer son "triomphe", avait derrière lui sur son char un esclave qui lui murmurait à l'oreille qu'il n'était tout de même qu'un mortel. Lorsque nos hommes d'État sont en conversation avec l'ennemi vaincu, quelque ange flottant dans les airs devrait leur chuchoter de temps à autre cette maxime :

Qui dirige l'Europe de l'est commande le Heartland *;*
Qui dirige le Heartland *commande le* World-Island *;*

Qui dirige le World-Island *commande le monde*[238]. »

L'*Île du Monde* de Mackinder est naturellement le centre de gravité de toute vie humaine, ne serait-ce qu'en raison de sa taille. On peut aisément la concevoir, en effet, sous la forme de la principale île du monde océanique, et, à partir de là, les autres continents semblent graviter autour d'elle.

Le cœur de l'Île du Monde est une vaste région coupée des océans. À travers la majeure partie de cette étendue, des rivières et des fleuves coulent dans l'océan arctique dont d'accès est bloqué par les glaces, ou vont se perdre dans des mers intérieures et des déserts de sel. Nulle connexion maritime navigable entre ces rivières et ces fleuves et les océans ne peut être trouvée. Ce cœur terrestre est assez grand pour être assimilé à une « puissance terrestre » (*"land power"*) ; potentiellement la plus grande du monde.

En lisière de ce *pivot*, à l'est, au sud et à l'ouest, se trouve un *croissant* qu'il nomme *« croissant intérieur »* (*"inner crescent"*), ou *« croissant marginal »* (*"marginal crescent"*) de terres qui offrent un accès direct aux océans. Toutes ces terres sont, dans une certaine mesure, « navales ». Des déserts, des montagnes et des mers les séparent les unes des autres. Les deux larges groupes insulaires des Îles britanniques et de l'archipel japonais sont des puissances navales majeures.

Au-delà de ce « croissant intérieur », l'océan du monde est interrompu par ce qu'il nomme un « croissant extérieur de terres » (*"lands of outer crescent"*), ou un « croissant de terres insulaires » (*"lands of insular crescent"*). Ces terres, « continentales », sont les Amériques, l'Australie, mais aussi l'Afrique noire parce qu'elle est naturellement séparée de l'Île du monde par le Sahara qui, d'un certain point de vue, est une mer de sable. Ces terres du *croissant extérieur* ont deux intérêts, qui sont leurs considérables surfaces de terre disponibles, et leur grand accès aux océans. Aujourd'hui, elles se balancent dans l'orbite de la puissance navale, mais elles pourraient être dépassées par un État du *cœur terrestre* qui se serait approprié le *croissant intérieur*, afin d'ajouter à sa grande puissance terrestre une grande puissance navale.

À ce point de notre explication, la pensée de Mackinder est vierge de toute influence et de tout ajout. Et c'est là que les

---

238 HALFORD J. MACKINDER, *Democratic Ideals and Reality*, c. VI. "The Freedom of Nations", 1919.

géopoliticiens lui ajoutent une expansion politique allemande, en utilisant les arguments qui suivent.

Le *cœur terrestre*, situé dans l'actuelle Union soviétique, se trouve le long de la frontière de la Grande Allemagne pangermanique. L'Allemagne est une puissance militaire et politique majeure, tout comme l'est l'Union soviétique, et ces deux pays revendiquent la possession des terres intérieures de l'Eurasie. Par contraste avec l'Union soviétique, l'Allemagne jouit d'un large accès à la mer, et elle a, par conséquent, la capacité de devenir une puissance navale. Si elle pouvait devenir la partenaire dominant d'une alliance avec l'Union soviétique, l'Allemagne pourrait prendre le contrôle du *cœur terrestre* dans un premier temps, puis celui du *croissant intérieur* dans un deuxième temps, lequel inclut, il faut le rappeler, les puissances navales britannique et japonaise. Dans un troisième temps, le lecteur l'imagine sans peine, elle pourrait facilement conquérir les plus petits continents du *croissant extérieur*.

Encore, la seule méthode concevable qui permettrait à l'Allemagne de réaliser son expansion selon cette stratégie, est la guerre. Lorsque le Pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'Union soviétique a été signé, le 23 août 1939, les géopoliticiens allemands ont exprimé le souhait que l'Allemagne et l'Union soviétique puissent coopérer pacifiquement, pour arriver à une alliance favorable à leur pays. Mais cet espoir a été définitivement frustré par l'issue de l'attaque allemande contre l'Union soviétique de 1941, bien mal décidée par Hitler.

VI. Frontières. Quel que soit le motif territorial proposé pour défendre l'idée d'un nouvel ordre politique dans le monde, et quels que soient les concepts métaphysiques ou religieux, ou le mythe, avancés pour justifier des conquêtes – lesquels sont, rappelons-le, des *intentions de forme* devant être séparées des *intentions réelles* –, ces ambitions doivent être suivies d'une méthode pratique d'action. Cette méthode est fournie par la définition géopolitique des frontières politiques. Ceux qui ont naïvement cru qu'une frontière est un tracé définitivement fixé par l'État seront surpris d'apprendre que, depuis le point de vue des Allemands qui suivent les explications et les propositions des géopoliticiens, elle ne peut que marquer une halte de répit de leur Nation en marche vers la domination du monde. Pour eux, la nouvelle frontière peut être métaphoriquement comparée au camp de base des alpinistes, nécessaire au repos de l'organisme qui doit reprendre son ascension vers un très haut sommet dès le

lendemain. À l'instant choisi, le tracé de la prochaine nouvelle frontière fournira de nouveaux prétextes de guerre, et ainsi de suite.

L'Histoire a largement démontré que, entre tous les instruments de la politique, une frontière est celui qui justifie le plus facilement la guerre. L'incident à la frontière a, accidentellement ou intentionnellement, été la cause, toujours présentée comme légitime, d'innombrables conflits armés. La géopolitique permet d'aller plus loin, car sa logique et sa rhétorique lui permettent de dire qu'une Nation dispose d'un droit à des « frontières naturelles » qui peuvent être placées au-delà des frontières politiques. Et, à partir de là, la revendication de ces *frontières naturelles*, associée à une ligne de propagande devant inciter la masse à soutenir les ambitions de l'élite politique, permettent de justifier une agression. Il y a dans le terme « frontière naturelle » l'idée implicite d'une barrière physique qui n'existe pourtant que dans les esprits de quelques dirigeants et de leurs conseillers. La plupart des frontières aujourd'hui présentées comme « naturelles » ne sont aucunement des barrières, quel que soit ce qu'elles ont pu autrement être dans le passé. Par conséquent, il peut être autant possible de clamer la légitimité d'une frontière naturelle fixée par un fleuve, une chaîne de montagne ou autre chose, que de la présenter comme un argument simpliste et opposé au « droit des peuples » des philosophes et des métaphysiciens à se réunir selon leurs affinités culturelles. Toute frontière, y compris celle qui est fixée par une barrière naturelle difficile à franchir, est instable sitôt qu'elle sépare deux Nations déséquilibrées par une importante différence de pouvoir potentiel politique, économique ou militaire ; la tentation sera toujours grande pour la plus forte d'annexer la plus faible.

Par exemple, la géopolitique peut, dès aujourd'hui, facilement fournir à l'Espagne le prétexte d'une invasion au Mexique, au Portugal celui d'une invasion au Brésil, à la France celui d'une invasion de l'ouest du Canada ou de la Louisiane, à la Corée celui d'une invasion du Japon, et réciproquement. Il ne serait donc pas exagéré de dire que la géopolitique n'est, réellement, qu'un nouvel instrument permettant aux élites politiques de facilement fabriquer des mythes à destination des masses qu'elles gouvernent, et des prétextes « sur mesure » à la diplomatie.

Le fait que l'ouest de l'Eurasie ait historiquement été le lieu d'incessantes guerres de conquête, et qu'il soit divisé par autant de frontières changeant constamment, ne doit rien à une regrettable succession de hasards. L'Eurasie occidentale est aussi la

région du monde où l'on trouve, à la fois, le moins de zones désertiques et la plus grande diversité de ressources naturelles. La diversité de ses terrains a été la cause d'une multiplicité d'entités politiques et culturelles mises en opposition par des barrières naturelles. Ces entités ayant toujours été séparées par de très petites distances géographiques, voire par aucune distance géographique, cet état a provoqué de terribles guerres justifiées par des revendications territoriales souvent insignifiantes, ainsi que l'ont démontré, encore récemment, les exemples de l'Alsace et de la Lorraine, revendiquées tant par les Français que par les Allemands, et dont les peuples parlent tant le français que l'allemand. Les frontières de cette partie du monde sont des résultats de cette succession d'innombrables événements. Les géopoliticiens les associent étroitement à l'Histoire et en font à leur tour, avec la plus grande aisance, de nouvelles excuses pour planifier de nouvelles guerres de conquête. On peut remarquer que la géopolitique est arrivée en Allemagne, puis semble s'y être naturellement imposée au moment exact de la fin de l'Empire de Prusse. Ce n'est pas une coïncidence, puisque c'est réellement à partir de cette époque que l'Allemagne est pleinement devenue un État-Nation, et que la décision d'aller à la guerre a cessé de dépendre de la volonté d'un monarque. Si la géopolitique avait été inventée au milieu du XVIIIe siècle, aucun prince, roi ou empereur n'en aurait perçu l'utilité. Depuis les années 1920 et jusqu'à aujourd'hui, la géopolitique de Haushofer et de ses émules a été l'argument sur lequel s'est appuyée la nouvelle élite allemande pour bâtir un plan économique, et construire un nouveau mythe unificateur du peuple allemand pour remplacer sa vénération pour l'empereur, puisqu'il n'y en a plus depuis 1918.

C'est pourquoi la géopolitique est appelée à rapidement séduire toutes les Nations qui se présentent comme des démocraties. Seules les élites – même pas les géopoliticiens eux-mêmes – doivent savoir que la géopolitique n'est ni une science, ni même une évolution de la géographie politique, mais la base qui manquait à la propagande politique pour être pleinement efficace, une nouvelle *forme d'intention*.

Et enfin, rappelons que la géopolitique n'est pas politique dans sa nature, mais bien militaire et économique, car son arrivée a également coïncidé en Allemagne avec la lassitude de la « politique réaliste » (*realpolitik*) allemande – instaurée par l'un des diplomates les plus remarquables de l'Histoire, Klemens Wenzel von Metternich, et suivie avec application par ses successeurs

jusqu'à Bismarck –, et son remplacement par la « politique mondiale » (*weltpolitik*), lancée par Frédéric Guillaume II, mais publiquement déclarée et argumentée par le secrétaire aux Affaires étrangères, Bernhard von Bulow, en 1897[239]. Si la *forme de l'intention* de la géopolitique est bien politique, parce que son propos est de construire une doctrine politique, et même une idéologie ou un mythe, l'*intention réelle* qu'elle sert est tout d'abord économique dans sa raison d'être, puis stratégique dans la méthode qu'elle préconise. Il eut donc été plus juste qu'elle fut baptisée *« Geowirtschaft »* (« géoéconomie »), ou *« geostrategie »* (« géostratégie »).

LA CONDUITE DU DIPLOMATE.

Nous élargissons notre définition du diplomate à toute élite politique concernée par les affaires étrangères, et qui prend des décisions affectant la politique extérieure. À nouveau, nous recommandons une lecture attentive de Machiavel à ce sujet, mais nous allons cette fois citer Frédéric II, puisque ses conseils concernant la sélection des diplomates sont toujours d'actualité. La psychologie et la technique des affaires étrangères seront traitées aussitôt après.

« Un homme rompu dans la politique doit avoir une conduite toujours différente et toujours adaptée aux circonstances où il se trouve, et aux personnes avec lesquelles il a à faire. C'est un grand défaut en politique que d'agir toujours avec hauteur, de vouloir décider de tout par la force ou bien d'employer toujours la douceur et la souplesse. On devine bientôt un homme qui tient une conduite uniforme, et il ne faut point être devin. S'il arrive que votre caractère est connu, vos ennemis disent : "nous ferons telle ou telle chose, il fera alors cela", et ils ne se trompent point ; au lieu qu'en changeant et variant sa conduite, on les déroute, et ils se trompent dans les choses qu'ils croient prévoir. Mais une conduite aussi sage demande qu'on s'observe toujours, et que, loin de s'abandonner à ses passions, on suive en esclave le parti que les véritables intérêts prescrivent d'embrasser. Le grand art est de cacher ses desseins, et pour cela il faut voiler son caractère et ne laisser entrevoir qu'une fermeté mesurée et tempérée par la justice. […].

239 ‹ [...] *wir wollen niemand in den Schatten stellen, aber wir verlangen auch unseren Platz an der Sonne.* › ([...] *nous ne souhaitons contraindre personne à se contenter de l'ombre, mais nous demandons notre propre place au soleil*.).

« II y a une espèce de gens plus honnêtes que des espions vulgaires, dont la profession usitée dans le monde est autorisée par les souverains. Ils se les envoient réciproquement sous le titre d'ambassadeurs, de plénipotentiaires ou même sous des noms moins honorables. C'est d'eux dont on se sert, pour endormir des envieux, pour corrompre des ennemis, pour découvrir les desseins des voisins, pour faire des insinuations, des traités, des alliances, etc. On choisit pour cet emploi des gens d'un esprit souple et délié, discrets, incorruptibles et capables de la plus profonde dissimulation. Ils doivent avoir acquis la connaissance des hommes ; il faut qu'ils sachent déchiffrer, par les gestes et par ce qu'il y a de pantomime dans les différentes passions, les secrètes pensées des personnes auxquelles ils ont à faire, et que, par cette habitude longtemps réitérée, ils acquièrent l'art de deviner les mystères qu'on leur cache le plus soigneusement. Nous avons un séminaire d'ambassadeurs ; douze jeunes gens de condition, sous le titre de conseillers de légation, font leur apprentissage à Berlin sous les yeux des ministres du cabinet.

« Pour que l'État retire des Services importants de la légation des ministres, il est bon de les destiner aux cours où l'humeur d'un chacun convient le mieux. […].

« Ces ministres, choisis selon leurs différentes qualités et distribués aux cours étrangères, comme je viens de le dire, reçoivent immédiatement mes instructions. Si celui de Vienne donne avis de quelque nouveau complot qui se forme, on mande d'abord aux autres ministres de tâcher d'en découvrir la vérité, et il arrive qu'on éclaircit à La Haye une intrigue formée à Petersbourg, qu'on apprend en Danemark ce qui se prépare en Pologne, que le ministre qu'on a en Angleterre, nous instruit des menées de la cour de Vienne etc. Je me suis si bien trouvé de cette communication des nouvelles que je n'en saurais assez recommander l'usage a la postérité.

« Les ministres que l'on a aux cours étrangères, peuvent à la vérité avertir de beaucoup de choses ; mais ce n'est pas suffisant, et il faut, à quelque prix que ce soit, gagner des personnes en état de procurer des nouvelles puisées de source. J'ai à mes gages trois personnes qui m'ont trahi les chiffres et les secrets de leurs cours. Ces sortes de misérables sont utiles ; ils sont comme des boussoles qui conduisent les navigateurs, pendant que les sombres nuages de la politique leur cachent le jour. II faut surtout avoir de cette espèce de gens en temps de guerre, pour être averti des projets de campagne que la cour a approuvés, et des ordres qui sont expédiés aux généraux ennemis. Par ces sortes de nou-

velles que le prince Eugène recevait de Versailles, il se vit en état de déconcerter les desseins des Français. […].

« La même raison qui nous fait travailler à corrompre des gens en place et qui peuvent nous informer des projets de nos ennemis, la même raison, dis-je, invite nos ennemis à faire la même chose chez nous. Les secrétaires du cabinet, les secrétaires du bureau des affaires étrangères, du bureau de la guerre, de celui des finances et les secrétaires de légation sont ceux dont la corruption pourrait faire le plus grand tort aux affaires d'État. Par cette raison, j'ai des surveillants inconnus qui les épient et observent leurs démarches avec la plus grande attention. On doit se défier surtout des personnes dont le dérangement et la mauvaise économie les met sans cesse dans le besoin d'argent, et qui, pour satisfaire leurs créanciers et leur goût pour la dépense, deviennent traîtres plutôt par légèreté d'esprit que par noirceur. Ces sortes de caractères ne sont pas reçues parmi ceux auxquels on confie des choses importantes ; on choisit dans ces bureaux des gens du pays, riches, de bonnes mœurs et de la discrétion desquels on est assuré ; on veille à leur dépense : si elle excède leur revenu, c'est un indice qu'il faut éclaircir sur le champ. On tient à ses gages des domestiques des ministres étrangers, pour être instruit de tous ceux qui fréquentent leurs maisons, de ceux qui fréquentent les secrétaires d'ambassade (gens dangereux), et en un mot, de tout ce qui se passe chez eux, et sur des soupçons on arrête des personnes qu'on interroge et qu'on relâche, si elles sont trouvées innocentes[240]. »

La politique est, selon le politicien français Léon Gambetta, « l'art du possible » ; c'est encore plus vrai dans la diplomatie. Lorsque l'on prend connaissance des différents facteurs qui retreignent la manœuvre de l'homme d'État, parmi plusieurs possibles options, on comprend en même temps combien de difficultés viennent limiter l'exercice du pouvoir. Mais il ne faut jamais oublier qu'il existe des situations historiques – qui, généralement, se présentent au moment de la défaite nationale ou du désastre –, dans lesquelles les hommes d'État n'ont même pas eu le privilège du moindre choix. Ceux-là se sont trouvés forcés d'accepter des choses qu'ils ne souhaitaient pas, ou qu'ils ne souhaitaient pas faire, parce que les conséquences qu'il y aurait eu à ne pas les faire étaient totalement inacceptables.

240 FREDERIC LE GRAND, *Die Politischen Testamente*, 1752, éd. par le P^r^ et Dr Gustav Berthold Volz, Berlin, 1920, pp. 51-57.

Les erreurs de jugement et les mauvaises appréciations des situations sont fréquentes en politique. Soit on a trop longtemps observé les choses de trop loin, soit le contraire. Peu de politiciens se montrent capables de passer sans cesse de l'une à l'autre de ces deux manières de regarder les situations, alors que c'est ainsi que l'on commet le moins d'erreurs. Si l'homme qui décide d'actions politiques parvient à être conscient des erreurs d'appréciations communes, il peut alors être capable d'éviter d'en faire ou choisir une technique qui lui permet de les compenser. La *théorie des* jeux de Neumann, dont nous avons parlé à l'article précédent, lui sera certainement utile au moment d'avoir à prendre les décisions les plus importantes, face à un adversaire dont il connaît mal les pensées et les intentions. S'imposer des garde-fous et des règles de conduite strictes permet de réduire l'influence d'une trop grande confiance en soi-même et en ses croyances et préjugés, de se rendre plus réceptif aux explications alternatives et aux descriptions, et ainsi de réduire la somme des informations parasites et inutiles avant de réexaminer une situation.

Mais, lorsque la qualité et la quantité des jugements formulés en pleine conscience, au moment de prendre une décision importante, peuvent être augmentées, aucune méthode miracle ni aucune formule ne permettra d'éliminer les erreurs de jugement et les confusions, ni de dire lequel des deux tableaux d'une situation montre « la vraie réalité ». Lorsque nous sommes confrontés à l'ambiguïté ou que nous examinons des preuves qui peuvent être remises en question, nous devons établir des déductions qui, souvent, s'avéreront mauvaises. L'interprétation de ce que l'autre pays est en train de faire ou de ce que son élite peut avoir en tête, et qui correspond le mieux aux preuves immédiatement disponibles, peut être fausse. Cependant, il existe des manières d'améliorer la qualité d'une décision, et d'exploiter plus pleinement l'intelligence qui y est consacrée – elles ne sont pas utilisées, bien souvent.

Celui qui décide de la politique a tendance à assimiler la preuve à ses croyances, ce qui a pour conséquence néfaste de lui faire négliger les interprétations alternatives. Les conclusions sont alors tirées arbitrairement et sans finesse. Aider ceux qui doivent prendre des décisions à se faire plus réfléchis avant de dire quoi que ce soit ne résoudra pas tous les problèmes, mais cette démarche demeure recommandable.

Interpréter le comportement d'un adversaire et en créer un pour soi-même, en réponse, afin qu'il en tire les conclusions que

l'on souhaite est une de ces méthodes. Il faut s'efforcer autant que possible de regarder les choses depuis le point de vue de l'autre, afin de mieux cerner les choix qui semblent se présenter au-devant de lui, et d'anticiper les décisions les plus logiques qu'il peut être incité à prendre. Ou plutôt, durant ces fréquentes occasions où l'on ne peut être certain des perspectives que l'adversaire entrevoit, il faut s'efforcer soi-même d'examiner le monde depuis une large variété de perspectives possibles. Bien sûr, on manquera souvent de voir le monde comme l'adversaire le voit, mais au moins nous pouvons ainsi éviter cette erreur commune qui consiste à croire qu'il voit le monde « de la seule façon qu'il est possible de le voir ». Et on évitera aussi de tomber dans le piège qui consiste à croire que l'adversaire interprète nos actions exactement comme nous les pensons. Bien des politiciens pensent que leurs intentions – en particulier lorsqu'elles sont pacifiques – sont correctement perçues par les autres. En manquant d'accepter le fait qu'elles peuvent être perçues comme menaçantes pour leur sécurité, au contraire, ils concluent hâtivement que l'augmentation de leurs dépenses militaires ne peut indiquer autre chose qu'une agressivité qui n'a pas été provoquée.

Il nous faut garder à l'esprit que nous sommes, tout comme le sont nos adversaires, influencés par nos attentes et nos espoirs, et que nous avons tendance à considérer les informations qui nous parviennent d'eux comme des signes indiquant que leur concrétisation est en bonne voie, ou qu'ils voient le monde et les choses comme nous les voyons. La réciproque est évidemment vraie. Le danger de l'adversaire qui manque de tenir compte de ce dernier fait, est que cela le mènera à prématurément exclure d'autres alternatives, et le rendra trop confiant en ses vues. Ici nous devons remarquer que, parce que les gens sous-estiment l'influence des croyances établie et des prédispositions, ils se montrent plus lents à changer d'opinion et à s'adapter aux nouvelles situations qu'ils le croient – ce dernier point devrait inciter le lecteur à relire plus attentivement le chapitre de ce livre consacré au *Stade d'évolution de la société*[241]. La conséquence commune de ce fait est que nous avons tendance à surestimer, à la fois, le degré à partir duquel nous sommes sensibles aux changements de comportements des autres, et l'aisance avec laquelle ceux-ci peuvent influencer la perception que nous avons d'eux. Parce que nos croyances et nos *a priori* colorent si facilement notre entende-

241 I[ère] Partie, c. ii.

ment, les succès qui récompensent nos efforts à convaincre un adversaire de nous voir comme nous voulons qu'il nous voie, et de comprendre notre comportement comme nous voulons qu'il le comprenne, seront directement proportionnels au degré auquel cette image et ce comportement sont compatibles avec ce que cet adversaire croyait déjà avant cela. C'est pourquoi il faut nous efforcer, dans la mesure du possible, d'adapter notre comportement à l'idée que *veulent s'en faire* nos interlocuteurs et nos adversaires, plutôt que de montrer celui qu'ils ne souhaitent pas voir. Et lorsque nous cherchons à altérer le jugement qu'ils portent sur nous (c. à d., lorsque nous voulons qu'ils pensent que nous ne sommes pas agressifs), nous devons être conscients que cet effort nous réclamera de feindre un comportement (ou, dans le cas inverse, une colère) aussi longtemps que nous aurons besoin de le faire.

Celui qui est appelé à prendre d'importantes décisions politiques, économiques ou militaires, tire généralement un meilleur profit d'une exposition explicite de ses valeurs et croyances. Les gens se méprennent souvent sur les causes réelles de leurs éventuels différends. Ils savent être en désaccord à propos de plusieurs points particuliers, mais ils seraient en peine d'expliquer clairement de quelle manière ces points interviennent dans des sujets plus généraux. Il est souvent plus bénéfique de débattre des mérites respectifs et généraux de deux points de vue ou de deux théories opposés, que de concentrer son attention sur les interprétations qui peuvent être faites de chaque incident, considéré individuellement.

Souvent, les gens ont une compréhension limitée de la logique des arguments de leurs opposants, tout comme ils ignorent à peu près tout de la structure de leurs propres systèmes de croyances (c. à d. à quelles valeurs on doit accorder le plus d'importance, comment certaines croyances sont dérivées d'autres croyances, et quelles preuves pourraient contredire leurs points de vue). Particulièrement dangereuse est notre tendance à prendre pour argent comptant les questions les plus importantes. Lorsque nous analysons avec attention les politiques et les doctrines qui ont échoué, nous remarquons que beaucoup d'erreurs portant sur des points cruciaux se produisent, non pas parce que les réponses aux questions de leurs auteurs furent les mauvaises, mais parce qu'ils n'ont pas posé les bonnes questions. Ceci, bien souvent, est dû aux faits que beaucoup trop de choses ont été prises pour argent comptant, et que les croyances « les plus élémentaires », perçues

comme « allant d'elles-mêmes », n'ont, « par conséquent », pas été ré-examinées et vérifiées avec tout le soin nécessaire. Par exemple, la politique extérieure de l'Angleterre durant la fin du XIXe siècle reposait presque entièrement sur la crainte qu'une puissance ennemie ayant le pouvoir de contrôler le grand Nil puisse le combler, puis ruiner l'économie de l'Égypte, puis expulser l'Angleterre de ce pays, et ainsi couper la route maritime menant aux Indes[242]. Parallèlement, l'Angleterre craignait que, si jamais la Russie s'avançait en Asie centrale, ses armées menaceraient alors celles de la frontière nord des Indes. Pourtant, ces deux craintes ne furent jamais examinées avec toute l'attention qu'elles méritaient. Par exemple, un examen plus approfondi de la géographie de ces régions aurait permis à l'Angleterre de s'épargner bien des peines et beaucoup de temps. Et l'Angleterre a bien failli perdre la Grande Guerre, juste pour avoir cru tout cela, et pour avoir subséquemment cru que sa grande flotte ne fournirait jamais assez de destroyers pour escorter les convois commerciaux. Le nombre de destroyers était toujours jugé insuffisant, même lorsqu'aucune évaluation précise du nombre de convois commerciaux n'était fournie, et beaucoup de navires commerciaux anglais s'abstinrent de naviguer et restèrent au mouillage dans leurs ports, parce que l'on ne pouvait leur fournir une escorte aussi importante qu'on le croyait nécessaire. Mais aucune analyse sérieuse ne fut entreprise pour déterminer au mieux l'efficacité des escortes, plus petites, disponibles, ni pour savoir si de plus puissantes étaient réellement nécessaires.

Tout récemment, les Anglais ont encore surestimé le danger que les Allemands puissent s'emparer des bâtiments de la flotte française et les utiliser à leur profit, parce que, tandis qu'ils ont concentré leur attention sur comment les Allemands pouvaient s'emparer de ces navires, ils ont négligé de s'intéresser à la toute aussi importante question de leur capacité à les réparer, à les maintenir en bon état de service, et à bien savoir les utiliser. Si les Anglais avaient accordé le même intérêt à cette autre question, ce qu'ils auraient appris leur aurait sans doute épargné la coûteuse et dangereuse attaque contre la flotte française pour qu'elle ne puisse tomber dans les mains allemandes.

---

242 Nous admettons, cependant, l'existence d'une opinion disant que les Anglais accordaient, à cette époque, une aussi grande importance à une question de prestige qu'à celle de la sécurité.

Plus souvent encore, la croyance qui a besoin de se faire explicite concerne les relations entre les objets, tout au bout de la chaîne des moyens et des étapes d'un interlocuteur ou d'un adversaire. Parce que les buts les plus importants (c. à d. la sûreté ou la grande influence recherchée) sont trop généraux pour que l'on puisse en extraire des lignes de conduite d'actions, nous devons nous fixer des buts intermédiaires (c. à d. des alliances fortes et des priorités militaires) dont nous pensons qu'ils nous aideront à atteindre les buts importants et déterminants. En partie en raison des difficultés inhérentes aux problèmes auxquels nous sommes confrontés, nous manquons souvent d'analyser les raisons pour lesquelles ces buts intermédiaires, si nous parvenons à les atteindre, produiraient les effets que nous en attendons.

Notre erreur de ne pas accorder assez d'attention à la plausibilité de ces « croyances cruciales », dont nous avons présenté deux bons exemples, et particulièrement à celles qui impliquent une relation étroite entre la fin et les moyens, devient évidente lorsque l'environnement change assez pour logiquement faire évoluer les croyances et les décisions politiques, et que cette évolution ne se produit pas.

L'examen des croyances sur lesquelles sa fondent les décisions politiques et les doctrines est inhibé par la transformation des moyens employés et des buts intermédiaires en fins ; il s'agit là d'un phénomène dont les composants qui l'organisent seront présentés plus loin. Pour l'instant, nous devons tout d'abord remarquer que nous avons tendance à bien vite accorder une importance excessive aux buts intermédiaires, tout spécialement lorsque nous avons consacré beaucoup d'efforts et beaucoup de notre temps à les atteindre. Autrement, c'est comme si nous cessions d'apprécier à sa juste valeur le degré de rationalité du but intermédiaire, c'est-à-dire le rôle limité de sa contribution à la fin qui devrait continuer de mobiliser toute notre attention. C'est ainsi qu'à mesure que les circonstances changent, et que de nouveaux obstacles et de nouvelles possibilités se présentent à nous, notre politique ne s'y adapte pas comme elle le devrait. Au lieu de faire l'effort de regarder si ces changements ne nous permettraient pas d'atteindre plus facilement notre but en remplaçant les buts intermédiaires que nous nous étions fixés par de nouveaux, nous nous entêtons à suivre une idée générale qui nous vaudra une inutile perte de temps, et peut-être même un échec. Ce comportement est, pour une part, expliqué par la construction progressive d'un attachement émotionnel autour de buts qui nous réclament beaucoup de temps et d'énergie, et pour

l'autre par des facteurs purement cognitifs. Une fois que nous avons longuement envisagé un problème depuis un angle bien particulier, et qui nous semble être le meilleur, puis que nous avons tout aussi longuement élaboré un plan pour le résoudre, il nous est extrêmement difficile de nous interrompre en cours de route pour procéder à sa nouvelle évaluation, puis à revoir la structure de cette solution, et plus encore à l'abandonner pour une nouvelle. Plutôt que de nous inciter à remettre en question la validité d'une étape intermédiaire, la nouvelle information nous pousse à envisager une nouvelle interprétation du problème *depuis le point de vue que nous avions initialement choisi*. En d'autres mots, nous chercherons de nouvelles réponses aux anciennes questions, mais nous ne reconsidérerons pas les questions. C'est pourquoi, un individu qui n'a pas travaillé sur le problème depuis le début, et qui, par conséquent, n'y a pas encore beaucoup investi de sa personne, ou un autre qui s'en est détaché durant un temps assez long, se montre souvent capable de comprendre que le vieux but intermédiaire est devenu inutile ou inadapté à la nouvelle situation.

Bien sûr, si ce qui a été décidé au début de la planification de la chaîne des buts intermédiaires était approprié, et si l'environnement ne change pas, ce problème ne surviendra pas. Cependant, cela n'arrive que par chance, c'est-à-dire rarement. C'est pourquoi il arrive souvent qu'une politique qui n'est plus adaptée à la situation soit maintenue.

Concernant maintenant ce problème de facteurs cognitifs qui nous empêchent souvent de revoir notre politique alors que la situation a pourtant beaucoup changé, celui-ci peut être résolu, ou, au moins partiellement résolu, en examinant de nouveau les raisons qui ont décidé du choix de la politique initiale, et de sa chaîne de buts intermédiaires. Dans quelques cas, les motivations sur lesquelles a été initialement basée cette politique devenue non-logique, voire absurde, sont restées si puissantes qu'il nous semble trop pénible ne serait-ce que d'y songer. Ce nouvel examen doit rendre explicite la structure de la chaîne de buts intermédiaires, et obliger à se poser la question du pourquoi la politique choisie est censée mener au but final espéré.

Pour rendre explicites les croyances importantes et les suppositions, il faut, non seulement s'efforcer de découvrir les éléments cruciaux sur lesquels ont été construits les choix de la politique initiale, mais aussi trouver la preuve qui tendrait à confirmer, ou, mieux encore, qui tendrait à infirmer la validité de ce que nous avions initialement décidé. Lorsque nous avons une

pleine conscience de ce que nous souhaitons réellement – puisque ce n'est pas toujours le cas –, ou plutôt, lorsque nous parvenons à cerner avec certitude quelles sont les croyances et les faits qui nous ont menés à ce souhait, nous nous trouverons plus aptes à correctement évaluer le sens des incidents qui nous dérangent. Par contraste, lorsque nous avons manqué de soigneusement considérer les implications d'une théorie, de faits ou d'une croyance, une large variété d'événements peut survenir sans déranger la croyance que nous plaçons en eux. Nous ne remarquerons pas les nouvelles informations qui contredisent nos croyances initiales, et même, nous chercherons à leur attribuer un sens devant leur correspondre, ou nous nous dirons qu'ils ne leur manquent que peu de chose pour qu'elles confirment ce que nous avions initialement cru. Lorsque cette attitude persiste durablement, il arrive que l'interprétation incorrecte que nous faisons d'une information l'emporte sur la vérité, si cette dernière n'est jamais explicitement formulée par quiconque. Métaphoriquement, c'est le cas de l'innocent qui a été jeté en prison à la place d'une autre, et qui, venant à douter de ses propres agissements, en arrive à admettre qu'il est bien le coupable, et confirme ainsi dans l'entêtement de ceux qui l'ont accusé et condamné qu'ils ont bien eu raison de le faire – au grand étonnement du vrai coupable qui, à son tour, peut lui aussi en venir à douter de tout ce qu'il tenait jusqu'alors pour une vérité.

Mais lorsqu'un homme d'État, ou même à un scientifique, a su songer aux événements que les hypothèses qu'il a envisagées ont exclus, il est alors plus apte à s'attarder avec lucidité sur ces événements, et à convenablement y réagir lorsqu'ils surviennent. Bien souvent, et en toutes choses d'une façon générale, l'absence persistante d'une chose ou d'un fait dans une succession d'événements est une information de plus grande valeur que sa présence. Dans ce cas, ce qui est manquant, mais que nous n'avions pas remarqué jusque-là simplement parce qu'il nous était difficile d'y songer, nous permet enfin de cerner la réalité que des apparences « cherchent » à dissimuler.

Bien que décider à l'avance de ce qui pourrait nous surprendre ne peut nous dire si la perception que nous avons d'une situation est fausse, ni même si elle est vraie, cela nous rend plus sensible aux preuves qui tendent à démontrer que nous nous trompons, et plus apte à ré-examiner une situation ou à revoir les termes de notre politique. Ceci explique pourquoi ceux qui s'opposent à une politique demandent souvent à ceux qui la défendent d'expliquer clairement ce qu'ils espèrent lorsqu'elle sera adoptée

ou menée à son terme. Cela semble être une lapalissade, à première vue, mais nous pouvons mieux comprendre l'intérêt qu'il y a à en parler, sitôt que nous admettons que les observateurs peuvent être déroutés par l'absence de sens qui caractérise souvent, en apparence bien sûr, un effort consistant pour atteindre un but intermédiaire, puisqu'il n'a pas la valeur d'une finalité. Par exemple, si, durant le printemps 1938, Chamberlain avait pu comprendre que le comportement et les demandes des Allemands correspondaient à des attentes plus ambitieuses qu'un révisionnisme politique, il aurait certainement réagi avec plus de vigueur aux termes qui ont émergé à Munich. Ainsi que cet exemple le montre, imaginer les événements qui pourraient nous surprendre nous rend plus aptes à considérer avec plus de discernement les petits détails qui peuvent contredire ce que semble nous dire le déroulement des événements, et à nous débarrasser de notre tendance à vouloir y trouver *tout* ce qui peut confirmer que « nous avions raison ».

Dans certains cas, s'efforcer de dégager et considérer attentivement la preuve qui contredit notre hypothèse nous aidera à comprendre que le tableau général que nous nous faisons d'une situation est, en vérité, invulnérable à presque tous les événements. Par exemple, les dirigeants politiques s'appuient, souvent inconsciemment, sur « un modèle de mauvaise foi inhérente », et se tiennent prudemment à l'écart d'un autre, au contraire, au prétexte qu'« il n'a pas saisi une seules des multiples opportunités de montrer qu'il est amical ». De plus, nous croirons que les événements ne font que confirmer notre interprétation d'un tableau général, ou même que leur absence a été organisée dans l'espoir de nous faire croire que nous nous trompons, et ainsi de nous inciter à modifier notre politique.

Nous pouvons être confrontés à trois problèmes au moment de faire des prédictions explicites. Le premier est que l'étude de la science a montré que le rôle des expériences a été exagéré lorsqu'il a été présenté comme déterminant. Pris individuellement, les faits sont toujours sujets à de multiples interprétations. Une théorie scientifique ne doit pas être rejetée parce qu'elle ne peut expliquer un fait particulier, et le tableau général que nous nous faisons d'une situation ne doit pas non plus être forcément écarté et remplacé par une autre, parce qu'il nous met dans l'embarras. De plus, c'est parce que la politique internationale est extraordinairement compliquée que même les bonnes théories ne permettent pas de faire des prédictions seulement lorsqu'un nombre important de faits est connu ; et encore, des prédictions aussi bien

étayées ne doivent jamais être tenues pour mieux que des probabilités plus ou moins grandes. C'est pourquoi nous devons admettre l'existence de limites strictes à l'interprétation que nous pouvons faire d'une situation bien explicitée, même dans les meilleures conditions possible.

Le second problème est que les conditions qui nous semblent être fondamentales lorsque nous analysons la politique internationale sont rarement les meilleures. Un haut degré de connaissance est requis au moment de formuler des espoirs et des buts précis, ou de formuler des craintes précises. Pourtant, cette condition est rarement remplie par les bureaucrates qui sont chargés d'examiner la politique internationale, tout simplement parce que peu de choses ont été écrites, comme nous le faisons ici, sur la « théorie des affaires étrangères ». Les exceptions ne sont que les observations de quelques bons historiens qui montrent un intérêt et des aptitudes pour la psychologie, et que nous avons à peu près tous cités dans ce livre. Les autres ne parviennent jamais à être sûrs des événements que leur suggère ce qu'ils perçoivent comme des « puzzles » devant être comparés à un paradigme, ou comme des « anomalies » qui mettent en doute les théories qu'ils ont appris.

Le troisième problème est que nous demeurons parfois insensibles aux événements qui contredisent les hypothèses que nous avons formulées. Par exemple, en Finlande en 1939, le Premier ministre, Eljas Erkko, a refusé de croire que l'Union soviétique attaquerait si la Finlande se montrait ferme durant les négociations autour d'un échange de territoires, parce que l'Union soviétique n'avait pas rendu sa demande publique. Mais même lorsque Molotov a finalement et ouvertement parlé d'un conflit avec la Finlande durant un discours, Erkko n'a pas ré-examiné sa politique. C'est pour cette seule raison que l'Union soviétique a envahi la Finlande le 30 novembre de cette année-là. Le Premier ministre de la Finlande, Aimo Cajander, qui n'avait pas non plus voulu admettre qu'une invasion soviétique de son pays était possible, avait imposé aux armées du pays un équipement particulièrement chiche, et même ridicule à quelques égards.

D'une manière générale, et plus particulièrement concernant le problème de la décision à l'avance de ce qui pourrait nous surprendre en matière de politique internationale, le dirigeant politique, ou le ministre des Affaires étrangères, sera bien avisé de s'entourer de quelques esprits choisis parmi les plus brillants du pays, pour les charger d'imaginer tous les cas possibles, comme les plus improbables, et de deviser des solutions et de mettre en

place des dispositifs préventifs pour chacun d'eux, de sorte qu'aucune prise au dépourvu ni perte de temps ne pourront être déplorés le moment venu. De tels hommes feront de précieux conseillers aux affaires étrangères, sitôt qu'ils auront imaginé assez de combinaisons pour avoir une bonne connaissance de la situation diplomatique générale du monde et des enjeux géographiques, politiques et économiques.

Pour exprimer des croyances restées jusque-là implicites, et ainsi nous accorder une plus grande liberté lorsque nous devons faire des choix, nous devons donc encourager nos conseillers à formuler et à appliquer des tableaux de situations alternatifs. Lorsqu'une seule hypothèse est *opérative* et qu'elle n'a aucune alternative ayant la même qualité, elle tend à pouvoir être confirmée avec une plus grande aisance. Nous pouvons nous montrer plus ouverts à l'examen des informations qui contredisent nos croyances et nos hypothèses, en tentant de formuler des théories à partir de faits et d'éléments qui appartiennent à des points de vue qui nous sont ordinairement étrangers, ou que nous avions rejetés jusqu'ici par simple mépris ou dégoût, parce qu'ils sont ceux de notre ennemi. En d'autres mots, il est bon, de temps à autre, d'adopter en esprit le comportement et les croyances de notre ennemi, afin de mieux comprendre ses intentions et ses espoirs, et ainsi de prédire ce qu'il va faire avec une meilleure précision. Par analogie, les socialistes ne lisent que de la littérature socialiste, et les libéraux ne lisent que la littérature libérale ; ainsi, aucun ne comprend l'esprit, ni les croyances, ni les buts de son adversaire, et moins encore ce qu'il va logiquement faire pour défendre sa position ou attaquer. De plus, adopter le point de vue d'un ennemi permet souvent de voir ou de comprendre des événements et des choses neutres que nous ne parvenons pas à voir ni à comprendre depuis le nôtre. Celui qui ne parvient pas à faire cette démarche spirituelle ne saura jamais bien défendre ses intérêts autrement que par le recours à la force sans finesse ; il est le meilleur des fantassins et le plus mauvais des généraux. En juin 1941, si les stratèges allemands avaient tenté de voir les choses depuis le point de vue des Russes, ils auraient compris l'absurdité du lancement d'une attaque de la Russie à une période de l'année où l'on va vers des températures qui ralentissent de plus en plus la progression d'une armée et paralyse ses hommes. C'est d'autant plus surprenant, lorsque l'on sait que les stratèges allemands, Hitler lui-même y compris, avaient le bénéfice d'un savoir qui leur venait de l'expérience de Napoléon Bonaparte en

Russie. Enfin, tous les raisonnements et tous les points de vue d'un ennemi ne doivent pas être tenus pour forcément mauvais, au simple prétexte qu'il est l'ennemi. Celui qui a cette tournure d'esprit craint généralement d'être accusé de traîtrise, et c'est juste cela qui le pousse à *consciemment* courir le risque de la défaite ; il n'est donc pas apte à prendre des décisions, ni même à conseiller. C'est une tournure d'esprit similaire, associé à un trop grand orgueil, qui a encouragé Napoléon Bonaparte à ne considérer que d'un œil distrait les recommandations d'Antoine de Jomini qui, plus tard, apportèrent les plus grands bénéfices à la Russie.

Il est souvent difficile, psychologiquement et politiquement, de se montrer capable d'examiner plusieurs alternatives, et plus encore de toutes les examiner simultanément. De même qu'il faut s'assurer que les ministres et les généraux ont des vues et des préférences qui entrent en conflit les unes avec les autres, afin qu'ils ne puissent s'entendre assez à propos d'une décision qui n'est pas la meilleure, il faut aussi s'assurer du service d'une variété d'observateurs et de scientifiques formant, ensemble, une variété de prédispositions et de vues des choses du monde qui permettra de confronter les preuves. Plutôt que chercher et ne retenir que les informations qui ne souffrent aucune ambiguïté, il faut s'efforcer de structurer les faits et les informations qui semblent mutuellement se contredire, afin d'offrir à notre raisonnement la plus grande liberté possible. Plutôt que de rejeter le conseiller, l'historien, le sociologue ou le scientifique qui vient contredire nos déductions et défaire nos hypothèses, il faut l'écouter attentivement au contraire, et s'attarder sur tous ses arguments.

C'est bien par orgueil, et par la faute d'une confiance excessive en son jugement, que Napoléon III a pris la décision de l'expédition en Crimée en 1853, contre les avis des Anglais qui durent ensuite venir à son secours, puis, encore, celle d'attaquer la Prusse en 1870, contre les avertissements pourtant bien argumentés d'Adolphe Thiers. Brillant en politique intérieure, Louis-Napoléon s'est toujours montré médiocre en politique extérieure, au point que Bismarck plaisantait volontiers à ses dépens.

Les scientifiques se montrent généralement mauvais lorsqu'ils testent des théories en lesquelles ils ne croient pas, et c'est pourquoi nous ne devons pas espérer mieux des conseillers politiques. La raison qui vient expliquer ce phénomène n'est pas tant le poids de la conscience de l'enjeu qui peut décider de la carrière d'un conseiller, que la difficulté qu'il y a à regarder comment le

monde fonctionne depuis un point de vue autre que le sien. Comprendre assez le tableau général d'une situation pour prendre la meilleure décision réclame toujours beaucoup plus de temps, d'énergie et d'implication que nous le croyons. Mais, bien sûr, nous devons aussi nous imposer une limite lorsque nous regardons les choses depuis le point de vue de l'ennemi, et garder à l'esprit que son esprit est autant faillible que le nôtre, afin de ne pas nous laisser trop impressionner par le sien lorsqu'il s'avère qu'il est brillant. Souvent, on commet la faute de prêter trop d'intelligence ou de raffinement à notre ennemi, et d'anticiper un mouvement bien plus élaboré que celui qu'il a en tête ; en d'autres mots, nous construisons une stratégie merveilleusement adaptée contre une autre qui n'existera jamais parce que le raisonnement de notre ennemi est beaucoup plus simple ou pas aussi ambitieux que nous l'avions cru.

À ce propos, l'une des plus grandes difficultés que nous pouvons rencontrer survient lorsque nous remarquons qu'un opposant s'apprête à commettre une grossière erreur. Dans un tel cas, nous refusons de l'admettre, au simple motif que nous ne le ferions pas, et nous en déduisons aussitôt qu'il s'agit d'une tromperie devant masquer une action plus subtile. C'est plus souvent faux que vrai, car cette méprise de l'opposant ne doit généralement qu'à sa faute de ne pas s'être placé depuis notre point de vue, le seul depuis lequel l'erreur est visible. Aussi, et par analogie cette fois, l'observateur d'une partie d'échecs voit plus facilement les faiblesses de la stratégie d'un joueur qui n'est pourtant pas moins bon que lui, simplement parce qu'il n'est pas personnellement impliqué dans la partie. Notre implication personnelle dans un dilemme peut considérablement altérer notre manière de voir les choses et notre acuité, en bien, mais aussi en mal.

Mais il ne faut pas non plus conclure que le meilleur tableau d'une situation ne nous viendra pas nécessairement depuis le point de vue d'un adversaire. Ce qu'il faut retenir de ce qui a été expliqué à ce point, et qui est le plus important, c'est que l'on aurait tort de se priver de tous les points de vue pour observer une situation.

Premièrement, parce que nous sommes exposés à des interprétations qui entrent en conflit les unes avec les autres, lesquelles nous montrent combien des points de vue alternatifs nous font entrevoir le monde différemment, nous devons formuler des jugements explicites au moment de sélectionner nos interpréta-

tions, explications et tableaux, pour ne pas nous précipiter sur ceux qui semblent être les seuls possibles.

Deuxièmement, c'est le débat qui nous aidera à arriver aux déductions implicites. Un individu a rarement la capacité d'exposer clairement la structure de ses croyances – il est rarement encouragé à le faire de toute façon –, et ce n'est qu'à l'occasion d'une discussion avec un autre dont les croyances sont opposées aux siennes qu'il y parviendra. C'est à ce prix, si l'on peut présenter les choses ainsi, qu'il pourra déterminer au mieux la vulnérabilité de ses arguments, et anticiper les erreurs qu'il pourrait commettre. Bien sûr, il est peu probable que l'un de ces deux individus puisse convertir l'autre à son point de vue, car, avec le temps, la culture d'une croyance fait qu'elle se durcit au point de ne plus être assez malléable pour s'adapter aux évolutions d'une situation, et plus généralement à celles de l'Histoire – il y a des exceptions, mais elles sont le fait d'individus aux capacités intellectuelles aussi remarquables que rares. Mais ceux qui se montrent capables d'écouter les arguments opposés aux leurs se placent en bonne position pour mieux comprendre les perspectives qu'ils rejettent, quelles sont les preuves qu'ils doivent examiner plus attentivement, et quelles sont les croyances qui mériteraient d'être mûries.

Dans une certaine mesure, cette manière de procéder sera bien entretenue par les divergences d'intérêts, de buts, de méthodes apprises et d'informations qui existent naturellement dans toute organisation gouvernementale. Mais, souvent, cette diversité commune est encore insuffisante. Car, au sein d'une même organisation, il existe un phénomène entretenu et sélectif de consensus que nous avons longuement présenté dans un article précédent[243]. Et il en résulte que, tout jugement opposé à ce consensus étant « automatiquement » considéré comme « absurde », aucune attention ne lui sera accordée. Si aucun effort n'est fait pour encourager, et récompenser, la formulation de points de vue opposés au consensus – qui, ici, doit être compris comme « les croyances » –, il ne se trouvera personne pour éprouver la validité des hypothèses et des arguments qui les supportent, ce qui se traduira par un choix réduit d'options, et par un risque accru qu'une mauvaise décision soit prise.

Ensuite, les stratèges et les chefs d'État sollicitent rarement les points de vue opposés aux leurs – en particulier lorsqu'ils con-

243 Voir l'article « Évaluation psychologique », I[ère] partie « Politique intérieure », c. ii. « Stade d'évolution de la société ».

cernent des questions qui ont une longue histoire –, lorsque la position de chacun est connue, et lorsque l'on pense que toutes les considérations ont déjà été exposées et comprises. Faute de ce dernier effort, même les informations qui sont logiquement indépendantes du sujet ne seront pas étudiées si elles viennent d'un opposant. Encore, le phénomène de la pression de la volonté du troupeau est particulièrement fort dans les cabinets présidentiels et ministériels, et dans les états-majors. Tous ceux qui y assistent le chef dans ses décisions s'efforcent naturellement, et rapidement, d'aller dans le sens de ses préférences et des perspectives qu'il a déjà formulées. Enfin, à mesure que la nécessité du secret et de l'urgence augmente, le nombre de conseillers consultés se réduit, ce qui augmente encore le risque d'une « erreur par le consensus tacite ».

Il résulte de tous ces inconvénients que : bien qu'il serait hautement souhaitable de se libérer de ces consensus prévisibles et de ces comportements intéressés, les petits groupes de décisions du sommet de l'élite politique s'éloignent pourtant de l'expertise, et de ces conflits qui leur permettraient de décider d'actions mieux adaptées aux tableaux généraux de situations. Dans ces cas, la nécessité d'y instaurer une règle de diversité s'impose grandement – même si nous avons qu'aucune élite ne s'est jamais montrée capable de la mettre à exécution, et qu'aucune ne s'en montrera jamais capable. Cette conclusion à ce point n'est jamais qu'une répétition par l'exemple de ce qui a été expliqué à propos de la concentration néfaste des individus de Classe I. ou II. (« renards » ou « lions ») au sein de l'élite[244].

Deux problèmes viennent compliquer la mise en place d'un tel système.

1° Il est difficile de déterminer quelle prédisposition de perception doit être représentée. La variété des intentions spécifiques que plusieurs adversaires, ou adversaires virtuels peuvent avoir peut être grande. Cela suggère à nouveau l'intérêt qui pourrait être trouvé, pour ce sujet en particulier, dans la *théorie des jeux* de Neumann[245]. Sachant qu'aucun gouvernement ne peut se préparer à toutes les éventualités, il ne peut donc y avoir autant d'expressions de points de vue qui pourraient l'aider à les anticiper.

2° Les individus et leurs organisations développent naturellement des mécanismes de défense contre les perspectives qui

---

244 Voir les chapitres II., III. et IV. de la Ière Partie.

245 Voir l'article précédent, « Géographie politique et géopolitique ».

diffèrent des leurs – d'où notre pessimisme à ce égard. Le fait que les individus qui s'opposent à l'orthodoxie sont ordinairement désignés comme des « traîtres » indique une résistance sincère à toute opposition contre le consensus, ce qui rend d'autant plus difficile la tâche de la constitution de comités d'experts et de conseillers efficaces en matière de politique extérieure. L'orthodoxie est indispensable au maintien de la structure sociale du collectivisme oligarchique – nous l'avons dit et répété –, mais elle est puissamment nuisible au mécanisme de la prise de décisions en politique extérieure. C'est pourquoi il y a une nécessité vitale de pondération de l'orthodoxie lorsque l'on s'approche du sommet de l'élite, et une autre, exceptionnelle celle-ci, au moment de la sélection des conseillers et des experts dans certains domaines – les risques que peuvent faire courir cette pondération doivent tout de même être éliminés par d'autres provisions spéciales. Ce point, mineur a priori, est pourtant très important, puisque ces conseillers et experts seront forcément informés des secrets politiques qui intéressent le plus les adversaires. Mais le point de vue d'une minorité peut aisément être ignoré, si les individus qui l'expriment ne le font que pour mieux servir les intérêts de l'État. Et il y a une nécessité, pour l'élite politique chargée de prendre des décisions concernant la politique extérieure, de se trouver exposée aux points de vue contraires au sien, afin qu'elle puisse pleinement évaluer la portée de ses décisions – pour elle-même comme pour ceux auprès desquels elle devra les justifier –, et afin d'être certaine d'avoir exploré *absolument toutes les options possibles* avant d'en choisir une. Si cette élite y parvient, elle en sera récompensée par une confiance en ses décisions plus grande que celle qu'elle pouvait avoir lorsqu'elle croyait pourtant avoir fait preuve de toute l'ouverture d'esprit requise.

La plupart des politiques étrangères sont basées, si on peut présenter les choses ainsi, sur un haut degré de continuité, d'inertie, et de multiples décisions qui sont autant d'étapes dont les validités sont rarement remises en question par ceux qui les ont imaginées et planifiées. De toute façon, nous prétendons souvent que la nature incertaine de la politique internationale appelle à une souplesse d'esprit qui doit repousser aussi loin et aussi longtemps que possible *la poursuite de la politique par d'autres moyens*. En réalité, ceux qui décident dans les affaires étrangères s'imposent rarement cette souplesse d'esprit. Au lieu d'explorer de nouveaux plans d'action devant leur permettre de mieux s'affranchir des incertitudes, ces décideurs trouvent plus

sécurisant de s'en remettre aux modèles traditionnels de politiques, d'attitudes et d'actions. Ce comportement conservateur est typique des organisations hautement bureaucratisées, et pas seulement des quelques-uns qui décident de la planification des politiques étrangères. Le résultat en est, dans ce cas, qu'il est relativement aisé de prédire la plupart des actions de chacun des États qui agissent de la sorte. De plus, l'adhésion à des modèles de politique obsolètes lors de situations dont l'importance est majeure s'oppose souvent à une amélioration des relations entre les États, et à un meilleur examen des problèmes qui leur sont périphériques.

Revenant un instant aux craintes concernant la sûreté de l'État et de ses plus grands secrets qui peut être logiquement associée au système que nous venons de présenter : les élites politiques dirigeantes doivent étroitement surveiller l'éventuelle venue d'un consensus parmi ses conseillers et experts, et, bien sûr, tout spécialement la formation d'un consensus autour d'un point de vue opposé à l'orthodoxie. Car, dans un tel dernier cas, la poursuite de la politique extérieure déviera peu à peu de la trajectoire qui doit mener vers le but final initialement fixé. Lorsque cela arrive, les arguments et les suggestions des conseillers et des experts sont influencés par la croyance que la politique et les buts qui étaient initialement fixés « ne correspondent plus aux dernières évolutions du monde ».

Un chef d'État ne doit pas se méprendre sur le rôle du conseiller. Le conseiller est appelé à mettre en garde le chef d'État, ou ceux qui se trouvent au sommet de l'élite, contre les possibles erreurs ou imperfection d'une politique, et non à les décharger de leur commandement. On ne compte plus, dans l'Histoire, les cas de conseillers qui en sont arrivés à prendre la place d'un dirigeant trop faible, et à diriger tout un pays sans en endosser officiellement les responsabilités, ni à en assumer les erreurs. Il est dangereux d'espérer un avis sur la pertinence d'une politique par celui qui y a un intérêt, mais ce problème n'est pas forcément lié à un intérêt personnel. Les individus et leurs organisations ne devraient pas laisser à d'autres le soin de construire leurs théories, de peindre le tableau général de la situation. Les engagements que prend le gouvernement doivent rester ceux du gouvernement, en tant qu'entité collective, et presque tous les buts politiques, sinon tous, doivent être complétés d'une *forme d'intention* qui ne peut être formulée que par le chef de l'État ou par ses ministres. C'est-à-dire que le conseiller dont la recom-

mandation a unanimement été jugée pertinente ne doit pas être aussi celui qui a décidé de sa *forme d'intention*[246].

De plus, si un conseiller est, seul, l'auteur d'un but politique, alors il sera hautement probable que personne d'autre que lui n'évaluera la pertinence de ses buts intermédiaires, et, ainsi, toute information relative à d'autres possibles chemins qui permettraient d'atteindre ce but sera ignorée.

Les doctrines, croyances et mythes qui supportent, populairement, les lignes politiques d'un pays ayant souvent une force telle qu'elles égarent même les élites qui les ont adoptées ou imaginées, il est également important de bien faire la part des choses entre les raisons logiques qui justifient la proposition d'un but, et celles qui ne le font pas. Bien sûr, la priorité doit être accordée aux propositions de buts supportées par des arguments logiques ; mais il arrive parfois que des buts ne servent à rien d'autre qu'à la consolidation d'une doctrine, d'une croyance ou d'un mythe – cela arrive, en particulier, lorsque le pouvoir et les décisions de l'élite sont contestés par un pourcentage grandissant de la masse à l'intérieur des frontières. Ce problème justifie, en partie, la nette césure sociale qui doit être faite entre l'élite et les deux autres classes ; l'élite ne doit pas être intellectuellement contaminée par les croyances qu'elle construit pour les classes moyenne et inférieure, sous peine de s'égarer dans les jugements qu'elle pourra faire. Car une élite qui s'est endoctrinée autant qu'elle a endoctriné la masse qu'elle gouverne aura perdu, à coup sûr, les capacités de jugement critique qui lui permettent de bien diriger les affaires de l'État, et ainsi d'assurer la pérennité de son règne.

Ensuite, il faut savoir comment et pourquoi le tableau général que nous pouvons avoir d'une situation peut nous conduire à commettre presque toujours les mêmes erreurs. Si nous parvenons à être pleinement conscients que notre système de croyances est *au moins partiellement* basé sur des arguments qui sont irrationnels (c. à d. qu'aucune preuve indiscutable ni aucune science ne peuvent formellement démontrer), il est hautement probable que nous examinerons les preuves supportant nos croyances dans l'espoir d'y trouver des choix ou des décisions délicates qui gagneraient à être explicites. La conscience que nous pouvons avoir du danger qu'il y a à nous représenter trop rapidement le tableau général d'une situation peut aussi nous mener à suspendre notre prise de décision durant une (trop)

---

246 Voir « Différencier le dire et le faire », Ière part., c. I.

longue période ; ou pire, à consulter des conseillers qui ont été confrontés à notre problème encore moins longtemps que nous. Être conscient qu'une preuve entretient une consistance avec l'une de nos croyances pré-existante nous incitera probablement à rejeter d'autres points de vue, même lorsqu'ils auraient pu nous amener à procéder avec plus de prudence, et à nous abstenir de développer une confiance mal venue à partir de la fausse croyance que les événements montrent un tableau général de la situation correct. Comprendre que les gens prennent des événements passés pour en faire des analogies, alors qu'un examen plus attentif de ceux-ci leur permettrait de comprendre qu'ils ne sont pas les bons, devrait nous inciter à faire de plus larges recherches dans l'Histoire lorsque nous tentons d'y trouver des exemples de conduite adaptés à nos problèmes présents. Et une bonne appréciation de la nature superficielle qui caractérise la plupart des faits rapportés par les historiens devrait nous inciter à concentrer nos efforts de réflexion sur leurs causes réelles, et ainsi mieux nous aider à identifier quels faits de l'Histoire ont une *réelle* similitude avec ceux qui nous concernent. À cet égard, nous recommandons d'accorder le plus grand intérêt à ce qui a été expliqué à l'article de ce livre consacré au contrôle de la culture et de l'éducation[247].

Il ne faut pas seulement nous efforcer d'effectuer ces ajustements pour améliorer notre perception des événements et des tableaux généraux de situations. Il nous faut aussi y relever les altérations qui les affectent toujours. Par exemple, nous avons tendance à croire qu'un opposant a un processus de décision « forcément » hautement centralisé, qu'il planifie « évidemment » tous ses buts politiques avec la plus grande prudence, et que ses décisions sont « forcément » des réponses à celles que nous avons prises. Savoir que ces croyances sont fréquemment incorrectes, ou complètement fausses, doit nous inciter à hésiter avant de les tenir pour des faits, dans tous les cas. Ceci a une grande importance, parce que, dans le cas contraire, ces *a priori* nous portent souvent à surestimer le degré d'hostilité d'un opposant. Souvent, la déclaration hostile d'un ministre ou d'un général n'est qu'une initiative individuelle provoquée par une implication trop forte et par une saute d'humeur – qui sera, ou ne sera pas, corrigée et sanctionnée par la suite –, ou une petite manœuvre qui ne consiste en rien d'autre que l'expression d'une

247 « Le Contrôle de la culture et de l'éducation », IIe partie, « Information », c. iii, « La Culture ».

désapprobation dont il n'est pas souhaité qu'elle soit officielle, dans le but de ne pas détériorer complètement et irrémédiablement les échanges diplomatiques. Avant de pouvoir dire qu'il faut ré-examiner une preuve parce que ce genre d'impression trompeuse est fréquent, il faut être conscient des désastres que peuvent coûter une impression trompeuse, ou, au contraire, l'erreur opposée d'avoir négligé la valeur de cette preuve. S'il peut être désastreux d'avoir cru qu'un opposant était un allié, et l'être moins d'avoir pris un allié pour un ennemi, mieux vaut encore courir le risque de la seconde hypothèse que le grand danger de la première, lorsqu'il est impossible d'obtenir une preuve indiscutable, et que le temps pour la réflexion et l'analyse est écoulé. L'Histoire est pleine d'appels à la vigilance, et elle montre que le coût d'une surestimation de l'hostilité d'un adversaire a souvent été sous-estimé. Très souvent, les chefs d'État, les stratèges et les généraux croient que si un pays ne montre pas des signes manifestes d'agressivité, alors son élite politique sera capable de comprendre, implicitement, que le renforcement de la défense du leur ne vise que le maintien de la paix et de la sécurité. Lorsqu'ils le font, ils surestiment la facilité avec laquelle ces provisions de sécurité pacifiques peuvent être faussement interprétées comme une préparation à l'expansion économique par le moyen de la guerre.

Lorsque nous tentons de deviner ce que fera un pays en général, ou un adversaire en particulier, nous devons concentrer notre esprit sur les enjeux économiques et rationnels, et mettre de côté la rhétorique idéologique – même s'il se produit parfois que des chefs d'État ne s'engagent dans une politique étrangère particulière que dans le seul espoir de regagner le soutien de la population de leurs pays. La difficulté qu'il y a à anticiper une décision diplomatique ou militaire soudaine et inattendue demeure une partie du problème général de la politique internationale. Ce problème a bien recueilli l'intérêt, soit implicitement, soit directement, des théoriciens de la *realpolitik* et des « intérêts », initialement développé par Thucydide. C'est-à-dire que : la politique internationale est marquée par une incessante rivalité autour d'intérêts qui ont été largement présentés à l'article précédent de ce chapitre ; les États souverains sont impliqués dans un conflit de pouvoir et de politique ; cette mécanique internationale est libérée de toute considération morale, et l'État y est perçu comme une entité rationnelle et unitaire qui se trouve en perpé-

tuel conflit avec tous les autres États du système, en raison de l'absence d'un gouvernement mondial.

Sur la base de toutes ces caractéristiques qui trouvent elles-mêmes leur fondement commun dans une vision pessimiste de la nature humaine, la seule manière d'acquérir la sécurité est la création d'un équilibre entre les plus grandes puissances, étant entendu qu'elles se partagent les États les plus faibles par l'exercice d'une autorité sur eux. Machiavel partage cette vision réaliste de la politique en évoquant les idées des « nécessités » et de la « raison d'État ». Selon ces théories, les politiques des États les plus importantes peuvent donc être facilement prédites et identifiées, parce qu'elles sont basées sur une logique qui leur est propre, et qui dépend bien plus de leur géographie politique que de leurs élites – cette logique est poussée à son degré le plus extrême lorsqu'elle s'appuie sur la géopolitique, ainsi que nous l'avons vu. Étant bien conscients de tout cela, et d'autres caractéristiques particulières propres à chaque pays (Histoire, puissance économique, industrielle et militaire, stade d'évolution de la société, besoins connus, comportements typiques, etc.), nous nous trouvons alors en mesure de faire de meilleures prédictions des actions futures de chaque État.

Enfin, nous ne devons pas être surpris de remarquer que toutes les décisions politiques soudaines et inattendues ont été le fait de politiciens agissant au sommet des États, et non celui de diplomates professionnels et autres spécialistes de la politique internationale. Les diplomates professionnels apportent rarement des idées nouvelles dans les affaires étrangères, en dépit de leur grande connaissance pratique et théorique-historique de ce sujet. Ceci est expliqué par le fait que les diplomates, en tant que membres des bureaucraties d'État, ont été naturellement entraînés à entretenir et à consolider des relations avec d'autres pays, plutôt qu'encouragés à explorer d'autres possibilités d'actions.

II. L'ESPIONNAGE ET LE CONTRE-ESPIONNAGE.

L'ESPIONNAGE.

L'origine de l'espionnage est militaire ; il servait à connaître les déplacements des troupes ennemies, et aussi ses forces et ses faiblesses. Napoléon Bonaparte a pris sans combat la ville d'Ulm grâce à l'espion Schulmeister. Mais aujourd'hui, ne peuvent se contenter d'un service d'espionnage de guerre que les petits États. À l'époque de Louis XIV et jusqu'à celle de Napoléon Bonaparte, la France possédait déjà une organisation de ce genre qui s'occupait également des questions politiques, et les espions se glissaient dans les cabinets des diplomates. L'espionnage était une partie de la politique étrangère. Et c'est la France qui a été la première à avoir créé un service de renseignement militaire et politique permanent. L'histoire des services de renseignement français durant le XIXe siècle a été partiellement expliquée à l'article consacré à la police[248], et l'article suivant peut être considéré comme sa suite.

Nous pouvons ici ajouter que Napoléon III a créé en 1855 une police spéciale qui est devenue, en 1870, la machine de l'espionnage militaire de ce pays. Après la guerre de 1870, ce service est encore devenu complètement militaire, sous la tutelle d'une plus grande organisation appelée « 2e Bureau ». À partir de là, et jusqu'en 1940, la France a possédé l'un des meilleurs services de renseignement du monde – après celui de l'Union soviétique –, et sa politique, républicaine dans sa forme, mais impérialiste en réalité, n'a pas eu de meilleur soutien.

Ce n'est qu'au moment de la guerre russo-japonaise que la Russie a créé un service de renseignement militaire, avec l'aide de la France qui s'était alliée avec elle. L'expérience française en matière d'espionnage profita si bien à la Russie qu'elle parvint à faire du 2e Bureau son vassal au moment d'espionner l'Allemagne. La France ne s'en pas méfiée assez, car il faut dire que son service de renseignement politique était alors placé sous le commandement de quelques diplomates plus familiers des salons que des réalités des enjeux politiques et militaires du XXe siècle naissant. L'« Okhrana » qui fut ainsi formée a, par la suite,

---

248 « La Police », Ière Partie, c. IX. « Sûreté intérieure ».

entretenu en Europe une sorte de police politique qui aurait pu servir les militaires, à la rigueur.

Les services de renseignements ont mis plus de temps à s'imposer en Allemagne. Frédéric II avait bien des espions à l'étranger, mais il ne se fiait pas à leurs rapports, ni même à ceux de ses diplomates. Bismarck a fait de même, ou à peu près. Mais il faut dire que l'Allemagne du temps de Bismarck ne connaissait pas plus alors les buts multiples de la guerre que les attaques sur toutes sortes de fronts. Elle était amie de l'Angleterre et de la Russie ; par conséquent, elle ne jugeait pas opportun d'entretenir un service de renseignement pour espionner ces deux puissances politiques majeures. Les services de renseignement des Allemands n'accueillirent pas ceux des Anglais comme les Russes l'avaient fait avec les Français, puis réciproquement, mais ils instruisirent ceux des Japonais. Et, pendant un temps, les Japonais n'ont pas vu la nécessité de se faire servir par d'autres espions que ceux de l'Allemagne.

L'Angleterre étant une grande puissance, elle ne pouvait se passer d'un grand service de renseignement, qui plus est pour aider à gagner sa suprématie mondiale ; mais il était encore insuffisant, et naissant dans sa forme moderne, au moment de la guerre des Boërs.

Ce n'est que durant la Grande Guerre que la plupart des grandes puissances mondiales se sont dotées de services de renseignement militaires et politiques modernes. Et aujourd'hui, ceux-là ont considérablement étendu leurs activités, ont perfectionné leurs techniques, et ont à leur disposition les connaissances et les services des historiens, sociologues, psychologues et scientifiques spécialistes dans de multiples domaines. Et à l'activité de l'espionnage pur, il faut désormais ajouter celles, courantes, du sabotage, de l'agitation et de la propagande, et de tromperies très élaborées.

On ne trouve que deux types de serviteurs sûrs et dignes de confiance dans le domaine de l'espionnage : 1° les chefs ; 2° les agents qui servent pas pur patriotisme ou conviction politique-idéologique. Si l'on exclut cette autre activité particulière qu'est le contre-espionnage – dont nous parlerons dans le prochain article –, les chefs du service de renseignement doivent plutôt être des militaires, parce qu'ils savent mieux commander le type d'hommes qui convient à l'activité d'agent.

En effet, les agents patriotes que nous venons d'évoquer sont rares ; en quantités insuffisantes, en tout cas, pour pleinement satisfaire les besoins en espionnage d'un pays civilisé de taille

moyenne. De plus, les services de renseignement ont toujours eu besoin de gens ayant des dispositions d'esprit qui ne sont pas forcément rares, mais qui sont particulières et peu compatibles avec l'honnêteté du citoyen patriote. La morale ne trouve pas sa place dans le travail courant d'un service de renseignement, et même, elle le rendrait inutile. L'agent efficace doit se montrer habile voleur et menteur, ce qui réclame une expérience et un talent plutôt commun chez les criminels. Le lecteur qui s'est fait jusqu'ici cette idée romanesque de l'agent secret que la propagande a souvent voulu, sera certainement surpris d'apprendre que les services de renseignement vont recruter le commun de leurs personnels dans les quartiers mal-famés, dans les bataillons disciplinaires, et même dans les prisons. C'est pourquoi la police aide ordinairement les services de renseignement à trouver d'habiles voleurs, des escrocs ayant une présentation et une intelligence assez grandes pour abuser n'importe qui, des faussaires chevronnés, de belles courtisanes que ni l'âge ni la santé n'embarrassent, et parfois des assassins qui savent se faire discret et efficaces. Un prochain chapitre en dira un peu plus quant à quelques-unes des missions que ces gens doivent être capables d'accomplir.

Sachant tout cela, il n'y a pas lieu de s'émouvoir au moment d'apprendre que le service et la fidélité de presque tous les agents ne peut être garantis autrement que par une discipline d'airain, et par diverses formes de menaces et de chantages. Cela a pour avantage qu'un large pourcentage d'agents coûte assez peu à entretenir pour bien rémunérer la loyauté sincère de leurs chefs. Car le service de renseignement doit tous ses succès, en premier lieu, à la conscience et à l'habileté des officiers qui dirigent ses employés et ses agents. Pour diriger cette tribu sans homogénéité des agents, faite d'individus venus de partout, il faut des chefs ayant du caractère, et qui sachent juger les hommes tout en gagnant leur sympathie et leur confiance. Dans le service de renseignement allemand durant la Grande Guerre, il est arrivé que ce fussent un officier de cavalerie de vieille souche et une femme fort instruite qui eurent à conduire des agents au caractère difficile et parfois dangereux. Les services de renseignement ont donc besoin de chefs qui savent se comporter en maîtres et dominer leurs agents de haut, s'ils ne veulent pas l'être par leurs auxiliaires et leurs misérables passions. L'espionnage comporte de grands dangers auxquels s'exposent tous ceux qui y touchent, de près comme de loin. L'action y est incontrôlable, la qualité du renseignement fourni ne l'est guère moins, et la tentation y est

permanente. Tout cela explique pourquoi la discipline qui est imposée aux agents et aux petits employés des services de renseignement est plus grande encore que dans les unités militaires réputées les plus sévères avec leurs hommes.

Les services de renseignement apportent régulièrement des désillusions à l'élite politique, car il est beaucoup de mauvais agent et bien peu de bons. De plus l'existence de ces agents, qui ne reculent pas devant le danger en raison de leurs esprits frondeurs, est précaire. Ce n'est pas un nombre important d'agents qui fait la qualité d'un service secret, mais la qualité et l'énergie de chefs qui n'hésitent pas à faire table rase de temps à autre, et à détruire les résultats qui ne sont qu'apparents.

C'est ainsi qu'ont toujours agi, jusqu'à aujourd'hui, les services de renseignement allemands et anglais. Ceux de Russie et de France emploient une politique différente, car ceux-là estiment que leur but n'est pas de déterminer les faits, mais, bien plus, de disposer d'autant d'informations générales et d'indications nécessaires à leur politique que possible.

En temps de guerre, de nombreux individus inaptes à aller au front se présentent dans les services de renseignement pour « payer », le disent-ils ainsi, « leur dette à leur patrie ». Certains sont instruits et fortunés, ce qui fait d'eux des recrues de plus grande valeur. Presque tous exagèrent la mesure de leurs forces. Beaucoup payent de leur vie une activité trop courte, car en temps de guerre, ils sont fusillés lorsqu'ils se font prendre. Les femmes font souvent des agents plus acharnés que les hommes, et elles savent mieux tromper aussi ; c'est pourquoi il convient d'encourager tout spécialement leur recrutement. Par chance pour elles, elles ne sont presque jamais fusillées, mais cela change depuis quelques petites années, et c'est sans parler de durs sévices désormais devenus courants. Beaucoup approchent les services de renseignement dans des buts intéressés, tels que des gains commerciaux qu'ils pourraient tirer de passages plus faciles aux frontières, grâce à de faux papiers. D'une façon générale, la conscience manque aux agents internationaux ; ils abusent facilement de l'hospitalité des pays neutres, et ils songent toujours aux gains qu'ils pourraient réaliser. Comment s'étonner, dans ces cas, qu'ils soient rarement dignes de confiance, et qu'ils trahissent facilement.

Ce que redoutent le plus les services de renseignement est la trahison. En raison des graves dommages qu'elle cause, non seulement à tout le personnel et à tous les efforts des services de renseignement, mais aussi à tout l'appareil politique et à

l'économie en général, la trahison d'un agent, d'une secrétaire ou même d'un chef, doit être punie de mort.

Plusieurs questions concernant les services de renseignement n'ont pas encore trouvé de réponses satisfaisantes et définitives, en général et dans quelques pays en particulier ; les voici.

La propagande politique intérieure et l'influence de l'opinion publique doivent-elles être confiées aux services de renseignement, au motif qu'ils s'occupent de toutes les tâches secrètes de l'État ? Ou ces missions ne doivent-elles pas plutôt être effectuées par les services de police politique et de contre-espionnage, ou encore, à un ministère de l'information qui en serait spécialement chargé, comme en Allemagne, en Union soviétique, en Angleterre et plus récemment en France ? La dernière de ces trois réponses possibles est semble-t-il la bonne, bien qu'elle ne fasse pas l'unanimité dans tous les pays. Le président d'un service de renseignement doit-il, lui aussi, être un militaire, ou ne serait-il pas plus judicieux qu'il soit un membre de l'élite politique, étant donnée l'importance grandissante de l'espionnage politique, économique et scientifique ? Le service de renseignement et celui du contre-espionnage ne gagneraient-ils pas à être réunis, en raison de leurs affinités naturelles ? Mais, dans l'affirmative, se poserait alors l'autre question de savoir sous quelle autorité ces administrations réunies seraient placées, civile ou militaire ?

Concernant maintenant l'importance qu'un service de renseignement doit avoir en temps de paix, cela dépendra de plusieurs facteurs. Si le pays est particulièrement exposé à une menace extérieure, cette importance devra logiquement être grande, et plus encore celle du service de contre-espionnage. À l'inverse, si une planification économique en vue d'une guerre est lancée, une grande importance devra être accordée à l'espionnage – de même, bien sûr, qu'à la propagande et à l'influence de l'opinion publique. Enfin, l'intensité de l'activité d'espionnage dans les pays étrangers peut être un choix purement politique et économique. Car, depuis peu, a été posée la question pertinente de savoir, à choisir, s'il est pas plus pertinent de lourdement financer la science, ou de payer moins cher une importante activité d'espionnage scientifique, afin de ne sélectionner que des découvertes qui intéressent tout particulièrement l'industrie et l'économie du pays ? La recherche scientifique coûte cher, en général, alors que les découvertes qu'elle apporte ne satisfont pas toujours l'économie ou les attentes de l'élite politique. À l'inverse, il arrive souvent que la découverte ou l'invention

espérée soit faite à l'étranger, et qu'en plus du temps, des efforts et de l'argent qui ont été investis en vain dans l'espoir de l'obtenir, il faille encore que les industriels achètent un brevet ou payent une patente d'utilisation. Cette question a aussitôt trouvé une réponse sous la forme d'une théorie, qui dit que *pour un même budget donné, l'espionnage scientifique est beaucoup plus rentable que la recherche scientifique*.

LE CONTRE-ESPIONNAGE.

Cet article sur le contre-espionnage peut être considéré comme une suite à celui traitant de la police[249], car le service de contre-espionnage français est, sans conteste, le plus efficace du monde, encore sous l'occupation allemande.

Napoléon Bonaparte aurait dit, en substance, qu'il était rare, sinon impossible, de trouver un Français disposé à mettre tout son cœur dans l'occupation de l'espionnage, militaire ou civil, peu importe, et que c'était pour cette raison que la France avait fait une coutume, autant que possible, d'y employer pour n'importe quelle tâche des individus cosmopolites ou sans nationalité. Cette vue ne semblerait pourtant pas correspondre à l'idée que beaucoup se font de l'espion français. Régalés comme nous avons pu l'être avec les fantaisies et la fiction des écrivains français contemporains, et leurs modèles de maîtres détectives, nous nous trouvons presque invariablement en train de créditer le système français du contre-espionnage comme étant, eu égard à son excellence, un exemple que tout autre type d'organisations devrait suivre. Cela est confirmé par le fait que seulement 20 %, environ, de crimes restent impunis dans ce pays ; c'est le plus bas chiffre constaté dans le monde.

Cette performance est déjà pour partie expliquée par une étroite collaboration entre la police et le service de contre-espionnage en France ; mais il en est ainsi, aujourd'hui, dans presque tous les pays modernes et civilisés. Car il est aisé pour quiconque d'admettre qu'un service qui est chargé de produire un corps de détectives efficaces, doit être aussi capable de produire un corps d'espions compétents, et mieux encore de chasseurs d'espions.

Il existait en France un service d'espionnage complet à l'époque de Richelieu déjà, et l'influence cléricale était alors soutenue par un vaste réseau d'espionnage omniprésent dans le pays. Ce système perdura, à peu près sous cette forme, jusqu'à la

249 Voir « La police », Ière Partie, c. IX, « Sûreté intérieure ».

période de l'Empire militaire de Napoléon Bonaparte ; un contraste de conditions qui suggère l'idée que les gouvernements basés sur des principes autocratiques, et sur l'absence d'une réelle séparation des pouvoirs, requièrent invariablement l'aide d'influences de nature oligarchique pour maintenir leurs existences. Mais, en 1940, la machinerie policière et d'espionnage française s'était quelque peu compliquée, pour partie en raison de factions politiques qui s'opposaient depuis déjà quelques années au sein de l'élite politique – telles que nous les avons entrevues à l'article consacré à la *police*[250] et à celui traitant du *contrôle de la culture et de l'éducation*[251]. Comme marque remarquable de ces rivalités, dont presque toute la population fut maintenue à l'écart entre les années 1880 et 1940, on relève des tentatives répétées de placer les services de contre-espionnage et de police politique, essentiellement républicains conservateurs, sous le patronage des militaires dont les officiers s'étaient largement ralliés à une tendance socialiste montante qui, discrètement aidée par la Russie qui y trouvait un intérêt évident, était sur le point d'être définitivement victorieuse.

Paris était, jusqu'en 1940, le centre de l'organisation française politique, économique et militaire. Et c'est là ce centre travaillait laborieusement et silencieusement, sans entretenir de relations assidues avec le président ni avec son cabinet cependant, tout au contraire ce qu'il en était avec les préfectures et les commissaires des régions en particulier, et avec toutes les représentations régionales et autres grandes administrations. De l'aveu d'un chef de division des services de renseignement de cette période, le préfet de police de Paris savait étonnement peu de ce qu'il se passait dans son administration. Une règle disait que seuls les chefs divisionnaires du système avaient le pouvoir d'informer le chef du service d'une affaire importante impliquant des membres de l'élite ou des personnalités étrangères, ou encore susceptibles de créer des complications de portée internationale. Et le chef du service de renseignement ne devait s'adresser, au-dessus de lui, qu'au secrétaire des Affaires étrangères ; lui seul, à l'extérieur des services de renseignement, étant autorisé à connaître les résultats du travail des espions[252]. Les autres ministres, tout

---

250 *Ibid.*

251 « Le Contrôle de la culture et de l'éducation », IIe Partie, « Information », c. III., « La Culture ».

252 De même que la surveillance du courrier postal, effectuée en France par le « Cabinet noir » depuis 1633, peu après la création d'une poste royale, a toujours dépendu du corps des Affaires étrangères.

comme le préfet de police lui-même, étaient nommés à leurs postes respectifs sous la seule influence du parti politique auquel ils appartenaient. C'est pourquoi ils n'avaient guère plus connaissance des activités discrètes et cachées des mouvements politiques du pays, que pouvaient en avoir leurs subordonnés. Les chefs divisionnaires étaient les réels contrôleurs de la machine policière ; ils étaient pratiquement inamovibles – à moins de commettre une faute grave – parce qu'ils entretenaient d'étroites relations avec les membres de l'élite qui décidaient réellement des affaires de l'État sans forcément en être les responsables officiels, ni plus être populairement connus dans le pays. Par exemple, ces choses étaient si secrètes que le colonel Henry, qui avait eu un temps connaissance des réelles implications de l'Affaire Dreyfus, et qui avait agi comme intermédiaire entre un chef divisionnaire et un membre important de la réelle élite politique de l'époque (de 1893 à 1898), se suicida ou fut assassiné, on ne sait.

La machine d'espionnage et de police politique française a largement été basée, depuis l'époque du ministre de la police, Joseph Fouché jusqu'à 1940, sur un système de « dossiers ». C'est-à-dire que toute personne qui a eu, ou même qui aura probablement, une carrière d'une nature publique, est plus ou moins surveillée par la police, et tout ce qu'elle peut faire et dire, et même toute rumeur la concernant qui sera portée à la connaissance de la police, est soigneusement consigné dans un dossier à son nom, en prévision de toute éventualité, lequel est archivé dans les bureaux du chef de la police. Le plus novice qui, pour quelque raison indépendante de sa volonté ou pas, se trouve placé sous les projecteurs d'une quelconque publicité, même lorsqu'il est un artiste, un journaliste ou un écrivain, un acteur insignifiant du *demi-monde*[253], un financier, un politicien local, un fantaisiste qui cherche seulement à attirer un peu d'attention sur lui, un jockey, un acteur, un prêtre, une maîtresse un peu extravagante, un éditeur, toutes définitions qui seront utilisées telles quelles, seront mieux connus de la police que de leurs propres parents. Et lorsqu'il arrive qu'un tel individu parvienne à s'élever assez socialement pour être remarqué et sollicité par un membre de l'élite politique au plus haut niveau, il s'efforce invariablement d'être assez intime avec le chef de la police, dans le but de récupérer et de détruire tout ce qui a pu être consigné dans « son dossier » d'incriminant concernant son passé. De

253 En français dans le texte (N. D. T.).

même que lorsqu'un président français invitait un politicien montant et ayant fait preuve de la meilleure orthodoxie ; la première requête que formulait celui-ci, si le président l'y invitait, était d'obtenir la « restitution de son *dossier* ». C'est le système de maintien de l'orthodoxie au sein de l'élite que nous avons recommandé à l'article sur *les sélection et fabrication des élites*[254], excepté que le modèle français prévoit que l'individu qui accède à l'élite peut obtenir la disparition de tout ce qui pourrait utilement servir à virtuellement prévenir ses mauvaises intentions ultérieures. Cependant, cette restitution partielle ou en totalité du *dossier*, non seulement n'est pas automatique, mais, de plus, elle est rare au point d'être exceptionnelle parce qu'elle est encore soumise à d'autres critères, obscures ceux-là. Le « grand homme français » se voit remettre son *dossier*, mais, lorsque, plus tard, il a dû céder sa place à un autre, une copie de celui-ci, prudemment conservée on ne sait où ni par qui, est remise aux archives de la police. De plus, ce dossier a considérablement épaissi à ce moment-là, et, toujours, il contient bien plus de faits compromettants qu'auparavant.

Depuis l'époque de Fouché, grand inventeur de ce système du « dossier secret » en particulier, et de la police moderne en général, le coût de la constitution et de l'entretien des *dossiers* revient aux municipalités. À Paris, tous les faits et gestes d'un visiteur étranger, « régulier » ou « permanent », peu importe sa nationalité, sont observés et notés, mais dès lors que sa personne avait une importance politique ou sociale jugée « élevée » dans son pays, ils étaient aussi consignés dans un *dossier secret* à son nom. De plus, la photographie, le cinématographe et l'enregistrement sonore[255] ayant connu de grands progrès, cela a permis, depuis quelques années, d'enrichir les *dossiers* de photographies, et parfois même de films lorsque des questions de mœurs sont évoquées, et s'avèrent virtuellement propices à d'utiles pressions. À tout cela vient s'ajouter l'espionnage des communications téléphoniques qui, encore en France, n'a accédé au niveau d'un véritable service qu'à la faveur d'une initiative de la police allemande d'occupation (*Geheime Staatspolizei*), qui l'a

254 « Les Sélection et fabrication des élites », I[ère] Partie, « Politique intérieure », c. IV. « L'Élite ».

255 La société allemande AEG a tout récemment mis au point une technique d'enregistrement sonore « à bande », remarquable au point qu'il est pratiquement impossible de distinguer une voix enregistrée de celle qui a été physiquement parlée, et il existe de très petits microphones pouvant facilement être dissimulés dans une chambre d'hôtel ou dans un bureau.

installé à Paris, dans des souterrains. La surveillance et l'ouverture clandestines du courrier postal existent en France depuis le début du XVIIe siècle, lorsque Richelieu en avait affirmé la nécessité et avait créé pour cette mission de surveillance un bureau particulier, qui a pris, et conservé durant les siècles suivants le nom de « Cabinet noir ». La surveillance du courrier y est restée très active jusqu'en 1940, année à partir de laquelle, l'administration d'occupation allemande a rendu quasi systématique l'ouverture discrète du courrier.

Toute cette surveillance ayant gagné en importance et ayant employé toujours plus de fonctionnaires et d'agents, l'élite française a vu la nécessité évidente de dissimuler les importants mouvements de fonds publics qu'elle réclamait, par la création d'un « fonds secret », à partir du règne de Napoléon Bonaparte. De plus, les difficultés de cette surveillance technique à l'extérieur de la capitale avaient imposé le placement d'« agents mobiles » et de « mouchards » dans les centraux téléphoniques régionaux, et dans les bureaux de poste.

Cependant, à partir du XVIIIe siècle et jusqu'en 1940, l'espionnage du courrier, puis celui du téléphone, ont eu à souffrir d'un détournement de leur fonction de surveillance de la masse au profit de la sûreté de l'État, pour servir toutes sortes d'intérêts personnels et de conspirations par le moyen du chantage. D'une façon générale, la faiblesse – mais c'est à peu près la seule – du système de police politique et de contre-espionnage des Français est que sa grande efficacité a couramment servi des intérêts personnels d'accession à des postes politiques, d'éliminations de concurrents et d'enrichissements individuels. Pourtant, l'élite de ce pays n'a jamais sincèrement cherché à remédier à ce grave problème, alors qu'il menace indiscutablement la stabilité de la structure sociale.

De retour à l'époque de Louis-Napoléon Bonaparte, le préfet de police Joseph-Marie Pietri a perfectionné et généralisé l'idée des « agents provocateurs » de Fouché[256], qui furent populairement appelés « blouses blanches ». Par exemple, il envoyait de ces agents, déguisés en ouvriers, haranguer les foules dans des quartiers ouvriers de Paris, pour les inciter à se révolter et à casser des vitrines. Lorsque cela réussissait, la police y trouvait un prétexte pour arrêter et incarcérer les meneurs et agitateurs

256 Fouché nommait son service d'agents provocateurs « police d'attaque », pour bien le différencier, dans ses objectifs, de la traditionnelle police de répression, qui devait servir la mission de « renseignement général ».

sincères qui, si on les laissait trop longtemps en liberté, auraient certainement menacé la structure sociale de la classe inférieure de cette époque[257].

Cependant, après que la Troisième république fut établie en France (1870) et que la machine policière fut réorganisée, une brigade spéciale de police politique employant des agents secrets fut recréée en 1894 ; elle regroupa, en vérité, trois brigades distinctes de police politique, et fut placée sous l'autorité d'une « Direction générale des recherches ». En 1913, cette dernière administration fut encore réorganisée et renommée « Service des Renseignements généraux et des jeux », et elle demeura telle quelle jusqu'en 1940, puis encore après et jusqu'à aujourd'hui où, désormais, elle sert la police politique et le contre-espionnage allemands, et emploi une « Brigade spéciale » chargée de chasser les résistants à l'occupation allemande et de détruire leurs réseaux clandestins. Depuis le début de ce XXe siècle, ce Service des renseignements généraux a été très actif durant les périodes de crises sociales, et a pu aider des chefs de partis politiques à remporter des élections, tout en discréditant avec une égale efficacité leurs adversaires. Au sein de l'élite politique française, il a été admis que cette police politique a mieux aidé au maintien de la structure sociale que toutes les autres forces. Elle a recruté, tout spécialement, de nombreux agents et *mouchards* parmi les journalistes, les écrivains et les éditeurs de Paris et des autres principales villes de France, afin de contrôler l'opinion publique, et de prévenir toute divulgation de secrets d'État et d'informations diverses susceptibles de créer des troubles sociaux. Ceci lui a permis de faire taire, avec la même efficacité et avant même qu'ils ne puissent être entendus dans bien des cas, les agitateurs et les militants politiques, sectaires et religieux de tous poils. Elle a créé de petits groupes de spécialistes chargés de traquer des organisations politiques particulières situées, non seulement en France, mais aussi en Espagne, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, au Portugal, en Belgique, en Hollande, et même jusque par-delà l'océan Atlantique, aux États-Unis, et souvent en associations amicales avec les polices politiques de ces pays[258].

---

257 L'organisation des agents provocateurs de Pietri fut partiellement dissoute en 1870, et les plus connus de ses agents furent tués durant la période d'agitation connue des historiens sous le nom de « Commune ».

258 Cette collaboration policière internationale est favorisée par l'organisation de police internationale Interpol, créée en 1923 à Lyon, en France, dont Ernst Kaltenbrunner, chef du service de police politique allemand (Sicherheitsdienst - SD), et chef des services de

Nous l'avons vu, le chef réel des services de police politique et de contre-espionnage n'est pas le préfet de police, ceci parce qu'il doit son poste à ses opinions politiques, rappelons-le, et parce qu'il est membre de l'un des partis politiques tolérés et créés par l'élite politique. Une coutume qui existe depuis plusieurs générations, et qui n'a jamais été officialisée, fait qu'il est officiellement de chef de ce qui est connu comme la « Troisième division de la police ». Placé sous ce contrôle administratif, on trouve le chef du 1er Bureau, où sont archivés les *dossiers secrets* individuels, puis le chef du 2e Bureau, chargé du renseignement de l'armée, dont les effectifs et le rattachement sont militaires[259]. C'est du 2e Bureau qu'a dépendu, depuis 1871 et jusqu'en 1940, le « Cabinet noir » chargé de l'espionnage du courrier postal.

La 1ère Division dirige les espions chargés de surveiller les personnes jugées importantes. Par exemple, elle avait détaché dix-sept agents pour la seule surveillance d'Esterhazy au moment de l'Affaire Dreyfus, qui le suivaient partout et à toute heure. De tels hommes surveillent également les femmes qui reçoivent la visite de politiciens de premier plan, et ils sont instruits d'en faire des « agentes » lorsqu'elles sont suspectées d'avoir recueilli des confidences. Ils surveillent encore les notables étrangers. Dans le corps de ces agents secrets, on en trouve qui se mettent au service de grands banquiers, d'industriels et de grands marchands, des patrons des grands journaux, et, d'une façon générale, de tous ces hommes de l'élite qui sont riches ou influents et qui, pour des raisons qui leurs sont personnelles, souhaitent connaître tous les mouvements de certains de leurs employés, de leurs amis ou de leurs maîtresses. Les agents secrets de la 1ère Division traquent les étrangers et les citoyens du pays dont la présence est jugée indésirable, afin de leur rendre l'existence particulièrement difficile en toutes choses. Enfin, ils doivent surveiller les agissements de toutes les personnes riches dont ils ont pu apprendre les traits d'insanité et d'excentricité, « dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques », est-il précisé.

La 2e Division est, pour l'essentiel, un bureau dont les agents sont envoyés dans les différents ports de France pour y repérer et

---

renseignement de ce même pays (Reichssicherheitshauptamt - RSHA), est l'actuel président.

259 Ces Bureaux ont été créés lors de la constitution de la Troisième république, en 1871, et ont existé jusqu'en 1940. Il existe un 3e Bureau, chargé des traductions des documents étrangers interceptés et de l'identification des écritures (dont l'existence a été mentionnée dans les contextes des scandales de Panama, Dreyfus, puis Humbert), et un 4e Bureau, chargé des plans de circulations, des casernements et de la cartographie.

y surveiller tous les individus jugés suspects qui entrent dans le pays ou qui en sortent. Ceux-là, à l'occasion, peuvent même être envoyés dans des ports étrangers pour y poursuivre des enquêtes autant criminelles ordinaires que concernant l'espionnage. Une proportion minoritaire de ces hommes forme un détachement spécial chargé d'enquêter sur des malfaiteurs particuliers et de surveiller des personnalités politiques d'envergure régionale. C'est cette Division qui a créé, en 1883, un « laboratoire », que feu Monsieur Bertillon, le célèbre anthropométriste, a plus tard rendu célèbre au titre de chef du Bureau d'identité. En 1903, le Bureau d'identité s'est considérablement agrandi et modernisé, et il a changé de statut ; il regroupait, cette année-là, plusieurs millions de « fiches » individuelles, gérées par douze employés.

Comme en Allemagne, tous ces espions que l'on nomme « mouchards », au nombre de plusieurs milliers, occupent souvent des emplois officiels d'inspecteurs municipaux des logements, de directeurs de cabarets et autres maisons de nuit et d'amusement, d'employés de l'Office de placement gratuit (depuis la fin de la Grande Guerre). L'idée des « milices » que nous avons vue dans un chapitre précédent[260] vient d'un corps inférieur de mouchards inventé par les Français, qu'ils nomment expressivement « remueurs de casseroles » parce que leur travail consiste à « agiter la saucière sociale dans n'importe quel département ou ville, pour en faire remonter à la surface les petits détails ». Ainsi que leur nom et leur mission générale le laisse supposer, les *remueurs de casseroles* sont les plus vils spécimens qu'offre la lie de la société – hommes et femmes – qui, elle-même les rejette. Les Divisions de la police les payent en les aidant à trouver des emplois de serveurs de café, d'exécuteurs de quelques basses œuvres au pair, de surveillants et de veilleur de nuit, pour un franc ou deux. Tous obéissent par crainte d'être arrêtés et incarcérés pour quelques larcins dont la police conserve soigneusement des preuves ou des aveux signés. Beaucoup ont connu le bagne, où ils ont été éprouvés comme « moutons », un autre mot populaire désignant un détenu qui cherche à arracher à un camarade de cellule les derniers détails d'une affaire que la police a manqué d'obtenir. Cette race de sous-espions est placée sous la diligence de la 3e Division, pour son bénéfice, puisqu'elle est aussi chargée de garder un œil sur l'état d'esprit de la main-d'œuvre du pays qu'emploient les industriels, les grands vi-

260 *Les Milices*, Ière Partie, « Politique intérieure », c. IX, « Sûreté intérieure ».

gnobles et distilleries et les exploitations minières, et de régler à la source les désaffections syndicalistes.

Quelques jours avant la Grande Guerre, en 1914, le corps d'espionnage en France était fort d'environ 1000 agents hommes et femmes, recrutés dans toutes sortes de milieux et exerçant toutes sortes de professions, car la police a fait règle que leurs seuls revenus soient ceux des emplois qu'ils occupent ordinairement. Cette dernière provision est l'une des meilleures garanties contre la suspicion que ceux qu'ils surveillent pourraient manifester à leurs égards. Certains reçoivent parfois quelques aides financières ou d'autre nature ; c'est selon leurs frais de missions, leurs mérites, et aussi leurs milieux et éducations. Tous ne doivent pas savoir, et ne sauront jamais, quels sont les buts ultimes et importances des missions auxquelles ils sont tenus de participer ; ils sont, en réalité, tenus à l'écart des desseins de quelque gigantesque plan, parce que celui-ci doit être l'un des secrets d'État les mieux gardés. C'est pourquoi les agents secrets français, et même leurs chefs dans un fort pourcentage de cas, acceptent, dès leur entrée dans les administrations de police politique, de contre-espionnage et d'espionnage, de se limiter à des responsabilités qui n'excéderaient guère, ailleurs, celles que l'on délègue aux travailleurs les moins fiables.

Le nombre des agents a considérablement augmenté durant la Grande Guerre, mais il n'a pas été réduit pour autant lorsqu'elle fût finie, tant ils s'étaient rendus indispensables au bon fonctionnement de la société. Une à deux fois par semaine, ils sont tenus de rapporter à leurs chefs tout ce qu'ils voient et entendent, y compris les opinions qu'ils peuvent recueillir sur ce que la masse, en général, pense de l'élite et de sa manière de diriger les affaires du pays.

En France au début de ce siècle, il était déjà bien établi que chaque grand journal à un espion qui reçoit des informations de son propriétaire, et qui, en échange, en reçoit parfois d'autres que ses journalistes seraient en peine d'obtenir par d'honnêtes moyens, que l'élite ou sa police ont quelque intérêt à faire largement connaître. Les deux parties y trouvent ainsi chacune leurs comptes. Cet espion est aussi là pour surveiller les éditeurs, leurs secrétaires et leurs journalistes, et ainsi veiller à ce que rien qui pourrait être dommageable aux intérêts fondamentaux de la Nation ne puisse être accidentellement ou intentionnellement publié. Dans les grandes banques aussi, des espions y exerçant diverses occupations officielles payées par celles-ci espionnent ce qu'y font les autres employés, et plus particulièrement les

détails des affaires, des investissements, des intentions et des plans. Et ces espions sont eux-mêmes espionnés par d'autres, afin de prévenir tout risque qu'ils puissent tirer un profit individuel des informations qu'ils glanent ainsi, à la Bourse. Les politiciens, les sénateurs et les députés sont similairement surveillés par des espions intelligents et de bonne éducation, payés ceux-là par les fonds secrets que l'État met à la disposition des administrations de la police politique et du contre-espionnage[261]. Il y a quelques années, le Général Boulanger, qui fut ministre de la Guerre, s'est trouvé contraint de fuir Paris parce que, ainsi qu'il l'expliqua aux journalistes belges, à Bruxelles, ses ennemis avaient décidé de le faire arrêter puis emprisonner. Quelque temps plus tard, il fut démontré que son valet, un certain Georget, était l'un de ces espions payés au service de la police, alors que Boulanger, confiant en sa fidélité, l'avait emmené avec lui en Belgique. Et ce ne fut pas tout, car la bonne de Madame Boulanger, qui était aussi la maîtresse du général son mari, l'était encore de Georget, et recevait pour ses confidences de l'argent provenant des Fonds secrets. Tous les mouvements et toutes les pensées des époux Boulanger étaient donc parfaitement connus, depuis longtemps, des agents des services secrets, et ils auraient facilement pu les faire arrêter à n'importe laquelle des vingt gares des chemins de fer qui séparaient Paris de Bruxelles. Mais la police était pleinement consciente, tout comme l'était Boulanger, que si sa cause pouvait être discréditée, ni les politiciens, ni la population de la France ne lui accorderaient plus la moindre attention. Durant l'année qui suivit celle de cette affaire, en 1887, le scandale de « l'affaire des décorations », qui obligea le président de la République Jules Grévy à démissionner, put encore arriver grâce à la puissante organisation de la police, et à trois de ses agents femmes qui exerçaient la profession de maquerelles et de prostituée. Il en a été de même lors d'une seconde affaire de décorations, en 1926.

Tous les services de police qui ont été mentionnés ici ont souvent changé de nom ou ont été modifiés. Que le lecteur sache que les omissions ou inexactitudes qu'il y trouvera certainement lui épargnent, par ailleurs, la lecture d'une fastidieuse liste chrono-

---

261 Déjà au XVIIIe siècle, Frédéric II recommandait : « Une belle qualité dans un prince est de rechercher le mérite inconnu, de récompenser une belle action faite sans témoins, et c'est ä quoi il doit être attentif et tenir autant d'espions pour être informe des bonnes qualités des citoyens que les tyrans en entretiennent pour découvrir les conspirations qu'on trame contre eux. » – Fréderic II, *Die Politischen testamente*, « De la politique », 1752.

logique d’arrêtés et de décrets divers, mais que les missions décrites, elles, non seulement n’ont pas changé jusqu’en 1940, mais qu’encore elles ont gagné en importance, en perfectionnements et en nombre d’hommes.

En utilisant les méthodes de police politique des Français, et celles qui sont recommandées dans les autres articles du chapitre IX de ce livre, pour ensuite à la fois bien les associer tout en veillant à assez éloigner leurs chefs les uns des autres pour qu’ils ne puissent jamais trop bien s’entendre, l’élite s’assurera de conserver son pouvoir pour de longues années, et de le transmettre en toute confiance à ceux qu’elle aura choisis pour lui succéder pacifiquement.